ÉCONOMIE SOCIALE.

DES INTÉRÊTS
DU COMMERCE
DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE,
ET DE LA CIVILISATION EN GÉNÉRAL,

SOUS L'INFLUENCE

des applications de la vapeur.

MACHINES FIXES. — CHEMINS DE FER. — BATEAUX A VAPEUR, ETC.

Ouvrage couronné en 1838 par l'Institut de France
(ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES).

PAR C. PECQUEUR.

La vapeur est, à elle seule, une révolution mémorable.

DEUXIÈME ÉDITION.

I



PARIS
DESESSART, ÉDITEUR,
RUE DES BEAUX-ARTS, 15.

—

1839.



AVANT-PROPOS.

Ce livre a été écrit presque en entier pour répondre à une question que l'Académie des sciences morales et politiques avait mise au concours sous cette forme : « Quelle peut être sur l'économie matérielle, sur la vie civile, sur l'état social et la puissance des nations, l'influence des forces motrices et des moyens de transport qui se propagent actuellement dans les deux mondes? »

L'Académie a décerné le prix à notre travail; mais elle l'a fait en des termes que nous devons ici reproduire par respect pour nos juges, et afin de mettre en garde ceux de nos lecteurs que l'autorité du premier corps savant de l'Europe disposerait à trop de confiance dans une production qu'il a publiquement distinguée. « Sans toutefois prendre, sous sa garantie, les conceptions et les prévisions que renferme ce mémoire, dit le rapport, sans vouloir donner aux modifications probables que l'auteur assigne à l'état de la Société un brevet de certitude, ni un certificat d'existence à l'avenir que son imagination figure avec tant de hardiesse et parfois de témérité, l'Académie décerne le prix à ce travail en récompense des mérites réels qu'il renferme. »

Il ne nous appartient pas de signaler tout ce qu'il y a de tolérance et de haute impartialité dans un pareil jugement : nous nous bornerons à dire que nous y avons trouvé la confiance qui nous manquait. Puisque l'Académie approuvait en somme, nous ne pouvions plus douter que notre essai ne pût offrir quelque utilité, et nous l'avons résolument livré à la publicité. Toutefois nous n'avons pas cru devoir nous astreindre à une scrupuleuse reproduction, nous nous sommes même

permis quelques additions (1). L'Académie, en faisant ses réserves, nous y autorisait en quelque sorte: du moins nous l'avons ainsi compris, et nous espérons qu'elle ne verra dans notre détermination que le désir de rendre ce travail plus digne de son indulgente sanction et de l'accueil du public.

Bien que sous le joug du programme de l'Académie, ou plutôt pour mieux répondre à son esprit et à son but, nous nous sommes proposé de montrer, par l'exemple saillant et tout actuel des applications de la vapeur, ce que vaut pour le progrès de la liberté, de l'égalité et de la civilisation en général, un élément purement matériel, une innovation d'art jetée par le génie dans le monde moral. On parle souvent des voies secrètes de la Providence : il nous semble qu'elles sont ici en majeure partie, et qu'elles y sont comme l'irrévocable témoignage de la légitimité des efforts que font les peuples pour se procurer le bien-être par le travail et la richesse. Or le monde européen, tel que l'a fait une longue et imposante tradition, est loin d'être assez édifié sur ces deux points; et essayer de les lui rendre sensibles, c'est, à nos yeux, une tâche qui vaut sa peine.

Les machines de Watt et de Stephenson, les chemins de fer et les bateaux modernes, la vapeur, en un mot, et ses merveilles déjà accomplies, nous ont servi à fixer les idées : mais il importait peu quel exemple. Les conclusions auxquelles nous sommes arrivé sont presque toutes indépendantes de la valeur intrinsèque, de la destinée, des propriétés spéciales de la vapeur et de ses applications actuelles.

Et ceci n'est point indifférent à remarquer, aujourd'hui que l'on commence à jeter une sorte de dévolu scientifique sur les chemins de fer. Des voix recommandables n'hésitent point à crier à la *barbarie* en présence des travaux et des dépenses gigantesques qu'exigent l'établissement des rails et le jeu des locomotives : et il semble en même temps se produire des signes précurseurs de moyens de transport et d'inventions mécaniques bien autrement parfaites que celles

(1) Ces additions sont au nombre de cinq. Les principales portent : dans le volume Ier, sur le chap. X, page 291. — Sur le chap. XIV, pages 428-436. — Dans le volume II, sur le chap. XV, pages 2-17. Les deux autres sont inutiles à mentionner, attendu leur caractère. Puis viennent les *notes supplémentaires* au bas des pages, et les NOTES à la fin de chaque volume.

Quant aux modifications de forme, outre qu'elles sont très-rares, on peut les considérer comme non avenues, tant elles respectent la pensée primitive jusque dans ses nuances.

dont le monde admire et célèbre la récente apparition ; mais, comme nous venons de l'indiquer, ces chemins de fer seraient tout à l'heure supplantés par quelques véhicules supérieurs, par des *rails mobiles*, par des *mongolfières* transformées en voitures aériennes, ou par quelque incroyable combinaison des mystérieuses puissances de l'électricité, que les influences sociales reconnues aux moyens qui viennent abréger les distances, accélérer les voyages et les transports et en diminuer le prix, n'en seraient pas moins solides et persistantes.

Les spéculations de ce genre, si elles ont été bien faites, ne sont donc pas solidaires des inventions prises pour texte, et, loin qu'elles aient intérêt à la consolidation de ces moyens, elles sont, au contraire, très-propres à en susciter de plus parfaits qui les remplacent, en faisant voir l'importance sociale et politique des moindres améliorations de ce genre.

Si donc nous nous montrions partisan absolu des chemins de fer tels qu'ils se font aujourd'hui, il ne faudrait pas en conclure que nous fussions nécessairement conduit à la partialité par amour pour notre œuvre : mais il s'en faut que nous soyons insensible à leurs imperfections; nous affirmons même, sans balancer, que la manière d'en conduire l'exécution est détestable presque en tous points.

Les personnages les plus considérés et les plus graves jusqu'ici n'ont pas honte de se faire les parties prenantes et les meneurs principaux de ces *floueries* de nouvelle espèce. Et que dire des lignes choisies et préférées, de la concurrence établie, consentie sur certains points? Certes, on se souviendra longtemps des 3 chemins de fer accumulés entre Paris, Versailles et Saint-Germain, et des millions gaspillés sur cette étendue de quelques lieues, pour faciliter les amateurs oisifs dans leurs promenades à la terrasse de Saint-Germain ou dans leurs visites au château de Versailles.

S'il fallait diminuer le prix et le temps des voyages, certes ce n'était point par les voyages des oisifs et des riches qu'il fallait débuter; c'était, il semble, par ceux des pauvres et des travailleurs, par ceux du commerce et de l'industrie; mais l'intérêt particulier a préféré desservir le plaisir, exécuter des *chemins de fer joujoux* qui lui servissent de gros intérêts, plutôt que de venir au secours du travail et de féconder l'agriculture, cette source vive de toute richesse. Les ingénieurs font, comme avec complaisance, des pas de clerc énormes : on ne demandait au début que 4 ou 5 millions pour l'établissement du chemin de Saint-Germain : il en sera consacré 14, dit-on!... Le chemin de fer de Versailles (rive gauche) menace les derniers détenteurs des actions d'un

même mécompte. Nous sommes également fort peu rassuré sur ceux d'Orléans et du Havre. Il n'y a de clair en tout ceci que les bénéfices réalisés par les premiers agents de ces entreprises, et que les désastres qui attendent la foule des petits actionnaires.

Voilà ce que peut l'intérêt particulier des gros capitalistes-banquiers et l'habileté des *capacités* dirigeantes, livrées aux hallucinations de leur cupidité. Cependant il est cent localités en France, de la communication facile desquelles le commerce, l'industrie et l'agriculture attendent leur prospérité, mais qui resteront longtemps encore privées de chemins de fer, tant l'intérêt des compagnies est clairvoyant, tant il s'accorde bien avec l'intérêt général!

En quoi sommes-nous donc plus avancés que les générations qui ont vu les *adresses* financières et les dilapidations de la rue Quincampoix? N'est-ce pas, des deux parts, le même abus du *crédit?* Sans le prétexte que ces *chemins-joujoux* se transformeront tôt ou tard en tête de grandes lignes, nous ne savons pas quelles émotions naîtraient au cœur des hommes intègres.

Quelque opinion que l'on se soit faite sur l'urgence des chemins de fer en France, tout le monde conviendra que les capitaux qu'il s'agit d'y consacrer au désir des spéculateurs sont sans proportion avec leur utilité actuelle, ou du moins avec les ressources de la nation; sans proportion surtout avec la part des revenus nationaux alloués aux autres exigences de la société. Au lieu de vouloir de prime abord un fastueux et inutile déploiement devant lequel reculent tous les capitalistes prudents ou honnêtes, ne pourrait-on pas procéder par petites portions de chemins de fer, tellement nécessaires au commerce, entre des localités tellement fréquentées, que l'utilité et la prospérité de ces entreprises seraient certaines? Successivement, après avoir été ainsi parsemés çà et là avec opportunité et avec profit, tous ces fragments se relieraient au réseau continu, et par leurs additions ils formeraient de grandes lignes, en offrant toujours l'inappréciable avantage de ne couvrir le pays qu'à mesure des besoins et des ressources. On comprend que la présence de ces portions de chemin, dans une circonscription, déterminerait une sur-activité vers ses abords et ferait sentir plus tôt la nécessité du prolongement. Pourquoi, par exemple, ne pas entreprendre la ligne du Nord, en exécutant d'abord, d'une part, la portion de Paris à Pontoise, et, de l'autre, celle de Roubaix et Tourcoing à Lille, plus celle de Lille à Carvin, à Arras, etc.?

Cela pourrait se faire en opérant avec simplicité, sans fra-

cas ni efforts, avec la coopération des petits capitaux des localités traversées, par des emprunts aux intéressés, et en ne recherchant et n'acceptant que des actionnaires sérieux.

Malheureusement, l'attitude de l'administration des ponts et chaussées est oblique, timide, peu digne; ses chefs manquent de décision ou d'intention. Placés là pour donner l'impulsion ou du moins pour diriger le mouvement industriel du pays, ils se laissent circonvenir et remorquer par la haute finance, ou ils se confinent dans les susceptibilités bureaucratiques. Quant au personnel des ingénieurs, il a peut-être besoin de se renouveler en partie avant de porter un esprit pratique plus large dans les affaires, et d'avoir le *tact social* et la flexibilité nécessaires à l'homme public.

Sous cette conviction, nous concevons le découragement ou le désenchantement de beaucoup de personnes bien intentionnées. Le scandale est grand, l'insuffisance aussi, et le pays use infructueusement ses forces et ses ressources.

Malgré tout, nous sommes pour l'exécution prompte et suivie de chemins de fer en France. Sans la vouloir absolument à tout prix, nous pensons qu'il vaut mieux passer par les fourches caudines des banquiers rapaces et des compagnies de spéculateurs, plutôt que de s'abstenir davantage. Notre raison principale, raison que l'on n'a point assez considérée dans le débat de cette question, c'est que l'imitation est forcée et pressante pour toutes les nations, dès que quelques-unes, et les plus puissantes déjà, se donnent de nombreux chemins de fer, une navigation intérieure et maritime de jour en jour plus *irrésistible*.

En vain l'on objecte que les voies de communication plus parfaites ne créeront pas la richesse là où elle n'existe point encore; qu'elles servent seulement à en faciliter l'échange : il est par trop clair que déterminer sur un point quelconque une circulation plus active et des débouchés plus faciles, c'est y offrir une prime efficace à la production et à l'augmentation des richesses; d'ailleurs, c'est précisément parce qu'une nation est plus en arrière à cet égard qu'elle doit faire plus de sacrifices pour rejoindre les plus avancées. Penser autrement, c'est vouloir la récolte avant les semailles.

Si l'administration est déconcertée, insuffisante et prise au dépourvu devant une aussi grande mission; si le peuple français, dans ses masses de petits capitalistes, se doute encore à peine de l'esprit d'association et de la conduite intelligente et ferme des affaires, n'est-il pas bon que chacun fasse à ses dépens une éducation devenue nécessaire? Et pourrait-on espérer faire cet apprentissage sans recourir à l'inter-

vention onéreuse de ces industriels cupides que leur habileté personnelle et leurs capitaux acquis ont placés à la tête du mouvement qui commence? Faisons donc que le mouvement se poursuive; un jour il tournera au profit général: nous croyons en avoir apporté la preuve superflue dans cet écrit.

Toutefois, gardons-nous de consacrer tous les capitaux disponibles du pays aux seuls chemins de fer. Les voies d'eau, les locomotives maritimes méritent les honneurs de l'application non moins que les locomotives terrestres. Ce n'est point en pure perte que la nature nous a ébauché des *chemins qui marchent*, en creusant un lit à tant de fleuves et de rivières, une pente à tant de torrents; en préparant un admirable et immense système de *filtrations* à tant de sources et en les faisant serpenter de tant de manières sur le sol habitable!...

Quelques perfectionnements que la science introduise progressivement dans les moyens de traction et de locomobilité, jamais, il est permis de le penser, jamais l'homme ne cessera d'utiliser ces éléments-là. A vrai dire, l'eau, les fleuves et la mer semblent bien mieux constituer le système naturel des communications commerciales que les routes sur terre ferme: celles-ci ne devraient donc en être considérées que comme l'accessoire, le complément ou l'auxiliaire. Si l'on adoptait cette manière de voir, la France aurait beaucoup à remuer et à améliorer à cet égard. Presque tous ses plus beaux fleuves et ses principales rivières ont besoin d'être ou encaissés, ou approfondis, ou abrégés dans leur cours, ou aménagés dans leurs eaux.

Notre sujet comportait nécessairement des spéculations sur *l'avenir*; et, après la nécessité d'un bon *matériel*, nous avions à rappeler la nécessité préalable et constante d'une haute moralité publique. Cette double tâche ne nous a point déconcerté; cependant nous n'ignorions pas combien les préoccupations du siècle sont peu favorables aux *prévisions*. Nous vivons dans un temps où l'on se laisse flotter au gré des circonstances; où l'on professe de ne croire qu'aux *faits* accomplis, aux *faits* du jour, aux *faits visibles*, au Dieu *présent*. Jamais, non plus, il n'y eut tant de fatalisme dans les croyances et dans la direction des sociétés de l'Occident. Si le siècle était conséquent, il ressusciterait le Dieu *destin*, et chaque année, à l'ouverture des chambres, législateurs et ministres viendraient en pompe brûler leur encens sur ses autels.

Les gouvernants aujourd'hui confessent tout haut qu'ils marchent entre les ténèbres de la veille et celles du lende-

main, et ils prétendent trouver dans cet aveu leur titre à la confiance publique, comme s'ils devaient d'autant mieux guider qu'ils voient moins clair!

Nous aussi nous croyons à la fatalité des circonstances extérieures, mais nous les voyons découler logiquement de principes, d'idées, de faits moraux antérieurement crus ou réalisés dans le monde *invisible* des esprits. On ne veut pas comprendre que les circonstances politiques et autres sont décidées par la lutte incessante de deux ou plusieurs *théories*, et que c'est à se ranger franchement sous les bannières de l'une ou de l'autre que gît l'habileté politique; on ne se doute pas que la sauvegarde des dynasties et des parties sincères est là avant tout. Les gouvernants auxquels nous faisons allusion ont le plus naïf mépris pour les théories. Ces pilotes-là ne tendent jamais leurs voiles; ils ne hissent jamais leur pavillon et ne vont jamais au large. Aussi quel trajet font-ils et où vont-ils? Tandis qu'ils se flattent d'éviter ainsi les écueils, ils battent incessamment contre les rescifs qui attendent chaque jour toute politique de *cabotage*, et le vaisseau de l'État, s'il ne sombre pas incessamment sous leur conduite, est toujours démâté.

Pour nous, nous croyons à une *vérité* qui ne passe point avec chaque session. Nous croyons à *quelque chose;* et ce quelque chose, nous le voyons luire comme un phare immuable aux confins du profond espace que l'humanité est encore destinée à parcourir. Nous y gravitons avec le gros des peuples en espoir et en efforts; et tout en tenant sérieusement compte des circonstances, elles ne sont pas tout à nos yeux: nous subissons *ce qui est;* mais nous protestons; et nous agissons, selon nos forces, en faveur de *ce qui doit être.* Et ce qui doit être n'est pas douteux dans son expression générale: c'est la PERFECTION; et la perfection, c'est dans l'ordre moral, la volonté et la pratique de la *fraternité*, de la *charité*, dans toute sa plénitude par l'amour et le sacrifice. C'est, dans l'ordre économique et politique, tous les moyens, toutes les combinaisons et institutions, tous les actes de désintéressement collectifs et privés, propres à rendre cette volonté et cette pratique plus efficaces et plus générales à mesure que se développe le savoir humain.

Et pour préciser, quant à la politique contemporaine, ce vers quoi il faut tendre, ce qu'il faut rappeler au cœur des masses, à peine de décrépitude ou d'abaissement national, ce sont les sentiments et les principes de la révolution de 1789, c'est la foi, le zèle, l'enthousiasme fixe qui ont inspiré tant de belles actions aux générations d'alors et qui nous ont valu

le peu que nous possédons d'institutions et d'esprit public digne d'un peuple chrétien.

En économie sociale, la vérité, le *bien*, ce sera la socialisation *progressive* des sources de la richesse, des instruments du travail, des conditions du bien-être universel, ce sera le droit à la juste rémunération des œuvres, selon leur valeur ou leur utilité sociale relative, en prenant pour base *minimum* le *strict nécessaire* hygiéniquement entendu : ce sera la possibilité du travail offerte aux bras de bonne volonté, ou, à défaut, des secours publics accidentels, généreusement et intelligemment accordés. Ce sera encore le droit de la capacité dévouée et désintéressée et celui des actes sociaux effectifs, substitué au droit aveugle de la *naissance*, dans toutes les sphères, dans la transmission et la disposition des fonctions et des agents bruts de la production.

Sans doute, la loi morale et même les généralités qui en dérivent comme conséquences prochaines ne donnent point d'applications positives, point de moyens et de combinaisons précises, propres à en faire passer la vie dans les faits sociaux, au milieu des circonstances les plus diverses ; mais, si elles ne les donnent pas toutes faites et digérées, elles les *inspirent ;* et, sans leur vertu rectrice, il n'y a que ténèbres, incertitudes et abominations dans le mouvement humanitaire.

Rien ne nous paraît donc plus superficiel que de prétendre bouder la théorie et se passer du principe générateur des actes et des croyances individuels.

C'est pour avoir négligé ce point primordial qu'aujourd'hui les législateurs qui ont inscrit la souveraineté du peuple (c'est-à-dire toute une doctrine radicale en germe), en tête de la Charte, sont fort embarrassés depuis huit ans de leur principe, et ne savent comment en tirer logiquement l'ordre, la stabilité et le progrès, et qu'ils donnent tant belle carrière à leurs antagonistes. S'ils s'étaient imposé une règle, un devoir, une morale formulée, prise en dehors d'eux et primant toute volonté d'homme, une loi imprescriptible, base de toute association et devise traditionnelle de la nation française, ils eussent pu opposer avec avantage (et en tout cas avec justice et raison) cette souveraineté-là à celle du peuple ; montrer aux masses que la leur y est et y sera toujours subordonnée ; qu'elle ne doit s'exercer que dans son sens, et que pour en déterminer progressivement l'interprétation. Mais les *droits acquis* ne veulent ni devoir, ni règle qui les obligent : ils ne veulent pas d'un Dieu qui se préfère à eux et qui exige des concessions. On a donc cru escamoter en fait la puissance qu'on avait reconnue légalement à la

multitude, et l'on s'est trouvé dépouillé de toute puissance rationnelle. De là le recours à l'arbitraire, aux ruses parlementaires, aux atermoiements diplomatiques et au *gâchis* téméraire dont nous sommes témoins.

De leur côté les peuples poursuivent assez patiemment leurs conquêtes. On leur a dit que toute vérité et toute puissance venaient d'eux, la philosophie moderne a ravi en leur nom les clefs de saint Pierre et les a chargés du soin de lier et de délier sur la terre. Or il est très-vrai que les peuples, eux qui sont intéressés à la vérité et au mieux, autant que les classes privilégiées le sont en général à l'erreur et à l'immobilité, les peuples entrevoient fort bien la clarté dont nous parlions tout à l'heure. S'ils ne la découvrent pas nettement, ils se dirigent du moins instinctivement vers elle.

Voilà pourquoi les peuples peuvent fort pertinemment choisir leurs *éclaireurs*, quoiqu'ils ne puissent se diriger eux-mêmes. Toutefois les générations ont besoin que des vues *secondes* leur signalent de temps en temps l'éternelle clarté : car ils sont trop enclins à y voir le reflet de leurs propres lumières; ils oublient qu'elle vient de Dieu, et qu'il ne leur est point permis de s'en éloigner à leur fantaisie ou d'en déplacer le foyer.

Aux yeux de la science sociale, l'interprétation vulgaire de la souveraineté des peuples est presque aussi funeste à leur bonheur et aussi contraire à la raison que celle des partis ou des intérêts égoïstes qui triomphent d'eux en ce moment.

Il y a deux mille ans que le vaste entendement d'Aristote, ce partisan déclaré de la démocratie et tout à la fois le grand prêtre du *juste-milieu* moderne, posait en principe que la souveraineté appartient aux lois fondées sur la *raison*. La science sociale et la religion ne disent pas autre chose aujourd'hui : seulement elles définissent la raison dans son esprit et dans ses préceptes généraux, dans son but et dans ses moyens; ce que n'a point fait ou ce qu'a fait mal Aristote. A moins de reléguer Dieu dans l'anéantissement du panthéisme ou d'en faire, comme on l'a dit éloquemment, *un roi solitaire*, étranger aux choses de ce monde, il faut bien rattacher au souverain des cieux les souverains de la terre. Si l'humanité en corps a une loi qui l'oblige, il faut bien que cette loi procède de Dieu comme toutes les autres lois de l'univers. Dieu seul donc a la souveraineté ici-bas : car le Créateur seul a le droit de prescrire quelque chose à ses créatures. Ainsi nos législateurs et nos ministres feraient acte sérieux et raisonnable de s'en souvenir quand ils promulguent ou qu'ils délibèrent : l'homme ne doit rien à l'homme; mais il doit tout à Dieu dans son pro-

chain. Le chef, le supérieur, par lui-même en tant qu'homme, n'a aucun droit sur l'homme : cela est de la plus rigoureuse vérité. L'homme ne doit obéissance qu'à la volonté de Dieu, non au caprice de son semblable, roi ou pâtre. L'autorité et l'obéissance, la supériorité ou l'infériorité sont donc deux termes qui ne marquent qu'une différence de perfection morale relative entre le gouvernant et le gouverné, entre le chef et l'inférieur. Dès que cette différence cesse d'exister, la hiérarchie cesse d'être légitime ; elle cesse d'être en droit, bien qu'en fait et par nécessité elle puisse continuer de s'exercer.

Je ne conçois rien de plus terrifiant pour la dignité humaine que de se voir conduit à assujettir sa volonté et ses passions à la loi coercitive, et de voir sa personnalité sous le coup de la force brutale. Or, pas de milieu, les nécessités sociales sont telles, que tout homme, quel qu'il soit, est placé dans cette alternative ou de subir le joug avilissant de la loi coercitive des hommes, ou de choisir le joug de la loi morale, de la loi d'amour que sanctionnent la raison et l'intérêt bien entendu de tous. Le principe de la charité fraternelle et du dévouement absolu à l'humanité est si large et si compréhensif, que tout ce que votre imagination peut ajouter dans la suite des siècles à la science, au bien-être, à la grandeur et aux relations des hommes entre eux est aussitôt revendiqué par le partisan sincère de cette sainte croyance. Répétons-le donc, puisque chaque jour on l'oublie davantage : il n'y a qu'une théorie et il n'y a qu'une pratique ; l'amour du prochain par amour de Dieu ; théorie aussi sublime qu'elle est vraie ; pratique aussi difficile qu'elle est glorieuse. C'est en considérant ce que serait la société, si cette pratique était complétement réalisée par toutes les générations à mesure qu'elles arrivent, qu'on pourra découvrir les moyens de mener progressivement les sociétés vers cet état de perfection ; et c'est en considérant combien notre époque est encore éloignée de cet idéal qu'on pourra se faire une juste idée des formes nouvelles que peuvent revêtir aujourd'hui les éléments constitutifs des sociétés.

Ainsi donc, si la souveraineté des peuples est bien un dogme politique salutaire, ce ne peut être qu'à la condition que les générations qui composent successivement un peuple reconnaissent la suzeraineté de Dieu, une souveraineté plus haute que la leur et dont elles dépendent jusqu'à l'esclavage : il faut qu'elles placent constamment la souveraineté du *devoir* au-dessus de la souveraineté du *droit* : car les peuples ne sont souverains qu'en tant que chargés d'interpréter la souveraineté première dont ils relèvent.

Moyennant ces réserves, et dans ces limites, rien n'est plus légitime, suivant nous, que ce principe de la politique moderne. Mais bien évidemment une génération, une majorité, une époque n'a pas le droit de statuer pour un avenir *indéfini*, d'enchaîner les générations futures. Sauf en ce qui regarde les principes fondamentaux de la société, c'est-à-dire la *morale* qui fait *être* la nation, il n'y a rien d'absolu dans l'interprétation qu'un siècle, qu'une génération peuvent faire du principe social dans les applications positives, dans les institutions et les lois qu'ils peuvent en déduire. Hormis la fraternité et l'égalité, disons-nous, tout doit être, en principe et en général, soumis à la discussion et à la révision des générations successives; tout doit être justiciable de la voix du peuple régularisée, et tout révocable. Par exemple, la question de la forme des pouvoirs spirituel et temporel est de ce nombre : royauté, papauté, conclaves, chambres, etc., tout cela est secondaire, contingent. Ce sont les moyens, les *formes*. La fraternité seule est le but, le fonds. Or, les moyens changent ou peuvent changer avec le progrès du savoir humain; mais le but ne change pas : car il n'y en a qu'un; car c'est ce qui doit être, indépendamment des circonstances et des progrès du savoir. Pour que le présent pût lier et astreindre l'avenir sur les points secondaires, il faudrait qu'il en eût la *procuration*, ou qu'il fût toujours équitable, désintéressé et infaillible.

Dans les pays où la souveraineté du peuple est de droit légal et consenti, il est donc aussi absurde que téméraire et vain de prétendre mettre certaines prérogatives, certains points de l'ordre secondaire et variable en dehors de toute discussion; et l'on a beau faire, un jour certaines lois récentes sont emportées comme toute digue mal assise qui met obstacle au cours naturel d'un indomptable torrent.

Sans doute l'humanité, une société, ayant besoin parfois de réparer ses forces, comme le voyageur, a besoin de faire halte, d'entrer au gîte, de s'y abriter durant le repos et de clore momentanément les portes du progrès; mais cette halte, cette claustration, c'est afin uniquement de pouvoir mieux continuer le voyage le lendemain : il ne faut pas qu'en se réveillant, et lorsqu'elle veut se remettre en marche, au lieu de la porte, la société trouve un mur d'airain : c'est cependant à quoi s'entêtent et où viennent s'anéantir les pouvoirs tour à tour.

Il nous est donc impossible d'entendre la puissance comme l'entend saint Paul et d'après lui le catholicisme dégénéré. Quelle que soit, à nos yeux, la grandeur accablante de son

autorité, nous ne pouvons admettre comme bonne, comme utile et vraie cette maxime politique que toute puissance temporelle ou spirituelle vienne de Dieu indistinctement, que toutes les puissances qui subsistent soient établies par Dieu, et qu'il faille *obéissance passive* devant les abominations ou les scandales d'un Alexandre III, d'un Jules II, ou d'un Charles IX et d'un Philippe II. Notre croyance s'y refuse, uniquement parce qu'une telle *fiction* est inconciliable avec le moindre progrès et avec le libre arbitre de la multitude, comme le prouvent trop les 15 siècles du droit divin absolu des rois et de l'infaillibilité papale. Surtout, nous ne pouvons vérifier dans l'histoire ce que saint Paul est censé avoir dit des rois : « Que les princes ne sont pas à craindre, lorsqu'on ne fait que de bonnes actions, et qu'il suffit de faire le bien pour en être loué. »

Et si nous croyons avec De Maistre qu'il faut absolument en venir à une puissance qui juge et qui ne soit pas jugée, c'est à la condition qu'au lieu de donner, par la plus incroyable des fictions constitutionnelles, cette puissance à un seul homme tenu, perpétuellement et quoi qu'il fasse, pour infaillible, on la donne progressivement à la voix des peuples *régularisée;* et nous croyons qu'il en sera ainsi désormais et légalement, comme ç'a toujours été, en définitive, par le fait, par la *nécessité* et la *force des choses*.

Cependant, et encore, comme après tout un peuple n'est qu'un composé d'hommes individuellement et par conséquent collectivement faillibles dans leurs décisions souveraines, il ne faut prendre sa souveraineté que comme le dogme politique qui comporte les moindres imperfections ou les moindres des maux. A la rigueur, même contre ce souverain, il doit y avoir quelque part appel en dernier ressort, et ce doit être dans la conscience individuelle. Car, si c'est, au premier chef, un devoir social de se montrer patient dans l'obéissance, l'obéissance quand même, l'obéissance passive et à tout jamais de certains théologiens et de certains publicistes nous paraît profondément immorale par les mêmes raisons que nous avons opposées à la maxime de saint Paul.

Si donc, par impossible selon nous, une génération, un peuple souverain venait à forfaire ouvertement, avec suite et durée à la fraternité, à l'égalité, à la liberté ; s'il sacrifiait au *mal*, sa souveraineté serait comme non avenue, son exercice illégitime, et le devoir héroïque serait de s'y opposer au péril de la vie par la parole, par la presse et la remontrance d'abord, et, à toute extrémité, par la résistance effective. En pareille occurrence, l'individu ne serait plus placé que devant

la souveraineté *d'en haut* et ne devrait plus prendre conseil que de son dévouement. Mais, entendons-nous : outre que de pareils cas seront rares, sinon impossibles (chez un peuple depuis longtemps gouverné dans l'intérêt de tous, et par conséquent religieux et éclairé dans ses masses), il faut que l'obéissance ait eu de la longanimité, il faut qu'elle se soit témoignée par la patience et le sacrifice personnels, qu'elle se soit enfin épuisée. Au delà, la désobéissance *active* reste comme une *soupape de sûreté* pour l'avancement des choses sociales, pour la dignité et la liberté humaines. Et c'est alors, mais alors seulement, qu'il est bon, qu'il est moral et religieux de dire que *l'insurrection* DÉSINTÉRESSÉE *est le plus saint des devoirs*. S'il en est ainsi de la souveraineté de tous, à plus forte raison de la souveraineté d'un seul ou d'un petit nombre. Ajoutons que l'histoire universelle dépose, par le fait constant, en faveur de cette théorie du pouvoir et de l'obéissance, et que presque tous les grands courages qui ont touché et levé *à propos* la *soupape de sûreté* ont une place dans le Panthéon des peuples, à côté des plus pures illustrations.

Mais, hormis ces cas tout à fait exceptionnels, il faut tendre à la mise en vigueur du dogme de la souveraineté des peuples dans toute sa plénitude par l'éducation, par l'instruction et la moralisation infatigables des générations nouvelles venues, pauvres et riches, et pauvres surtout, afin que la souveraineté de la raison immuable prime et dirige de plus en plus celle des passions. On ne peut se dissimuler que les peuples n'aient besoin d'être rappelés souvent à la raison ; mais à qui la faute? à eux ou à ceux qui les tiennent systématiquement dans l'ignorance et dans la superstition pour mieux les maintenir dans la misère ou dans l'exploitation, ce qui est tout un? Et d'ailleurs, s'ils sont injustes parfois, certes ils le sont moins souvent que les rois et que les minorités privilégiées de droit divin. « La multitude, » dit Aristote, « est comme l'eau : d'autant moins corruptible qu'elle est en plus grande masse. » — On n'en saurait dire autant des courtisans. Aussi peut-on soutenir, avec Aristote, que même les masses, telles que les a faites l'imprévoyance séculaire des dynasties et telles que les laissent encore les pouvoirs incomplétement représentatifs, seraient le plus souvent moins mauvais juges, moins mauvais électeurs que les classes dites supérieures, qui, par position, sont intéressées à la conservation de *droits acquis*, incompatibles avec les *droits à acquérir*, c'est-à-dire avec la liberté de tous, avec l'amélioration du sort de la multitude; si donc on se détache des intérêts du moment, de sa famille ou de sa propre ambition, l'on sanc-

tionnera (toujours conformément aux prémisses et à l'esprit de maints passages d'Aristote) les théories modernes sur le jury, sur le droit électoral, et même sur le suffrage universel, non point comme droit imprescriptible et comme système applicable indistinctement à tous et dès l'instant, sans conditions d'intelligence, de culture et de moralité civiques, mais comme principe, comme tendance et dans sa portée ultérieure.

Nous aimons à rappeler et à citer ici une autorité aussi imposante que celle de l'auteur de la *politique*. Si Aristote a donné aux partisans du juste-milieu leur formule sacramentelle, ils n'ont aucun motif solide de se dire les continuateurs ou les interprètes de sa politique. Il y a dans Aristote des raisons victorieuses en faveur de la cause démocratique. « Aux prétentions de ceux qui revendiquent l'autorité pour leur mérite ou pour leur *fortune*, » dit-il, « la *multitude* pourrait opposer d'excellentes raisons. Rien n'empêche qu'elle ne soit plus riche et plus instruite que la minorité, non point individuellement, mais en masse. » Si nous devions fournir une thèse en faveur de la démocratie, il nous suffirait de recueillir et de commenter 3 ou 4 sentences du grand homme au sujet de la royauté. Dans le passage suivant, il semble qu'il ait décrit par une anticipation de 23 siècles le nivellement des individualités qui s'effectue en Europe, et qu'il ait pressenti quelle en serait la conclusion naturelle. « Comme aujourd'hui tous les hommes se valent en général, et qu'aucun n'a une supériorité telle qu'il puisse exclusivement prétendre à une haute position dans l'Etat, il s'ensuit qu'on ne donne plus son assentiment à une royauté. » Et n'est-ce pas encore Aristote qui a écrit ceci : « Demander la souveraineté d'un roi, c'est constituer souverain *l'homme* et *la bête*. » Aristote aurait pu ajouter, pour être impartial, qu'il en est de même, sauf le degré, de la souveraineté arbitraire et première de la multitude.

La démocratie nous paraît donc le droit et la tendance des peuples, indistinctement. Nous croyons que l'autorité de fait sera de plus en plus l'expression fidèle et actuelle de la volonté générale, et la souveraineté du peuple de plus en plus l'expression de la loi morale, ou volonté de Dieu. A mesure que la liberté de penser, de dire et de discuter s'universalisera, l'opinion et les institutions électorales placeront plus constamment au pouvoir les plus dévoués et les plus dignes. Déjà le despotisme n'est plus possible dans les États représentatifs et républicains, et le règne du bon plaisir s'en va avec la monarchie pure. Comme aux Etats-Unis, on concevra de moins en moins que le pouvoir exécutif puisse être autre chose que le premier fonctionnaire, que l'agent responsable,

au premier degré, de la communauté, et que la souveraineté *régularisée* de toutes les volontés et de toutes les lumières puisse être mise un instant en balance avec celles d'un seul homme.

Toutefois, si nous sommes pour la démocratie par tempérament, par éducation autant que par réflexion, nous ne la voulons ni violente, ni factieuse, ni guerroyante; nous la voulons pacifique et tolérante par habitude plus encore que par système : car nous voyons dans la guerre une exception, et dans la paix l'état normal des sociétés. La charité, la patience, la clémence, toutes les vertus publiques et privées sont indispensables, avant tout, aux sincères promoteurs de la démocratie naissante. Pour convertir le monde à la démocratie, il faut qu'*en tout* ils se montrent meilleurs et plus grands que leurs contradicteurs.

Nous en avons assez dit pour indiquer où sont notre poids et notre mesure, notre guide et notre espoir. C'est ce que nous avions principalement en vue dans cet avant-propos. Puisque nous hasardions la publicité, puisque nous entreprenions de juger les hommes et les événements, nous devions au public notre *signalement*. Pressé par le temps, nous l'avons fait sans préparation, d'une manière incomplète et peut-être avec désordre; mais du moins nous y avons apporté toute la franchise que réclament de pareilles *confidences*.

Nous voudrions pouvoir nous persuader que nous avons professé uno doctrine assez compréhensive pour embrasser toutes les faces de la science sociale, et que nous avons eu assez de justice et une vue assez intelligente et assez forte des choses pour tenir compte de toutes les prétentions légitimes. Heureux ceux qui trouvent dans les vérités neuves qu'ils ont conquises ou dans la sagesse de leurs jugements et de leurs actes passés le prétexte d'une telle confiance! Quant à nous, bien qu'affirmatif, absolu et plein de foi sur les points de croyance fondamentale, nous voyons encore trop d'obscurités devant notre science, surtout nous nous sentons trop d'imperfections de tout genre, pour ne pas être tenté de prendre nos œuvres en pitié et pour ne pas emporter en terminant le vif sentiment de toute l'indulgence qui nous est nécessaire.



I

LES MACHINES.

Sans les machines, l'homme est impuissant et la société impossible. — L'influence souverainement économique des machines, prouvée par l'exemple de l'Angleterre et des États-Unis d'Amérique. — L'influence souverainement civilisatrice des inventions d'art pur, prouvée par l'histoire. — L'influence des applications de la vapeur sur l'économie matérielle et sur la population, déjà prouvée par l'exemple des pays où elles se sont propagées. — Les propriétés et les avantages essentiels des machines, prouvés par la statistique.— L'application des machines ne saurait être absolument nuisible au bonheur *collectif* de l'humanité.— Les instruments de travail se perfectionnent à mesure que la civilisation s'avance, et *vice versa*. — La perturbation produite par les machines, dans les intérêts, ne leur ôte pas leur caractère social : aux hommes de s'entendre.— Les machines, d'ailleurs, guérissent ou compensent singulièrement les maux qu'elles font aux individus, par le bien qu'elles font aux sociétés.—Nul peuple n'a méconnu les inventions utiles.—L'exemple d'un *seul*, force tous les autres à l'imitation ; et la propagation des machines est un fait de l'ordre quasi-fatal.

Il existe une telle affinité entre le bien-être corporel et le développement moral de l'homme, que tout ce qui concourt directement ou indirectement à ce bien-être, va aux fins les plus élevées de notre

nature. Or, ce qui donne la richesse à l'homme, c'est moins sa force musculaire que son intelligence. Si l'homme n'avait que ses ongles pour couper, ses bras pour mouvoir, ses jambes pour courir, ses épaules pour soulever, ce serait une créature bien infime et la plus malheureuse. Mais il comprend les lois et les forces de la nature; il s'en rend maître et les approprie à ses besoins : il invente, et par ses inventions il se fait roi de la création. Puissance, liberté, bien-être, jouissances, lumières, science, vertu; tous les biens, enfin, lui viennent en fécondité inépuisable, de cette faculté et de cette œuvre. Privez tout à coup une société de ce vaste arsenal d'instruments de travail, depuis la bêche, la charrue et le couteau, jusqu'aux plus puissantes machines; privez-la des utilités accumulées par une continuelle transformation de la matière qui l'entoure, et il n'y a plus de bien-être ni d'existence pour cette société; vous la dépouillez de ses plus beaux priviléges; vous la ravalez à l'état sauvage; les populations s'amoindrissent; la solitude se fait par toute la terre : vous l'anéantissez!...

Donc, indigente, la société comme l'individu ne peut rien, pas même exister et se perpétuer.

Si nous n'avions ici qu'à prouver en termes généraux, l'influence souverainement économique des machines, il nous suffirait de regarder faire la mère-patrie des machines : l'Angleterre et sa jeune émule, l'Union Américaine. Les deux pays les plus riches du monde; ceux qui donnent le plus de

signes de vie et d'avenir, où l'accroissement de la population est le plus rapide, sont précisément ceux dans lesquels, relativement, les machines en tous genres sont les plus nombreuses, les plus parfaites, les plus puissantes; et leur début dans cette carrière de prospérité inouie date précisément de l'invention et de l'application vulgaire des principales machines modernes; et cette splendeur s'est accrue, précisément à mesure que s'y multipliaient et s'y perfectionnaient ces merveilleux auxiliaires de l'intelligence et de la force humaines!

Si nous ne nous proposions que d'offrir une vue rapide de l'influence souverainement civilisatrice des inventions d'art pur, notre tâche serait également facile. Nous ouvririons l'histoire, et nous verrions tous les peuples primitifs célébrer à l'envi les inventeurs des premiers arts; se préoccuper religieusement de faire passer à la postérité leur nom ou le souvenir du bienfait et celui de la reconnaissance. Et pour nos temps modernes, nous rappellerions que Guttemberg est en image sur la place de Mayence, et Watt dans la magnifique église de Saint-Paul, à Westminster. Enfin, nous prouverions sans peine, que cet hommage n'est pas un retour unique de l'égoïsme, pour le bien-être que lui ont procuré les grands hommes; car les militaires prussiens, qui, en passant devant la statue de l'inventeur de l'imprimerie (d'un art si étranger à celui de la guerre!), lui portent les armes et lui rendent les mêmes honneurs qu'au plus fameux capitaine, ces

soldats ne pensent sans doute point à la *ration* plus ou moins copieuse qui les attend à la caserne ; mais ils sentent que, par leur organe, c'est l'Europe tout entière qui salue le plus grand promoteur de la liberté et de l'égalité des temps modernes.

Enfin, si notre tâche principale était l'étude des forces motrices à la vapeur et des voies de communication, dont la vapeur est pour ainsi dire l'ame, la matière et l'agent, considérées uniquement dans leur influence sur l'augmentation des richesses, sur le développement de toutes les industries, sur l'accroissement, l'énergie et l'activité laborieuse de la population, nos prévisions seraient encore à moitié devancées par l'expérience. La vapeur a déjà suffisamment exercé sa puissance aux États-Unis et en Angleterre, pour que les plus prochaines conséquences de son application se soient déduites de prime abord dans tous les esprits, et pour qu'elle leur en ait fait pressentir dans les temps ultérieurs, de bien plus étonnantes encore. La vapeur, en y faisant surgir avec la magie d'une création spontanée, des villes et des populations innombrables ; des usines, des ateliers, des mines et des carrières immenses ; une marine formidable ; et comme couronnement, un bien-être, une prospérité et une puissance inouies, sujet d'étonnement, de crainte ou d'envie pour le monde attentif..., la vapeur a donné la mesure des bienfaits qui sont en germe dans une sage application de ses propriétés à la plupart des branches de l'activité humaine ! Tout le monde sait

aujourd'hui que, sans les chemins de fer, sans les bateaux à vapeur et les canaux, les vingt-quatre États de l'Union Américaine seraient séparés par des intervalles immenses de montagnes, de marais et de forêts, mortels au commerce et aux voyages par la lenteur et les difficultés du trajet.

Mais il s'agit ici beaucoup moins de la quantité des richesses créées et consommées, et même de la vitesse du transport et du bas prix des marchandises, que des changements que pourra entraîner la propagation de ces forces et de ces voies dans le mode de production, de circulation et de consommation; dans la distribution de ces richesses, dans le mécanisme industriel et l'organisation du travail.

Toutefois, quelque évidente et triviale qu'elle soit aux yeux de l'économiste éclairé, nous devons appuyer sur l'efficacité merveilleuse de ces premières propriétés économiques des machines à vapeur et des chemins de fer, pour la prospérité et pour le bonheur final des nations et des individus.

La répétition de ces préliminaires de la science économique, est ici justifiée par la ténacité des répugnances et des obstacles qui s'opposent encore, dans l'opinion des peuples du Continent, à la complète et franche réhabilitation des machines, et par conséquent à leur prompte et universelle adoption.

Or, la propriété essentielle qui rend les machines supérieures aux muscles de l'homme et les fait pré-

férer par l'industrie, tout le monde le sait, ce n'est pas un mystère.

Elles font qu'une même quantité de richesses se crée avec infiniment moins de temps, de capitaux, de forces d'hommes ou d'animaux. La précision des chiffres serait ici superflue : cependant en voici quelques uns qui, bien qu'approximatifs encore, serviront à fixer les idées. — Une force égale à celle de cinq cents hommes est réglée, dit sir Humphry Davy, par un enfant dont les faibles mains dirigent les plus grandes opérations. — En 1824, d'habiles statisticiens calculaient que la différence entre la dépense des machines à vapeur, alors en activité dans la Grande-Bretagne, et celle des chevaux qu'il eût fallu employer pour opérer le travail total de ces machines s'élevait, chaque année, à vingt millions de livres sterling.— On a estimé qu'à l'aide des machines, 500,000 bras dans les manufactures anglaises suffisent à produire annuellement une masse de tissus de coton que le genre humain tout entier carderait, filerait et tisserait à peine dans le même temps, si chacun de ses membres devait y consacrer tous ses instants, sans le secours d'aucune machine et en n'employant que ses doigts (1).— En 1833, les

(1) Il se manufacture annuellement en Angleterre 800 millions d'aunes d'étoffes de coton. C'est approchant une aune pour chacun des habitants actuels de la terre. Comme exemple particulier des avantages des machines, on peut citer ceux qui sont résultés de l'invention du *métier mécanique*. Ces avantages ont été rigoureusement constatés par un statisticien anglais. Un bon tisserand *à la main*, de 25 ou 30 ans, peut tisser *deux* pièces par semaine, portant chacune 21 mètres 90 cen-

machines employées, représentaient : en Angleterre, la force de 2,321,560 chevaux; en France, celle de 1,785,500; en Prusse, celle de 914,985. Or, le travail d'un cheval équivaut, terme moyen, à celui de 5 hommes. Il s'ensuit que les machines ont remplacé ou plutôt créé 12 millions et demi de travailleurs en Angleterre, 8 en France et 4 1/2 en Prusse.

Si l'on admet ensuite que l'entretien d'un cheval exige la fécondité de 80 centiares de terre, les machines réalisent donc une économie : en Angleterre, de 19,000 hectares; en France, de 14,000, et en Prusse, de 7,200.

Les machines ont donc contribué à réduire d'une manière notable les frais de production. On estime que le prix de la plupart des objets fabriqués à l'aide des machines, était jadis huit fois plus grand qu'il ne l'est maintenant (1). La fabrication actuelle

timètres de long, à 100 portées de chaine. — En 1823, un tisseur au *métier mécanique*, ouvrier de 15 ans, pouvait ouvrer *sept* pièces semblables par semaine. — En 1826, le même ouvrier, servant deux *métiers mécaniques*, tissait *douze* et souvent *quinze* pièces semblables dans le même espace de temps. — En 1833, cet ouvrier, aidé d'une rattacheuse de 12 ans, obtenait, de 4 semblables métiers, *dix-huit* pièces par semaine : il en est même qui parviennent à en tisser *vingt*.

On évalue à 400 millions, le nombre d'ouvriers que les *moteurs* et le *métier mécanique* représentent en Angleterre : c'est environ 17 fois la population du Royaume-Uni. Un seul homme peut, avec la *mule-continue* (métier) produire autant de filé que 250 ou 300 en eussent produit par le travail *à la main;* et le résultat des machines a été de fournir du travail à 1,500,000 individus, c'est à dire à un nombre *trente-sept* fois plus considérable qu'avant leur invention ! (*Note supplémentaire.*)

(1) Et pour ne pas remonter au delà de ce siècle, on trouve qu'en

n'accroît guère le prix des produits manufacturés en grand que de 1/3.

Abstraction faite des relations des hommes entre eux, il est certes bon que les forces de la nature remplacent leurs bras ; car il sera pénible à jamais pour l'homme de lever de lourds fardeaux et de faire œuvre de bête de somme. S'il en était autrement, il faudrait nous atteler nous-mêmes au timon de nos voitures ; briser les moulins à vent ; préférer à la charrue nos mains et nos doigts, devenus des pattes et des griffes.

Tout cela est bien trivial en apparence, et cependant tout cela est à peine compris des masses européennes à l'heure qu'il est ; ou, du moins, elles agissent comme si elles n'en comprenaient point la portée, tant elles se montrent peu empressées d'accepter les dons du génie.

L'application des machines productives ne peut pas être essentiellement nuisible au bonheur de l'humanité : s'il en était ainsi, le développement de l'intelligence, la connaissance et l'appropriation des lois et des forces brutes seraient donc en raison

Angleterre, le prix de revient des *fils de coton* n° 40, qui était, en livre anglaise.

1812, de.	3 fr.	55 c.
n'était plus, en 1830, que de.	1	55
Et le n° 250, qui coûtait, en 1812.	44	»
ne coûte plus, en 1830, que.	35	50
Quant aux *tissus*, la pièce de calicot (72 7/8), qui se vendait en 1814.	33	»
ne se vendait plus, en 1831, que.	10	50

(*Note supplémentaire*).

inverse des progrès de la civilisation ; ce qui va contre les témoignages visibles de l'histoire.

C'est un fait qu'à mesure que l'état social se perfectionne, plus de machines sont inventées et appropriées à l'usage de l'homme, substituées à ses bras : d'où l'on peut induire que, si un jour l'homme arrivait à substituer en tout et partout les forces de la nature brute à sa force musculaire, il serait au plus haut degré de civilisation, et voisin de cet état de perfection au delà duquel notre faible vue n'aperçoit plus devant elle que les destinées mystérieuses d'une autre vie.

Otez à la civilisation son matériel, c'est à dire toute cette série de découvertes, d'inventions, de procédés techniques, que lui restera-t-il pour assurer son spirituel ?

Au contraire, augmentez successivement ce matériel en y ajoutant de nouvelles machines, et vous aurez une civilisation sans cesse progressive, un spirituel, une moralité de plus en plus satisfaisante.

Maintenant, que la propagation des machines jette la perturbation dans les positions acquises des classes moyennes, et dans les moyens d'existence d'un certain nombre d'ouvriers ; que les hommes s'agitent faute d'être équitables dans la distribution de ces richesses supplémentaires, ou plutôt faute de savoir comment l'être, c'est une autre question qui mérite la plus grande sollicitude de la science et de la politique ; mais en principe, les machines n'en sont pas moins une chose foncièrement bonne

pour tous les membres de la société : aux hommes de s'entendre (1) !

Or, nous verrons plus loin comment cette question a son heureuse solution dans les propriétés et les influences indirectes des instruments mêmes qui la font poser. Quant à l'effet des machines sur le chômage des bras d'ouvriers, la preuve qu'il n'est ni permanent, ni durable, c'est qu'à peine sont-elles un peu vulgarisées, on voit la population ouvrière augmenter sensiblement, et sauf le cas de crises, être en voie de prospérité et augmenter les éléments de son nécessaire.

Il y a perturbation momentanée sans doute, mais où trouver le mouvement initial qui s'imprime sans oscillation? Et puis cette perturbation est partielle, successive, et la machine offre d'un côté le travail qu'elle retire de l'autre.

Mais n'exagérons pas la nécessité de convaincre les esprits rebelles, nous avons pour nous le fait et l'adhésion universels, constants, à défaut de la participation d'un petit nombre de raisonneurs retardataires.

Quel peuple en Europe s'est entêté à mépriser l'invention du canon, du fusil, de la poudre? Qui n'a point de boussoles? Qui dédaigne les postes, les moulins à vent ? Qui les télégraphes ? Qui l'imprimerie, les journaux ? Qui les meilleures méthodes d'enseignement et d'agriculture ? etc.

(1) Voir la Note 1 à la fin du Volume.

C'est qu'en effet l'intérêt est évident, et qu'il y a nécessité d'adopter pour sa conservation et sa puissance propres, dès qu'un seul peuple s'est donné une fois la supériorité que ces expédients entraînent. Quoi !.... tous les peuples se seraient emparés de la vapeur qui détruit et appauvrit, et ils dédaigneraient la vapeur qui produit et enrichit!.... Cela est impossible !

Marchons donc avec foi! la vapeur et les chemins de fer feront le tour du monde (1) !

(1) Voir la Note 2 à la fin du Volume.

II

LA PRODUCTION, LA CIRCULATION, LA CONSOMMATION ET LA POPULATION, SOUS L'INFLUENCE DES APPLICATIONS DE LA VAPEUR.

MACHINES A VAPEUR FIXES.

Premier effet de la propagation de ces machines. — Sur quels objets porte la baisse de prix qui en résulte. — A qui elle profite directement. — Que les producteurs produisent autant qu'on le veut. — Loi de variation des prix, selon, 1° que la matière première est abondante; 2° que, pour s'accroître, elle suppose des soins et des expédients nouveaux; 3° qu'elle est extrêmement limitée. — Les objets nécessaires ou utiles à l'humanité, sont généralement d'une production illimitée, comme la fécondité de la terre qui en donne la matière première. — Comment cette matière première croît avec les lumières, la puissance et l'activité de l'homme collectif. — Ce qu'il faut, sous les influences dont il s'agit, pour que les ouvriers améliorent leur sort. — Ce que l'amélioration du salaire implique absolument de la part des classes salariées. — La prudence, l'épargne, la modération des désirs parmi les salariés, conditions indispensables du bien-être et de la liberté des populations ouvrières, ne suffisent cependant pas.

Cette triple économie du temps, de la force et de la richesse dans l'œuvre de la production, étant le caractère pour ainsi dire indélébile de toute machine

qui obtient les honneurs de la propagation, l'un des premiers effets des propriétés économiques que nous devions reconnaître aux machines à vapeur, c'est donc la baisse du prix des richesses produites; et comme ces machines ne peuvent s'appliquer avec avantage qu'aux objets de consommation générale, et fonctionner que sur une grande échelle, il s'ensuit que cet abaissement de prix, porte principalement sur les richesses premières qui font la base de la nourriture et du nécessaire du plus grand nombre.

Cette vertu de rendre les nécessités premières accessibles aux petites bourses, a des suites incalculables. D'abord elle enrichit réellement le consommateur ancien; car, avec une même somme à dépenser, il peut consommer une plus grande portion de ces richesses, ou s'en procurer d'autres : c'est, en outre, appeler des consommateurs nouveaux, enrichir d'autres individus; en leur facilitant une jouissance qu'ils étaient obligés de se refuser jusque-là; car tel qui ne peut acheter à 12, achète très bien à 6 ou à 9.

Économiquement, la différence entre riche et pauvre, entre pauvre et indigent n'est pas autre chose qu'une différence entre pouvoir consommer *beaucoup*, ou *peu*, ou presque *point*. Donc, la consommation des objets de première nécessité augmentera à mesure que le prix diminuera, c'est à dire selon la multiplication des machines à vapeur chez une nation. En d'autres termes, le sort physique du plus grand nombre s'y améliorera; car nous n'avons

pas besoin de prouver que le grand nombre, en Europe et partout, est trop loin du superflu, en quoi que ce soit de désirable, pour se contenter de son *ordinaire* actuel en viande, en légumes, en logement, en vêtements, etc.

La consommation des objets d'utilité secondaire et d'agrément, augmentera également par la même influence; car ceux qui, avant la baisse de prix des objets de première nécessité, pouvaient se les procurer largement, affecteront l'excédant épargné à d'autres besoins moins impérieux, mais vivement sentis et non moins légitimes après tout : d'ailleurs n'est-ce pas une loi de notre nature que les désirs croissent avec les moyens de les satisfaire? L'application de ces procédés économiques, à la production des objets d'utilité et d'agrément, viendra enfin les mettre à la portée d'un grand nombre de nouveaux consommateurs.

Mais, pour que la consommation de tant de richesses diverses augmente ainsi, et que ce surcroît se perpétue ou se prête à une marche ascendante, il faut que la production puisse suivre ce mouvement et même le précéder. Or, les producteurs en général ne demanderont pas mieux que de produire davantage; car ils ne produisent que quand il y a bénéfice; et pour eux, en principe, produire, c'est s'enrichir. Il est vrai qu'ils vendent moins cher; mais ce n'est point ordinairement parce qu'ils se contentent d'un moindre bénéfice total, c'est parce que le prix de revient est moins grand. Et dans tous les cas, ils

peuvent se contenter d'un moindre bénéfice et se retrouver largement sur le nombre de ces petits bénéfices. Enfin, lors même qu'avec le travail et l'emploi de capital ordinaires ils bénéficieraient moins, ils n'en seraient pas moins riches, presque toujours; car, tout homme est producteur et consommateur à la fois : dans sa consommation, qui lui coûterait moins (puisqu'il est entouré de producteurs qui visent, comme lui, à la baisse des prix, grâce à la toute nécessité de l'intérêt menacé par la concurrence), il trouverait donc encore une suffisante compensation au déficit de son revenu.

De toutes les façons, les producteurs produiront donc tant qu'on voudra, puisque la plupart ont trouvé leur bénéfice en abaissant les prix, et qu'on leur demande maintenant un supplément de produits au même taux; car nous n'abordons pas encore l'objection tirée des effets d'une concurrence excessive, qui a pour résultat de déprécier les prix de vente et les salaires, et d'établir une lutte funeste entre les maîtres et les ouvriers.

Si donc les matières premières sont abondantes et relativement inépuisables, le bas prix persistera malgré l'accroissement de la demande. Si la matière première, pour accroître et alimenter progressivement la production, suppose des soins et des expédients nouveaux; par exemple, en agriculture, des combinaisons chimiques qui aient puissance de doubler la force productrice d'une même étendue de terre, etc., cet appel de la consommation à l'agri-

culture excitera les esprits inventifs, suggérera de nouvelles méthodes; des découvertes, soit de machines, soit d'engrais; en un mot, des procédés plus puissants.

Ainsi, le bas prix aura eu encore ce résultat d'accroître les connaissances de l'homme et sa puissance sur la nature; de susciter le génie; de réagir sur la richesse même, pour la multiplier.

Si la matière première est extrêmement limitée par la nature des choses, le bas prix résultant de l'application des moyens économiques à vapeur augmentera bien la consommation jusqu'à un certain degré, passé lequel il y aura rareté. La rareté se fera; et, graduellement alors, le prix retournera vers son ancien taux; mais cette augmentation ne résultera nullement de la cherté du prix de revient. On voit en effet des objets augmenter, en même temps que les trois principaux éléments de la valeur vénale : le temps, la force et les capitaux que l'on consacre à leur production et à leur fini, sont moindres. C'est que le coût de la matière première est souvent la partie la plus intégrante de la valeur finale d'un objet et que le prix peut en varier du tout au tout par la rareté ou la disette.

Mais heureusement, nous le répétons, les matières premières de la plupart des objets nécessaires ou utiles à l'homme sont virtuellement d'une production indéfinie comme la fécondité de la terre qui les donne. Elles semblent croître avec les lumières, la puissance et l'activité de l'homme, et attendre qu'il leur

commande d'apparaître plus abondantes et plus parfaites. A cet égard, le bas prix réalisé par l'application des machines à vapeur est décisif et concluant pour le bien-être des populations : il les enrichit d'autant par la richesse qu'il ne leur ôte plus; il fait plus encore, il les enrichit par celle qu'il y ajoute. Plus de consommation, avons-nous dit, appelle plus de production; plus de production appelle plus de bras : le travail des salariés, sur qui reposera le supplément de production, sera plus demandé; il y aura moins de chômage; ils travailleront plus constamment; ils pourront même employer, chaque jour, plus d'heures et par conséquent gagner davantage, sans que, pour cela, leur salaire absolu soit réellement augmenté : et si alors ils savent ne pas pulluler inconsidérément, la consommation et la production générales continuant leur mouvement ascendant, le salaire même sera augmenté, sans que, pour cela aussi, le bénéfice total du chef de l'industrie soit absolument diminué, puisqu'il fera produire et bénéficiera le double ou le triple, en même temps qu'il paiera le travail de l'ouvrier la moitié ou le double en sus.

Pour cette amélioration du salaire, il n'est besoin ni de fixation légale, ni de *minimum* du salaire, ni de *maximum* du prix de vente et des bénéfices des maîtres : il suffit, mais il faut absolument, l'intervention de la prévoyance des classes salariées, jointe à l'augmentation de la consommation générale.

En effet, si l'offre des bras croît avec la demande

qu'on en fait, c'est à dire si la population salariée croit en proportion du fonds de richesse affecté à payer les salaires totaux, le prix moyen de ce salaire restera en général identique; et si même la proportion de l'accroissement de la population ouvrière dépasse cet équilibre, il y aura avilissement de ce prix. Si donc la prévoyance des masses, qui leur fait envisager ces suites d'une reproduction inconsidérée de leur espèce; et la moralité, qui leur donne la force d'imposer ou la privation passagère, ou un frein constant à des affections et à des désirs d'ailleurs fort légitimes, si, dis-je, ces deux contre-poids n'agissent point incessamment et n'augmentent point, il n'y a pas d'amélioration possible dans les choses humaines, pas de civilisation à attendre, et la misère s'appesantit fatalement sur le grand nombre.

La prudence, l'épargne, la moralité des masses sont donc les conditions indispensables de leur bien-être matériel, mais elles ne suffisent pas; il en est d'autres qu'il ne leur appartient guère de s'assurer et qui doivent venir de plus haut : nous les signalerons ailleurs. Malheureusement aussi, parmi les nouvelles générations, tous ne se font pas une loi d'ajouter au *nécessaire* qu'ils ont trouvé établi, en limitant la reproduction de leurs semblables; un grand nombre se contente de ce nécessaire exigu, soit parce qu'il ne comprend pas les joies de l'esprit et les plaisirs plus nobles de notre constitution, et que les passions de la *bête* l'emportent sur celles de l'ame; soit enfin parce qu'il est victime de

cette part d'imperfection dont sont toujours atteintes les institutions humaines.

Aussi a-t-on pu, avec assez de fondement, donner la rigueur d'une loi à ce résultat de l'expérience : que la population croît en raison directe des moyens d'existence (ou de subsistance), en limitant l'acception de ces mots au plus *strict nécessaire*, à celui qui classe l'homme dans la misère et la pauvreté. Or les machines à vapeur ont précisément cet effet d'augmenter les moyens d'existence, soit par la baisse du prix des objets de première nécessité, soit en augmentant la consommation et la production générales; car, nous l'avons dit, d'une part, les chefs de l'industrie, en faisant produire davantage, gagnent davantage; et pour faire produire davantage, il faut ou un supplément d'ouvriers, ou le même nombre d'ouvriers travaillant davantage. Dans le premier cas, augmenter la production, c'est appeler une augmentation de population; dans le second, c'est augmenter le salaire de l'ouvrier, ses moyens d'existence. Mais les chefs producteurs et les ouvriers gagnant davantage, d'après cette loi ils peupleront davantage; et par conséquent, de toutes manières, le résultat d'une production plus grande, ce sera une population plus grande.

Ainsi, consommation, production, population, tout cela se tient indissolublement dans l'économie sociale; et tout cela croîtra prodigieusement par la propagation générale des forces motrices à vapeur fixes.

CHEMINS DE FER.

Importance majeure, économique du perfectionnement des moyens de transport. — De quels éléments se compose le prix des transports. — Prix du temps. — Nécessité d'un véhicule nouveau qui épargne tout à la fois le temps et l'argent dans le transport des hommes et des choses. — Les chemins de fer, les bateaux à vapeur et les canaux sont ce véhicule composé et multiple. — Appréciation de la supériorité relative de ces perfectionnements modernes. — Rapprochement magique des distances, dans l'hypothèse de l'universalisation des moyens de transport nouveaux. — Ce qui manque aux campagnes de tous les pays pour écouler leurs produits et pour prospérer. — Premiers résultats économiques généraux de la propagation des chemins de fer. — Lenteurs et irrégularités du service des diligences et du roulage. — Immobilité funeste des populations agricoles. — A quoi elle tient. — Changement à vue par l'effet du tracé d'un chemin de fer à travers les contrées. — Les chemins de fer, moyen de publicité sans pareil. — Importance économique de la publicité. — Les locomotives malles-postes. — État arriéré des voies de communication, en France, sous Louis XIV et avant la révolution. — Ce qu'il faut induire de la correspondance qui est toujours entre l'état arriéré de la civilisation et celui des moyens de transport. — Effet de la seule présence d'un chemin de fer dans une contrée pour l'amélioration de sa vicinalité tout entière. — Action inouie de l'homme sur le globe, sous l'influence de cette propagation. — Pourquoi les nations qui adopteront les machines fixes adopteront les chemins de fer, et réciproquement.

Une agglomération de population, même la plus étendue, village, département, province ou état, ne produit guère qu'une faible portion des richesses qu'elle consomme, ou des matières premières qu'elle

met en œuvre. La majeure partie lui vient de pays plus ou moins éloignés; et les frais qu'entraîne ce transport sont en raison directe de l'éloignement. C'est pour cela que le vin de Bordeaux, par exemple, abstraction faite des droits de douane et d'octroi, est plus cher partout ailleurs qu'à Bordeaux même; plus cher à Paris qu'à Lyon ou à Nantes; à Bruxelles ou à Berlin qu'à Paris; plus cher à Moscou ou à Varsovie qu'à Berlin.

Sans la distance qui sépare chaque centre de production et de consommation de tous les autres centres du globe, il aurait donc la jouissance de toutes les richesses existantes, au même prix que sur les lieux mêmes de productions. Abréger les distances, ce serait donc enrichir infiniment chacun et tous : malheureusement, cette puissance n'est point donnée directement à l'homme; sinon, il est probable que la terre ne serait qu'un point mathématique, et l'humanité un seul monde *de moi* dans un seul corps. Mais, du moins, nous avons une manière indirecte de réduire relativement les distances : c'est de perfectionner, d'accélérer nos moyens de transport; car franchir une fois, deux fois, dix fois plus vite l'espace qui sépare deux points, ou diminuer de moitié, du double, du décuple cet espace, c'est tout un pour la fin de l'homme et des sociétés. Or nul ne peut dire où s'arrêtera cette faculté d'accélération laissée à l'homme (1).

(1) L'expérience a montré qu'un cheval de force moyenne marchant

A ne l'envisager que sous le rapport économique, le transport est une grande affaire pour les sociétés. Nous voyons une foule immense de travailleurs occupés exclusivement au mouvement et à la circulation des richesses : dans le transport se trouvent presque tout entiers le mécanisme et la fonction commerciale. Bien peu d'utilités arrivent au fini qui les rend immédiatement consommables, sans avoir subi 12, 20, 30 et même 100 mains-d'œuvre suivies d'autant de transports. Que de fois sont soulevés et emportés, descendus et déchargés les produits coloniaux, ceux de la Chine et des deux Amériques, avant d'être embarqués pour notre Europe, et avant d'y être consommés, lors même qu'ils y sont débarqués !

Le prix de transport entre donc pour beaucoup dans le prix de revient et de vente de presque toutes les richesses. Ce prix se compose de trois éléments distincts : du temps ou de la vitesse mis au par-

au pas pendant neuf à dix heures sur vingt-quatre, et de manière à se retrouver chaque jour dans les mêmes conditions de force, ne peut pas porter sur son dos au delà de 100 kil.

Ce même cheval, sans se fatiguer davantage, si on l'attelle à une voiture, portera ou plutôt traînera, à une égale distance :

Sur une route ordinaire, empierrée.	1,000 kil.
Sur un chemin de fer.	10,000
Sur un canal.	60,000

(Arago.)

Voilà trois termes saisissants de la série des progrès et de la puissance indéfinie réservés à l'espèce humaine.

(Note suppl.)

cours, du nombre des hommes employés à la conduite ou à la manœuvre, du nombre des bêtes de somme et des instruments qui opèrent la traction, ou qui contiennent la marchandise. La vitesse, qui fait le rapprochement des distances, n'est donc pas la seule chose qu'il faille envisager dans le perfectionnement du transport.

Toutefois, le temps est plus particulièrement précieux à l'homme, surtout à l'homme actif, commerçant et producteur; et il se le fait compter cher quand il peut. *Le temps, c'est de l'argent*, disent les Américains du Nord : vient ensuite le prix. Si donc quelque véhicule nouveau venait épargner et le temps et le prix du transport, non seulement des marchandises, mais des personnes, il contribuerait immédiatement et efficacement à la baisse du prix de presque tous les objets utiles, et il aurait absolument sur l'économie matérielle des nations la même influence que les machines à vapeur stables; car, on le sait, tous leurs avantages sont dus à la propriété de réaliser le bon marché.

Les chemins de fer, les *rails* combinés avec les locomotives sont ce véhicule. Il y a plus : les locomotives opèrent la baisse du prix des richesses, non seulement en raison de la vitesse, mais en raison de leur force de traction et de la capacité des wagons qu'elles peuvent remorquer en quantité prodigieuse, comparées au lourd et faible appareil des chariots de roulage et des diligences.

Sans vouloir tirer avantage de leurs perfectionne-

ments ultérieurs, les locomotives actuelles donnent une vitesse moyenne de *douze lieues* à l'heure; les chariots de roulage, les charrettes, etc., ne font guère, dans le même temps, qu'une lieue; et les diligences les plus accélérées, que deux à trois lieues : ainsi les locomotives font circuler douze fois plus vite toutes les marchandises (sauf les plus encombrantes), et cinq à six fois les voyageurs et les objets légers et délicats (1).

Économiquement, les chemins de fer opèrent donc, de la quantité exprimée par ce double rapport, comme un véritable rapprochement des distances; de telle sorte que par rapport à Paris, par exemple (et en supposant qu'un vaste réseau de chemin de fer s'étende sur la France, et que les mailles se nouent au centre de nos villes, de manière à les comprendre toutes), les 86 départements viennent s'enclaver dans une courbe, dont les plus grands rayons aboutissent à Sens, à Orléans, à Chartres, à

(1) Il est certain, dès aujourd'hui, que la plupart des chemins de fer pourront, à la rigueur, se charger, avec quelque avantage de prix, du transport des matières encombrantes et lourdes, telles que bois, briques, pierres, houilles, fer, etc., dont la voie la plus naturelle est cependant celle des rivières et des canaux; et l'on sait que là, aussi, la vapeur réalise des avantages analogues de vitesse. N'oublions pas, d'ailleurs, que les prix de transport par les chemins de fer ne sont pas encore, il s'en faut, ce qu'ils seraient si on les mettait sur le même pied que les routes royales, c'est à dire s'ils étaient exécutés et entretenus aux frais du budget public. S'ils n'offrent pas encore, à cet égard, pour les particuliers, toute l'économie qu'ils offriront un jour, c'est qu'ils sont exécutés par des compagnies qui veulent un gros intérêt de leurs capitaux.

Provins, etc.; et les plus petits, à Senlis, à Pontoise, à Poissy, à Rambouillet, etc. En effet, pour ne parler quedes villes les plus excentriques, et en se bornant à des approximations assez élastiques, Lille se trouve tout à coup transporté à Louvres; Calais à Pontoise; le Havre à Poissy; Rouen à Sèvres ou à Asnières; Reims à Pantin; Strasbourg à Meaux; Lyon entre Melun et Corbeil; Marseille à Nemours: Perpignan à Pithiviers; Bordeaux à Chartres ou à Étampes; Nantes à Arpajon, etc.

C'est la nouvelle France dans *l'ancienne Ile-de-France*, ou l'équivalent. Chacune des parcelles de terrain, chaque champ compris dans cette surface sera donc un territoire entier; chaque maison d'un village, un village lui-même, ou une ville; chaque territoire avec son village au centre, une province: tout enfin sur la carte de l'imagination se resserre jusqu'à l'infiniment petit!

Quant à Louvres, à Pontoise, à Chartres, à Arpajon, à Meaux, etc., il est bien compris qu'ils viennent se perdre dans quelque rue de Paris ou de sa banlieue.

Et si, tour à tour, au lieu de Paris, chaque point du royaume, chaque localité est prise pour centre, une courbe analogue rapprochera pour elle les distances; et elle verra la France se condenser jusqu'à contenir dans les limites de son département. Ainsi, pour Lille, Paris est à Douai; pour Bordeaux, il est à Barbezieux; pour Marseille, à Nîmes ou à Avignon.

Puis, si nous franchissons les frontières de la petite France des chemins de fer, Saint-Pétersbourg et Moscou ne sont plus au delà des frontières de la grande France des chariots, des charrettes et des diligences : ils sont à Valenciennes, à Bar-le-Duc. Bruxelles est en deçà de Senlis; Vienne est entre Épernay et Château-Thierry; Rome est à Sens; Madrid à Orléans, et Londres est quelque part entre Gisors, Beaumont et Chantilly.

Toute cette condensation hypothétique revient à cette réalité que, sillonné de chemins de fer, un pays *trente-six fois* grand comme la France serait, quant à la facilité et à la rapidité de communications entre les hommes et de transport des richesses, absolument dans le même état que notre France de 1837, avec ses routes, ses chevaux et ses diligences.

Voilà donc toute l'Europe dans la France et la France dans chaque pays de l'Europe; car cette contraction est réciproque, moyennant la même hypothèse d'un réseau de chemins de fer pour tout le continent.

Enfin, si nous agrandissons notre vue jusqu'au cosmopolitisme, et jusqu'à l'espoir un peu utopique de l'universalisation complète et prochaine des chemins de fer, nous voyons la Chine se dessiner avec le Japon, l'Inde et l'extrême Orient sur les confins de notre horizon habituel; et l'Asie-Mineure s'offrir sur le second plan et agrandir la sphère des réalités et de la rubrique européennes, de tout ce que le

monde mahométan offre de terres, de populations et d'événements.

Maintenant, si vous voulez considérer ce que serait, pour la France, cette condensation magique de ses quatre-vingt-six départements dans un territoire aussi resserré que l'Ile-de-France, pour la promptitude et la fréquence des voyages; pour la circulation et les échanges; pour l'augmentation des produits, leur bas prix et leur versement dans tous les points du pays qui les rendraient accessibles à toutes les classes; pour la connaissance et l'équilibre des ressources et des besoins du pays et de chaque localité; pour la facilité des correspondances, la sécurité des transactions, l'établissement, l'extension et l'affermissement du crédit; pour l'action du pouvoir sur les masses, et des masses sur le pouvoir; pour l'avancement des sciences, la diffusion des lumières, la destruction des préjugés, le rapprochement et la fusion des classes, l'égalité des conditions, etc..., vous aurez fait la reconnaissance et l'esquisse en raccourci du terrain et de tous les genres d'influence que nous avons ici pour objet d'étudier.

Et puis, si vous voulez rêver quelles promesses inouies sont en germe dans cette autre concentration entre les limites de la France réelle, de tous les produits du continent européen; de tous les accidents et de toutes les variétés de son sol; de ses marchés, de ses matières premières; de ses consommateurs et de ses producteurs; de toutes ses populations avec leurs croyances, leurs institutions, leurs

lois, leurs langues, leurs mœurs, leurs usages, leurs coutumes, leurs goûts, leur littérature et leurs beaux-arts; enfin, chaque société, les hommes et les choses, avec sa civilisation, son ciel, et son climat!.... vous prendrez dans cette contemplation une idée politiquement, moralement et économiquement vraie, des relations et du milieu qui vont se former, et où seront peu à peu amenés les peuples européens par l'infaillible propagation des chemins de fer.

Dans l'état actuel des choses, que manque-t-il aux quatre cinquièmes des localités agricoles de tous les pays pour écouler leurs produits; pour mettre en valeur leur lait, leur beurre, leurs fruits, leurs œufs, leur pêche de rivière; pour augmenter leurs produits horticoles; en un mot, pour vivifier l'agriculture? Il leur manque, ou d'avoir autour d'eux, dans un rayon de quelques lieues, de nombreuses populations qui les demandent; ou des voies de transport assez accélérées, assez douces pour que la durée du trajet et le cahot de la voiture ne compromettent point les produits délicats expédiés au loin. Combien d'objets de consommation, recommandés par l'hygiène, surabondent en un lieu et y sont à

vil prix, qui manquent totalement en cent autres? et cela uniquement à cause de la difficulté, de la rareté, de la lenteur, de la cherté, de l'irrégularité du transport; à cause du défaut de publicité, ou, ce qui revient au même, de l'éloignement qui empêche que les besoins sachent où sont les offres, et *vice versâ*. Or, par les chemins de fer, par la publicité qui les suit, il se fera une répartition infiniment mieux proportionnée et plus étendue des objets de consommation entre tous les marchés d'un pays; et alors la vente des produits agricoles d'une contrée n'aura de limites que dans celles des besoins généraux; et l'on ne sera plus frappé du double inconvénient qui atteint les habitants de la campagne de faire un trop grand usage d'un objet de nourriture, jusqu'à se priver de varier leur régime, afin de ne pas laisser perdre un produit en soi très sain, mais dont l'usage exclusif peut compromettre la santé, et qui, en tout cas, fatigue le goût; tandis que, dans d'autres localités, on s'en prive totalement, faute d'arrivage; ce qui peut également nuire à la santé publique, et, en tout cas, priver d'une variété de jouissance toute une nombreuse population.

Chaque localité, *chaque individu* sera donc appelé à participer à tous les dons de la terre; toute latitude, aux fruits spéciaux des autres latitudes. C'est là un bienfait que peuvent seules revendiquer des voies de communication promptes : les chemins de fer, comparés aux anciens moyens de transport, le donneront à souhait. Et sur les rails, les objets

les plus délicats peuvent glisser impunément à de longues distances : les liquides, en général, n'ont plus à craindre aucune fermentation.

Cette absence de tout cahot particulière aux chemins de fer leur vaut, à elle seule, une supériorité bien décidée sur tous les moyens de transport connus; car elle a encore plus de prix pour les hommes que pour les choses : non seulement les voyageurs iront infiniment plus vite, mais infiniment plus commodément. Attendu la rudesse du cahot des meilleures diligences sur les meilleurs pavés, un trajet de 60 à 100 lieues est aujourd'hui, pour les trois quarts des tempéraments, une fatigue réelle, intolérable, qui devient même un obstacle aux voyages. Toutes les spécialités ne comportent pas la santé de l'industriel et du commerçant : les savants et les littérateurs, les femmes, etc., doivent ainsi s'interdire sérieusement, pour la plupart, les longs trajets.

Dans tous les cas, cette influence hygiénique n'est point à dédaigner pour le bien-être de l'humanité, c'est une jouissance réelle et un grand fait social que de pouvoir se transporter à six cents lieues sans être obligé de se mettre au lit pour quelques jours; de revenir d'un voyage sans être obligé de se mettre à la diète ou de se reposer huit ou quinze jours; de pouvoir lire, dormir, méditer, calculer dans un wagon comme dans sa chambre; comme dans son bureau, son cabinet ou son comptoir. Et quant à l'influence économique, l'un de ses moindres avantages sera de rendre la salubrité publique plus certaine, en

la débarrassant de la chance si fréquente aujourd'hui, des denrées avariées et des comestibles gâtés.

Si, dans l'état actuel des choses, Fontainebleau envoie son raisin à Paris; Montreuil ses pêches; Montmorency ses cerises; Fontenay ses roses; Surênes son vin célèbre et son chasselas : si Pontoise y expédie chaque jour 4,500 litres de lait; Gournay son beurre frais et la Brie ses fromages, etc.; à quoi doivent-ils leur bonne vente, leur prospérité, la culture serrée des plus petits coins de leur territoire? à l'existence d'un *monde* à leur porte, d'un marché immense; enfin à leur *proximité* de Paris. Mais, grâce aux chemins de fer, tout pays est un Fontainebleau, un Montreuil, un Pontoise. La population, la richesse, l'importance hors de ligne de la capitale ne font rien ici. C'est tout un monde sans doute, mais c'est précisément pour cela que notre exemple est bien choisi. Les chemins de fer qui rayonnent de chaque localité sur toute sa circonférence créent autour d'elle un monde de consommateurs; un Paris éparpillé, tout aussi réel, économiquement, que le Paris en bloc. Voilà ce qui est fécond : par la vitesse du transport, chaque producteur se trouve avoir autour de soi une agglomération immense de consommateurs qui réclament toutes les inventions de son génie, toute la fécondité de sa terre, toutes les puissances de ses bras, tous les produits de son activité et de son industrie!

A vingt lieues autour de Paris, point de terres improductives; point une seule *motte* qui ne soit

mise en rapport et ne donne, à la famille qui la cultive, subsistance et bien-être. Les terres y sont à une valeur exorbitante, quoique de médiocre qualité en général. Il y aurait des landes, des marais, que l'active production, sollicitée par les besoins de la population de Paris, en suggérerait aussitôt le défrichement ou le dessèchement; les transformerait en moyens de richesses et y appellerait un nouvel essaim d'agriculteurs.

Évidemment, si chacun de ces petits foyers de production herbagère et horticole, etc., qui approvisionnent Paris, n'était environné que de rares villages et d'infimes populations, ou s'ils étaient transportés dans quelque contrée inculte du pays, loin des villes, ils ne produiraient pas tant, ils ne vendraient pas si bon prix, ils végéteraient entre le pain, l'eau et les pommes de terre dans une humide et sombre baraque (1).

S'il y avait beaucoup plus de lait, de raisin, de beurre, de pêches, de fruits dans la grande banlieue de Paris, toutes ces utilités seraient moins chères à Paris, et la consommation en serait plus grande. Or, c'est ce qui arrivera quand la France sera en lieu et place

(1) La France trouve dans les *approvisionnements* de Paris, un commerce intérieur toujours sûr; toujours actif, et qui équivaut lui seul au commerce entier de deux ou trois royaumes. Paris représente aujourd'hui quinze à seize villes de soixante mille ames chacune; il demande à l'agriculture les récoltes de 400,000 arpents de terre; à l'industrie, les produits de toutes les manufactures du royaume, et une somme d'environ un milliard sort tous les ans de son sein pour se répandre dans les départements.

de cette même banlieue; quand il viendra, du fond de nos provinces, de quoi fournir abondamment le marché; et cependant les anciens fournisseurs n'y perdront pas : il leur restera toujours, sur leurs concurrents, l'avantage de la proximité relative; les produits de ceux-ci étant grevés des frais d'un transport plus éloigné. S'il arrivait que certaines branches de la production de la banlieue vinssent réellement à baisser de valeur par la présence des produits d'une localité jusque-là privée de débouchés, ce serait l'effet et le signe d'un juste équilibre des intérêts des producteurs entre eux, et un profit pour les consommateurs; car des bénéfices exorbitants peuvent fort bien résulter de la rareté extrême des objets similaires, sur un marché, par la difficulté, la cherté, la lenteur, le cahot du transport, joints à la fragilité ou à la délicatesse de la marchandise.

La vitesse des locomotives, en cela, aura donc encore l'influence de détruire les monopoles de fait, l'accaparement et toutes les suggestions frauduleuses qui tendent à réaliser une hausse factice.

Enfin chaque localité est assurée de voir tous les produits de ce genre, dans un rayon dix ou douze fois plus grand, s'abaisser au taux des produits similaires dans sa banlieue, et le prix de ceux-ci ne plus comprendre qu'à peine l'élément du transport, attendu que cet élément sera réduit à l'infiniment petit par suite de l'absorption de la distance dans la localité même.

Par exemple, économiquement, pour la fraî-

cheur et le prix, les cerises de Montmorency rougiront réellement sur les sommités incultes du quartier Lafayette; les roses de Fontenay s'épanouiront en verdure et en odeur dans les plates-bandes du jardin du Luxembourg; les pêches de Montreuil dans le parc de Monceaux, et les raisins de Fontainebleau mûriront sur quelque côte plus voisine de Paris que celle où verdit encore le Surênes.

Et les fruits de la Provence, toutes les richesses du Midi, le beurre de Bretagne, les pommes, la volaille, le laitage, les légumes et les herbages de Normandie; en un mot, les richesses si variées de l'industrie et du sol national seront là amoncelées, dans un rayon de 20 à 30 lieues, comme en un vaste dépôt, immense, toujours ouvert et fourni, sous la main du consommateur; expédiables et recevables de minute en minute, à temps opportun, *fraîches et sans fraude possible.*

En effet, comme les relations sont faciles et promptes entre les producteurs de la grande banlieue de Paris et les marchands auxquels ils fournissent, ils comptent l'un sur l'autre, ils savent la quantité moyenne qu'ils doivent livrer l'un et l'autre à la consommation générale. Chaque centre de production de ce rayon a d'avance son débouché assuré : ils produisent donc ou s'approvisionnent en conséquence. Beaucoup de petits marchands et de négociants se sont engagés pour une fourniture fixe, quotidienne ou mensuelle; et, par ces abonnements, producteurs, vendeurs et débitants ou commerçants

tons se sont donné une mutuelle sécurité. Dans de telles relations, il est difficile que chacun trouve son intérêt à frauder celui-là même qui lui vaut sa prospérité : s'il y a urgence soudaine, disette imprévue, affluence insolite de consommateurs, le lendemain ou le surlendemain, le producteur averti arrive avec un supplément de provisions.

Il en sera de même pour toute la France réelle quand tout s'y passera, en fait de proximité, comme cela se passe dans notre Ile-de-France modèle.

Dans notre rayon de vingt ou trente lieues, la transmission des matières premières indigènes, se faisant d'autant plus vite, d'un atelier à un autre, qu'ils sont plus voisins, il s'ensuit que les transformations successives, que doivent subir tant d'utilités diverses avant d'arriver à l'état où elles sont définitivement consommables, peuvent se faire et se font en beaucoup moins de temps que s'il fallait les aller chercher à l'extrémité de la France. Il y a plus, les producteurs, pouvant franchir en peu de temps l'espace qui les sépare du lieu de consommation, ne sont point obligés à une production anticipée, qu'un trop long séjour dans les magasins ou un trop lent transport peut compromettre ; ils préparent les produits à mesure de la demande en consommation. Il en sera de même, ni plus ni moins pour toute la France, des chemins de fer.

Et cela sera vrai, et cet avantage sera agrandi, de toute la différence qui est entre le nombre des produits naturels à cette petite localité, et celui des pro-

duits indigènes *de toute la France réelle*. Ainsi, non seulement, par les chemins de fer, la production et la consommation sont plus grandes; non seulement les prix, plus bas; mais l'acte de la production manufacturière en est de beaucoup hâté; et dans le cas de demande retardée ou extraordinaire, une production instantanée peut réduire les inconvénients du retard, ou faire face en temps convenable aux besoins imprévus.

Dans l'état actuel du roulage et de beaucoup d'entreprises de diligences, chez presque tous les peuples du monde, les départs sont rares ou irréguliers; les arrivées incertaines et soumises à des retards qui compromettent la plupart des affaires et des livraisons; qui éparpillent en allées et venues, brisent considérablement l'activité de l'industriel ou du commerçant. Il n'y a point d'entente pour la fixation des départs divers; parce qu'il n'y a point de centre où toutes les entreprises d'une même localité viennent combiner leurs heures, de manière à permettre aux voyageurs arrivant d'un pays, de remonter aussitôt en diligence pour un autre. En un mot, la circulation est encore dans l'enfance et dans l'anarchie (1). Par la propagation des chemins

(1) Dès que l'on s'éloigne, de quelques lieues, des grandes routes desservies par les deux grands services de messageries de Paris, il faut s'attendre à tous les mécomptes, à toutes les lenteurs, à tous les retards. Quant aux correspondances faciles de peuple à peuple, elles sont encore à naître. A l'heure qu'il est, vous ne pouvez vous transporter en Italie qu'à trois époques de chaque mois, par les paquebots à vapeur de l'État à Marseille. Ces diligences de mer ne partent que

de fer, la fréquence et la régularité du service sont assurées, et la combinaison des départs ne l'est pas moins. L'établissement d'un chemin de fer implique l'affluence assez considérable de voyageurs et de marchandises pour employer son activité et la rendre régulière : autant il est difficile à une foule de petites entreprises ordinaires de se concerter et de s'entendre, autant cela est facile aux deux ou trois administrations de chemins de fer de chaque localité; mais cela n'est même pas nécessaire, puisque les départs se font naturellement des divers côtés, à des intervalles très rapprochés.

Dans chaque localité, ville ou village, sauf les grands foyers d'industrie et de commerce, tout individu, cultivateur, commerçant, industriel, qui veut expédier à la ville voisine une marchandise, une denrée quelconque, ou l'en ramener, ne le peut qu'avec son attelage propre, qu'avec ses moyens *de particulier* : il n'y a point, *dans son endroit*, un service

les 1er, 11 et 21 du mois, et encore ce service est-il de date toute récente. Il faut quinze jours pour l'envoi et le retour d'un objet quelconque de Paris à Florence ; ou plutôt, sauf les lettres et les imprimés, tout envoi en Italie devient impossible, car les paquebots ne se chargent point d'un paquet de quelque volume, ou ce n'est qu'à un prix exorbitant, et les messageries, pour l'expédition du moindre objet, exigent 20 et 30 fr.

Si la race anglaise était assise sur les côtes méridionales de la France, le temps ne serait pas éloigné où les paquebots *mensuels* de la Méditerranée se transformeraient en *omnibus quotidiens* maritimes, et partiraient même plusieurs fois par jour pour les ports divers de l'Italie et pour les côtes de l'Archipel. Il en serait de l'Italie comme de la Belgique, qui va établir un service de poste *quotidien* entre elle et l'Angleterre par Ostende et Douvres. (*Note supplém.*)

public d'expédition et de roulage ; ou bien, comme nous le disions, ce service est irrégulier et rare. Les trois quarts des *ménagers*, la population presque entière des campagnes, le débitant et le petit commerce des bourgs de second ordre, ne possèdent pour attelage qu'une brouette et leurs épaules : ils sont obligés d'attendre que le fermier ou le marchand voisin *aille à la ville*, pour y vendre leurs produits et pour en ramener leurs provisions. Ce sont des privations, des temporisations, des pertes sèches, des impasses matérielles et morales, qui découragent et atrophient l'activité aux cœurs les plus chauds ! Cet obstacle au mouvement est pour l'homme des champs, de quelque côté qu'il tourne sa vue, ce que le froid glacial des pôles est pour le Groenlandais, ou la chaleur des tropiques pour l'Africain : c'est la torpeur ou l'anéantissement. Les fermiers eux-mêmes, et tous ceux qui possèdent l'attelage, transportent isolément, un à un, leur propre et unique chose ; et multiplient comme à l'envi les voyages et les frais : cette lacune vaut à l'industrie humaine et à l'économie des sociétés, tout un monde d'imperfections et d'obstacles! L'apparition d'un chemin de fer et d'une locomotive suivie de ses nombreux wagons, met fin tout d'un coup à cette agonie de l'habitant des campagnes ; à ce gaspillage barbare des fermiers, du petit commerçant et de la petite industrie ; et cela grâce à la propriété multiple et essentielle d'un chemin de fer d'être un service *commun*, *compréhensif*, *fré-*

quent et régulier; *prompt et à bas prix*. Chaque canton, chaque village, chaque paysan trouve à sa porte un expéditionnaire, un courrier prompt comme l'éclair, exact et fidèle comme la Poste : à leur gré, les wagons emportent, eux, leurs denrées ou leurs marchandises, au marché du bourg voisin, au chef-lieu, à la capitale, à l'étranger, au bout du monde!... Il leur suffit de traîner à une courte distance leur expédition : ce n'est plus la voiture de Pierre ou de Jacques, c'est celle de tout le monde, du grand comme du petit; c'est le chemin de fer, qui approvisionne toute consommation, depuis la boucherie et la cuisine jusqu'aux magasins de nouveautés; qui reçoit et emporte tout et partout, et rend de même; c'est *l'omnibus* par excellence; l'omnibus de l'agriculture et du commerce en grand, de la production, du travail; c'est enfin la *voiture de l'égalité* et du *bien-être!....*

Nous ne dirons pas encore toutes les conséquences importantes qui doivent résulter, pour l'économie sociale et pour le mécanisme industriel, de ce mode de service *commun* des wagons, dans leur parcours à travers les moindres localités agricoles; il nous suffit d'avoir signalé comment, dans tous les pays où ils seront propagés, ils rendront à l'agriculture et à toutes les branches de travail leurs forces vives, en épargnant à l'immense majorité de la population, des *allées et venues* absolument inutiles, quoique sans cesse répétées; et comment, ainsi, ils les inviteront, par l'emploi de ce temps disponible, à

augmenter ces mêmes produits jusque-là si négligés, et dont ces véhicules viennent si libéralement leur faciliter l'écoulement.

Ajoutez à tant de bienfaits inhérents à la vitesse des chemins de fer, qu'une locomotive *remorque*, non seulement les hommes et les choses, mais les événements et les nouvelles : avec des ailes et un porte-voix retentissant, ce serait la Renommée personnifiée et bardée de fer. Grâce à la locomotive donc, toute nouvelle à peine éclose en un point de la nation, et ultérieurement de l'Europe, du globe entier, trouve un écho immense et prompt dans tous les autres.

Et si l'on songe que ce moyen de publicité universelle, combiné avec la presse également universelle, opérera comme un fanal cosmopolite qui projetterait une clarté tellement vive sur les affaires du monde, et sur la grande mêlée industrielle et commerciale que nulle fausse manœuvre, nulle pensée mauvaise, nulle erreur, nulle entreprise, nul antécédent, nul passé et nul présent, nul geste et nul fait ne pourrait espérer le secret ou l'oubli, on est tenté de croire au règne futur de la vérité, de la justice et de la vertu, même dans les relations ordinairement les plus entachées de fraude et de mercantilisme !

La publicité, est presque la seule garantie sérieuse du commerce : c'est la mère du crédit et son seul soutien après la confiance qui, elle-même, ne s'accorde guère non plus que par la publicité. La

publicité, c'est pour les sociétés une sorte d'assurance contre le mensonge, contre la fraude, la mauvaise foi sous toutes ses formes. Née de la civilisation, elle l'aide à vivre et à croître; c'est aussi l'une des meilleures garanties qu'il soit donné à chacun selon son mérite et ses œuvres. Mais pour n'en voir encore que les avantages économiques, cette facilité de recevoir les informations, ou d'aller les chercher en personne sur les lieux, est pour le commerce un gage de sécurité inouie; une condition et une garantie de bonne gestion, de prévisions et de prudence. A la rigueur, d'une extrémité à l'autre de la France, par exemple, on peut se passer de correspondants; on peut prendre soi-même tous les renseignements sur les lieux; et quand un débiteur considére cette possibilité, il la tient pour un fait et il régle sa conduite en conséquence. Rien ne nous invite à mieux agir que de savoir que tout le monde a l'œil sur nous, et que nous sommes dans une cage de verre. Cette cage, la publicité inhérente à la vitesse et à la facilité des voyages, nous la donne. La méfiance est inséparable du mystère; et le mystère, de l'éloignement. Connaître, c'est croire, c'est presque se confier; aussi le crédit s'accorde-t-il plus facilement entre gens de connnaissances et de voisinage. On a tant abusé de la distance dans les *floueries* du commerce; tant de chevaliers d'industrie lui ont dû leurs succès, que ce ne serait peut-être pas trop s'éloigner de l'exactitude, en affirmant que la confiance s'accorde aujourd'hui *en raison inverse du*

carré des distances; de sorte que les chemins de fer, abrégeant les distances comme 12 est à 2, chaque individu aurait désormais dans le même rayon qu'aujourd'hui une chance infiniment plus grande d'obtenir la confiance, le crédit et l'appui qu'il mérite; ou la même chance qu'aujourd'hui, sur une étendue de pays infiniment plus grande.

Aussi les locomotives deviendront-elles des *malles-postes*. Déjà le service des lettres leur est dévolu en Belgique. Désormais, *prendre la poste*, *aller en poste*, c'est tout simplement prendre le *chemin de fer*. Le service de la correspondance politique et commerciale sera accéléré de toute la différence qui existe entre le galop d'un cheval de poste et le vol ras, impétueux, de la locomotive : et par cette nouvelle conquête sur le temps, nul ne peut dire que de folles entreprises et de ruines évitées! que de spéculations, de supercheries, de ruses déjouées! quelle simplification dans les rouages commerciaux!

Le développement de la richesse dans un pays, et l'amélioration des moyens de transport, sont toujours simultanés.

Les pays les plus riches et les plus industrieux,

sont aussi ceux qui se distinguent le plus par le nombre, l'accélération, la profusion, la sûreté et la régularité des communications, et ceux où les prix du transport sont le plus bas. C'est donc un sûr indice de ce que doivent faire les nations qui cherchent à s'élever à la même splendeur.

Les routes royales en France, ne datent que de Louis XIV, et les routes départementales, que de l'Empire : nos chemins vicinaux sortent à peine de la barbarie féodale, et les rivières étaient tout à l'heure à peine navigables sur les deux tiers de leurs cours.

Chacun sait dans quel état se trouvait la France en fait de richesse et de population avant la révolution de 89 ; aussi les voies de communications étaient-elles d'une désespérante lenteur. Quelques années avant cette ère nouvelle, en 1766, il ne partait encore de Paris, pour la *province*, que 10 voitures de voyages, chargées chacune, terme moyen, de 10 personnes ; aujourd'hui il part tous les jours plus de 700 voyageurs, et le seul chemin de fer de Saint-Germain en reçoit plus en quelques jours qu'alors toutes les routes aboutissant à Paris, n'en transportaient en une année.

En 1754, une voiture arriva de Manchester à Londres en 4 jours et demi : le même chemin se fait actuellement en 27 heures.

La diligence de Paris à Bordeaux mettait 222 heures, elle arrive maintenant en moins de 70 heures. Autrefois, les lettres parvenaient de

Paris à Bordeaux en 86 heures, à Brest en 87, à Toulouse en 100 ; actuellement, elles arrivent à Bordeaux en 40, à Brest en 47, à Toulouse en 64.

Ne faut-il pas induire de cette correspondance entre l'état arriéré de la civilisation et l'état arriéré des moyens de transport en France et en Europe, que la substitution des *rails*, base d'une voie bien autrement supérieure aux pavés actuels que ne le furent les pavés à l'égard des chemins de terre d'autrefois, va être infailliblement accompagnée ou suivie d'une amélioration générale analogue, et plus décisive encore pour la prospérité et le nombre des populations? Ne faut-il pas conclure, dans tous les cas, que s'efforcer de perfectionner ces moyens matériels, c'est efficacement et directement servir la cause de la civilisation ?

Sans l'invention des chemins de fer et son retentissement en France, peut-être n'aurions-nous pas encore une loi sur les chemins vicinaux. Du moins, est-il remarquable qu'on ait attendu qu'il fût question d'introduire les chemins de fer pour se mettre à vanter les effets d'une bonne vicinalité, jusqu'au point de donner force de loi à l'opinion des hommes avancés qui, depuis longtemps, avaient aperçu ces avantages.

Quoi qu'il en soit, à l'avenir, l'existence d'un chemin de fer dans une localité, déposerait contre toute route et tout chemin vicinal imparfaits. Les chemins de fer seront là, déroulés sur le pays comme pour offrir un modèle vivant de ce que doi-

vent être les voies de communications, et servir de mesure de comparaison entre les routes d'ordre inférieur ; moyens parfaits, ils appellent la perfection; et comme tout ce qui est parfait, ils condamnent l'imperfection correspondante : ainsi la vertu, le vice; la beauté, la laideur; le vrai, le faux.

La matière même des machines à vapeur, leur aliment, la construction des chemins nouveaux, tout l'ensemble de ces mécanismes a pour base l'extraction et la consommation en quantités énormes de la houille et du fer. La construction des chemins en particulier et celle des canaux, nécessitent une masse non moins grande de travaux, de terrassements et d'ouvrages d'arts; et elles appellent un surcroit de travailleurs : maçons, terrassiers, etc.

Ainsi, un plus grand nombre d'hommes va être occupé dans tous les pays où se propageront ces mécanismes supérieurs, à remuer le sol dans ses entrailles et à sa surface; à forger et à fondre le métal; à construire des ressorts délicats et compliqués; à manipuler sous toutes les formes, charger et décharger ces deux constituants de la force motrice à vapeur : le fer et le charbon.

C'est déjà là une grande chance de compensation offerte aux bras auxquels les machines viendront faire passagèrement concurrence, et imposer un funeste chômage.

Le globe va donc ressentir une action plus efficace

et plus directe de l'humanité; et l'homme quitter l'exploitation des bêtes de somme, la consommation douloureuse d'un nombre incalculable d'êtres animés et sensibles, pour l'exploitation des éléments bruts, terrestres, et la consommation indifférente de masses inertes et insensibles.

Remarquons que les machines fixes et les mobiles s'appellent mutuellement, et que la propagation des unes implique celle des autres : n'est-ce pas dans les deux cas en vue d'accroître et de faciliter la production et la circulation des richesses? Or, les unes et les autres ont par excellence cette propriété et la doublent par leur action simultanée.

On peut donc être sûr que les nations qui adopteront l'une de ces puissances, adopteront l'autre.

BATEAUX A VAPEUR.

L'Océan. — Imperfection relative et insuffisance future des bateaux et vaisseaux *à voiles* et *à rames*. — Supériorité signalée des bateaux à vapeur. — Puissance merveilleuse des deux modes combinés. — Vitesse relative des bateaux à vapeur. — La locomotive *marine*, digne auxiliaire, complément indispensable de la locomotive terrestre. — Propriétés des chemins de fer, communes aux bateaux à vapeur. — Avantages spéciaux des derniers. — Leur fonction civilisatrice par excellence.

Il existe, d'un pôle à l'autre et de l'Orient à l'Occident, une vaste et majestueuse voie de transport, qui commence partout et ne finit nulle part; qui, par ses innombrables ramifications, aboutit sous toutes les latitudes, traverse toutes les contrées, offre partout des gares et des entrepôts; elle n'a point seulement une double et triple voie, mais elle en a mille et davantage : c'est la plaine des mers! Pour ce chemin-là, point ou quasi point de dépenses de premier établissement : la nature en a fait presque tous les frais.

Mais il exige, de la part de l'homme, une grande hardiesse, et une rare dextérité de manœuvre ; il en réclame, comme complément de cet établissement gratuit, un mécanisme, un char *marin* ingénieusement combiné.

Les bateaux avec leurs rames, les vaisseaux avec

leurs voiles, et tous les deux avec leur gouvernail, leur pilote et leur nombreux équipage, ont aidé jusqu'ici à la prise de possession de la voie maritime; mais ç'a été aussi incomplètement que les pavés, les chevaux et les chariots, à la prise de possession de la voie terrestre.

La vapeur y est venue accomplir un perfectionnement; y faire l'office analogue à celui qu'elle remplit sur les chemins de fer, c'est à dire donner à la circulation maritime une vitesse et une régularité inespérées. Toutes choses égales d'ailleurs, et abstraction faite des obstacles de force majeure au mouvement continu et direct, sur un élément aussi désordonné et aussi furieux, qui a lui-même une force de traction si puissante, la vapeur communique à ce roulage une vitesse intrinsèque quatre et six fois plus grande que naguère; et même, si l'on a égard à l'économie du temps, effective et totale, sur une longue navigation à voile avec tous ses chômages, ses vents contraires, ses temporisations ordinaires à l'entrée des embouchures des fleuves qu'elle doit remonter, on peut affirmer que le temps épargné par l'emploi de la vapeur peut être comme 1 est à 10, à 15, à 20, à 30, selon les circonstances et la nature du trajet; selon les régions et les saisons.

Les *rails* ici, ce sont les ondes. La locomotive terrestre glisse: la locomotive maritime grimpe; et elle s'attache, pour ainsi dire, à la surface de cette grande masse liquide, sur laquelle elle sait graviter malgré les flots et les tempêtes. Veut-on faire halte en pleine

dérive, et lorsque le bâtiment semble emporté par un courant rapide? elle s'arrête, s'incline vers la rive, à droite ou à gauche, selon la volonté du pilote : à la remonte des fleuves, elle vainc un courant presque torrentiel; et sur l'Océan, aux vagues furieuses elle oppose une résistance inouie; et, au même instant où elle recule, emportée par un soulèvement montagneux des ondes, elle avance encore et regagne déjà sur ce qu'elle a perdu. Hors, ces cas exceptionnels de déchaînement orageux, le bateau court en ligne droite vers son étoile ou son phare, vers son degré de longitude ou de latitude, avec une précision qui rappelle celle de la roue dans ses *rails*. La boussole avait signalé la direction à suivre; mais elle ne donnait pas la puissance de la gagner ou de s'y maintenir; ni les voiles, combinées avec le gouvernail : la vapeur vient lui donner cette puissance; par elle, enfin le trajet et la navigation sont régularisés; la mer devient une espèce de *terre ferme*, si l'on compare cette nouvelle navigation à l'ancienne. En effet, quelle désespérante instabilité dans le mouvement d'un bâtiment ordinaire! que d'irrégularités excessives dans les arrivages! que d'incertitudes et que d'issues funestes dans l'emploi des voiles! Tout flottait passivement au gré des influences sus ou sous-marines; et c'est avec grande justesse qu'on appelait un groupe de vaisseaux, une *flotte* : désormais, c'est un *convoi*.

L'emploi que l'on fait aujourd'hui des bateaux remorqueurs à vapeur, dans les ports, est bien pro-

pre à mettre en relief toute leur supériorité sur l'ancien système. En vain, un bateau à voile aura fait son trajet en pleine mer avec bonheur, continuité et promptitude; en vain aura-t-il franchi trois cents lieues en quinze jours : arrivé à l'entrée des ports, ou à l'embouchure d'un fleuve comme la Seine au Havre, il devra perdre la *même* durée de temps à louvoyer sur la *même* place, en attendant un temps favorable qui l'y pousse directement; mais le bateau mu par la vapeur, ne tient compte de ces obstacles de vents contraires : il sort du port, va prendre à sa remorque ces impuissantes machines et les fait pénétrer, ainsi, assez avant dans les terres, pour que les agitations maritimes ne s'y fassent plus sentir.

Toutefois, les voiles reçoivent une grande valeur dès l'instant qu'on les combine avec la vapeur; elles se relaient alors tour à tour : les voiles quand le temps est favorable (permettant ainsi des relâches aux roues, et de l'économie dans le combustible), la vapeur quand il est nul ou contraire; et si l'on veut atteindre le *maximum* de vitesse, les deux forces réunies poussent en avant, avec la rapidité de la tempête.

Sur les canaux, la vapeur réalise des avantages analogues dans la navigation intérieure: la supériorité de vitesse sur les anciens moyens y est plus appréciable, sans être cependant plus grande.

Aux États-Unis, les bateaux à vapeur de l'Oue , font quatre lieues à l'heure; dans l'Est, ils font six lieues à l'eau dormante et même, grâce à une meil-

leure entente dans la construction des bateaux, la vapeur y communique déjà, sur plusieurs canaux, la vitesse prodigieuse de huit lieues à l'heure (1).

La navigation intérieure à la vapeur, est donc comme le prolongement obligé d'un système de chemins de fer; les canaux en deviennent du moins, par ces perfectionnements, les dignes auxiliaires et une sorte de succursale; ils peuvent, à eux deux, se partager la circulation des marchandises et des den-

(1) En Angleterre, la vitesse *moyenne* des bateaux à vapeur était, il y a deux ans, de 4 lieues à l'heure. Sur la Tamise, presque tous les bateaux à vapeur faisaient 4 lieues un quart à 4 lieues et demie, et quelques uns font 5 lieues à 5 lieues et demie.

En France, sur la Seine, entre le Havre et Rouen, ils marchent à raison de 5 lieues à 6 lieues et demie à l'heure.

Sur le Rhône, *à la descente*, la vitesse est de 6 lieues à l'heure; elle n'est que d'une lieue et demie *à la remonte*.

Sur la Loire, certains bateaux à vapeur font 2 lieues et demie, d'autres 3, d'autres 5 lieues à la descente; et 2 lieues ou 2 lieues et demie à la remonte. (Voir, pour plus de détails sur la vitesse comparée des bateaux à vapeur, en Angleterre, aux États-Unis et en France, *des Intérêts matériels*, par M. Michel Chevalier *, et un article de M. Chemin du Pontès, dans la *Revue des Deux-Mondes*, cahier du 1er septembre 1838.) (*Note supplémentaire.*)

Nous touchons ici de trop près à une des causes principales de notre infériorité commerciale et industrielle par rapport aux États-Unis, pour ne pas nous arrêter en passant à un rapprochement lumineux : tandis que la navigation intérieure est arrivée à cette accélération, nos bateaux sur les trois quarts des canaux, percés à si grands frais, ne font encore, ô barbarie ! que 4 à 6 lieues par jour, une demi-lieue (2,000 m.) en deux heures; grâce à la complication, à l'anarchie des tarifs, à la multiplicité des retards qu'elles occasionnent et à l'incurie traditionnelle des populations batelières et de leurs chefs !...

* On trouvera aussi dans cet ouvrage d'importantes données sur les chemins de fer comparés aux canaux, pour le transport des hommes et des marchandises; et sur les chemins de fer comparés aux bateaux à vapeur.

rées de toute nature. C'est la même influence sur l'économie sociale en général : même baisse, ou baisse analogue sur les frais de transport par eau ; c'est à dire sur les prix d'une immense portion des matières premières de presque toutes les industries ; et par conséquent, même prime à la consommation, à la production et à la population.

Quant au rapprochement des distances, ils forment naturellement une carte analogue à celle que nous avons esquissée à grands traits pour les chemins de fer ; et tout ce qui a été, tout ce qui sera dit ultérieurement des suites de cette condensation géographique par les chemins de fer, doit se répéter à la lettre au sujet de la navigation et du commerce par eau.

N'oublions pas qu'alors, des établissements industriels ou agricoles, établis sur les bords et à l'extrémité des chemins de fer, ou sur les bords et à l'extrémité des canaux ainsi perfectionnés, c'est tout une même chose pour leur prospérité, un même gage d'économie de transport ; et qu'ainsi les canaux tiendront lieu, dans le système général de communication du globe, d'un nombre immense de chemins de fer.

Outre les influences qui leur sont particulières avec les chemins de fer, les bateaux à vapeur ont la fonction spéciale d'aller annoncer l'existence des machines à vapeur, des chemins de fer, aux nations antipodes ; et de préparer les conditions premières de leur établissement chez les peuples peu avancés.

Le commerce, avec un certain nombre de bateaux à vapeur, se trouvera desservir, surtout en faveur des voyageurs de long-cours, des distances considérables, pour la jonction terrestre desquelles il faudrait attendre la possibilité des frais énormes de l'établissement d'un chemin de fer, et temporiser des siècles.

Les bateaux pourront aussi, en remontant par tant d'embouchures, atteindre bien avant dans les terres les plus vierges; aborder les grands foyers de la richesse par tout le globe, et en rapporter abondamment des produits jusqu'ici à peine connus, ou extrêmement rares en Europe.

Ici, il n'est pas besoin que les pays intermédiaires soient riches et peuplés : il suffit qu'il y ait assez de développement industriel, pour offrir aux bateaux le débouché de leur cargaison, et la charge au retour.

Et alors! ils vont donc sonner le réveil chez les peuples et les peuplades lointaines; exciter les pays pauvres à s'enrichir: à la différence des chemins de fer, dont l'établissement suppose déjà, d'avance, une certaine richesse dans les contrées qu'ils traversent ou qu'ils ont à joindre.

III

LE MÉCANISME INDUSTRIEL ET LE MODE DE TRAVAIL, SOUS L'INFLUENCE DES APPLICATIONS DE LA VAPEUR.

MACHINES A VAPEUR FIXES.

Propriétés économiques et *agglomérantes* des machines à vapeur fixes. — Leur tendance nécessaire à l'association des intérêts et des activités; des hommes et des capitaux.— Raisons de cela.— Où est la plus sûre garantie de la propagation successive des applications de la vapeur par tout le globe. — A qui il faut rapporter la gloire ou la responsabilité d'avoir *tué* virtuellement le morcellement dans la production en général.—Faits déjà accomplis.—Comment les pays importateurs des forces motrices et des moyens de transport à la vapeur, seront conduits à la réunion *en grand* des capitaux et des travailleurs.

Quand le célèbre Watt se proposa l'invention d'une machine économique, dont l'emploi serait d'autant plus avantageux qu'elle opérerait sur une masse plus grande de matières premières, c'est comme s'il s'était dit : Les hommes, pour l'utiliser, devront associer leurs capitaux et leur travail ; combiner leurs efforts; se réunir en grand nombre *sous le même toit* : et ils voudront l'utiliser; car il y va de leur intérêt positif : et il suffit qu'une seule

soit appliquée et fonctionne pour qu'aussitôt tous les producteurs suivent forcément l'exemple; car je vais *tuer le morcellement;* car la diminution des frais de production que je réalise, permet de vendre à infiniment plus bas prix, les objets manufacturés ou produits par l'intermédiaire de ma machine; et de faire une concurrence fatale aux petits producteurs qui la dédaigneraient, ou qui ne voudraient pas se *réunir* pour l'employer.

C'est encore comme s'il s'était dit : Je vais montrer aux hommes tous les avantages économiques de la production en grand; de l'unité de direction; de l'exploitation simultanée et sous un même toit, ou dans un même ensemble de bâtiments, de plusieurs industries analogues; et principalement de toutes les branches d'une même industrie; de sorte que, là même où mon mécanisme ne sera pas de rigueur, l'économie résultant de cette gestion et de cette production unitaires n'en soit pas moins infiniment supérieure au rendement du travail morcelé et solitaire, et des capitaux minimes de la petite industrie.

Tout le monde sait qu'en effet, dans l'emploi de la force motrice à vapeur, pour obtenir le bas prix des produits et réaliser de grands bénéfices, il faut opérer sur *grande échelle*, employer de grands capitaux et un grand nombre d'ouvriers; en un mot, *produire en grand.*

La nature de cette force et de son appareil; la fin qu'on se propose dans son application; sa substi-

tution aux bras de l'homme et à la force animale, en font une nécessité.

Point d'économie sans cela : c'est que les frais de premier établissement et d'entretien de deux machines à vapeur d'inégale puissance, ne sont pas proportionnés à leur degré d'inégalité. Ainsi il ne coûte pas le double pour l'acquisition d'une machine double en force; il ne faut pas deux chauffeurs au lieu d'un; deux fois plus d'espace pour la loger; deux fois plus de combustibles pour la chauffer, ni pour qu'elle fonctionne deux fois plus de temps.

Tant donc qu'il en sera ainsi, c'est à dire tant qu'un autre combustible que la houille et un autre métal que le fer ou le cuivre ne seront point trouvés, ou mieux, tant que la nature des choses ne sera pas bouleversée, il sera impossible, économiquement, de faire des machines à vapeur *en miniature* et de constituer une petite industrie morcelée, individuelle, à la vapeur.

De même, tant qu'il sera d'expérience irrécusable que moins les forces industrielles sont disséminées, plus les résultats sont économiques et satisfaisants, il y aura intérêt et, par conséquent, tendance prononcée de l'humanité à l'association, à la production en grand; il ne restera plus qu'à trouver un mode d'association qui satisfasse aux légitimes exigences de chacun et de tous.

Car l'identité de prix est toute vitale dans l'industrie. Dans le monde économique, toutes choses sont *au rabais*: l'intérêt seul vous guide. Entre deux ven-

deurs du même produit, vous préférez celui qui vous l'offre à meilleur marché.

C'est pourquoi, dès que le bas prix est au bout d'une transformation du mode de production, elle est certaine. C'est l'effet obligé de la concurrence et du rabais. Une vue superficielle du monde industriel nous montre l'intérêt particulier toujours à la recherche des moyens plus économiques, afin de surmonter la concurrence par le bas prix, et de faire fortune, avant même que les voisins aient eu le temps de le combattre avec ses armes. Là donc, pour le dire en passant, est la plus sûre garantie de la propagation successive des machines à vapeur sur tous les points du globe où l'existence, le bon marché d'un combustible quelconque, le permettra.

L'emploi avantageux d'une machine à vapeur dans un établissement, suggère en outre, non seulement d'opérer sur de grandes quantités de matières premières, mais de réunir dans l'établissement tous les ateliers accessoires, tels que forge, charronnage, etc., et toutes les branches d'industrie similaires; de manière à faire passer, avec le moins de temps possible, dans le même centre de production, la matière première par tous les degrés intermédiaires de main-d'œuvre, jusqu'à l'état parfait et définitif qui la rend consommable. Ainsi, dans une grande filature de laine, par exemple, on adjoint avec profit le tissage, une teinturerie, une peignerie; et comme les métiers nombreux, et la machine elle-même, exigent de continuelles réparations, des mécaniciens et un ate-

lier de serrurerie sont nécessairement incorporés à l'établissement, etc.; de même, dans l'industrie de la betterave, la première pensée des industriels a été de s'installer dans les campagnes et d'y cumuler l'exploitation d'une ferme et celle de la manufacture : le sucre se fabrique à côté des terres qui ont donné la betterave.

Il est évident que cette disposition des choses offre une prodigieuse économie; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est qu'il faut pour cela de grands capitaux. Les petits producteurs qui ne peuvent point se donner ces avantages, sont donc dans une infériorité funeste à l'égard de ces établissements. Aussi le résultat prochain de la propagation de la vapeur dans l'industrie, est-il de faire disparaitre de la concurrence et de l'œuvre générale de la production nationale, d'abord un grand nombre de petits producteurs, et, en définitive, toutes les petites industries similaires.

Nous avions donc raison de rapporter à Watt la gloire ou la responsabilité d'avoir tué virtuellement le morcellement dans la production, c'est à dire la petite industrie manufacturière et l'agricole.

Déjà les productions auxquelles s'appliquent les machines à vapeur telles qu'on les conçoit et qu'on les exécute aujourd'hui, correspondent aux industries les plus utiles et les plus nombreuses, aux industries fondamentales et populaires : ainsi la filature et le tissage de toutes les étoffes de laine et de coton, et en général de tout ce qui se rattache au vêtement et à la parure de l'homme; la fabrication des huiles,

du sucre de betteraves, l'exploitation des mines et des carrières, etc...

Et comme le dit éloquemment un illustre admirateur de Watt : « Les travaux les plus pénibles, » tels que le sciage du bois et de la pierre, ou » l'élévation des eaux, sont effectués par le même moteur qui produit les formes les plus ténues, les plus » délicates et les plus élégantes. L'ancre est forgée » et le jeton frappé; le métal est pétri et le joujou » taillé, par cette force extraordinaire, universelle » et toute puissante! Le même bras de géant qui » donne la torsion au câble assez fort pour retenir le » plus grand vaisseau de guerre, malgré l'effort des » vents et des flots, étire ces fils d'argent et d'or » qui forment l'ornement léger de la beauté délicate.» On peut donc fort bien prévoir qu'une foule d'autres branches se les approprieront graduellement, avec les modifications et les combinaisons que comportera chaque spécialité; de manière à les rendre, en définitive, le grand et presque unique instrument du travail humain, sous toutes ses formes.

Mais enfin, à la rigueur, toutes les industries ne comportant pas nécessairement l'emploi des machines à vapeur; quelques unes même s'y refusant de leur nature, ou bien le bas prix et l'abondance pouvant se passer de ce moyen, il semblerait que la propagation du mode de production sur grande échelle dût se borner aux seuls établissements à machines à vapeur; mais il n'en est point ainsi, même en supposant qu'il fût bien prouvé pour

l'avenir que leur application ne dût pas être universelle. C'est l'intérêt individuel qui a fait accepter la machine à vapeur et ses conséquences économiques : c'est le même intérêt qui fera accepter, dans presque toutes les sphères de l'activité humaine; les conséquences *sans* la machine : je veux dire le mode en grand avec de gros capitaux et de nombreux travailleurs; car si c'est bien elle qui suggère ce mode, par la nécessité où l'on est de la faire fonctionner et fructifier continuellement; si c'est bien elle qui met sur la voie des économies et des simplifications de rouage; qui met en saillie les avantages de l'unité d'action et de direction, de la combinaison des aptitudes et des forces humaines, elle ne les donne pourtant pas exclusivement. Toutes ces choses, moins la machine, n'en sont pas moins ce qu'elles étaient avant elle : des avantages réels pour le bas prix et l'augmentation des produits; et d'ailleurs, d'autres machines à sa place, remettraient les choses dans leur intégralité, pourvu qu'elles eussent une puissance physique supérieure à celle de l'homme.

C'est pourquoi ce mode est déjà propagé isolément, et détaché de sa cause et des circonstances qui lui ont donné naissance. Beaucoup d'établissements où ne fonctionne pas une seule machine à vapeur, sont cependant établis sur une grande échelle; et même ce n'est pas d'aujourd'hui, ni de l'invention de machines à vapeur, que datent la production en grand et la réunion d'un grand nombre d'ouvriers dans

un même atelier. Il y a longtemps que les *sociétes* et les *compagnies commerciales* existent; mais il faut reconnaître que c'étaient des exceptions dont on ne comprenait ni la portée, ni l'avenir, ni les avantages sociaux et économiques; que d'ailleurs, elles ne dépassèrent jamais la sphère commerciale et ne furent jamais constituées pour la production; ce qui met tout aussitôt un intervalle immense entre les anciennes et les nouvelles. C'est réellement de l'époque où furent appliquées les grandes machines inventées dans nos temps modernes, que date l'ère de *l'association* et de la production en grand.

L'agriculture, qui est à elle seule la moitié de toutes les industries et qui produit directement les plus nécessaires, sinon les plus nombreuses utilités de l'homme, l'agriculture est également appelée à profiter de tous ces avantages (et avec elle les innombrables consommateurs), en se constituant pour la production en grand. Le fera-t-elle? c'est une autre question; mais elle le peut, et nous montrerons comment elle le voudra par la suite des temps. Ainsi, c'est là une influence incontestable de la propagation des forces motrices modernes : alors même que ce ne sont pas elles qui effectuent le mode de production en grand, ce sont elles qui en donnent l'esprit et l'exemple.

La réunion en grand nombre des ouvriers sous un même toit, est une conséquence nécessaire de celle des capitaux et des diverses branches d'indus-

trie similaires, et de la disparition corrélative des petits ateliers et des petits centres d'industrie.

Le degré de centralisation des ouvriers sera divers, selon la nature, le genre d'industrie exploitée et la force des machines totales employées; mais le moindre sera toujours tel, que toutes les influences de l'isolement et de la privauté des individus auront fait place à celles de la vie publique. Si nous insistons, c'est qu'il importe de bien établir que cette condition d'opérer sur grande échelle, avec de grands capitaux et un grand nombre d'ouvriers dans un même lieu, est une question d'être ou de n'être pas, pour ces machines; c'est que, dans ce mode nouveau de production, se trouve une révolution tout à la fois industrielle, morale et politique. Or, dans presque tous les pays du monde, la répartition des richesses, tout inégale qu'elle soit, se trouve cependant telle encore, que le nombre est clair-semé des individus qui, à eux seuls, possèdent des capitaux assez considérables pour exploiter privativement un établissement de ce genre, comportant le fonctionnement un peu avantageux d'une machine à vapeur.

Chez presque toutes les nations qui voudront naturaliser ces forces productives et ces moyens de transport, il faudra donc généralement que les capitaux se réunissent, ainsi que les travailleurs des divers ordres; et que toutes les modifications ou perturbations d'intérêts, que nous avons vues dériver de cette application, soient subies par la masse des industriels producteurs nationaux.

CHEMINS DE FER.

Les chemins de fer ont la même vertu d'ordre, de régularité, d'ensemble et de centralisation que les machines fixes. — Stéphenson a *tué* le morcellement dans la circulation, dans les transports et la vente, tout comme Watt, le morcellement dans la production. — L'association des ouvriers et la réunion des capitaux sont donc aussi, au bout de la propagation des *rails* et des locomotives. — Prévisions à cet égard. — Conséquences de cette application. — Suppression de l'ancien matériel. — Le matériel des routes pavées, des chevaux et des diligences, comparé au système nouveau. — Économie qui résultera de la substitution du dernier au premier. — Affluence prodigieuse des voyageurs sur les lignes nouvelles. — L'homme veut l'activité pour l'activité. — Il la veut aussi pour les biens qui lui en viennent. — Résumé des propriétés inhérentes aux nouveaux moyens de transport.

Le jour où Stéphenson s'est proposé une locomotion des marchandises et des voyageurs, six et huit fois plus grande que la locomotion ordinaire, c'est comme s'il s'était dit : Je vais forcer les industries agricoles, manufacturières et commerciales à effectuer *successivement* leurs transports et leurs ventes, *en grand* et *en commun ;* à diminuer considérablement le nombre de leurs *petits* magasins et de leurs *petits* établissements *morcelés* de tout genre, et à leur donner une ampleur inusitée : au lieu d'être *épars*, ils seront *réunis* chacun dans leur spécialité ;

enfin, je vais apporter la régularité, l'ordre, l'ensemble dans l'anarchie, dans la confusion et l'incohérence. Je vais faire disparaître successivement l'extrême morcellement dans la circulation, dans les transports et la vente, tout comme Watt l'a fait disparaître dans la production. Et, en effet, nous avons vu que l'un des avantages des chemins de fer, c'était d'offrir un service *commun* de transport. Mais, précisément, par cette seule propriété, ils suppriment les petites circulations, tout comme la machine fixe des manufactures supprime les petites productions. Il y a ici quelques chemins de fer, quelques locomotives, quelques mécaniciens, pour un nombre immense de routes, de chariots, de chevaux et de conducteurs; de même qu'il y a quelques grands établissements à machines à vapeur, pour une multitude de petits ateliers et de petits industriels. Les locomotives, avec leur remorque puissante de wagons nombreux, font disparaître un personnel innombrable de conducteurs, de rouliers, de garçons d'écuries, d'auberges, etc., et un matériel également énorme de chevaux, de chariots, de charrettes, de diligences; tout comme les machines fixes annulent une multitude d'instruments de travail à l'usage de la production morcelée, et dispersent les ouvriers isolés et les chefs d'ateliers, qu'elles supplantent. Les chemins de fer simplifient prodigieusement le mécanisme de la circulation et celui du petit commerce, en supprimant une foule d'intermédiaires isolés, désormais parasites; et ils exposent ceux qui restent, à la même alterna-

tive de ruine ou de transformation ; ils opèrent également, en ce qui regarde le mode de commercer et de vendre, la même condensation dans la concurrence, la même diminution des *compétiteurs* ou *raisons commerciales*. C'est la même propriété absorbante; il n'y a de différence qu'en ce que l'une opère sur la production et l'autre sur la circulation. De même encore, l'établissement d'un chemin de fer suppose des capitaux que peu d'individus possèdent *séparément* : comme les machines stables, ils appellent et ils exigent donc la réunion des capitaux. Ce sont ensuite le même procédé, les mêmes avantages économiques, la même unité de direction, le même ensemble, la même grande administration et, comme nous le verrons, la même discipline, la même nécessité d'un réglement du travail et des actes; enfin, pour leur construction, pour leur entretien, pour leur aliment, ils contribuent aussi directement, ou donnent occasion à de nombreuses entreprises qui exigent la réunion continuelle de nombreux ouvriers : ils supposent, en effet, l'activité des mines de houille et de fer, des fonderies, des grands ateliers de mécaniciens, de serrurerie et de charronnage; tandis que le matériel, qu'ils viennent remplacer, supposait presque toujours des travaux et des capitaux isolés, épars, insignifiants, *un à un*. A cet égard, ils ont donc, assez directement, la propriété marquée d'engendrer *l'esprit d'association*, et de pousser à la réunion dans la production manufacturière comme dans la circula-

tion. Il y a plus, ils exercent positivement cette influence sur le mode de production et de circulation agricoles.

D'abord, quant à la circulation en général, manufacturière et agricole, ce n'est pas seulement un service *commun* dans le sens d'une *juxta-position* des marchandises et des denrées, dans le même train de wagons. Il est bien vrai que, pour l'instant, il ne s'agit que de cette juxta-position des marchandises, et nullement de celle des *intérêts*, c'est àdire du *mélange* de ces marchandises pour être *expédiées et vendues en commun*. Mais ce résultat devient très probable pour un avenir plus ou moins éloigné, tant les propriétés et les avantages inhérents aux chemins de fer, concourent à en imprimer fatalement la tendance.

La propriété économique, par excellence, des chemins de fer, c'est la puissance de traction de la machine locomotive et la capacité des wagons; ôtez-leur cette puissance de transporter en un seul convoi des masses énormes, ils perdent une forte partie de leurs avantages économiques; car réellement ce sont les *omnibus* de l'agriculture; mais, en même temps, c'est une de leurs exigences de ne pouvoir comporter, sans détruire cette même propriété, les stations multipliées, les petits chargements ou déchargements à de courtes distances, puisque leur vitesse ne serait plus sentie en définitive : les voyageurs et les marchandises, partis des extrémités des chemins de fer, n'arriveraient à destination

qu'après des lenteurs interminables : ils auraient donc alors avantage à se servir des anciens moyens de transport : les diligences.

Déjà, en Angleterre, on se plaint des tentatives que l'on fait sur certains chemins, pour concilier ces chargements de *détail* le long de la route, avec la rapidité du voyage : c'est vouloir la rapidité du transport et la rendre impossible du même coup. A Birmingham, il y a quelques mois, les voyageurs mettaient, à cause de cela, à peu près autant de temps à voyager que par l'ancien mode (1).

On ne conçoit pas que les locomotives et un immense convoi de voyageurs et de marchandises fassent halte de cinq minutes en cinq minutes, pour charger en passant quelques sacs de blé, de légumes, quelques pintes de lait, etc. On ne conçoit pas, qu'à leur arrivée, ces infiniment petits aient leur destination isolée, et qu'il faille envoyer à chaque consommateur et à chaque acheteur, sa petite expédition : on ne le conçoit pas ; car ce serait un non-sens, une monstruosité économique.

Les chemins de fer sont destinés à une autre fin, et répondent à une autre combinaison du mode de transport et de vente; ils l'appellent et ne sauraient s'en passer pour être vraiment utiles, et donner tout ce qu'ils ont de propriétés socialisantes et économiques. Mais on conçoit fort bien, et rien n'est

(1) Depuis que ces pages ont été écrites, tout se règle conformément à nos prévisions : la tendance ultérieure n'est pas douteuse.
(*Note supplémentaire.*)

plus naturel, que le long du trajet du chemin de fer, des lieux de chargement et de déchargement, longuement espacés, soient affectés et désignés aux localités environnantes, et que les petits industriels et les petits commerçants, *commencent* par y amener isolément, une à une, leurs petites expéditions morcelées, lesquelles seraient déposées en entrepôt, à l'arrivée, dans les magasins de la compagnie des chemins de fer, ou plutôt seraient envoyées à leur adresse respective par des commissionnaires, à l'instar des grandes Messageries (1).

Quand l'usage des chemins de fer sera général, la complication des détails et des affaires, la fréquence des chargements, les inconvénients de ce mode morcelé, se faisant sentir jusqu'à l'extrême, surtout pour le débit des articles à destination; enfin la multiplicité, l'importance et le développement d'une foule d'industries, qui ne comportent que des envois infimes, chaque fois, mais chaque jour (comme le lait, le beurre, les légumes, les fruits, etc.), croissant incessamment, comment les administrations des chemins de fer ne se refuseraient-elles point à se charger de ces envois éparpillés et en détail, et ne demanderaient-elles pas l'*envoi en masse*, le *mélange* de tous les envois *similaires*, et leur destination à un même centre de vente, ou à un même acheteur?

(1) Cette disposition des choses, vient d'être réalisée et régularisée par l'administration du chemin de fer de Paris à Saint-Germain; et le sera indubitablement sur toutes les lignes à venir.

(*Note supplémentaire.*)

Du moins, un chemin de fer muni d'un matériel immense de wagons et de machines locomotives; établi sur la grande échelle que comporte l'association illimitée des capitaux; avec un fonds social qui n'a de limites que là où s'arrêtent la portée financière de l'entreprise et son utilité industrielle ou nationale; une ligne qui peut desservir la circulation la plus active des contrées qu'elle traverse ou qu'elle borde, et les deux foyers d'industrie et de population où elle aboutit; remplacer avec grand avantage un matériel bien autrement compliqué et confus de chariots, de charrettes, de bêtes de somme; et transporter en masse ce que ceux-ci ne transporteraient que par fragments et successivement, sans régularité ni ordre, se dépassant, se croisant tour à tour dans la plus grande confusion...; un tel spectacle doit évidemment suggérer un jour, parmi les populations agricoles surtout, un esprit d'ensemble et d'économie; un besoin, une *habitude* de la *moindre action* et de la simplicité des ressorts; un *préjugé* légitime contre le gaspillage, qui seront de plus en plus incompatibles avec le mode anarchique actuel de transport et de vente, solitaire et morcelé. Nul doute aussi, ce spectacle fera naître des combinaisons analogues à celles que nous croyons entrevoir dans l'avenir.

Ainsi, les améliorations s'enchaînent et s'appellent : un mécanisme aussi merveilleusement approprié que les machines de Watt à la *production* en grand voulait tôt ou tard, dans la *circulation*, l'in-

vention d'un moyen puissant analogue de transport en grand : les locomotives de Stéphenson, et les rails des chemins de fer. Ainsi également, quand la vue et l'usage de ces véhicules et de ces établissements grandioses, seront devenus familiers et traditionnels, ils auront bientôt formé un milieu insolite, qui appellera, à son tour, un mode de transport, de vente et de production agricole et horticole, un mode d'entrepôt et de magasinage, appropriés à la simplification et à l'ampleur de moyens de ces grands centres de travail.

Et pour cela, des expédients nouveaux seront cherchés et trouvés, à mesure que les circonstances en feront sentir l'exigence; car l'humanité en bloc, celle qui met au monde les nouvelles formes, procède au jour le jour. Déjà il existe d'ingénieuses combinaisons qui ont pour elles la sanction du temps ou du succès : et l'on peut en indiquer d'autres qui, n'en étant que des modifications toutes simples et prochaines, sont infiniment plus efficaces et plus économiques; mais nous ne devons nous arrêter, pour l'instant, qu'à prouver l'imminence de la transformation du mode de transport et de vente sous l'action prolongée, et devenue générale, des grands trains de wagons; ou plutôt, qu'à prouver la propriété qu'ils ont d'aider à cette transformation.

La suppression du matériel et du personnel de l'ancien système sera grande, sans doute, et portera

la perturbation dans une classe nombreuse d'intérêts; mais elle sera partielle et successive, et d'ailleurs, jusqu'à un certain point, ce sera moins une suppression absolue qu'un déplacement; car les diligences, qui sont devenues des *machines locomotives inférieures* sur les routes de *premier* ordre, seraient, au contraire, une amélioration réelle dans la circulation subalterne et arriérée des villages et des petites villes. Comme les chemins de fer ne pourront, de longtemps, être multipliés et vulgarisés jusqu'à se substituer à toutes les voies de communications et à régner seuls sur le territoire, tant à cause des dépenses énormes qu'ils entraînent, qu'attendu la grande activité et la richesse qu'ils supposent dans les localités, avant de venir les relier ou les traverser; et comme cependant, les villages et les pays encore peu actifs, peu peuplés, peu industriels, prendront un essor nouveau et une importance proportionnée à celle des localités de premier ordre, ils appelleront et permettront nécessairement l'application d'un véhicule de transport plus avancé que les charrettes et que les chariots; et alors, des diligences accélérées, en partiront régulièrement et fréquemment; de manière que le moindre village soit relié aux grandes lignes de chemins de fer et de canaux.

Une portion de ce matériel pourra donc se sauver en s'y reportant (1). Malheureusement, cette amé-

(1) Cette prévision, d'ailleurs facile, est aujourd'hui suffisamment vérifiée *par les faits*. Ainsi, en Belgique, depuis l'ouverture des sections du chemin de fer de Malines à Termonde, et de Termonde

lioration des services de deuxième et troisième ordre ne peut pas être instantanée, tandis que l'effet d'un chemin de fer l'est sans rémission.

Toutefois, même après la plus grande universalisation des chemins de fer, l'excédant des chevaux et des bêtes de somme en général, ne disparaîtra pas pour cela; ils reviendront ce qu'ils doivent être naturellement : des coursiers, ou du moins, on les affectera à des travaux qui réclameront plutôt leur célérité que leur force de traction. Ils seront ensuite plus accessibles au grand nombre comme moyen d'agrément ou de commodité hygiénique.

Ajoutons encore, que la substitution des voitures, élégantes et bien tenues, des chemins de fer, contribuera singulièrement à parer le globe d'un aspect de magnificence, de propreté et de bon goût, et par conséquent à mettre dans les rapports extérieurs des hommes ou dans leurs inspirations, une gaîté et une animation inouies, qui ne seront pas sans influence sur les destinées communes.

Sur les routes actuelles il faut :

1°. Des voitures de toute espèce : chaises de

à Gand, 21 services de messageries, dont 19 dans ces directions, ont bien cessé d'être exploités dans la Flandre orientale; mais 54 *nouveaux* services ont été établis dans diverses directions, dont 23 en coïncidence avec le départ et l'arrivée des convois du chemin de fer.

Un déplacement, une substitution et une compensation analogues, ont été constatés sur le rayon d'action du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, par l'administration même de cette ligne.

poste, diligences, cabriolets, voitures de rouliers, chariots de fermiers, charrettes; 2° chevaux et attelages correspondant à ces diverses sortes de voitures, et appartenant à autant de maîtres ou d'entreprises distinctes, qu'il y a de *compétiteurs individuels* dans la concurrence actuelle; 3° un postillon, un roulier, un conducteur, pour chaque voiture ni plus ni moins; 4° auberges et aubergistes, cabarets, marchands d'avoine et de foin, répandus à chaque lieue sur toutes les routes; ce qui compose un personnel et un matériel immenses, absolument inutiles désormais, et perdus pour la richesse totale.

Au lieu de cela, substitution d'un mécanisme simple, unique, dont les parties se mouvant instantanément sont liées entre elles, et peuvent s'étendre à volonté par une addition facile et prompte de ressorts; substitution, à une multitude de mécanismes sans puissance, disloqués, ne s'engrenant jamais de manière à faire un tout; substitution d'une force brute, flexible à la volonté de l'homme, susceptible de passer aux deux extrêmes de la puissance motrice; substitution à la puissance d'une foule de forces animales, indépendantes de l'homme, peu susceptibles de plus ou de moins, et dont l'exercice dépend de la chaleur ou du froid; de l'état de la température; qui se fatiguent promptement, qu'il faut *relever* souvent, qui ont des mouvements de sensibilité, des *caprices* dont l'homme est souvent victime.

En outre, plus d'auberges, plus d'écuries, de ma-

réchaux, de cabarets, de harnacheurs, de postes, établis et pressés sur les bords des chemins; car la machine locomotive ne mange que du charbon; elle le mange en courant, et ne se repose ni ne dort jamais en route.

On ne s'étonnera pas alors que la force de traction, et la combinaison des wagons et de la remorque, permettent d'économiser les trois quarts des frais de transport dans la plupart des cas. Déjà, telle est l'influence de tous ces avantages sur l'économie sociale, que la construction d'un chemin de fer détermine partout une affluence inusitée des voyageurs, un mouvement d'affaires prodigieux, dans les localités qu'il traverse ou qu'il unit : c'est presque aussitôt le double ou le triple. En Belgique, le nombre des voyageurs, depuis trois ans que le chemin de fer de Bruxelles a fonctionné, est *seize* fois plus grand que lorsque la même ligne était desservie par les diligences et par les autres moyens anciens de transport. Il était d'abord moindre; mais il a suffi de faire partir quelques petits embranchements de la ligne principale, ou de la joindre avec une autre ligne également importante, pour lui donner une nouvelle vie.

Or, tous ces voyages sont commandés par les affaires, beaucoup plus que par une vaine curiosité; ils aboutissent à nouer de nouvelles relations et ils annoncent indubitablement une nouvelle et gigantesque impulsion donnée au travail et à la richesse. C'est enfin l'indice d'une ascension irrésistible de l'Europe vers le bien-être, et par conséquent de

l'augmentation notable de la production et d'un accroissement redoublé de la population.

Le mouvement et la transformation des éléments de la richesse, étant ainsi accélérés, il semblerait que les hommes alors, ayant accompli un même travail, et produit une même somme de richesse, égale à la somme ordinaire des besoins de la communauté et du commerce extérieur en général, dussent profiter du temps qu'ils auront épargné, pour le consacrer au *repos*, à la paresse ou aux *jouissances* de tous genres que leur offre la vie sociale; mais point! et c'est ici qu'on peut voir combien est profonde, essentielle, éternelle, cette maxime proverbiale : *L'homme est né pour travailler, comme l'oiseau pour voler*. Après avoir volé et trouvé sa pâture, l'oiseau pourrait ne déployer ses ailes qu'à de longs intervalles; et pourtant l'oiseau vole au lieu de se reposer, et vole encore au moment même où il a pourvu à ses nécessités. Ainsi fait l'homme : il travaille, et quand il a son nécessaire, il travaille encore, et augmente *indéfiniment* son NÉCESSAIRE.

Outre cette activité pour l'activité elle-même, dont il pourrait d'ailleurs trouver l'occasion dans l'exercice *improductif* des jeux et des plaisirs, l'homme a d'autres mobiles décisifs qui lui font préférer le travail productif. Les désirs augmentent avec les moyens de les satisfaire; il se sent continuellement poussé à améliorer son sort, et au besoin satisfait, il fait succéder un nouveau besoin à satisfaire : il

peuple davantage s'il a plus d'aisance (et même n'en eût-il pas davantage), et il augmente ses dépenses : il faut donc qu'il fasse correspondre un supplément de travail et de salaire, à ce supplément de désirs, de besoins et de bien-être.

Alors, l'augmentation générale de la population, qui suit presque fatalement l'augmentation des richesses générales, tend à maintenir, pour une bonne portion des masses ouvrières, le salaire à un taux faible et toujours incertain; il faut à cette portion beaucoup de travail pour peu de richesse en retour; mais nous verrons ultérieurement où pourraient conduire ces tendances fatales.

Ainsi, à l'économie de temps et de prix, il faut maintenant ajouter l'économie des ressorts, la simplification du mécanisme de la circulation des produits et des hommes ; et surtout, la propriété bien décidée de solliciter les intérêts à s'associer, à se concerter et à se *centraliser*.

BATEAUX A VAPEUR.

Les bateaux à vapeur offrent toutes les propriétés agglomérantes et économiques que nous avons reconnues aux chemins de fer et aux machines fixes.—Leur propagation invite donc également les hommes à l'*association*.—Questions ultérieures à résoudre.— Conclusion de ce chapitre.

De même que les chemins de fer, les bateaux à vapeur sont un grand moyen de simplifier la circulation maritime et de supprimer les petites circulations de ce genre. Cet avantage est même reconnu, depuis longtemps, aux vaisseaux et aux grands bateaux; c'est leur capacité extraordinaire, autant que les dons de la nature, qui leur a valu le bas prix de leur transport, et la préférence du commerce dans bien des cas. Les bateaux prendront un jour, par la substitution de la vapeur, aux voiles et aux rames, une ampleur insolite, qui leur donnera, sous ce rapport de la capacité, quelque chose de la supériorité des trains de wagons sur les chariots et les charrettes (1). C'est d'ailleurs la même régularité,

(1) Cette ampleur que nous annoncions il y a un an, vient de leur être acquise sur les chantiers d'Angleterre. L'un des deux bateaux à vapeur qui ont risqué les premiers la traversée des ports d'Angleterre à New-York, le *Great-Western*, a une capacité de 1604 tonneaux. Ses deux machines ont ensemble une puissance de 450 chevaux.

la même fréquence, la même communauté de service que les wagons; et ici encore, la petite industrie n'a que faire; il faut de gros capitaux pour l'établissement et le service des bateaux à vapeur : la concurrence, et le service total de la grande navigation, ne peuvent se faire que par l'intermédiaire d'un petit nombre de chefs armateurs; bien que, par leurs associations pour leurs capitaux, leur industrie intéresse, de fait, un nombre chaque jour plus grand de personnes de toutes classes. Et il est bien probable que, s'il s'opère jamais une réunion pour le transport et la vente en *commun* par les chemins de fer, le même esprit et des expédients analogues seront appliqués au transport maritime pour toutes les industries qui le comportent; car, en général, toutes les branches de travail se tiennent : dès qu'une certaine combinaison est inventée dans une sphère, elle gagne toutes les autres, et grandit enfin jusqu'à devenir le mécanisme uniforme de l'industrie d'une société. Quoi qu'il en soit, les bateaux à vapeur,

Ils ont 240 pieds de long sur 58 de large avec les roues, lesquelles ont 38 pieds de diamètre. Voilà donc un bateau *monstre*, qui excède la longueur et la force d'un bâtiment de guerre de quatre-vingts canons! Il porte quatre mâts et fait cinq lieues à l'heure. Ce bateau contient une véritable hôtellerie avec ses appartements, son salon public, son salon des dames, 150 lits, etc. Tout cela tient du prodige assurément, et cependant l'Angleterre est à la veille de se surpasser encore! Un autre bateau aux colossales dimensions se construit en ce moment : la *Victoria*, qui a 35 pieds de plus que le plus fort vaisseau de la marine royale, et qui compte 275 pieds de la poupe à la proue! Sa puissance excédera de 50 chevaux celle du *Great-Western*; son port sera de 1863; enfin il pourra recevoir 500 passagers et 1000 tonnes de marchandises!

tout aussi bien que les machines fixes et les mobiles, s'offrent avec une merveilleuse bonne volonté, avec une prodigieuse puissance, et promettent de favoriser l'économie dans tous les sens, le développement et l'accroissement des richesses et de la population, la destruction des funestes effets d'un morcellement et d'un concours exagérés, la réunion convenable des industries, la simplification des ressorts dans la production et la circulation; en un mot, l'association et toutes les conséquences sociales qui en découlent.

Voici donc trois instruments admirablement appropriés au mouvement, au travail, à la création des utilités matérielles, à l'économie, à la bonne entente des travaux. Les nations voudront-elles en faire usage? et si elles les appliquent, quelles combinaisons adopteront-elles? quel mécanisme industriel? et quels en seront les résultats pour le plus grand nombre? Le bien-être, la liberté, la moralité, tous les biens qu'envie l'homme, en seront-ils plus assurés, plus universels? y aura-t-il unanimité à cet égard entre toutes les nations? la propagation n'en sera-t-elle pas funeste ici, salutaire ailleurs? Pour tout dire : où vont ces influences?

Quoi qu'il arrive, n'oublions pas que, même à supposer que l'industrie reste constituée comme elle l'est par la concurrence la plus individualisée, elle n'en recevrait pas moins cette foule d'avantages que nous avons déjà reconnus aux expédients économiques modernes.

IV

L'ASSOCIATION PRATIQUE ET SES FORMES ACTUELLES.

TENDANCE GÉNÉRALE DE L'ÉPOQUE A L'ASSOCIATION.

Signes des temps.— Données statistiques. — Effet de la vue d'une locomotive en action, sur l'imagination du *vulgaire*.— Que les peuples sont en voie de réunion, de prévoyance et de solidarité. — Associations *pour la production et la circulation*. — Statistique des sociétés en commandite par actions. — Associations pour la *garantie mutuelle*. — Signification de ces faits accomplis. — L'esprit d'association se manifeste partout, et s'applique à tout. — Contraste de l'association ancienne des monastères et de l'association nouvelle des ateliers et manufactures. — La révolution *industrielle* est faite dans les idées. —Pourquoi si peu de personnes se doutent de cette révolution.

Les conditions d'activité, de désirs et de solidarité, que nos puissants véhicules de production et de transport semblent réclamer des milieux divers où ils seront propagés, pour y développer leurs salutaires influences, sont déjà bien avant dans les faits européens.

Le désir du bien-être, qui toujours vit latent au fond

de la sensibilité humaine, a fait une explosion nouvelle dans le cœur des masses; elles sentent que pour consommer, il faut produire: chacun aspire à *s'enrichir par le travail.* Les classes élevées, elles-mêmes, cherchent dans l'industrie un but social ou égoïste à leur activité, une destination à leurs capitaux. Ce double besoin mutuel, fera donc saisir avidement ces auxiliaires merveilleux. Une production, une création immense de richesses sera soulevée; l'aisance générale se fera. Si nous consultons les signes particuliers du temps, les États-Unis et l'Angleterre sont à la veille de ne connaître d'autre véhicule que la vapeur. La France, qui déjà possède un matériel assez satisfaisant de machines fixes, prélude sagement, par de précautionneux essais, à une vaste et nationale systématisation de chemins de fer (1); la Belgique semble à cet égard, un État détaché de l'Union américaine, ou un *comté* anglais. Le gouvernement prussien, l'autrichien, toutes les puissances d'Allemagne, et la Russie elle-même, se montrent nos émules vigilants dans toutes les améliorations matérielles, et secondent de leur

(1) Après un an consacré à parlementer, les *sages précautions* semblent dégénérées en pusillanimité et en ruses politiques. Il faut déplorer la lenteur et les entraves inconcevables que ministres et députés, gouvernants et gouvernés, mettent tour à tour à doter la France de chemins de fer, autrement que sur le papier. C'est une stagnation funeste que celle du mouvement industriel en France à cette époque. Elle compromet la prospérité future de toutes les industries vitales. Notre pays est, à cet égard, parmi les nations les plus retardataires. La Russie, Naples et l'Autriche donnent à la France une humiliante leçon de vigilance et de sacrifices. (*Note suppl.*)

adhésion protectrice l'importation, que font leurs sujets, des machines à vapeur; ils prennent même une part active dans la construction des *chemins-d'état* en fer. Dans le Midi, le roi de Naples autorise avec faveur l'établissement des locomotives aux portes de sa capitale, à peu près à la même date que le gouvernement français concessionne un chemin de fer aux portes de Paris; et les deux peuples de la Péninsule Hispanique, en entrant dans la voie révolutionnaire, ne feront pas autre chose finalement, que débarrasser le travail et l'activité nationale de leurs entraves féodales; que hâter l'époque où les forces motrices, et des chemins de fer ou des canaux, y créeront le bien-être d'une nombreuse classe moyenne et d'une masse affranchie. La mer, à son tour, va devenir comme une contrée habitable, tant elle se trouvera couverte de maisons *flottantes*, et tant elle leur offrira de sécurité relative. Déjà un service régulier de paquebots, ces diligences de mer, est établi entre tous les ports principaux de l'Europe, et même avec l'Orient. La Manche, la Baltique, la Méditerranée, les côtes étendues des États-Unis en sont pourvues; la fréquence de leurs départs va s'augmenter avec l'affluence croissante des voyageurs, et des marchandises expédiées (1). Déjà

(1) Une nouvelle conquête sur l'Océan, vient de s'accomplir. Deux bateaux à vapeur, aux proportions gigantesques, sont arrivés le 23 avril 1838 à New-York, venant, l'un de Cork (Irlande), l'autre de Bristol : le premier (le *Syrius*) après une traversée de dix-sept jours, et le second (le *Great-Western*) après quatorze. Et voici qu'un autre bateau à vapeur, la *Victoria*, se construit, qui doit faire cette traversée en douze jours ! (*Note suppl.*)

aussi (en 1835) le commerce des États-Unis compte 386 bateaux à vapeur, jaugeant ensemble 95,648 tonnes. Celui de l'Angleterre en a près de 500 (1), et grâce au peuple cosmopolite de la Grande Bretagne, des vaisseaux à vapeur vont, tout à l'heure, remonter aux Indes par la voie de l'Euphrate: mémorable événement qui anéantirait sans efforts, les trois quarts de la distance qui nous sépare de l'extrême Orient, et régénérerait toute la belle portion de l'Asie-Mineure (2)!

La France n'en possédait encore que 82 en 1834 (3); la Suède en a plus de 28 à l'intérieur, sans compter ceux qui vont de Londres à Stockholm; la Russie, qui s'empresse de relier toutes les mers qui la baignent au nord et au midi, par des canaux

(1) En 1836, l'Angleterre possédait six cents bâtiments à vapeur, jaugeant ensemble 67,969 tonneaux. En cinq ans, le nombre des bâtiments reçus dans le port de Londres s'est triplé, et la force du tonnage, quadruplée.

Depuis 1835, le nombre des bateaux à vapeur s'est considérablement accru dans tout l'Union. On en compte quatre cents sur le seul Mississipi, et près de cinquante sur le lac Érié. (*Note suppl.*)

(2) Trente à quarante jours suffisent maintenant pour aller de Londres à Bombay (par la Méditerranée et la mer Rouge). Il fallait autrefois quatre mois, en prenant la voie du cap de Bonne-Espérance. Marseille n'est plus qu'à un mois des rives indiennes. L'Europe occidentale n'est plus qu'à quinze jours de l'Amérique du Nord, qu'à trois semaines ou un mois de l'Amérique du Sud!... (*Note suppl.*)

(3) En France, depuis deux ans, les bateaux à vapeur sont loin de se multiplier en raison de ceux des autres peuples. En 1835, on comptait cent bateaux à vapeur sur nos fleuves et nos rivières. Depuis lors, la navigation à vapeur est restée *stationnaire*, et le transport des voyageurs par la vapeur a *diminué d'un quart*. A ces cent bateaux, il faut ajouter quarante navires à vapeur appartenant à l'État, vingt bateaux à vapeur au Commerce, et dix paquebots méditerranéens.

Note supplémentaire.

navigables, ne sera pas moins vigilante pour l'introduction de la vapeur dans ses canaux.

L'Allemagne également ; elle qui est à la veille de réduire à huit jours la distance qui sépare Vienne de Constantinople (1) ; la Hollande, la Prusse aussi sont en voie d'agrandissement, et le temps n'est pas loin où la vapeur sera assez généralement appliquée à la navigation intérieure et à l'extérieure (2).

Dès le jour où le premier chemin de fer a été mis à exécution, une surexcitation prodigieuse a soudainement envahi l'imagination des peuples, et cette surexcitation est allée imprimer une nouvelle énergie au travail de l'homme, un sûr développement à la vie et à la richesse.

Et partout où la nouvelle en a retenti, elle a été accueillie comme un de ces événements si pleins de bonnes choses en germe, qu'on ne veut ni ne sait en voir la limite, et qu'on se contente de l'état d'ivresse et d'illusionnement où il met l'ame.

Ceux que leur position invite à jouir du présent, ont vu, dans le champ réservé où ils cueillent chaque jour des plaisirs variés, s'épanouir cependant de nouvelles jouissances, ravissantes et sans fin.

(1) Voir la Note 3 à la fin du Volume.

(2) L'invention des chemins de fer va être appliquée, même au fond de l'Asie, et dans les Antilles. Il s'en construit un de vingt lieues dans l'île de Cuba ; et dans l'Inde, l'un des *bras du Gange* va recevoir sur ses bords, une ligne de *rails* de dix-neuf lieues de long !

Ceux, en plus grand nombre, qui espèrent et attendent, ont vu, un peu pour leur vieillesse, beaucoup plus pour leurs enfants, se dorer dans le lointain l'horizon de l'avenir.

C'est qu'en effet, il y a bien des enseignements dans ce mécanisme sans pareil, qui vient frapper les sens d'un innombrable vulgaire. C'est là vraiment le langage qu'il faut au peuple; celui qu'il court entendre, et celui qui lui laisse les plus solides impressions et des idées utilement révolutionnaires; en ce que, au lieu de l'exciter aux violences sanguinaires et stériles, il le rattache à l'ordre et au travail, sans néanmoins le détacher du progrès et de la liberté. La vue d'une machine stable, étonne; mais on admire froidement: celle d'un chemin de fer en action, captive, transporte, électrise! A ce spectacle, il s'élève dans le cœur de l'homme des flots intarissables d'espérance : les limites du possible reculent par de là je ne sais quel horizon féerique; ou plutôt, *tout est possible!* et cette seule confiance multiplie les recherches, et par suite les inventions. Or, je suis frappé de cette coïncidence : l'apparition de la vapeur et des chemins de fer à l'époque où nous vivons. C'est précisément en un siècle où les désirs sont insatiables et gigantesques; où les récriminations accablent de toutes parts la puissance spirituelle, qui se tient, se garde de tout mouvement politique, et se défend de toute solidarité dans cet élan vers la richesse; c'est précisément alors que des instruments de production aussi puissants, ap-

paraissent! N'y a-t-il pas là un caractère frappant d'opportunité, une haute leçon, et peut-on s'empêcher de le considérer comme providentiel?

Les peuples modernes aspirent et se préparent donc à une grande abondance de richesses, et à un grand développement industriel : ils ne sont pas moins en voie de réunion, de prévoyance et de solidarité. Cette triple tendance a des signes si multipliés et si actuels, que pour en donner la preuve, il faudrait raconter l'ensemble des événements contemporains :

1°. *Association pour la production et la circulation :* chaque jour les annonces des journaux de tous les pays, contiennent les statuts de nouvelles sociétés anonymes, ou en commandite par petites actions, non seulement pour l'exploitation manufacturière, mais pour l'agricole. De grands domaines, donnés à bail à un grand nombre de fermiers, sont ainsi *socialisés* en action de 500 et de 1000 francs. L'industrie nouvelle de la betterave se constitue presque généralement ainsi, et l'on sait que la plupart des grandes manufactures sont, ou se transforment, en *sociétés anonymes*. Des *sociétés générales*, également par actions, et des banques, s'établissent sous toutes les formes, pour commanditer l'agriculture et l'industrie; elles prennent même un intérêt dans les industries qu'elles protégent, et les relient par une mutualité dans les pertes et les bénéfices... A Paris, depuis sept ans, le nombre des sociétés commerciales et industrielles, qui se forment annuellement, a plus que doublé : il était de 411 -

en 1830 : il a été, dans les douze mois de 1836-1837, de 905 (1).

En Hollande, en Allemagne, en Angleterre, la grande culture tend à prévaloir. En Angleterre, le mode et l'esprit d'association sont devenus populaires depuis cinquante ans ; l'agriculture, l'industrie, le commerce, toutes les branches de travail qui le comportent, s'exploitent ainsi ; et la réunion y est telle, qu'elle est devenue une concentration absorbante. Aux États-Unis, si

(1) Il se cotait le 1er septembre 1838, à la bourse de Paris, les actions de 860 sociétés industrielles. Le nombre total de ces actions était de 2,117,967; de l'importance, la plupart, de 100, 200, 500 et 1,000 f. 2/3 de ces actions étaient émises; et les 3/4 de cette émission étaient acquittés. Ces sociétés se répartissaient ainsi : *

Assurances,	60	Imprimeries, librairies,	22
Banques publiq. de France,	10	Journaux quotidiens,	22
Id. étrangères,	5	*Id.* périodiques,	41
Id. particul. de France,	15	Publications,	44
Caisses, sociétés françaises,	10	Revues,	9
Comptoirs,	10	Entrepôts,	7
Bains, blanchisseries,	7	Marchés,	6
Boissons,	14	Mines, bitumes et salines,	39
Canaux,	20	Recherche de mines,	2
Carrières,	11	Bateaux à vapeur,	32
Chemins de fer,	16	*Id.* sur mer,	12
Compagnies agricoles,	10	Papeteries,	15
Desséchements de marais,	5	Pêches maritimes,	7
Distribution d'eaux,	24	Ponts,	36
Fabriques,	41	Sucreries indigènes,	11
Manufactures,	51	Théâtres et concerts,	12
Forges et fonderies,	15	Messageries,	8
Houillères,	44	Voitures, omnibus, remises,	34
Id. en recherches,	21	Diverses,	86
Id. belges,	10		

L'administration avait calculé que les sociétés par actions, créées depuis douze ans, avaient absorbé un capital de 1,100,000,000 ; mais la somme réelle du capital circulant qui se trouve engagé dans les actions industrielles paraît ne s'élever qu'à environ 700,000,000 de francs.

(*Note supplémentaire.*)

* Voir la Note 4 à la fin du volume.

l'on tient compte des circonstances tout exceptionnelles, qui rendent ce mode inutile à son agriculture, ou même impossible pour l'instant, on peut dire que l'association y est plus naturalisée encore qu'en Angleterre. Dans ces deux mères-patries de l'industrie moderne, il y a *intérêt* direct et actif; et la rivalité s'attaque uniquement à ce point : c'est à qui réunira une masse plus considérable de capitaux; formera un plus grand établissement; absorbera, dans une seule unité de direction, dans un seul foyer de travail, un plus grand nombre de petits capitaux *isolés*, de petits fabricants et d'ouvriers *isolés* : tout tend donc, avec l'accélération d'une progression géométrique, vers l'association.

2°. *Association pour la garantie.* Le nombre des compagnies d'assurances contre l'incendie, contre les sinistres maritimes, pour la vie, contre les crises et les chances commerciales, contre le recrutement, etc., est aujourd'hui incalculable et croît chaque jour avec le nombre des *mutuellistes* et des assurés. Ainsi se commence une solidarité, à laquelle nul ne peut assigner de limites dans l'avenir; car, à des combinaisons simples succèdent, avec le temps, des combinaisons *composées*, qui deviennent *un jour* simples à leur tour, et ainsi de suite.

Il y a maintenant, en France et en Belgique, plus de vingt compagnies d'assurances qui garantissent des intérêts privés pour une valeur énorme (1).

(1) En 1836, on comptait, en France, quatorze sociétés en commandite, dont la moitié avait pour objet des *assurances sur la vie*.

En Angleterre et partout en Europe, c'est la même adhésion à cette solidarité des intérêts; aux États-Unis, on est encore plus avancé : les banques même, dans l'état de New-York particulièrement, ont une *réserve commune*, par laquelle elles s'assurent, et répondent mutuellement des désastres et des faillites qui peuvent les atteindre.

En Belgique, la vogue des sociétés par petites actions est frappante; c'est, comme en Angleterre et aux États-Unis, une volte-face subite et complète.

On ne saurait s'y méprendre : c'est une fureur, uneexaltation, que le calme ordinaire de ce peuple ne comporterait pas plus que celui de la race anglo-saxonne et anglo-américaine, si ce devait être un engouement passager. Des sociétés considérables, qu'il faudrait taxer d'envahissantes et de féodales, si le taux de leurs actions, et le nombre de leurs petits actionnaires, ne prouvaient pas qu'elles sont inspirées par l'esprit démocratique, commanditent l'industrie, à qui elles font des avances sur marchandises, etc., sous les noms de *société générale*,

Au 1er janvier 1838, les sociétés d'assurances sur la vie, avaient un capital ensemble de 50,000,000 environ, divisés en plus de 30 mille actions.

Au 1er septembre 1838, il se cotait à la bourse de Paris, les actions de soixante sociétés ou compagnies d'assurances contre l'*incendie*, sur *la vie*, *maritimes;* et diverses, ayant pour objet la *vie des bestiaux*, les *accidents*, la *sépulture*, les *créances hypothécaires*, les *procès*, les *recrutements*, etc..... Sur le capital total des actions émises, 36,000,000 au moins, étaient sérieusement réalisés, et une grande partie de cette somme était représentée par des dépôts en rentes.

(*Note suppl.*)

société de commerce, *société nationale;* et l'agriculture, sous le nom de *banque foncière* ou *hypothécaire*.

Comment se refuser à voir, dans ces faits accumulés et universels, les préludes, les germes d'un monde nouveau dans l'économie sociale; des expédients *transitoires*, une tendance décidée vers une organisation industrielle nouvelle!...

Cette transformation sur grande échelle, n'est point bornée à l'industrie proprement dite des ateliers: elle se manifeste en toutes choses. En France, dans les grandes villes et dans certains villages même, on peut déjà remarquer que les habitations se condensent et prennent une ampleur d'édifice : à Paris, la plupart des maisons nouvelles se construisent sur les ruines de trois, quatre et six anciennes; et deviennent monumentales. En Angleterre, aux États-Unis, les maisons, les manufactures et les fermes; les magasins, les *docks*, s'amplifient, se régularisent, se concentrent symétriquement, d'une manière à étonner nos voyageurs spéciaux du continent : l'architecture s'y transforme presque radicalement. Ce n'est pas seulement la forme qui se modifie, c'est la matière même, qui change. Le fer s'y substitue à la pierre, avec bonheur; nul doute que l'architecture, en recevant d'autres éléments, ne combine et ne crée d'autres formes. Le nombre croissant des grands établissements industriels, lui en fournira de belles occasions. Ces constructions immenses, qui se répandent tout à coup, en un siècle, sur l'Europe, rappellent involontairement les VIe, VIIe et VIIIe siècles du

moyen-âge, où ce fut à qui parsèmerait la Gaule, la Germanie et l'ancien monde tout entier, de ces abbayes ou *monastères*, de ces églises, dont les vestiges font encore l'admiration de l'archéologue et de l'artiste.

Mais on édifiait alors pour le calme et le repos, pour le sommeil des désirs, pour l'activité de l'esprit contemplatif, et la paresse du corps; pour la pauvreté volontaire et l'abstinence : aujourd'hui, on édifie pour l'activité du corps tout aussi bien que de l'esprit; pour la satisfaction des besoins; pour le travail, pour la richesse et l'abondance!...

On voulait aller à la paix et au bonheur par la vie intérieure, par la mort, par l'anéantissement : on veut obtenir ces biens par la vie extérieure. Où sera la bonne route ?

Et ce ne sont pas seulement les chefs de la production, les gros capitalistes, qui transforment ainsi les industries isolées et chétives, en une exploitation sociétaire et compacte; ou qui demandent à l'association des forces, une sécurité, et une solidarité qu'ils ne trouvaient point dans leur isolement : ce sont les classes moyennes et les inférieures; ce sont toutes les positions et toutes les industries.

N'est-ce pas cet esprit qui a présidé à la formation et à la propagation, dans toute l'Europe, des sociétés de *secours mutuels* entre les ouvriers ? à l'institution, en Belgique et en Hollande, des *colonies agricoles?* à celles des *mines de Cornouailles*, des *sociétés* dites *coopératives* de New-Lamarck en Écosse, et de *fonds commercial* de Brighton, de Cambridge,

d'Hastings, de Birmingham, et de cent autres pareilles formées par les artisans et les ouvriers des manufactures en Angleterre, ou par les philanthropes Owen, Thompson, etc. ? à celle des *Pêcheurs de la côte de France?* à la *société harmonienne* de Pensylvanie ? des *Frères moraves* par toute la terre, et à tous les essais plus ou moins grandioses, plus ou moins raisonnables, dont nous avons été témoins depuis 1830?

Si l'on regarde agir le public, on verra que la révolution est faite dans les idées ; que tous les esprits sont tournés vers l'association, et sont en quête, chacun dans sa spécialité, de moyens qui la rendent praticable.

Comment se fait-il donc, qu'alors que tant d'associations, de réunions et d'établissements semblables, se forment chez les peuples les plus renommés, le public semble ne pas soupçonner une si profonde transformation ? C'est qu'il se préoccupe peu de ce qui est au delà d'un prochain avenir. Car ici, il ne faut pas faire abstraction du *temps* : la transformation que nous semblons donner comme accomplie, s'avance pas à pas, et non par bonds et par sauts. La transition des choses de cette nature n'a pas trop d'un siècle, même à une époque où tous les mouvements des sociétés paraissent accélérés.

Voilà cinquante ans et plus, que l'Angleterre a commencé l'évolution, et cependant les coups redoublés, portés à la petite industrie, manufacturière ou agricole, n'ont point empêché qu'il n'y en

ait encore, debout et intacts, une foule de vestiges.

En France également, beaucoup ont disparu; mais c'est à peine si quelques sexagénaires s'en aperçoivent, tant le mouvement est lent, et parait arrêté, bien qu'il ne fasse qu'être insensible. Ainsi, pour la foule, s'en vont, non seulement les formes et les relations individuelles, mais les institutions, les croyances et les mœurs générales. Tout lui parait stable, bien qu'à chaque instant, tout change, tout passe et se transforme.

SOCIÉTÉS EN COMMANDITE, PAR PETITES ACTIONS.

Affinité de la forme de ces sociétés, avec la propagation des forces motrices, et des moyens de transport modernes.—Raison de cette affinité. — Propriétés économiques de ce mode d'association. — Ce mode de travail, comparé à l'industrie morcelée de la concurrence individuelle. — Son influence particulière notable, dans les exploitations agricoles.

Ainsi, on peut déjà le pressentir, par cette adhésion tacite et par cette correspondance magnétique des peuples, qui leur font vouloir, à leur insu, en un même jour, ou en un même siècle, la même idée et la même forme, l'association ne sera point le résultat subit d'une doctrine qu'on prêche, ou d'une institution que les lois formulent et imposent *à priori;* mais bien, comme en tout ce qui a eu la foi et la sanction des peuples, le résultat d'un grand fait de l'ordre fatal, successivement réalisé. Sans doute, chacun et tous y auront mis leur part inégale de liberté, de concours et d'influence; mais nul ne pourra se dire l'unique édificateur d'une telle œuvre.

Parmi les formes que revêtent celles de ces associations qui ont pour but le travail *en commun*, ou la réunion des capitaux, en vue d'une exploitation sur grande échelle, il en est une qui prédomine; qui offre un caractère plus positif, plus géné-

ral, plus actuel : celle des SOCIÉTÉS ANONYMES et des SOCIÉTÉS EN COMMANDITE PAR PETITES ACTIONS (1).

Cette sorte d'affinité n'a rien qui doive étonner : la vulgarisation de ce mode de société, date de l'application de la vapeur ; il en a été pour ainsi dire l'introducteur unique dans l'industrie. Il a été le lien des intérêts, sans lequel le mécanisme n'eût pu être admis dans l'atelier. Ce mode, maintenant, accompagnera-t-il la vapeur dans ses destinées ; grandira-t-il à mesure qu'elle se propagera ; est-il parfait, est-il perfectible ?

Avant de nous préoccuper de son avenir, remarquons que l'ère de l'association en général, date

(1) Par ces expressions, nous n'entendons cependant désigner absolument, aucune forme déterminée de société actuellement connue et pratiquée, ou formulée dans le code de quelque nation. Placé, comme nous le sommes, à un point de vue général et d'avenir, il ne peut être question pour nous d'une telle localisation, ni d'une telle détermination. Nos *sociétés par actions*, ne sont donc, ni les sociétés en nom collectif, ou anonyme, ou en commandite du Code de commerce français ; ni celles qui sont en usage aux États-Unis, en Angleterre et en Belgique. Ce sont toutes les formes cosmopolites de société, qui, à un titre quelconque, permettront la participation de petits et nombreux capitaux à l'œuvre générale de la production, *en grand* et *en commun* ; aux bénéfices de la richesse totale, en raison de la mise, et qui tendront à *socialiser* les valeurs mobilières et immobilières ; parce que de telles formes seront assez inhérentes au milieu nouveau, pour recevoir leur application à la Chine comme en Europe. Car, il restera bientôt évident que la propagation des forces motrices et des moyens de transport modernes, emportera infailliblement, par toute la terre, la réunion des capitaux moyens ou nombreux ; c'est à dire la mise en société des intérêts particuliers, forme dont le développement et la vulgarisation également infaillibles, emporte à son tour, nécessairement, un système quelconque de sociétés par petites actions. Et pour prendre un exemple qui fixe les idées, ce seront les formes dont

exactement elle-même de l'application des premières machines à vapeur, et qu'elle va croissant, depuis celle des premiers chemins de fer. Comment n'en serait-il pas ainsi, puisque c'est le développement de l'industrie, l'augmentation de la production et de la consommation, qui motivent ces associations; et que pour exploiter de grandes entreprises, produire sur grande échelle et obtenir l'économie, la machine à vapeur est de rigueur, et que cette intervention nécessite la réunion des capitaux ! Comment n'en serait-il pas ainsi, puisque la construction même d'une machine à vapeur, et son établissement, et son perfectionnement; et la construction et l'entretien d'un chemin de fer, d'un bateau à vapeur, d'un canal, néces-

les principaux points sont : 1° d'être administrées par des mandataires à temps, révocables, associés ou non associés, salariés ou gratuits; 2° de ne rendre, en général, passibles les associés que de la perte du montant de leur intérêt dans la société; 3° de rendre le capital social divisible en actions et en coupons d'actions de toutes valeurs, égaux entre eux ou autrement; 4° d'émettre ces actions, au *porteur* ou *nominatives*, facultativement, et de les rendre transmissibles par un facile transfert; 5° de comporter de droit l'intervention plus ou moins directe des intéressés dans la gestion de la société par un mode d'élection, par des assemblées générales, des délibérations, un conseil-contrôleur, etc. Et nous entendons ensuite que l'avenir apportera de nouveaux éléments d'ordre, de sécurité pour les intérêts, de probité dans la constitution, la conduite et la gestion des sociétés quelconques par action; et, dès l'instant, nous supposons qu'elles sont la résultante de tout ce qu'il y a de durable et de progressif dans les éléments actuels des sociétés anonymes et en commandite. Enfin nous admettons comme légitime et désirable toute intervention gouvernementale qui aura pour résultat la sécurité des actionnaires et qui fera surgir comme gérants ou promoteurs de ces sociétés, au lieu de spéculateurs et d'agioteurs éhontés, la capacité probe, la bonne foi, les hommes aux grandes vues d'utilité publique.

sitent au premier chef, la formation de compagnies et de sociétés par actions!

Nous croyons que le mode des sociétés par actions, sous toutes ses formes possibles, est solidaire des destinées de la vapeur; car il s'y adapte parfaitement, et il est susceptible de perfectionnement.

Déjà une nouvelle combinaison est venue le modifier, et en faire, d'une forme aristocratique, une forme vraiment populaire, sociale et cosmopolite. Il a suffi d'admettre des actions à l'infiniment petit; d'en mettre le taux à la portée du grand nombre (1).

Longtemps ce mode des actions ne fut qu'à l'usage du petit nombre de grands capitalistes; et par conséquent le nombre des actionnaires était fort restreint.

Un nouveau et prochain progrès, consistera à en régler l'usage, par les mœurs ou par la loi, sous toutes les formes qu'il peut revêtir, et particulièrement sous la forme *commanditaire* : il suffira de quelques articles de loi, qui fassent du gérant un délégué, un administrateur, un fonctionnaire et non un spéculateur exploitant; ou, des fondateurs, de véritables actionnaires intéressés pour longtemps à l'avenir de la société, et non des agioteurs et brocanteurs d'actions. Alors, quand l'agiotage en sera banni, et que le nombreux public des petits capitalistes sera préservé des machinations frauduleuses, ce sera probablement le mode généralement adopté

(1) Voir la Note 5 à la fin du Volume.

pour une période quelconque du siècle. Du moins, bien des avantages paraissent lui garantir pour longtemps, la préférence et la vogue qu'il obtient en Belgique, aux États-Unis et en Angleterre. D'abord, il convient également à toutes les branches de l'industrie : agriculture, manufacture et commerce.

Le capital, le talent et le travail peuvent, ou se réunir, ou se séparer à volonté. Les intérêts du capitaliste actionnaire ne réclament pas absolument sa présence; il trouve sa garantie dans la responsabilité morale et matérielle du directeur ou du gérant, et dans le contrôle mutuel de ses associés; outre le contrôle réglementaire d'un conseil et de l'assemblée générale. Il en résulte donc une liberté entière de vocation et de poursuite. Le capital d'une même personne, d'une famille, peut être ici, et sa fonction personnelle ailleurs, et de là, solidarité de chacun dans la prospérité de plusieurs ordres d'industries.

Le moindre capital, peut trouver emploi et bénéfice proportionnel dans les plus grandes entreprises; et ainsi, la masse est reliée aux grands intérêts sociaux, à l'ordre, à la stabilité. Les ouvriers, pouvant prendre une ou plusieurs petites actions dans l'établissement où ils apportent leur travail moyennant salaire fixe, ils deviennent en même temps associés co-partageants, et se trouvent directement intéressés au succès de l'entreprise dont ils sont les instruments producteurs.

Le succès des sociétés par actions, dépendant de la gestion habile et probe de chacun et de tous, elles

opèrent donc comme une prime à la moralité, à la capacité et à l'activité. L'avancement repose sur les œuvres; l'intérêt particulier est dirigé de force vers l'intérêt général : depuis le gérant jusqu'au dernier ouvrier, il y a un *esprit d'émulation* qui fait naître une rivalité fondée sur la justice. Les habiles sont placés à la tête; la capacité y aura donc sa prédominance, naturellement, et par *l'élection* tacite ou formelle des intéressés. Pour cela, il ne faut point la *vertu* des actionnaires; il suffit de leur intérêt : la capacité est la meilleure sauvegarde de leur prospérité collective.

Les sociétés par actions n'ôtent pas la propriété : elles la donnent aux ouvriers économes et prévoyants; et, quand elle est acquise, ces sociétés offrent les moyens de la faire fructifier en la mettant en solidarité avec les capitaux des autres, au lieu de l'exposer, comme fait la concurrence morcelée, aux *hasards* de la vente et de la production *aveugles*, et à la lutte de la rivalité dépréciative.

Et tous les avantages de la concurrence individuelle et menue, les sociétés par actions les offriront de reste : ainsi, le désir de réussir et le besoin de ne compter que sur soi, rendent le petit commerçant, doux, facile, actif, *honnête* en général; s'efforçant de complaire au public; et sa petite propriété en même temps le rend fier, digne ou indépendant, peu disposé à souffrir les injustices et le despotisme; elle lui inspire enfin le sentiment d'égalité.

Or, dans les grands ateliers, dans les fonctions

diverses d'un grand établissement, on n'est pas moins amené à vouloir complaire, à pratiquer la politesse, à chercher l'estime, puisque c'est par là seulement qu'on peut obtenir puissance, avancement et profit; et la part d'action, la propriété, permet la même noblesse de sentiment, la même dignité ou la même allure indépendante.

On est enfin intéressé à l'activité, à la probité, tout comme le petit possesseur isolé.

INFLUENCE PARTICULIÈRE DE CE MODE DE SOCIÉTÉS DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES.

Les sociétés par actions, dans leur influence sur la mobilisation du sol, —Comment ce mode de société tend à *recomposer* les intérêts et les efforts.—Comment il cumule les avantages attachés à la réunion et au morcellement.

Appliquée à l'agriculture, la combinaison des réunions par actions infiniment petites, tend à la mobilisation du sol; car il est probable qu'à mesure que les intérêts généraux seront ainsi rattachés à la prospérité de cette constitution du travail agricole, ils sentiront les inconvénients des entraves légales plus ou moins entachées de féodalisme (écrites qu'elles ont été, pour la plupart, sous l'inspiration du passé), qui empêchent encore les transactions immobilières, telles que les substitutions, les mainmortes, les hypothèques légales en faveur des mineurs, des femmes, etc., et en général la procédure hypothécaire. Il est probable qu'ils trouveront une force d'opinion de plus en plus déterminante, pour l'abolition des substitutions, etc., dans certains pays; et dans d'autres, pour une amélioration de la législation hypothécaire, dans le sens d'une facile et rapide transmission des immeubles. Finalement, et par le progrès ultérieur des choses,

la propriété foncière et la mobilière seront mises enfin sur le même pied.

Les sociétés par petites actions, libéralement entendues (et elles le seront), ont cette vertu d'introduire tout à la fois le *morcellement*, ou la *division*, dans les *titres* de *propriété* agricole; et la *concentration*, ou la *réunion*, dans les *choses*, dans le *sol*, dans la *culture*. En effet, ces sociétés morcellent la richesse agricole et la manufacturière, en ce sens qu'elles les *répartissent* entre un grand nombre de citoyens; mais elles les concentrent, en ce sens qu'elles agglomèrent les valeurs pour l'œuvre de production.

En d'autres termes, elles tendent à *recomposer* les *intérêts et les efforts*, et à rendre l'économie compatible avec la liberté, même dans l'agriculture; puisque, tout en concentrant les instruments de travail (ici la terre), en vue de profiter des avantages de la grande culture, elles ne diminuent aucunement la division existante de la propriété du sol; et les laissent en partage néanmoins au très grand nombre, en tant qu'objets de possession et sources de jouissances; ce qui est un avantage capital.

Elles sont donc un moyen d'ordre populaire, un agent de prospérité, d'affranchissement et d'harmonie, pour toutes les nations et pour tous les individus qui s'empresseront d'y rattacher leur avenir.

En effet, elles permettent :

1°. A ceux qui n'ont pas de propriété foncière, de participer à cette espèce de propriété dans la propor-



tion telle quelle de leurs épargnes ou de leur héritage mobilier. Or, le nombre des individus placés dans cette catégorie, a toujours été énorme, et le serait éternellement, sans cette combinaison; à moins que l'humanité ne trouvât plus expédient de recourir aux moyens supérieurs qu'une haute moralité peut suggérer; ce dont il est malheureusement permis de douter, comme nous le verrons.

2°. A ceux qui ont un coin de terre, mais qui ne peuvent le cultiver avec avantage, en présence de grandes exploitations armées de toute la supériorité que donnent les lumières et les connaissances spéciales, positives, la vocation, la combinaison des travaux, l'unité d'action, etc., et surtout les capitaux disponibles, nécessaires à l'application des procédés économiques agricoles.

Leur essentielle propriété est donc de cumuler les avantages attachés à la réunion et au morcellement, à la grande culture et à la petite, ce qui jusqu'ici paraissait à jamais contradictoire; et par là, elles coupent court aux nombreux inconvénients de combattre le morcellement des petits *ménagers cultivateurs*, pour l'*absorber* dans une grande culture féodale. Mais nous aborderons plus pleinement, dans la suite de cet écrit, l'influence des moyens économiques nouveaux sur la libre transmission du sol, et sur la transformation du morcellement au profit de tous. Disons cependant ici, que tout ce que l'on peut alléguer, touchant l'impossibilité ou le désavantage de la grande culture dans certaines natures, ou dans certaines ex-

positions de terrain; touchant l'égal rendement de deux terres de même superficie, cultivées, l'une, par la grande culture, et l'autre, par la petite (toutes choses d'ailleurs égales), tombe devant cette réflexion que, dans la combinaison des réunions agricoles par actions, il n'est nullement nécessaire ni intentionnel d'employer *exclusivement*, à tous propos et sans distinguer, les procédés de la grande culture, dans les parties de terre de l'exploitation qui ne le comporteraient point: il s'agit seulement de faire participer indifféremment tous les sols aux avantages économiques de l'association, en les enveloppant dans les grandes exploitations, sauf à donner facultativement à chaque partie de l'exploitation, ou les soins de la *petite*, ou ceux de la *grande*.

Tels sont quelques uns des principaux avantages que ces sociétés offrent aux populations agricoles. La vogue que cette combinaison obtient; ses avantages, les excès même qu'elle occasionne nous mettent donc sur la voie de l'avenir. Oui! puisqu'elle facilite la réunion et l'exploitation la plus économique du sol, et rend possibles tous les progrès ultérieurs imaginables de l'agriculture; puisqu'elle rend la propriété, ou, si l'on veut, la participation à la propriété mobilière et immobilière, accessible au grand nombre; elle est la vraie solution pacifique, équitable et désirable du grand problème de la *socialisation* des sources vives de la richesse; et le coopérateur naturel des chemins de fer et des machines à vapeur, de la production et de la circulation en grand.

AVENIR DE L'INDUSTRIE AGRICOLE.

Les sociétés en commandite par petites actions, graduellement modifiées et perfectionnées, s'universaliseront en agriculture.—Comment, et par quelle série de moments, s'opérera cette transformation. — Précédents heureux et décisifs.—Les *fruitières,* mode d'association vulgaire, pour la production du fromage, du beurre, etc., en Suisse, dans le Jura, etc. — Avantages économiques de cette combinaison. — Ouvriers qui afferment leur *coin de terre* au gros fermier leur voisin, dont ils sont d'ailleurs les journaliers.—Avantages pour eux. — Degré de centralisation probable des exploitations rurales dans l'avenir. — Transformation de l'économie architectonique des villages, correspondante à la transformation du mode d'exploitation morcelée et de concurrence individuelle.

L'universalisation, en agriculture, des sociétés par petites actions graduellement modifiées et perfectionnées, ne serait donc rien moins qu'une révolution immense et radicale : or, quoi qu'il arrive, il est certain que les forces et les expédients, dont nous étudions ici la portée, auront, sur leur propagation, la plus directe influence ; et contribueront même efficacement à l'opérer dans presque tous les ordres de travaux.

Déjà, sans leur concours, cette propagation paraît infaillible, si l'on considère que les nouveaux procédés agricoles, veulent un jour être universellement appliqués : en effet, lorsque ces procédés offrent, par eux-mêmes, une grande économie et une grande puissance de production, ce ne peut jamais être qu'une question de temps, le temps nécessaire pour laisser dissiper le préjugé, et aussi, pour trouver les moyens de les appliquer sans sacrifier les grands intérêts de la liberté individuelle et de celle des familles (dans notre cas, l'indépendance des petits possesseurs fonciers) à l'intérêt inférieur de l'économie matérielle pure.

Mais, nous venons de le voir, la combinaison des petites actions est ce moyen ; et nous l'avons dit : l'agriculture offre déjà des précédents heureux dans cet ordre : plusieurs propriétés étendues sont aujourd'hui exploitées en France par des hommes spéciaux, avec la participation de bon nombre d'actionnaires; et beaucoup d'autres se constituent.

Cette question de la culture en grand, sera d'ailleurs liée dans l'avenir, chez toutes les nations, à une autre d'importance majeure, qui, elle-même, sera comme une résultante obligée de la propagation des forces motrices à vapeur, des chemins de fer et des canaux. Généralement, le développement de l'industrie manufacturière n'est sérieusement possible qu'autant que la circulation soit vivifiée par de rapides et nombreuses voies de communication, et principalement qu'autant que le territoire

national lui offre de riches produits agricoles, des matières premières abondantes à bas prix; en un mot, la prospérité et le développement de l'industrie supposent ceux de l'agriculture; mais l'agriculture, pour prospérer et s'élever graduellement et indéfiniment à une production croissante, à une création supérieure de richesse, réclame l'affluence de grands capitaux, l'emploi général des procédés les plus avancés à mesure qu'ils se découvrent; l'intervention et la direction active d'hommes éclairés et habiles.

Or, cette affluence, cette intervention, cette application, ne sont possibles qu'autant qu'un morcellement exagéré ne vienne pas envahir et inféoder à l'ignorance, à la routine, à la médiocrité de moyens et de ressources, les trois quarts du sol.

Tout cela sera senti des peuples qui voudront la propagation des forces productives économiques, et des voies de transport, promptes; ils verront qu'il faut d'abord faire croître et abonder la richesse territoriale dans chaque localité : les petits propriétaires y deviendront eux-mêmes sensibles : ils comprendront peu à peu que ce mode d'association promet de donner une nouvelle impulsion à l'agriculture, et qu'il est destiné à changer toute la physionomie et les habitudes des exploitations ru a les. Mais l'accession des petits possesseurs de second ordre, sera plus difficile et plus lente, car, partout en Europe, cette portion considérable des populations

est encore accroupie dans l'inertie, dans la routine inféconde; dans l'ignorance des premières notions économiques et des premières conditions de la prospérité. A tout dire, ils ont contre eux, et contre le progrès de leur art, la pauvreté de moyens, l'infimité morale et l'incurie qui en résulte.

Voici cependant comment ils pourront être amenés successivement à la transformation :

D'abord l'exemple, l'influence prodigieuse, directe, des machines à vapeur, sur la baisse des prix; et l'augmentation des bénéfices dans toutes les sphères, leur donnera l'esprit d'association et la clef des économies : la concurrence, qui leur viendra de plus en plus des grandes fermes, les sollicitera à l'imitation. Partout où l'industrie agrico-manufacturière du sucre de betteraves sera propagée, elle aura ce salutaire effet.

Les chemins de fer, à leur tour, non seulement suggéreront, mais nécessiteront positivement les réunions agricoles et horticoles des petits producteurs d'objets similaires, d'une consommation immédiate, répétée et fréquente, *pour le transport et la vente en commun* dans les villes, et généralement sur les lieux de consommation. Nous allons voir comment, dans ce genre de réunions, les petites associations de l'avenir envelopperont, à elles seules, les intérêts de la presque totalité des petits herbagers, des petits cultivateurs-jardiniers, possesseurs de coins de terre; c'est à dire de cette portion de

campagnards, précisément la plus retardataire dans toutes les contrées du monde.

La vitesse obligée du parcours, avons-nous dit, ne permet pas aux wagons et aux machines de s'arrêter de cinq en cinq minutes pour charger une expédition en détail; ils comportent le chargement en grand et peu répété. Les riverains, les habitants des pays voisins du parcours seront donc conduits à réunir les denrées en un même lieu; et, lait, beurre, fromages, fruits, blé, légumes, etc., ainsi réunis, seront expédiés à des commissionnaires ou crieurs publics, sur les divers marchés, pour y être vendus au profit des associés, et la part en être faite ultérieurement à chacun, selon l'importance de sa mise, ou selon la quantité et l'espèce, s'il y a plusieurs qualités distinctes comme dans le blé ou dans les fruits.

Déjà le poisson de mer, le beurre, etc., ne sont pas transportés ou vendus autrement dans la plupart des villes de France. Dans le Jura et le Doubs, dans la Suisse et en Hollande, le laitage, le fromage, etc., sont exploités également en commun : les petits *éleveurs* de vaches portent leur lait dans un atelier *commun* appelé FRUITIÈRE, où il se transforme en fromages qui se vendent à peu près comme nous venons de l'indiquer.

Les laiteries morcelées et isolées des environs de Pontoise confondent et expédient *en commun* à Paris, pour être vendus *en commun*, 3,000 litres de lait chaque jour ! A qui, de loin, ces producteurs

pourraient-ils adresser quelques pintes de lait, quelques livres de beurre, quelques bourriches de fruits, quelques fromages, etc.? Les administrations des chemins de fer n'accepteront donc que des envois considérables, pour être remis *en bloc* à quelque *entrepôt* désigné.

Comprenez ce qu'il y aurait d'impraticable pour chacun de ces petits laitiers, sans ce procédé d'association, s'ils allaient s'imaginer de venir *séparément, tête par tête,* transporter et vendre leur chose, chaque jour, à huit lieues de leur vacherie !..

Or, dans l'avenir, les expéditions des objets de consommation de ce genre, se feront pour des distances bien autrement longues, et pour des quantités bien autrement fortes, et pour des variétés bien autrement nombreuses; car que manque-t-il à un grand nombre de localités de la province, pour tirer parti de leurs produits agricoles et horticoles? nous l'avons dit : un chemin de fer qui traverse leur contrée, côtoie leur territoire; qui épargne à leurs convois, ici, de quelques heures; là, d'un ou de plusieurs jours, l'influence corruptrice de l'air, de la chaleur ou du cahot. Et devant cette perspective d'un débouché ouvert, d'un marché agrandi, qui sollicite l'envoi et l'augmentation successive de leurs produits, jusqu'ici sans valeur, il n'y aura pas à balancer : force leur sera d'entrer franchement et à pleine voile dans l'esprit d'association, et de se confier aux expédients économiques qu'il suggère *indéfiniment* : il faudra opter entre le suicide et la prospérité; ou

renoncer à l'infaillible richesse qui leur sera offerte, ou se réunir pour le *transport*, pour la *manutention*, la *fabrication*, la *préparation* et la *vente* des fruits de leur travail *isolé* et *morcelé*.

Parmi les combinaisons déjà populaires qui serviront comme de point de départ à l'esprit d'association dans la petite agriculture, il faut donc mettre au premier rang les *fruitières*, légèrement modifiées et agrandies. Ainsi, probablement par analogie avec l'économie intérieure actuelle de celles du Jura et de la Suisse (1), dans les *fruitières de l'avenir*, chaque co-associé d'une même localité contribuera, par son *vote*, au choix d'un commissaire, chef des fruitières, ou *gérant*, chargé de la manutention, de l'ordre, de la comptabilité, du contrôle, de l'envoi des produits réunis, etc. Un commissaire représentera les co-associés pour le contrôle des opérations du gérant lui-même. La fraude des co-associés qui seraient tentés de falsifier des produits destinés à être mélangés avec d'autres, dont ils sont censés les *similaires* en qualité, sera empêchée par les procédés d'analyse chimique que le gérant sera tenu de faire. Quant aux produits qui comportent la division et la subdivision en qualités, des experts pris parmi les co-associés approuveront et rangeront les produits dans les diverses catégories ; et une marque, une étiquette, ou une division à part, indiquera à *vue* leurs qualités relatives. L'envoi sera donc fait *en une seule fois*, et *par quantités considérables*, jusqu'au chemin de

(1) Voir la Note 6 à la fin du Volume.

fer; et, *une seule fois*, chargé et transporté pas les wagons. A l'arrivée, cet envoi sera disposé dans un lieu de sûreté public, ou dans des magasins spécialement affectés à tous les objets de consommation prochaine ou immédiate, pour, ensuite, y être vendu par un commissaire public, en portions plus ou moins fortes, au plus offrant; ou bien, moyennant une correspondance et un abonnement préétablis entre les co-associés producteurs et quelques gros négociants et acheteurs-débitants; l'envoi sera remis *en gros*, à telle maison de débit désignée, d'après adresse donnée au chargement, ou sur représentation d'une autorisation des producteurs ou propriétaires.

Et quand ces premiers essais et ces premiers bienfaits d'associations agricoles se seront matérialisés en écus et en bien-être pour l'incrédule et routinier villageois, les petits coins de terre morcelés, les petites étables à deux vaches, exploités solitairement par chacun des membres de la fruitière, ne tarderont pas à être mis en commun, en association : un mode de coopération et de participation dont on peut déjà prévoir les généralités, sera combiné au grand profit de tous.

L'exemple des fermes constituées en sociétés par petites actions, sera une nouvelle lumière pour l'intelligence intéressée des petits agriculteurs et des petits possesseurs : ils sentiront qu'une association entre eux, de leurs petites parcelles de terre, est le seul expédient qui leur soit laissé pour se préserver

d'un grand danger. En effet, de même que les avantages inhérents à la grande industrie manufacturière ont *tué* la petite industrie et ont fait passer ceux qui l'exerçaient, de l'aisance à la condition de salariés ou à la misère, de même la grande culture menace d'envahir, d'absorber la petite; et de même que ce ne sont pas les petits industriels et les petits commerçants qui ont constitué, par la réunion de leur *actif* et de leur travail *libre*, les grandes fabriques et les sociétés anonymes, et qu'ils sont, par cette négligence, et faute de cette initiative, tombés et anéantis, de même un sort analogue est réservé aux petits propriétaires de coins de terre dans nos campagnes, s'ils ne se hâtent de devancer l'action envahissante et absorbante des gros capitaux.

Il faut, d'ailleurs, tenir compte de l'action simultanée de la diffusion des connaissances et du développement des intelligences dans les campagnes; il ne faut pas oublier qu'avant un quart de siècle, dans une grande partie de l'Europe, tout enfant qui naîtra sera sûr de recevoir le pain de vie de l'ame, l'éducation, l'instruction professionnelle; et que le premier effet de ce développement intellectuel sera de rendre les populations agricoles moins tenaces dans leurs habitudes, plus flexibles, plus mobiles, et plus désireuses du progrès.

Dans tous les cas, et quand même ce danger ne serait pas réel, les avantages sentis de l'association, l'économie de temps, la sécurité qu'elle donne à chaque associé, la responsabilité, l'embarras, la compli-

cation dont elle l'allége, suffiront pour la lui faire désirer.

Et quand une seule aura offert en exemple sa rapide prospérité, menacé ses voisins isolés de sa redoutable concurrence, il en sera des fermes et des petites cultures comme des manufactures; elles se transformeront à l'envi sur grande échelle.

Les grandes fermes constituées en sociétés par petites actions, sous la direction d'hommes éclairés et influents, dans chaque pays, seront comme le noyau autour duquel se grouperont les petits coins de terre isolément possédés et cultivés par des ouvriers.

Dans plusieurs localités de France, et même dans presque tous les pays, on voit, depuis longtemps, des *ménagers propriétaires* de petites parcelles *affermer* leur terre aux gros fermiers, leurs voisins, et contribuer ensuite au bon rendement de leur propriété, en qualité de journaliers attachés à la ferme qui en a l'exploitation. Ils restent ainsi propriétaires, sans que cependant leur propriété soit morcelée, ou cultivée isolément; et ils trouvent dans cette réunion la même ardeur, le même intérêt, la même sécurité d'existence, la même indépendance, et toutes les franchises possibles; toutes, moins la servitude du morcellement et ses mille inconvénients économiques. Or, de là aux exploitations agricoles par sociétés en petites actions, il n'y a qu'un pas; et ce sera probablement là un autre acheminement à l'association pour beaucoup de petits agriculteurs.

Vraisemblablement, on arrivera ultérieurement à une culture qui ne sera jamais moindre que dix ou vingt hectares par chaque exploitation ; et à la formation d'un certain nombre de compagnies plus importantes, pour les grandes exploitations, selon qu'il y aura nécessité ou convenance.

Quant aux ressources financières des agriculteurs en grand, les uns emprunteront moyennant intérêt, et garantie hypothécaire ; les autres, et ce sera de plus en plus le cas général, se formeront en sociétés par actions, comme nous l'avons dit; et tous auront les capitaux que requiert la conduite large et prospère d'une ferme, et l'exploitation et l'embellissement général du globe.

Vraisemblablement aussi, le nombre des familles exclusivement cultivateurs-propriétaires se réduira peu à peu jusqu'au degré compatible avec l'emploi des procédés nouveaux, et avec l'avance de tous les frais nécessaires aux progrès de l'agriculture ; puis, si l'on veut franchir avec nous de longs intervalles, remplis par des modifications de mœurs et des combinaisons d'intérêts, imprévues, mais certaines, on pourra assister idéalement à l'époque où une grande et une moyenne cultures régneront en Europe, à l'exclusion du morcellement infiniment petit de nos jours; où un grand nombre de familles et d'individus seront intéressés à la prospérité de l'agriculture, sans que le sol soit morcelé, et sans que les membres d'aucune de ces familles soient même plus exclusivement voués aux travaux agricoles que ne le sont

aujourd'hui les membres d'une famille de gros négociants ou manufacturiers, à l'industrie de leurs parents; car, alors, des écoles pratiques d'agriculture formeront les générations agricoles à mesure des besoins; les sujets seront pris dans tous les rangs; ils se présenteront en grand nombre, comme fait aujourd'hui la jeunesse *aisée*, pour les écoles d'arts et métiers, polytechnique, militaire, etc.

Naturellement, à mesure que s'accompliront toutes ces réunions de divers ordres en agriculture, les maisons, les granges et les étables, les fermes, prendront une ampleur, une régularité, un aspect de propreté et d'élégance inconnus jusqu'alors.

En effet, chaque *fruitière* qui s'établit, chaque réunion qui se fait, implique la construction de magasins, de granges, etc., d'une certaine grandeur, et prend quelque chose des dimensions d'un édifice. Il y aura, avec l'ancien état de choses, toute la différence d'une petite échelle à une grande; de la médiocrité des ressources de l'isolement, à l'abondance des capitaux et à la puissance des forces combinées; toute l'infériorité des créations architectoniques de la routine, de l'ignorance ou de la misère, comparées à celles du bon goût, de la science et de la richesse.

La campagne, également, présentera moins de confusion : il y aura variété et ensemble. Les bâtiments, en général, seront moins nombreux, mais plus vastes, plus commodes. Les ardoises, les tuiles remplaceront le chaume; et les pierres, les briques

et le fer, remplaceront le mortier et les cailloux des fermes et des habitations.

A mesure, aussi, que s'accompliront la diminution des petites cultures isolées, et l'accroissement de la population rurale, les habitants cesseront d'avoir *chacun* leur infime chaumière *séparée*. Les familles se grouperont dans des maisons *communes*, *à plusieurs étages*, comme cela s'ordonne déjà dans les bourgs de premier ordre. Mais n'anticipons pas : nous n'avons point encore montré les conséquences de cet ordre, qui résulteront d'un accroissement prodigieux de population dans les campagnes.

Toutefois, dans les pays où le morcellement ne s'est point encore fait, il y a bien peu de chances actuelles pour le système des petites actions ; nous montrerons cependant plus loin, comment, après avoir servi la concentration et les aristocraties qu'elles trouveront toutes faites, lors de leur propagation dans un pays, les machines et les voies de communication en seront les dissolvants les plus actifs. Donc, là aussi, la participation du grand nombre à la co-propriété du sol, pourra se faire sans l'intervention d'un morcellement corrélatif dans les exploitations.

AVENIR DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE.

Par l'application des sociétés en commandite à l'industrie manufacturière, le morcellement tend à s'introduire dans la propriété *mobilière*.— Analogie et différence avec le morcellement immobilier. — Résultat probable.— Effet des machines fixes en particulier.—Effet spécial des chemins de fer et des bateaux à vapeur. — Prospérité et faveur grande des villes.— Abandon et pauvreté des campagnes.— Comment s'accomplira l'alliance économique des diverses branches de l'industrie humaine et la distribution judicieuse de la population.—Obstacles actuels à cette double amélioration.—Nécessité de ramener l'industrie à côté de l'agriculture.

Appliquée à l'industrie manufacturière, la combinaison des sociétés par petites actions réalisera un progrès signalé, analogue à celui qui s'est opéré dans l'accession d'un plus grand nombre de familles à la propriété foncière, il y a cinquante ans, en France. C'est le morcellement qui s'introduit dans la propriété mobilière, et dans la coopération à la production manufacturière, avec cette différence qu'ici il ne sera que dans les titres, tandis que là, il a été alors, et il reste même aujourd'hui dans le sol et la culture.

Ici encore donc, les sociétés par actions sont destinées à faire participer un plus grand nombre de citoyens aux bénéfices sociaux, et à seconder ainsi graduellement l'affranchissement matériel des par-

ties les plus saines et les plus progressives des populations, à mesure qu'elles manifesteront une volonté suffisante et des efforts soutenus vers le bien.

L'ardeur avec laquelle les classes laborieuses, les petits capitalistes aux États-Unis, en Angleterre, en France et en Belgique, s'intéressent dans les sociétés purement manufacturières et commerciales, et viennent ainsi, à leurs grands risques et périls, vivifier l'industrie et le commerce, dit assez combien la généralisation de ces sociétés sera plus facile que celle des sociétés qui ont pour but l'exploitation agricole.

Nous verrons, à propos de l'influence des forces et des moyens de transport à vapeur sur le *crédit* et sur le *système des banques*, jusqu'à quel point ces sociétés peuvent affermir l'un et l'autre, et diminuer la chance des crises commerciales ou en prévenir les désastres.

Les machines fixes, en s'appropriant de plus en plus à toutes les branches d'industrie, multiplieront indéfiniment le nombre des associations industrielles, et par conséquent l'édification de vastes édifices, comprenant tout à la fois d'immenses ateliers et l'appareil dont ils veulent être entourés, et un ensemble d'habitations adjacentes, pour le nombreux personnel des travailleurs : gérants, administrateurs et ouvriers des deux sexes.

C'est là l'effet direct et inévitable des forces motrices agglomérantes.

Une autre influence est réservée aux chemins de

fer et aux voies d'eau, aux communications par bateaux à vapeur.

Jusqu'ici, presque dans tous les pays du monde, l'état arriéré des voies de communication faisait de chaque village et de chaque industrie située dans les campagnes une véritable *oasis*, dont on ne pouvait sortir qu'à force de dépenses et de temps. Cette imperfection des moyens de transport est la cause la plus puissante ou, du moins, la plus persistante de la concentration des industries sur un même lieu; et de là les grandes villes, de là l'entassement des populations manufacturières dans ces foyers de civilisation, alors que la campagne reste déserte.

A bien des égards, le matériel de la civilisation n'est encore que dans les villes : aux villes, la politesse, le bon goût, l'animation et la vie; l'aisance, le luxe, les lumières, la magnificence; et l'éclat des beaux arts, et les grandes routes, les édifices publics grandioses, les maisons élégantes, commodes et saines, les rues pavées! aux campagnes, la misère ou la médiocrité du bien-être; l'ignorance et les grosses joies de la pure sensualité; les chaumières humides, obscures, laides ou infectes; les chemins impraticables de la barbarie! Aux villes, les grandes manufactures, l'industrie commerciale sous toutes les formes! Aux campagues, la seule agriculture isolée et comme en exil; le sommeil de l'intelligence, l'engourdissement des facultés, l'inertie!......

Les voies nouvelles de communication vont re-

nouer l'alliance naturelle et si féconde des diverses branches de l'activité humaine. Les campagnes vont se faire un peu ville et les villes un peu campagne; les chemins de fer, les canaux et les bateaux à vapeur, en rapprochant, par une vitesse extraordinaire, les distances naturelles de l'espace entre les villes et les villages, rapprocheront infailliblement aussi les distances intellectuelles et morales qui les séparent.

Au fur et à mesure que ces voies de transport viendront sillonner les campagnes en tout sens, et qu'elles aboutiront aux mines et aux carrières, les rails au confluent des fleuves; les canaux à l'extrémité, au bord ou à la jonction des chemins de fer; quand tout ce réseau *mixte* viendra présenter quelqu'une de ses mailles ou quelqu'un de ses fils à chaque foyer de production ou de matières premières, nul doute, il se fera une judicieuse et vaste distribution des spécialités industrielles sur le territoire de chaque nation, et, par la suite, sur le globe entier.

Alors, ayant à leur portée les matières premières, et le fer et la houille, et les chemins de fer et les canaux, les manufactures iront séjourner auprès des fermes et se prêter leurs mutuelles ressources; de toute part aussi des établissements seront parsemés sur le territoire selon les convenances de chaque genre d'industrie, et la bonne répartition de la population s'accomplira.

Or, la bonne distribution de la population d'un pays sur son territoire importe à l'ordre général,

aux mœurs, à l'hygiène publique, au bonheur des masses.

Cependant, cet équilibre si désirable est impossible tant qu'il y a séparation complète des travaux agricoles et de l'industrie manufacturière, et que celle-ci est reléguée exclusivement dans les villes, ou agglomérée dans quelques vastes et populeux foyers de commerce.

Jamais, avec la disposition actuelle des choses, les campagnes et les populations agricoles ne pourraient participer au mouvement et à l'augmentation de la production et de la population; elles seraient à jamais, et de plus en plus, désertées pour les villes si la facile et peu dispendieuse circulation de chemins de fer et de canaux n'engageait point les chefs des grands établissements nouveaux à venir vivifier les campagnes par l'exploitation combinée des deux genres de travaux, ou à appeler du moins, des villes au village, les ouvriers qui y pullulent dans la plus grande corruption.

Séparée des manufactures, l'agriculture ne peut suivre leurs progrès : la richesse ne circule point alors dans les campagnes; elle ne trouve de consommateurs que parmi la population industrielle. Pour que le marché s'étende aux populations agricoles, il faut qu'elles-mêmes prospèrent et puissent augmenter leurs jouissances; ce qui suppose qu'elles soient aussi en progrès : mais comment l'être si la fleur de la jeunesse est appelée dans les villes, par l'espoir de faire une fortune rapide, ou d'y

trouver de gros salaires avec les plaisirs et les aventures ?

Personne ne met en doute que la population ne soit généralement mal répartie en Europe. Le mal est certainement inhérent à quelque mauvaise distribution des conditions et des avantages de la civilisation. Pour que l'homme préfère ainsi la vie factice, en serre chaude, des villes aux salutaires influences des campagnes, il faut qu'il y trouve des biens refusés aux villages, et assez grands à ses yeux, cependant, pour compenser cet abandon. Cette compensation, c'est un certain bien-être irrégulier et passager; c'est la satisfaction des besoins plus relevés de l'intelligence et de l'imagination; c'est, en un mot, la vie, le mouvement.

Ayant à quelques lieues de soi un séjour plein d'animation, où la vie est du moins embellie par la variété, on conçoit qu'ils prennent un vif sentiment de leurs privations; et que l'ennui, l'uniformité, l'ignorance et le morne silence, ou le plat mouvement de la vie champêtre actuelle leur donnent envie, besoin, idée fixe d'émigrer.

Donc, pour rendre aux campagnes leurs populations naturelles, pour rendre les populations urbaines, l'ouvrier à la simplicité de mœurs et à la santé, il faut transporter sur tous les points du sol tous ces biens-là.

Quels que soient les développements possibles de l'agriculture, il est certain qu'ils seront toujours bornés, en comparaison des futures destinées des

industries diverses; que si on les isolait, celles-ci, dans les villes exclusivement, et l'agriculture seule dans les villages, on verrait plus que jamais, d'un côté, des populations entassées sur une étroite surface, et de l'autre, des agriculteurs clair-semés sur presque toute l'étendue du pays.

On ne saurait trop s'en pénétrer : pour rendre aux campagnes la vie, il faut de toute nécessité y ramener l'industrie, compagne inséparable de l'agriculture, et se souvenir que leur divorce est mortel à la prospérité générale, autant qu'à la vraie civilisation; mais, heureusement, ce que n'ont point fait les conseils et les sages remontrances, l'influence toute matérielle des chemins de fer, des bateaux à vapeur et de forces motrices stables, le fera. Dès qu'une branche d'industrie trouvera qu'il y a pour elle économie à aller produire sur les bords ou au confluent d'une rivière, d'un canal, auprès d'une mine ou d'une carrière, au milieu d'une population sobre et encore inculte, qui donne la main-d'œuvre à plus bas prix, soyez sûr qu'elle ira s'y installer, et que les ouvriers qu'elle entretenait dans les villes la suivront, forcés qu'ils seront par la nécessité de vivre, et engagés par l'idée que, si le salaire qui les y attend est moindre, la nourriture et les choses de première nécessité y sont moins chères aussi en proportion.

L'EXPLOITATION SIMULTANÉE DES DEUX INDUSTRIES, AGRICOLE ET MANUFACTURIÈRE.

Comment se réuniront et se combineront probablement les diverses branches de l'industrie.—Prospérité et élégance futures des villages. —Association probable pour le transport et la vente en commun.— Chemins de fer ruraux et communaux.— Généralisation de la réunion agrico-industrielle. — Solidarité de bien-être et d'intérêt entre les habitants d'une même localité.—Langage éloquent des locomotives en action. — D'où peut venir en partie l'activité fébrile des Américains de l'*Union*. — L'association intégrale, quelle sera-t-elle ?

Ce voisinage des divers ordres d'industries accompli, il en résultera probablement une fusion partielle : elles se combineront. Des sociétés se formeront pour l'exploitation simultanée d'une ferme et d'une manufacture. Déjà les gros fermiers du département du Nord et de toutes les localités où se naturalise la sucrerie de betteraves ont réalisé cette alliance : autre part, ce sont les féculeries et les distilleries de pommes de terre, etc., qu'on ajoute aux exploitations rurales : il est vrai que la nature de ces industries semblait appeler et même commander ce cumul ; mais il est évident, pour l'économiste agronome, que la nécessité ou la convenance ne se

bornera pas à cette seule industrie, et qu'une foule d'autres y trouveront les mêmes avantages. Déjà les hommes spéciaux à vues larges signalent, à cet égard, les nouvelles exigences de la prospérité générale des deux industries agricole et manufacturière.

Cette distribution et ce cumul des industries dans les campagnes nous paraissent donc dans la tendance prononcée des choses; la vie et la prospérité qu'en recevront les populations sont inestimables, et la transformation future du matériel des villages sera radicale.

Quand la fusion n'existera pas, ce seront de grandes fermes groupées, d'un côté, et de grandes industries plus ou moins vastes, de l'autre; chacun de ces petits quartiers, entouré des habitations, assez symétriquement disposées, des populations agricoles et industrielles; et souvent même, chacun des établissements, comprenant dans son enclos, de vastes maisons, où les ouvriers trouveront un appartement sain et commode pour leur famille, comme cela a lieu, depuis longtemps, pour la bourgeoisie dans les grandes villes d'Europe, et comme les manufactures de plus d'une ville des États-Unis en offrent de si nombreux et de si curieux exemples; car un village alors sera un composé régulier, et de grandes fermes, et d'élégantes fabriques, et d'élégantes maisons de ville.

Quand la réunion des exploitations diverses aura lieu, ce sera une vue d'ensemble plus satisfaisante,

des dispositions plus harmoniques, plus grandioses; mais toujours la variété se manifestera, et toujours les rues y seront droites, larges, saines et bien pavées.

Quoi qu'il en soit, et quand même cette prévision d'une réunion entière, et plus compréhensive, ne se vérifierait pas; quand même les chemins de fer ne viendraient que servir et fortifier l'industrie morcelée, et l'existence séparée des habitations, des familles et des intérêts; toujours est-il que, comme la présence des chemins de fer serait un non-sens partout où l'agriculture resterait stationnaire; comme, d'un autre côté, cette présence entraîne le retour et la dispersion des grands établissements industriels dans les campagnes, il est impossible que les villages du XIXe siècle se retrouvent au XXe ce qu'ils sont; il est impossible que la richesse et la population n'y augmentent point considérablement; que la prospérité n'y soit pas escortée de tous ses résultats et de toutes ses influences matérielles ordinaires; que l'éclat de son manteau doré ne se reflète pas dans l'aspect général des villages. La richesse entraîne nécessairement l'amélioration architectonique des habitations, et l'excès de population conduit à l'habitation en commun, par l'exhaussement des maisons. Ainsi la propagation des chemins de fer, etc., contribuera certainement, dans tous les pays, à embellir la demeure de l'homme.

Toutefois, il ne faut pas induire de ce tableau, que la vie intime, domestique, soit sacrifiée dans

cette transformation du travail et des habitations; que les villages soient réduits à quelques grands bâtiments à l'instar des casernes, où les populations seraient pressées et confondues (1).

L'individualisme saura bien se réserver une part dans cette agglomération.

Rien n'empêchera, par exemple, que de petits satellites, des *cottages*, des *villa* ne gravitent autour des plus grands foyers d'habitation: toutefois, la force des choses rendra probablement de plus en plus rare et exceptionnelle cette sorte de jouissance solitaire. Ce ne sera plus en cela principalement que les hommes riches feront consister le bonheur de l'intimité et l'avantage de leur position.

Et après avoir effectué ce nouveau progrès dans la voie d'association, les fruitières de produits *identiques* pourront s'élever insensiblement à la réunion des fruitières *analogues*, et même *dissemblables*, d'une localité, pour le transport et la vente *en commun*; et puis continuer leur union jusqu'à s'entendre pour produire concurremment ces utilités de nature diverse. Le premier effet de ce nouveau rapprochement des intérêts d'un même village, sera probablement la construction, *à frais communs*, d'un

(1) Les environs de Londres, et ceux des villes anglaises de premier ordre, sont déjà parsemés de nombreux et élégants villages qui, auprès des villages du Continent, sont des villes magnifiques. L'architecture des maisons en est moderne et pleine de goût; elles ont un aspect riant; elles sont ornées de terrasses, entourées de jardins, propres et bien entretenues; les rues de ces villages sont mieux pavées que celles de beaucoup de nos villes.

petit embranchement de chemin de fer, desservant les transports de la localité jusqu'au chemin principal voisin, et dont les dépenses seront supportées par chacun des habitants, au prorata des envois ou expéditions qu'ils feront.

En épuisant les divers moments de cette tendance, on arrive graduellement à une généralisation de la réunion industrielle, telle qu'agriculteurs, commerçants, manufacturiers, salariés, et artisans de chaque localité se trouvent en intime solidarité de bien-être et d'intérêts; et cela, bien entendu, sans que ni la liberté, ni l'émulation, ni l'inégalité de *revenu* ou *émolument* y soient sacrifiées ou compromises.

Or, les chemins de fer peuvent inspirer tout cela ; car il est de leur nature, et des effets merveilleux de la vapeur, de réveiller le tempérament un peu inerte et assoupi du paysan et du cultivateur. Les locomotives, avec leur respiration bruyante et saccadée, semblent crier, en passant, aux populations émerveillées : Allez, soyez aussi prompts à produire que nous sommes impétueuses à emporter ! Chargez-nous pour le monde entier, du fruit de vos champs ; et nous vous rapporterons de tous les points du globe tant de richesses qui vous manquent ! Occupez-vous de produire vite et beaucoup; c'est notre affaire maintenant d'expédier : les débouchés ne vous manquent plus ; que temporisez-vous donc?..... Il vous suffit de nous charrier jusqu'à nos wagons vos produits en masses; nous passons aux portes de vos granges, de vos caves et de vos ateliers ; hâtez-vous,

associez-vous! ingéniez-vous à combiner vos travaux, vos intérêts, de telle sorte qu'il en résulte la plus grande somme de richesse possible, avec le moins de temps, d'allées et de venues inutiles, de ressorts et de richesses gaspillées!.... Voyez en nous une preuve merveilleuse de la puissance des machines et de l'influence qu'elles peuvent avoir sur la destinée de l'homme, en lui facilitant la production. Demandez à la vapeur toutes ses applications : elle en recèle bien d'autres. Si vous croyez que vos bêches et vos charrues sont des instruments précieux qui vous facilitent la richesse, à plus forte raison, persuadez-vous que les machines à vapeur le peuvent être pour vous déjà, et le seront davantage encore pour vos neveux.

En voyant se précipiter une locomotive et son train de wagons, il semble que le cœur batte plus vite ; ce spectacle éveille l'imagination, épanouit l'espérance ; et l'on brûle d'aller à l'action et de se mêler à ce grand mouvement producteur. C'est pour le travailleur pacifique ce que sont pour le guerrier le clairon, le bruit formidable du canon et le choc des batailles!

Peut-être la vue constante des locomotives a-t-elle contribué beaucoup à accroître l'activité fébrile qui semble circuler de race dans les veines de l'Américain des États-Unis et a-t-elle coopéré, pour une faible part sans doute, à la grande perturbation industrielle qui est venue retentir jusqu'à nous.

Mais, les combinaisons qui permettront l'accomplissement d'une association plus intégrale, nul ne le sait : ce sera la part de la spontanéité contemporaine, qui ne fait jamais défaut quand l'heure a sonné, et que les esprits et les choses sont mûrs. Il n'est donc pas donné à l'homme de plonger sa capacité de prévision si loin ; et cet avenir, dans ses détails, est un mystère pour notre siècle.

Toutefois, les résultats généraux pour l'économie sociale ne le sont pas.

AVENIR DE L'INDUSTRIE COMMERCIALE.

L'influence économique des chemins de fer et des bateaux à vapeur, frappante et considérable dans l'industrie commerciale.— Pourquoi? —Mauvaise distribution des magasins, et transports inutiles dans le mouvement et les échanges des grandes villes du Continent. — Les *Docks* et la Bourse de Londres. — Propriétés économiques et avenir des Docks.—Docks *maritimes*.—Docks *terrestres*.—Caractère public probable des entrepôts et des ventes dans l'avenir. — Précédents heureux qui autorisent ces prévisions. — Comment les expéditions pourront s'effectuer sous le régime généralisé des moyens de transport nouveaux.— L'état incohérent et anarchique de la production actuelle, comparé à l'ensemble qui vient d'être esquissé. — Les chemins de fer seront-ils, dans l'avenir, ***domaine public***, ou la propriété absolue de compagnies particulières.

C'est d'abord, et principalement, dans l'économie commerciale, que les influences des chemins de fer et des bateaux à vapeur seront frappantes; car les voies de transport sont les ressorts mêmes, la matière constitutive du mécanisme de la circulation. Si donc ces moyens nouveaux sont tout autres, et par leur vitesse, et par leurs dispositions, et

par leur contenance, et par la nature de la force de traction, et par les exigences de leur fonctionnement, il est impossible qu'ils n'apportent pas une perturbation et un changement radical dans le matériel des transports; dans la disposition, l'emplacement, le nombre, l'ampleur des magasins, des entrepôts, des marchés, des bourses; dans le mode de chargement et de déchargement; de vente et d'achat; dans la fréquence ou l'importance des expéditions; dans les relations des agents de la circulation; dans le nombre, l'importance ou le rôle de ces agents à l'égard des producteurs d'une part, et des consommateurs de l'autre; en un mot, que tout un ensemble de nouvelles combinaisons ne vienne pas se substituer progressivement une à une aux vieilles pièces constitutives du mécanisme commercial.

D'ailleurs, ces voies de communication, en venant activer prodigieusement les affaires, et imprimer un élan nouveau à la production, exigent une activité et apportent une complication extraordinaires dans le mouvement des matières premières, à tous les degrés de leurs préparations, jusqu'à la consommation finale. La sphère du commerce de chaque localité, de chaque nation s'étendra dans la mesure de leur propagation; et là, plus que dans aucune des autres branches de l'activité sociale, on sentira la nécessité de concentrer les exploitations, en les organisant sur une grande échelle.

Si les marchandises accumulées dans les docks immenses de Londres, de Liverpool, etc., de-

vaient se transporter et se répandre des bords des fleuves ou des canaux qui baignent ces villes, dans toutes leurs rues ; s'y diviser par petits convois, pour être emmagasinées dans d'étroits bâtiments, sans ordre ni uniformité, et y être manutentionnées, chargées, vendues en détail, et transportées de nouveau dans les magasins de second ordre du commerce de demi-gros et de menu débit, comme cela se pratique encore à Paris, et dans les principaux ports, dans les grandes villes du continent et du monde; on se demande quel gaspillage serait chaque jour consommé! quelle complication de rouages aurait lieu, et comment les rues de Londres seraient encore habitables, même pour le piéton!

Également, si pour négocier et régler quotidiennement des affaires cosmopolites; pour s'entendre, se voir et revoir, et mettre de l'unité, de l'exactitude et de la rapidité dans la gestion universelle du monde commercial, les banquiers et le commerce de Londres, au lieu d'avoir leurs comptoirs, leurs échantillons et la Bourse, non seulement dans un même quartier, mais dans de petites loges adjacentes et disposées avec plus d'ordre que n'en offre la disposition des bureaux d'un de nos ministères français, étaient éparpillés au hasard sur les quatre coins de cette ville sans fin; et que, pour trouver leur adresse, il fallût consulter quelques heures par jour un énorme *Bottin!*... on se demande à quoi se réduiraient la puissance et les œuvres de ces agents et de ces arbitres de la circulation générale, quand ils viendraient

à récapituler ce qu'ils ont fait en un jour. On se demande si la prospérité du premier des peuples commerçants ne serait pas sérieusement compromise?

En parlant des *Docks*, nous sommes sur les traces de l'avenir en fait de mécanisme de circulation. Nous devons donc nous arrêter aux dispositions principales de ces établissements de nouvelle date, et en signaler les principaux avantages économiques.

Les Docks, chacun le sait, sont de vastes bassins bordés de vastes magasins, que de grandes compagnies ont établis à Londres et à Liverpool, etc., pour servir tout à la fois d'entrepôt *commun* aux marchandises, et de *magasins* aux négociants; pour leur tenir lieu de leurs *comptoirs* privés et de leurs petits magasins, *disséminés* jusqu'ici dans tous les quartiers de ces villes. Ces magasins sont à plusieurs étages; de sorte que, du bord de la Tamise, par exemple, et du sein des vaisseaux, on élève perpendiculairement les plus gros colis à l'aide de machines, dans les divers étages : les magasins sont en outre disposés dans ces étages pour que les marchandises, lorsqu'elles en sortent, soient descendues, au moyen de grues, par la face de derrière, sur les chariots.

Beaucoup de magasins analogues, mais sur une échelle beaucoup plus petite, et qui d'ailleurs n'ont pas le caractère prononcé d'une institution publique, sont établis sur les bords de la Tamise par des particuliers qui reçoivent, manutentionnent et emmagasinent soit pour le compte du commerce, soit pour le leur propre.

La compagnie propriétaire d'un dock se charge

et se fait responsable de toutes les opérations d'emmagasinage. Le négociant n'intervient guère que pour recevoir les comptes de débarquement, avec le titre qui justifie du dépôt et de l'existence de sa propriété dans les magasins de la compagnie; car aussitôt l'emmagasinage, l'administration remet à chaque propriétaire un récépissé (ou *warrant*) indiquant la nature, le poids, la qualité de la marchandise, avec un numéro d'ordre correspondant à celui des divers échantillons tirés de chaque colis, que le négociant fait passer dans le commerce pour en effectuer la vente. Les *warrants* sont alors des titres, des valeurs transmissibles par endossement, comme serait un billet ou effet de commerce ordinaire; et leur transmission entraine possession dans la main du porteur : il suffit de faire effectuer le transfert sur les livres de l'établissement; il y a plus : ces warrants sont *divisibles* en lots assez petits pour satisfaire aux exigences du commerce de détail.

Une telle compagnie fait donc office, dans le mécanisme de la circulation, de *garde-magasin public*; et, à l'aide des *warrants* transmissibles, de *grand-livre* de la richesse *mobilière*, elle abrége prodigieusement la circulation des marchandises, des valeurs consommables : elle réduit l'acte de la vente et de l'achat à une vue rapide d'échantillons, à distance du colis principal; et permet de ne faire voyager qu'un imperceptible fragment de la marchandise, chaque fois qu'il y a vente ou offre; au lieu de faire déplacer la totalité même de la marchandise.

Les compagnies, avec leurs magasins communs, tiennent donc lieu d'*intermédiaires* entre l'armateur et le négociant pour la décharge et la réception ; entre le spéculateur, le fabricant et le consommateur, pour la garde, pour le transport et la livraison. Plus de magasins, ni de bureaux ; plus de commis, de matériel et de personnel distincts ; plus de surveillance, de comptabilité particulières ; plus de réceptions *isolées*, de soins *isolés*, de livraisons *isolées*, aussi multipliées qu'il y a de raisons commerciales distinctes dans la concurrence actuelle. Le négociant, ainsi qu'on l'a dit, a sa marchandise en *portefeuille*, tout comme un effet parfaitement circulable.

Et de là, une économie, une simplicité de ressorts, un ordre qu'on ne peut apprécier qu'en réfléchissant aux nombreux avantages, à l'immense supériorité de la réunion sur le morcellement ; de l'unité de volonté, d'action et de direction ; sur l'anarchie, sur l'incohérence, sur l'isolement des choses, des intérêts et des individus.

En réfléchissant aux conditions de leur création, on reconnaît que les *docks* et les *warrants* sont le résultat obligé, fatal, si j'ose dire, d'un grand encombrement de richesses et d'une activité industrielle et commerciale prodigieuse.

Or, l'existence des forces motrices et des voies de transport à la vapeur dans une nation quelconque, y impliquera tôt ou tard cette grande activité. Donc les docks et les *warrants*, ou leurs analogues, feront le tour du monde, si les chemins de fer le font.

Et les docks ne se borneront point aux seuls ports, aux canaux, aux rivières; il y aura des docks *terrestres*, des docks de chemin de fer. De même que les docks actuels sont établis sur les bords des rivières, des canaux et des bras de mer, il s'en établira infailliblement sur les bords et aux extrémités des chemins de fer; car, nul doute que les chemins de fer ne pénètrent ultérieurement jusqu'au centre ou dans l'enceinte des villes qu'ils uniront; et nul doute qu'il ne s'établisse positivement sur le bord des voies qu'ils parcourront, dans les localités diverses, mais principalement dans les grands centres de commerce, de vastes *alignements* de magasins, à l'instar de ceux qui bordent les bassins de Sainte-Catherine ou des Indes occidentales, moins l'échelle, et qu'on n'y élève perpendiculairement, du sein des trains de wagons, au haut des étages supérieurs, toutes les marchandises à l'arrivée, et qu'on ne les y descende et ne les y charge pour le départ.

C'est là que chaque négociant des villes de l'intérieur aura son magasin; c'est de là que partira toute marchandise qui doit être définitivement livrée au petit débit et à la consommation individuelle; c'est là, enfin, que seront réunies et entreposées toutes les richesses de consommation lente, dans chaque localité.

Cette disposition, cette transformation de la circulation et du mode de magasinage, d'entrepôt et de débit sont infaillibles, disons-nous; car si le transport et la vente, surtout ceux des objets de consom-

mation immédiate, comme les produits horticoles et de basse-cour, devaient rester morcelés, isolés, épars, multiples sous le régime des chemins de fer et des canaux accélérés, comme ils le sont aujourd'hui, les impossibilités gigantesques que nous avons signalées grandiraient en raison de l'importance commerciale des centres populeux, auxquels aboutissent les grandes lignes et les richesses, et de la variété des productions ou des consommations dont ils sont toujours le foyer.

Il s'y constituera donc des compagnies de docks de chemins de fer et de canaux, qui se chargeront, non seulement de la garde des marchandises, mais du transport en commun des objets similaires, et de la vente également en commun ; ou du moins, à côté de ces compagnies, il se formera probablement des associations pour la réception, et pour la vente des produits de consommation immédiate, à la criée d'un commissaire spécial ayant caractère public.

Des experts ou inspecteurs seront chargés de déterminer la qualité, le poids ; d'assurer la garde de chaque partie ; de contrôler et d'analyser les produits, afin d'empêcher la fraude ou la falsification, etc.

Ce caractère public inhérent aux entrepôts, et à la vente à la criée, cette police sur la pureté et la qualité des produits que nous assignons à l'industrie commerciale future, ont déjà leurs précédents heureux ou leurs germes dans la réalité contemporaine. Dans les villes du nord de la France et ailleurs, les blés, le pois-

son; à Paris, le beurre, etc., se vendent à la criée par l'intermédiaire d'officiers publics autorisés et responsables.

Aux États-Unis, deux des articles d'exportation les plus importants du pays : les tabacs et les farines, avant d'être exportés sont pesés, vérifiés pour le mélange, classés devant des inspecteurs, marqués par eux du sceau public qui atteste leur nature, leur poids, leur qualité; et les mauvais produits, rejetés et marqués du mot *refused*.

Cette formalité est de rigueur; elle a lieu par deux inspecteurs sur chaque marché, et leur jugement est sans appel.

Dans ces envois aux entrepôts, si le propriétaire expéditionnaire n'est pas satisfait du prix courant de la localité où ils sont déposés, il sera toujours libre de les faire expédier sur simple ordre ou avis de sa part, vers un autre centre de vente où il aura appris, par la *publicité* universelle des prix courants, qu'il y a demande plus grande, et bénéfice probable pour lui; car chaque entrepôt, chaque dock pour les objets de consommation lente, et chaque administration publique de ventes pour les objets de consommation immédiate, publieront régulièrement des prix-courants de leur place ou marché. Ces informations guideront tous les agriculteurs : les producteurs au fond des campagnes, aussi bien que le négociant dans les villes.

La *halle aux vins* de Paris et les *bazars* sont aussi, dans cet ordre, des précédents heureux, quoi-

que bien inférieurs, qui ont des chances de se systématiser, de se développer, et de servir peut-être de transition à l'entente infiniment plus large, à la combinaison plus économique des docks.

La halle-aux vins est pour ainsi dire le *nec plus ultra* des combinaisons de l'individualisme industriel ; c'est sa conception la plus économique, la plus centralisante. Au delà, il faut l'esprit d'association.

Ainsi, voilà un admirable moyen de simplifier les rouages du commerce, moyen qu'on ne savait inventer qu'en escamotant la liberté individuelle, la spontanéité industrielle et la concurrence libre. Ainsi, encore, les chemins de fer et les bateaux vont déterminer la grande réunion des capitaux, des industries et des ouvriers, d'après le mode des sociétés par actions, grandes et petites. Les machines fixes à vapeur y auront également leur importante part; car on peut prédire dès aujourd'hui, qu'un jour, à la place des grues et des anciens moyens mécaniques du levier et des manivelles, on substituera dans les docks une machine à vapeur commune, qui distribuera une partie de sa force à chaque point de chargement ou de déchargement des marchandises de l'établissement.

Si maintenant l'on dresse, si l'on fait manœuvrer devant l'imagination le mouvement intégral et d'ensemble de la production manufacturière et agricole et de la circulation commerciale ainsi ordonnées, comme nous l'avons cru voir, la simplicité, l'économie et le grandiose introduits par ces grands mécanismes et ces voies rapides, en ressortiront mieux,

et l'on sera surpris de trouver une révolution radicale opérée sans retour possible.

Et tout cela, sans intervention officielle et coërcitive des lois et des gouvernements entrepreneurs; sans le sacrifice direct d'aucune liberté, et tout simplement par la force des choses, c'est à dire des inventions du génie, et des idées, se développant successivement, et montrant de plus en plus à l'homme son intérêt bien entendu.

Remarquons que si les influences que nous avons assignées à ces moyens nouveaux, paraissent, prises à part, ne pouvoir décider la transformation; reliées en faisceau, comme elles le seront dans la réalité, leur puissance paraît irrésistible, et le résultat assuré.

Et à ces dispositions, que nous n'épuiserons point ici, s'en ajouteront certainement d'autres que suggéreront ou nécessiteront les chemins de fer; et que leur application, en Angleterre, aurait déjà inspirées, si cette invention n'y était pas également à son début, et si elle avait pu fonctionner assez longtemps pour indiquer les combinaisons qui lui seront inhérentes, et que réclame son emploi le plus avantageux.

Ainsi, d'un côté, la production livrée à elle-même, en toute liberté de concurrence, se faisant en grand ou en petit, morcelée et isolée, ou par réunions de capitaux et d'ouvriers sous l'unité de direction; et après l'opération faite, les produits convergeant vers leurs similaires, dans un même centre où ils

sont confondus pour être expédiés et vendus en commun; et préalablement recevant leur qualité de l'appréciation d'experts publics, pour aller ensuite, après le transport, recevoir un prix égal au lieu de vente; ce qui, pour le dire en passant, met fin admirablement à toutes les rivalités et aux dépréciations de la concurrence; et cela, avec les formes et les garanties attachées à tout ce qui se fait au grand jour de la publicité et du contrôle général, et avec la responsabilité de fonctionnaires publics révocables. Alors la vente prend un caractère social; le jeu d'agiotage et la charlatanerie, et la fraude, et la rivalité mensongère et dépréciative, ne sont plus possibles; et l'on ne verra plus aussi souvent le bon vendu à vil prix, et le mauvais à prix exorbitant, la mauvaise foi enrichie, le bon producteur découragé et le consommateur dupé.

D'autre part, pour la consommation : un vaste ensemble de magasins, soigneusement concentrés dans un vaste entrepôt, où des gardiens et une administration vigilante offrent l'ordre, la propreté, la garantie de conservation, etc.

Sans doute, l'importance extrême dont les chemins de fer et les canaux seront alors pour la circulation et pour l'approvisionnement général, doit faire craindre de les voir dans les mains de compagnies particulières ayant droit de propriété. Et l'on se demande s'il ne serait pas plus prudent de donner les chemins de fer aux gouvernements, et de les rendre *domaine public* comme les routes royales.

La question importe peu ici : une chose reste hors de doute : c'est que, dans tous les cas, les gouvernements auront droit de contraindre les compagnies à un réglement qui assure la viabilité et le transport en tout sens, et de couper court à l'arbitraire ou aux expédients de l'esprit de spéculation, d'accaparement et d'égoïsme.

S'il arrivait que les particuliers fussent propriétaires des chemins de fer, ils seraient la grande *maison de roulage* de la contrée que les lignes traverseraient, et des lieux où elles aboutiraient : on ne peut pas supposer qu'on souffre qu'ils spéculent sur les produits; qu'ils achètent bon marché, et qu'ils vendent cher, car il y aurait monopole flagrant.

Mais on peut s'arrêter à des termes plus explicites. A nos yeux il n'y a point incertitude : les chemins de fer, exécutés ou non par des compagnies concessionnaires à temps, ou à perpétuité, deviendront *domaine public*.

Cette prévision repose sur deux points : les chemins de fer vulgarisés ne pourraient rester propriété privée de grosses compagnies, sans qu'il n'y ait dans l'avenir une féodalité agricole et industrielle bien caractérisée; sans que l'appropriation individuelle du sol ne devienne plus arbitraire et plus exceptionnelle encore que de nos jours : or tout le reste de cet écrit dira combien cette féodalité a de chances contre elle; combien, à l'inverse, la tendance générale pousse à la *socialisation* des instruments de travail et des sources ou des conditions de toute richesse,

à la moindre inégalité de ressources, et à une liberté plus réelle pour la multitude(1).

(1) Voir la Note 7 à la fin du volume.

V

LA POPULATION.

DISTRIBUTION FUTURE DES POPULATIONS.

La multiplication de l'espèce. — Jusqu'à quel point elle est dans les desseins de la Providence. — Mouvement et accroissement de la population en Europe et aux États-Unis. — Questions à étudier. — Distribution probable d'un contingent indéfini de population; hypothèses. — Causes principales de l'entassement des populations en un même lieu. — Distribution du surcroît de population rurale. — La vicinalité, les pavés et les chemins de terre, transformés en chemins de fer. — Le globe, couvert d'un immense réseau de rails. — Les chemins de fer appellent les chemins de fer. — Combien d'influences concurront à cette universalisation. — Qu'elle ne s'arrêtera qu'à sa dernière limite. — Quelle est cette limite. — Avenir prochain des villes et des villages quant au bruit des voitures. — Perfectionnement du pavage. — Agrandissement successif et importance des villages. — Comment la distance aura beaucoup moins d'importance pour la distribution future des populations.

La loi de reproduction, d'accroissement et de multiplication de l'espèce humaine, est tellement dans les desseins de la Providence que, sans les

bornes mises par l'ignorance, où, relativement, nous sommes toujours des lois de la nature; sans la limitation des moyens de subsistance qui en dérivent, la population augmenterait avec une progression géométrique.

Les États-Unis d'Amérique, pourvus abondamment de ces moyens de subsistance, par des circonstances favorables et exceptionnelles de situation topographique, d'activité inouie, d'ordre et de prévoyance particulière, ont pu voir doubler leur population en 25 ans; et depuis, le mouvement reste proportionnellement ascendant. Dans nos vieilles sociétés d'Europe, où tant de vestiges féodaux s'opposent encore au développement de l'activité industrielle et à la création de richesses, néanmoins, dans l'état actuel des choses, les populations promettent de s'y doubler dans l'espace de 26 ans en Prusse, de 42 ans en Angleterre, de 68 en Sicile, de 60 en Autriche, de 100 en France (1).

S'il en est ainsi dans notre médiocrité de richesse européenne, quelle accélération la propagation de ces moyens puissants de subsistance ne va-t-elle

(1) Suivant M. Moreau de Jonès, à des époques récentes, la population promettait de se doubler :

En Prusse, en	39 ans.	Suède, Suisse, Portugal, Écosse, Espagne,	56 ans.
Empire d'Autriche,	44	Italie,	68
Angleterre,	47	Pays-Bas,	84
Russie,	48	Allemagne,	120
Iles Britanniques,	48	France,	125
Pologne, Irlande, Danemarck,	50		

pas imprimer à cette tendance naturelle et impérieuse !....

La question d'accroissement successif de population, n'est donc qu'une question d'augmentation successive de moyens de subsistance, c'est à dire de perfectionnement de l'agriculture et de fécondité virtuelle de la terre.

Toutefois, il ne faut pas s'effrayer de l'influence de nos véhicules d'activité productive, de consommation et de population : le trop-plein est loin de nous; la terre est encore un désert. L'Europe compte à peine 82 habitants par mille carré (1).

Mais cet accroissement veut être étudié, car, évidemment, il doit apporter de grands changements dans les rapports des hommes et dans la disposition économique des habitations et du travail. Et par

(1) Les pays les plus civilisés de l'Europe renferment encore d'immenses landes et présentent partout des terres incultes ou stériles :

en France, les terres forment	le 1/6me du territoire.
Dans les Iles Britanniques,	le quart.
En Italie,	la moitié.
En Prusse,	le sixième.
L'Allemagne proprement dite,	le cinquième.
Empire d'Autriche,	plus du tiers.
Russie d'Europe,	les deux cinquièmes.
Suède et Norwége,	près de moitié.
Belgique,	un dixième.
Suisse,	moitié.
Espagne,	plus de moitié.
Hollande,	moitié.
Bade,	un septième.
Bohême,	un neuvième.
etc. etc.	

(*Voir la Note* 8 *à la fin du volume.*)

exemple, quelle sera la loi de distribution de ces essaims supplémentaires de population sur le globe? Viendront-ils ajouter au superflu, à l'encombrement des villes, ou compléter la population clair-semée des villages; ou fonder de nouveaux centres intermédiaires d'agglomération, sur la surface plus clair-semée encore des campagnes ou des contrées vierges? Comment se logeront-ils? dans des édifices communs ou isolément, par familles? Les villes seront-elles un tout compacte et massif, sans intermittence de verdure, d'air frais et d'aspects riants, etc.

Voilà quelques unes des questions auxquelles nous devons répondre.

Car, encore une fois, nous savons que la propagation universelle de nos nouveaux expédients économiques, aura pour infaillible résultat, l'universel accroissement de la population. Or, nous avons déjà vu comment la facilité et la promptitude du transport, tendraient à amener une foule d'établissements industriels, sur les bords des fleuves, des mines, des carrières; que ces industries se combineraient, s'exploiteraient simultanément avec l'agricole et distribueraient ainsi la population sur tous les points civilisés du globe, de manière à établir une suffisante pondération. Mais cela ne nous dit point comment elle s'y comportera, quelle sera l'importance numérique de chaque agglomération.

On peut faire deux hypothèses sur la distribution d'un accroissement indéfini de la population :

1°. Ou elle se répartira en juste proportion, entre

les campagnes et les villes ; et, dans ce cas, les villages deviendront de petites villes, tandis que les villes s'éleveront à l'importance des grandes capitales , et celles-ci à une colossale et insolite agglomération de peuples ;

2°. Ou, elle se répartira inégalement, et de telle sorte que les villages restent ainsi qu'ils sont à peu près à cet égard : et les villes deviendront toutes de monstrueux réceptacles d'êtres humains.

Mais, dans ce dernier cas, un énorme accroissement de population urbaine suppose un accroissement proportionnel dans la prospérité agricole.

Or, pour être prospère, l'agriculture, c'est à dire les villages, ont besoin et de plus de populations agricoles, et du contact de toutes les autres industries; et de lumières, et de capitaux, et d'animation ; en un mot, de tout ce qui constitue une ville ou approchant.

D'ailleurs, nous l'avons dit, l'une des principales causes de l'entassement des populations en un même lieu, c'est la difficulté de franchir les distances qui nous séparent de nos semblables; et, par conséquent, des plaisirs, des affections, de la variété; enfin des biens qui font la vie : c'est la lenteur que cette difficulté entraine dans les affaires; mais cette difficulté n'existe plus sous le régime vulgarisé des chemins de fer; et puis encore, pourquoi les villages ne sont-ils pas des villes ? parce qu'il n'y a point assez de population. Et pourquoi pas assez de population ? parce qu'il n'y point assez de richesse.

Mais nous l'avons vu, les chemins de fer, les canaux, les bateaux à vapeur et les machines fixes, vont y soulever une masse de richesses indéfiniment ascendantes.

Donc, par une triple raison, et de toute nécessité, la population suscitée par l'influence des forces motrices et des moyens de transport nouveaux se répartira en bonne proportion dans les villages au fur et à mesure que se fera l'accroissement.

Il y a aussi deux hypothèses à faire pour la distribution du surcroît de population rurale : ou le nombre des villages restera le même, et chacun sera plus peuplé; ou de nouveaux villages seront établis.

D'abord, il existera toujours une grande inégalité entre les villages comme entre les villes; car la population se règle et se distribue, et se réglera, à l'avenir plus que jamais, en raison des exigences et du genre des industries, des avantages de situation, des localités; elle est également influencée par la nature des ressources, l'ingratitude de certaines parties du sol et le fondement de la prospérité nationale. Si cette prospérité repose principalement sur le commerce extérieur, les inégalités seront plus fortes que dans les pays où elle sera due, en grande partie, au commerce intérieur et aux produits agricoles indigènes; car les objets de première nécessité, qui servent de base à la nourriture des masses, viendront de l'étranger : les campagnes qui environneront les foyers industriels ne seront donc pas obligées de les donner, en



général. Cette possibilité ne sera, du moins, pas prise strictement en considération.

Dans l'état actuel des moyens de communication ou de transport, la bonne exploitation du sol demande que la population agricole soit placée au centre du territoire à exploiter, et que ce territoire n'ait guère au delà d'une ou deux lieues carrées.

Mais, attendu le rapprochement excessif des distances par nos nouveaux véhicules, cet espace peut être triplé et même sextuplé, sans que la situation effective des choses rurales soit changée. En effet, nous avons vu qu'une surface trente-six fois plus étendue que celle de la France, serait dans les mêmes conditions en ce qui regarde les communications intérieures, que notre circulation actuelle la plus diligente; or, la proportion serait bien plus grande si nous prenions pour unité la circulation agricole et rurale des chariots, des charrettes, des ânes, des chevaux et des bœufs.

Mais, comme d'un autre côté, les démarches que suppose la culture d'un territoire sont loin de se faire en ligne directe, et de ressembler au parcours d'une route où l'on ne se propose que le voyage; comme, en outre, les rails ne pourront *peut-être* jamais s'introduire dans les compartiments et les détours d'un territoire, ni les locomotives y manœuvrer comme un chariot ou une charrue (1),

(1) Nous disons *peut-être*, car la chose n'est pas impossible, et même nous avons pour nous les probabilités. Déjà l'emploi de la va-

nous devons accorder beaucoup à la lenteur relative future des allées et venues de l'agriculture. Toutefois, en supposant que notre proportion se réduise à une superficie trois fois plus grande (au lieu de trente-six fois), il n'est pas douteux que nous n'approchions de la réalité future.

Maintenant, rappelons-nous l'état vers lequel s'avancera successivement un village, au fur et à mesure de la vulgarisation de nos grands véhicules de richesses ; la substitution d'un petit nombre de fermes et de manufactures aux nombreuses et chétives exploitations de coins de terre ou de petits ateliers de l'individualisme actuel ; l'existence d'un nombre infiniment moins grand (relativement) de *raisons sociales* agricoles et autres, dans chaque localité; et la nécessité de plus en plus commandée par l'accroissement de la population totale d'un pays, d'appliquer des procédés plus savants en culture et plus économiques; d'épargner le terrain à consacrer aux chemins vicinaux, aux sentiers, etc., et nous verrons qu'il n'y rien de chimérique à supposer qu'un jour, lorsque la population d'un pays aura atteint une certaine densité, chaque village aura ses chemins de fer locaux, agricoles, qui rayonneront de la place centrale du village sur les divers points de son ter-

peur s'étend à maints ouvrages dans les fermes anglaises : comme au battage des blés, à la manutention de la laiterie, aux hache-paille et à quelques autres instruments. — Il y a plus : une machine à vapeur construite pour le *labour* et la *culture des terrains marécageux* a été mise récemment en activité *avec un succès complet.* (*Voir la Note 9 à la fin du volume.*)

ritoire; que les rails et les locomotives des chemins ruraux seront un service public à l'usage de chacune des exploitations distinctes qui se partageront la culture du territoire ou l'industrie locale; que chaque village enfin sera relié aux communes voisines, également par des chemins de fer, et qu'en un mot, la vicinalité sera transformée en un petit système général de *rails*, de wagons et de locomotives aux petites dimensions.

Comment la richesse générale ne permettrait-elle pas à la population condensée de ces nouveaux villages, de se donner des petits chemins de fer, rayonnant sur chacun des sept ou huit principaux points de la circonférence du territoire communal, avec de petits embranchements, çà et là, pénétrant à droite et à gauche dans les champs; et, en même temps, sur chacune des localités circonvoisines, comme font aujourd'hui nos chemins vicinaux et communaux ?

Par là, sera trouvé le moyen tout simple de diminuer le dur labeur des populations agricoles, la lenteur désespérante des communications rurales, et de couvrir tout le globe d'un vaste réseau de chemins de fer de toutes dimensions, en dehors duquel pas une seule agglomération de population ne sera restée.

Il n'y a là rien de chimérique, disons-nous : pour s'affermir et se guider dans la voie de prévision et de divination, il faut, dans ces matières, se convaincre d'un fait constant, c'est que, dès qu'un procédé puissant, plus expéditif, est apparu et a reçu

une inauguration sociale aussi solennelle, aussi éclatante que la vapeur, que les chemins de fer et l'esprit d'association, il entre dans le domaine de l'humanité et n'en sort que quand il a donné tout ce qui était en lui, par une extension et des perfectionnements *universels*.

Ainsi les chemins de fer appellent les chemins de fer : quand les grandes lignes auront aidé à vivifier et à enrichir l'agriculture, des lignes de second ordre seront entreprises et, de degré en degré, les grandes routes pavées descendront jusqu'à aller desservir les derniers rangs de la communication générale. D'abord ils remplaceront les routes départementales, celles-ci les routes communales, et les chemins vicinaux non pavés, lesquels disparaîtront tout à fait. Un nouveau progrès dans la richesse et dans l'activité industrielle, viendra encore abaisser d'un échelon ces systèmes de communication ; et le dernier disparaîtra encore, et ainsi de suite jusqu'à ce que tout chemin communal soit remplacé par des rails, par des wagons ; et les chariots de la commune et les chevaux et autres bêtes de somme, par de petites locomotives.

Cela paraît inévitable : le mode et l'esprit d'association appellent les chemins de fer, comme ceux-ci ont appelé l'esprit d'association. Déjà l'on voit de grandes exploitations manufacturières : mines, carrières, etc., établir, *à leurs frais*, un chemin de fer pour le débouché de leurs produits jusqu'à la grande ligne, la plus prochaine, de canaux, de routes ou

de chemins de fer. Plus les sociétés par actions et les réunions pour la vente et le transport, se généraliseront, ainsi que la culture en grand, plus cela se pratiquera. Plusieurs grandes fermes, plusieurs grands établissements industriels se grouperont pour la substitution d'un petit chemin de fer aux chemins vicinaux lents et impraticables. Ce que font les grandes manufactures, les grandes fermes le feront aussi, les fruitières, etc. Conclusion : par les développements ultérieurs de la richesse et de l'industrie, on peut prévoir que tous les systèmes, aujourd'hui en vigueur : routes royales, routes départementales, routes cantonnales ; la grande vicinalité comme la petite, seront transformés en un vaste ensemble de ramifications de chemins de fer de tout ordre.

Il y a plus : il n'est point impossible que cette généralisation et cette application de la vapeur (ou de toute autre force motrice encore inconnue) aux chemins, ne s'arrêtent qu'à leur dernière limite, qui serait de desservir même les rues, et toutes les rues de toute ville, de tout village, comme font aujourd'hui les chariots, les chevaux et les pavés.

Où serait l'obstacle? Dans le danger de la manœuvre, des explosions, etc.? nous ne ferons que deux réflexions : c'est que l'on en dit autant le jour où l'on vint à prévoir l'application qu'on pourrait faire de la poudre au canon et au fusil ; il n'en fut rien : et pourtant, l'invention de la poudre avait coûté la vie à son auteur ; tandis que celle de la locomotive n'a tué ni Watt, ni Stéphenson.

C'est ensuite que le même danger couru dans l'application du gaz, et les événements auxquels il a donné lieu, n'empêchent nullement de l'introduire jusque dans le sein de nos maisons, de l'allumer à deux pas de nos jeunes enfants et d'en illuminer le boudoir des plus amollies de nos petites maîtresses.

C'est enfin que l'homme met précisément une partie de son courage, de son intérêt ou de sa gloire, à triompher des forces aveugles de la nature et à les assouplir à toutes ses fins.

S'il en est un jour ainsi; si nos rues sont des chemins de fer desservis par une locomotive-omnibus partant de dix minutes en dix minutes, n'importe..., il y a là, pour la distribution des grandes villes, le germe des plus grands changements, comme nous le dirons bientôt.

Mais, lors même que cette vulgarisation presque domestique des *rails* et des locomotives serait impossible, le rapprochement des distances par l'accélération plus grande des moyens de transport, sur lequel nous nous fondons ici pour la distribution nouvelle des grandes agglomérations d'habitations, n'en serait pas moins certain dans un prochain avenir : si ce ne sont pas la vapeur et les rails qui longent et parcourent nos rues, ce seront des mécanismes encore ignorés, ou des voitures ordinaires perfectionnées et combinées avec des modes nouveaux de pavage et de vicinalité rurale et agricole également supérieurs, qui non seulement permettront à ces voitures une vitesse infiniment plus

grande (double et triple), mais qui feront disparaître en partie le bruit abasourdissant des roues sur les grossiers pavés de nos jours. Un temps viendra, nul doute, où des voitures élégantes et peu bruyantes glisseront comme des traîneaux dans des rues sans boue ni poussière; ce qui sera donc très compatible encore avec l'usage privé des chevaux de luxe et des équipages. Avant cinquante ans, il se fera dans Paris, un apaisement admirable à cet égard; le bruit sera considérablement diminué, on pourra s'entendre dans les rues; méditer, dormir ou être malade dans son appartement; et à une lieue de Paris, le bruit sourd et vaste, qui se fait entendre aujourd'hui comme le bruissement des vagues d'une mer en courroux, sera singulièrement réduit.

Les pavés disparaîtront avant que les chemins de fer se soient vulgarisés jusqu'à se substituer au grand nombre des routes royales de chaque pays. Des procédés qu'on peut déjà concevoir, en présence de celui de Mac-Adam et des produits bitumineux dont on cimente et compose maintenant un bloc de cailloux de marbre et de pierres dures, et dont on a garni l'entrée de l'avenue des Champs-Élysées, sont des avant-goûts, des promesses non trompeuses de la transformation qu'éprouvera le mode de pavage dans tous les pays et sur tous les chemins. Ce sera encore là une manière de contribuer à l'accélération des moyens de communication et de transport; et, par conséquent, de concourir aux mêmes fins sociales et économiques que nous attribuons

aux procédés supérieurs des chemins de fer et des bateaux à vapeur (1).

Et par la force des choses, on donnera d'autant plus vraisemblablement cette extension à la plupart des villages, que les industries manufacturières, venant se combiner avec les fermes, on sentira l'avantage, la nécessité du rapprochement des personnes et d'une certaine densité d'habitations, qui abrège tous les rapports et toutes les démarches que suppose le mouvement des matières premières et des diverses préparations.

Toutefois nous l'avons dit, et cela sera capital, décisif, pour la loi future de la distribution des populations : la *distance* n'entre plus en considération, n'est plus un élément aussi essentiel du problème des agglomérations.

La donnée la plus dominante aux yeux du commerce et de l'industrie, en économie matérielle, ce sera désormais la situation de la localité, la fécondité de son sol, ses abords des mines, des carrières, de l'eau des forêts; en général, des matières premières propres à chaque branche d'industrie; de sorte qu'il faudrait déterminer d'abord quelles seront les branches d'industrie qu'une nation exploi-

(1) Il existait, au 1er septembre 1838, 24 sociétés en commandite par actions pour l'exploitation de 20 sortes différentes de *produits bitumineux*, en France, en Allemagne, en Angleterre, etc. — Quelle que soit la valeur des pavages en composés bitumineux, ces procédés auront toujours eu cet insigne avantage d'appeler vivement l'attention générale vers le perfectionnement et l'embellissement de nos rues, des trottoirs et des accotements. (*Note supp.*)

tera principalement; spéculer sur la nature de ses exportations et de ses importations, pour pouvoir déterminer ensuite la loi de distribution de sa population, sous le rapport de l'inégalité de densité et des localités qu'elle recherchera particulièrement.

Si donc la distance avait réellement beaucoup moins d'importance dans l'avenir pour l'assiette des populations et des villages, on serait fondé à conclure qu'une infinité de nouveaux petits centres de productions s'intercaleront entre les centres actuels, dès que ceux-ci se seront suffisamment recrutés du supplément de contingent que leur assigne l'accroissement total de la population nationale dans une période donnée; car le moment est venu où ces vieux centres vont avoir à opérer sur eux-mêmes; à subir une transformation sensible ou radicale en moins d'un siècle chez tous les peuples du continent, qui s'enthousiasmeront quelque peu pour les prodiges de la vapeur.

Néanmoins, malgré cette élimination possible de la considération des distances, il semble plus probable que l'humanité voudra toujours profiter des avantages de la *proximité*, et que cette plus grande vitesse relative de nos jours finira par disparaître aux yeux des générations futures : l'habitude leur fera trouver *relativement* lente la vitesse qui, pour nous, tient de la magie. Comme nous, ils chercheront donc de plus en plus à se concentrer; car la densité de la population menacerait d'envahir le

sol même qui doit donner les moyens ordinaires de subsistance.

L'existence trop multipliée des villages distincts, peu séparés, forcerait à affecter à la vicinalité et aux voies de transport une portion trop grande du sol; puisqu'il faut d'autant plus de chemins sur une surface donnée qu'il y a plus d'agglomérations distinctes sur cette surface.

DISPOSITION ET ÉCONOMIE ARCHITECTONIQUES DES VILLES ET DES VILLAGES.

Les villages s'agrandiront en *hauteur* après s'être développés en superficie. — Lois des étages. — Densité prochaine de la population et des habitations. — Nouvelle entente dans l'aménagement des bâtiments. — Les villes, entrecoupées de jardins et de verdures. — Division des villes par quartiers, correspondant à la division économique du travail. — Confusion des ateliers de l'industrie contemporaine. — Avantages de la division et de la centralisation des magasins et des industries en quartiers distincts. — Possibilité future de cette disposition. — Physionomie prochaine des habitations en général. — Nouvelle extension des grandes villes. — Importance des grands foyers de population pour la civilisation. — Inconvénients des grandes capitales. — Il n'y a point de limites assignables à la population ni à la fécondité de la terre. — Condensation extrême et économie de ressort prodigieuse, dans l'avenir. — Cause des émigrations et immigrations. — Quand et comment la *réunion* des industries, celle des habitations et des individus arriveront à leur *summum*. — Association intégrale. — La *Maison commerciale* de Londres. — Villes anglaises et américaines citées comme modèle de dispositions économiques.

Ainsi, la probabilité la plus grande paraît être en faveur des foyers de populations rurales, entourés

chacun, moyennement, de deux à trois lieues carrées de territoire et même davantage, si un jour la réunion des raisons soçiales d'un village, le dégré de richesse nationale et le progrès des machines à vapeur permettent à l'exploitation agricole l'application *universelle* des rails et des locomotives ou de quelque véhicule analogue, encore plus parfait.

Dans tous les cas, il n'est pas douteux que ces villages, quels que soient leur nombre, leur distribution et l'intervalle qui les sépare, ne soient obligés de s'agrandir en hauteur, au lieu de s'agrandir en superficie, à mesure que l'accroissement de la population se fera sentir.

Car l'humanité n'a pas la terre pour s'y épandre à son aise. Si elle doit y trouver sa demeure, elle doit aussi y trouver sa nourriture, ses moyens de subsistance; elle n'a pas sa libre et entière faculté d'extension; car si la limite de la population est, pour ainsi dire, indéfinie, celle du globe que nous habitons ne l'est pas. Si l'on s'étendait toujours en largeur et en longueur pour les maisons, il faudrait borner la population, ou bien il arriverait un jour que les subsistances ne seraient plus en rapport avec les progrès naturels assignés à la population. Plus il y aura de moyens d'existence, plus il y aura de populations. Or, les moyens d'existence se tirent de la terre; ce qu'on affecte de terrain aux maisons est donc autant de réduit sur les moyens d'existence.

Si le désir du bien-être égoïste, personnel, chez les hommes en général était, en définitive, plus impérieux que la tendance à la reproduction et à la multiplication de l'espèce, rien n'empêcherait la prévoyance des masses futures d'arrêter la densité progressive de la population, en ajoutant au terrain consacré à leur habitation ce qu'elles ôteraient aux moyens de subsistance des générations qu'elles refuseraient de mettre au monde; mais il n'en est point ainsi : nous l'avons vu, la tendance paraît impérieuse, fatale en définitive pour l'espèce entière, et la progression est géométrique par elle-même.

La population est donc bornée sous ce rapport, et si elle devait ne construire sa demeure que sur deux dimensions, longueur et largeur, cette limite serait vite atteinte, où chacun de nous aurait pour tout appartement la cellule d'un stylite.

Bien que considérée en masse, plus la population générale augmente sur la terre, plus elle se presse et devient dense; néanmoins, si dans une société donnée, la population, à mesure qu'elle augmente, agrandissait le territoire national, ou fondait de petites colonies sur ses landes, ses forêts et ses terres incultes; ou si elle allait au loin fonder des colonies, il y a encore trop de terres vierges sur le globe, pour que l'humanité eût de si tôt à s'inquiéter à cet égard.

Mais les choses ne se passent point ainsi : l'homme tient à sa *patrie* : la frontière est un mur d'airain, et puis l'agglomération, le rapprochement est une

condition de richesse et de civilisation. L'accueil fait aux chemins de fer le prouve assez. Avant d'émigrer on surcharge, on rend aussi dense que possible la terre *natale*.

Heureusement, donc, la *troisième dimension* reste à l'homme ; et, grâce à la *hauteur*, il trouve le moyen de loger une population six et huit fois plus nombreuse sur une même étendue de terrain.

Voilà pourquoi, au delà d'un chiffre fort borné de population , les habitations d'une localité [cessent d'être à un seul étage.

Il en résulte qu'à mesure que se propageront nos véhicules, les maisons à simple étage des villages de toutes les nations disparaîtront pour faire place à des maisons urbaines à deux, quatre, six et huit étages.

Dans l'hypothèse où nous sommes d'un accroissement indéfini et seulement limité par les bornes de la fécondité du globe cultivable, il ne faut pas pénétrer bien avant dans l'avenir pour y rencontrer une population *quintuple* de celle qui habite maintenant la terre, et pour y voir la population des villages égale à celle de nos villes du troisième ordre ou de nos grands bourgs.

La densité des habitations, par la disposition en hauteur, ne suffira donc point encore ultérieurement. Au lieu des maisons incohérentes, séparées de nos villes, avec leurs cours, avec leurs jardins, également séparés et entourés de murs, de clôtures, etc., qui font perdre beaucoup d'espace sans profit réel pour

la salubrité publique; la nécessité de condenser la demeure de l'homme sur le moindre espace possible, en lui procurant néanmoins le plus de commodité possible, suggérera la construction unitaire de vastes et beaux édifices pouvant comprendre toutes les maisons qui remplissent aujourd'hui les quatre faces d'un *carré* ou pâté ordinaire de maisons.

Puis, voyant combien la dispersion et l'incohérence des ateliers, des magasins, des boutiques, etc., gaspille encore de terrain sans compensation pour l'agrément ou pour l'utilité générale bien comprise, la combinaison intime des intérêts aidant, la même condensation s'opérera; et finalement, un très petit nombre de magnifiques édifices entourés de bâtiments accessoires, et séparés par de vastes cours, des plantations, enfin par une campagne, constitueront les villages des sociétés futures.

C'est en vain que nos imaginations du XIXe siècle chercheraient de nombreux inconvénients à cet état de choses pour la liberté, pour l'intimité des familles; car ils se rapporteraient bien plus justement à la distribution et à l'économie des maisons de nos villes actuelles, surtout de celles de nos villes de premier ordre et de nos capitales : et ceci nous amène à la question de l'influence des moyens nouveaux de production et de transport, sur la grandeur et la distribution intérieure et architectonique des grandes villes et des capitales.

Il faut d'abord se souvenir que la question des distances entre les divers points d'une ville n'a plus la même importance; puisqu'elle peut être trente-six fois plus grande sans que les relations soient plus lentes qu'aujourd'hui. Si donc, dans nos raisonnements, nous nous basons sur une étendue seulement six fois plus grande que l'étendue de la plus grande ville de nos jours, on voit que la rapidité des communications dans une ville de cette dimension sera encore six fois plus grande que la circulation de la ville six fois moins grande.

Maintenant, si l'on se demande quel est l'intérêt qui a dû guider l'humanité en général, dans l'aménagement des villes et des villages, on trouve qu'elle procède le plus souvent ainsi par tout le globe : Tant que le peu d'étendue de la ville permet au *centre* de recevoir de la circonférence un air assez pur, et met la population à portée des promenades extérieures et de l'aspect des campagnes, les maisons se peuvent *presser* sans grand inconvénient, et les jardins, les places, les esplanades, etc., disparaître ou ne pas exister; mais si le rayon de la ville vient à être celui d'un Paris, d'un Péking, d'un Londres, d'un Constantinople, alors les grands jardins, les massifs d'arbres; les bosquets, les Champs-Elysées, les Hyde-Parck, les places entourées de verdures et d'ombrages, sont de rigueur. On sent la nécessité d'*entrecouper* les villes de fragments de campagnes.

Ce sentiment est d'autant plus vif, et se satisfait

d'autant mieux, que les moyens de circulation sont plus expéditifs et plus accessibles à tous : car alors on ne craint point la dispersion des quartiers d'une ville pour l'expédition prompte des affaires : sous le régime des chemins de fer omnibus, l'introduction de la verdure, de l'air libre, de la campagne enfin dans les grandes villes, devient donc possible à un haut degré.

Les *squares* de Londres et de beaucoup d'autres villes d'Angleterre, sous le rapport de la salubrité et des aspects champêtres, sont un exemple de la distribution architectonique qui sera observée dans l'avenir. On sait que les *squares* sont des places composées de jardins, entourés de grilles, qui ne s'ouvrent que pour les habitants des maisons qui en forment l'enceinte.

Il y a plus : cette division par *quartier* semble tellement conforme aux saines idées d'économie politique, à la division du travail, que toujours nous la voyons réalisée plus ou moins instinctivement dans l'histoire de tous les peuples civilisés.

Au moyen-âge il en était ainsi : des rues, des quartiers portent encore des noms qui indiquent leur destination industrielle ou commerciale spéciale d'autrefois ; même à l'heure qu'il est, Paris tend encore à se partager entre les diverses classes ou professions ; et cela, en toute liberté sans doute, ainsi que nous l'attendons de l'avenir. Qu'est-ce autre chose, en effet, que le quartier d'Antin, le faubourg Saint-Germain ; le faubourg Saint-Denis, le Ma-

rais, le quartier Saint-Marceau, etc.? Mais ce sont là des velléités timides vers une tendance bonne. Grâce aux chemins de fer, l'accroissement général des populations et la complication des affaires détermineront une distribution plus complète.

Qui n'est frappé de la confusion des industries contemporaines, et ne se trouve dans l'embarras, quand il veut visiter et comparer les établissements de même nature d'une grande ville, pour donner la préférence aux plus habiles, aux plus avantageux, ou connaître leurs ressources et leurs besoins?

Cette division et cette concentration des industries et des magasins en quartiers séparés, permet merveilleusement de faire d'une ville un ensemble de *villa*, au lieu d'en faire un lieu d'étouffement, un cloaque d'égouts, de carrefours, où il n'existe plus trace de verdure, ni de vestiges qui rappellent le berceau naturel de l'homme : la terre et ses ombrages, le ciel et son air pur et frais. Où chercher l'image de *ce bel Eden* dans lequel la bible fait naître Adam, le père commun? Est-ce là un progrès ou une chute? Les *grandes villes* à la manière de notre civilisation, est-ce l'avenir, est-ce le passé?...

Mais cette distribution, qui présenterait de grandes impossibilités sous le règne d'une concurrence aussi individualisée et aussi prodigue de petits ateliers et de bâtiments que celle de nos jours, devient non seulement facile, mais utile, nécessaire, désirable, grâce à la vitesse nouvelle des transports, à la condensation, à la grandeur et au petit

nombre relatif des établissements et des habitations.

Désormais donc, dans chaque nation, tout va tendre plus ou moins à inspirer le besoin général de la régularité et de la prévoyance dans l'emplacement, la construction, la disposition des édifices et des habitations en général. L'art de l'architecture ne se bornera plus aux seuls édifices publics ou aux grandes maisons des villes principales; il se vulgarisera en s'appliquant aux moindres constructions rurales.

On combinera toutes choses pour éviter toute perte de terrain, toute confusion dans l'alignement; pour laisser autour de chaque bâtiment un espace où des arbres, de l'eau et un air libre viennent entretenir la salubrité du quartier, y faire souvenir de l'aspect des campagnes et lui donner même cet aspect sans lequel une ville est quelque chose de monstrueux, de délétère; et de funeste non seulement à la constitution physique du citadin, mais à son développement intellectuel, à son imagination, aux beaux-arts surtout, qui puisent la plupart de leurs inspirations dans le spectacle des phénomènes de la nature extérieure.

Toutefois, les grandes villes en général prendront une nouvelle extension, autant à cause des vertus que des vices des hommes. La civilisation semble avoir besoin de ces grandes agglomérations où les idées et les sentiments s'élaborent dans l'effervescence et la liberté qu'on y trouve; où s'expérimente mieux le jeu des passions humaines; où le génie, la puissance et la science en tout genre se

donnent rendez-vous comme pour y faire autorité morale par leur nombre, et y fortifier chacun des lumières qu'ils se reflètent mutuellement ; d'où enfin rayonnent et divergent par ondulations fécondes les pressentiments, les expédients, les élans et tous les mouvements généreux qui mettent les masses sur la voie de l'avenir et lui donnent la force de l'atteindre.

Mais il est à craindre aussi que la *queue* de la civilisation, les ames *égarées* s'y donnent également rendez-vous. Là, plus qu'ailleurs, il y a chance de secret pour les fautes à commettre, moins de dangers pour les suites des fautes commises, plus de calme pour le repentir. On médite le crime dans les petits centres de population, on va l'accomplir dans les grands; et puis, c'est le pays adoptif des esprits aventureux, des ambitieux, des sybarites et des passions matérielles. La misère honteuse, les positions perdues, les fortunes renversées s'y trouvent plus à l'aise. Quand on a défait ailleurs son avenir, on peut espérer mieux l'y reconstruire.

Les grandes villes auront toujours cette grande ombre pour pendant à leur splendeur; comme si la Providence voulait avertir la société par ce contraste désolant, qu'il y a souffrance et germe de mort à ses extrémités, puisque son cœur et ses gros viscères sont ainsi gangrénés; comme si elle voulait signaler aux promoteurs du progrès le degré et la nature des infirmités contemporaines, en leur donnant le diagnostic du tempérament général.

Quel que soit le caractère utopique de pareilles prévisions, elles nous paraissent fondées; du moins, une chose est certaine : il n'y a point de limites assignables à la population, hors celle de la fécondité intrinsèque et absolue de la terre, ou plutôt des moyens de subsistance.

Mais il faut tenir aussi pour accordé que, humainement parlant, la fécondité de la terre n'a de bornes que dans la science de l'homme; que cette science est loin d'avoir trouvé toutes les combinaisons chimiques, reconnu toutes les propriétés fertilisantes qui peuvent faire rendre à une étendue de terre donnée son *maximum* de produits, et que pourtant la connaissance lui en est réservée pour prix de ses futurs efforts.

D'où nous concluons que le territoire actuel d'un de nos villages, pourra un jour subvenir à toutes les utilités fondamentales d'une population quadruple et décuple peut-être de celle qu'elle entretient aujourd'hui; et qu'un jour aussi l'humanité doit approcher de son *maximum de population sur un espace donné* et sur le globe habitable *tout entier*.

Il y aura donc lieu successivement et de plus en plus; il y aura donc *nécessité* pour les sociétés et pour les individus de se caser et de manœuvrer industriellement, de telle sorte que l'économie soit la plus stricte, la plus parfaite qu'il leur sera successivement donnée de concevoir et de réaliser, sans abdiquer leur nature d'homme, sans la blesser dans

ses besoins et ses sentiments les plus essentiels et les plus licites.

Or, si quelque chose est incontestable, c'est que la culture *morcelée* du globe, le travail *morcelé* et *solitaire*, la *séparation* des intérêts, des édifices, des propriétés; le gaspillage du temps, des richesses et des forces; l'absence de toute entente et de toute simplicité de rouage qui s'ensuit *sont incompatibles avec ce maximum de population.*

Donc l'association, la réunion, la condensation des hommes dans la demeure la plus condensée elle-même, la plus commode et en même temps la plus saine; celle des industries, des ateliers, sont l'état de choses vers lequel nous gravitons presque fatalement. C'est d'ailleurs celui vers lequel l'humanité s'avance depuis ses temps historiques.

La densité de la population augmentant *indéfiniment*, dans chaque pays, *avec la richesse* et le développement de toutes les industries, et les progrès des sentiments sociaux et des combinaisons économiques locales, pouvant être arrêtés par quelques grands obstacles de l'ordre fatal, ou ne pas croître dans la même mesure que la population, il est sensible qu'il en résulterait parfois un *trop-plein* dont l'issue serait une expansion désordonnée, qui déterminerait un crèvement analogue aux explosions terribles de nos machines à vapeur trop condensées, et qui jetterait la perturbation dans les choses humaines, si les sociétés replètes ne trouvaient pas une sorte de *soupape de sûreté* dans les colonisations et les émigra-

tions : nous verrons en effet que c'est cette plénitude naturelle aux sociétés qui a toujours été le plus grand instigateur des expansions lointaines, des émigrations et immigrations, et la cause la plus active du peuplement successif des diverses contrées et de l'agrandissement du rayon de terre habité.

Mais, comme nous l'avons dit, avant, et pour que ces expansions aient lieu, il faut que la mère-patrie regorge; et l'on doit prévoir qu'en même temps que les contrées vierges de la terre habitablo recevront des agglomérations clair-semées sur leur superficie, la densité de population arrivera à son *summum*, sur chaque lieue carrée du territoire des nations les plus civilisées.

De nouveaux centres de population se formeront cà et là dans chaque pays comme Saint-Étienne, Roubaix, Tourcoing en France; Manchester, Liverpool, Leed, etc., en Angleterre; puis, quand ils auront atteint leur apogée de développement, d'autres centres les suivront en procédant toujours par les situations topographiques les plus favorables : cours d'eau, canaux, chemins de fer, routes, carrières, mines, côtes, embouchures de fleuves et de rivières, jonctions de bras de mer, vallées, montagnes, selon la nature de l'établissement ou les exigences du sol; et cela, jusqu'à ce que territoire et population débordent, et soient contraints d'envoyer les essaims de population nouvelle dans les pays inculte .

Mais la densité croissant de nouveau et sans cesse, et la nécessité de l'économie de terrain se faisant de plus en plus sentir, l'humanité agira enfin comme si elle se posait résolument ce problème :

Quels sont la disposition architectonique, le mode d'exploitation et la combinaison des aptitudes, des activités et des intérêts de la population d'un village compatibles avec le *maximum* de *population*, de *production* et de *richesse*, de *liberté* et de *moralité*? car n'oublions pas que, lorsque l'humanité en sera arrivée à cette hauteur, la moralité du très grand nombre se sera accrue en proportion ; et que la solidarité sera intime entre quatre mille et dix mille individus tout comme elle peut l'être aujourd'hui entre cinquante ou cent.

Et alors la réunion des industries, celle des habitations, celle des constructions rurales, celle des individus arriveront à leur *summum*; et voici comment, à nos faibles yeux, un tel problème (qu'on ne pourrait aujourd'hui poser sérieusement sans aboutir à l'utopie) pourra se résoudre un jour : trois à quatre mille individus seront réunis et ordonnés dans quelques vastes et beaux édifices entourés de tous les accessoires nécessaires à la production et à la consommation. On produira en commun, et l'on consommera aussi en commun; en ce sens que le même appareil domestique et culinaire servira à préparer la nourriture de tous, mais nullement en ce sens qu'il y aurait communauté de vie, de repas, etc. Une *com-*

mune sera alors constituée en société en commandite par petites actions, et ici on retrouvera tous les avantages que nous avons reconnus à ce mode perfectionné.

Les intérêts de ce village seront dirigés, régis par une vaste comptabilité, et en tout point, pour ce qui tient au matériel, les intérêts seront réglés comme ceux de nos sociétés *modèles*, par actions de toute importance, sur grande échelle : il n'y aura que le degré de plus.

Chacun alors se considérera, ainsi que déjà cela a lieu dans un grand atelier, comme un ressort obligé du tout, solidaire par son *action*, par son *industrie*, par son *travail* et sa *fonction*, de la prospérité générale.

Et tous les penchants, toutes les libertés légitimes de l'homme collectif, la propriété individuelle, la vie de famille, la monogamie, les plaisirs de l'intimité et du repas, les inégalités de mérite, de services et d'aptitude n'en seront pas moins respectés, fortifiés même par l'opinion, les mœurs et l'éducation.

Les *raisons commerciales*, *industrielles* et *agricoles* se réduisant ainsi à *l'unité* pour chaque petit centre de population rurale, on conçoit avec quelle merveilleuse simplicité s'effectueront toutes les transactions ordinaires : achats, vente, transport, crédit, circulation, escomptes, transfert des titres de propriété, hypothèques, etc. Il suffit de se rappeler toutes les propriétés de la combinaison des socié-

tés par actions, en les élevant à de grandes proportions.

Le dividende des bénéfices annuels des actions, le taux du salaire des simples ouvriers (si toutefois il existe encore des ouvriers assez imprévoyants pour n'avoir point au moins quelques épargnes capitalisées dans le fonds social de sa *commune*), les gérants, les employés, les contre-maitres et les chefs de culture seront soumis à *l'élection* ou à la *décision* des actionnaires *réunis* en *assemblée générale*, ou de ceux qui auront un certain nombre d'actions; enfin par des moyens analogues à ceux qui déjà régissent ces sortes de sociétés, sauf les modifications et les perfectionnements que suggérera l'expérience.

La facilité des communications, la combinaison qui existera alors pour les approvisionnements quotidiens de chaque quartier et de chaque espèce de consommation suggéreront sans doute de vastes et larges intervalles de campagne et de verdure entre chaque quartier des grandes cités, et soit que les quartiers soient spécialement habités par des industriels *similaires*, soit qu'ils deviennent chacun une petite ville à part, qui se suffise à elle-même dans la grande ville totale, toujours est-il que l'étouffement sera évité, et que les populations seront plus judicieusement réparties.

D'un point de vue général, il est certain, dans tous les cas, que pour concilier l'existence nécessaire des grandes agglomérations d'hommes avec la santé et le bonheur du grand nombre; avec toutes les exigences de la civilisation; avec la prospé-

rité et la vie des campagnes, il n'y a pas d'autres moyens que de scinder, de fractionner les grands foyers en petites villes, séparées entre elles par une distance plus ou moins grande; mais toujours au moins d'une lieue ou d'une demi-lieue de campagne que rapprocheraient admirablement, et sans désavantage pour la rapidité des relations, les actifs chemins de fer, les omnibus et les voitures de toute espèce.

Si l'on conçoit la surface de la France, par exemple, couverte régulièrement de centres d'habitation très denses contenant 5,000, 6,000 ou 10,000 habitants, terme moyen, et séparés sur tout leur pourtour par un rayon de 4,000 mètres de campagne, n'est-il pas vrai que, grâce aux distances abrégées, on pourrait, en reliant par la pensée un certain nombre, en composer une ville immense qui aurait tous les avantages de nos capitales, et en même temps, tous ceux de nos villages, sans les inconvénients, de nature si opposée, ni des uns ni des autres?

C'est là un idéal qu'il serait désirable de voir instinctivement approcher, en mettant ici de côté la nécessité bien réelle des grandes capitales, des villes et des chefs-lieux.

Ce qui importe, ce qui fait la civilisation, ce n'est point l'agglomération monstrueuse des populations en un même lieu : ce sont la fréquence et la promptitude des relations des petits centres sagement ménagés et distribués sur tous les points du territoire

et du globe. Certes l'amélioration sociale, physique et économique des grandes capitales de notre Europe serait infaillible et extrême si, avec la même promptitude de rapports sociaux, des villes comme Paris et Londres étaient divisées en 4 et 8 portions ou quartiers, éloignés les uns des autres de 6 lieues. Et sans doute, ce sera là une des dispositions auxquelles conduiront généralement tôt ou tard les chemins de fer.

Cette distribution hygiénique sera d'ailleurs admirablement secondée par la distribution des diverses branches d'industries elles-mêmes. Nous savons que l'ensemble des ateliers agricoles, manufacturiers et commerciaux, n'est plus qu'un composé infiniment simplifié de larges et massifs compartiments; que les docks des canaux et des chemins fer, que les fermes, etc., sont concentrés de manière à appeler sur un même lieu, dans une même circonscription, tout le mouvement relatif à la spécialité, toute la population qui dessert les branches d'industrie analogues; enfin qu'il n'y aura plus d'éparpillés que les petites boutiques de débit et les petits ateliers de travailleurs pour la menue besogne de détail dans chaque quartier.

De là, à l'état normal où il soit affecté, par la force des choses, des quartiers particuliers pour chaque branche d'industrie et de commerce, il n'y a pas loin, et déjà nous avons de frappants exemples des avantages de cette disposition : la *maison commerciale* à Londres, et la disposition des villes

anglaises en général peuvent être citées à cet égard, ainsi que New-York et la plupart des nouvelles villes des États-Unis. Les hommes d'affaires occupent un quartier spécial, dont nulle maison, nul appartement n'est consacré à la vie domestique. Ce ne sont que bureaux, comptoirs et cellules pour les négociants, pour les banquiers, les agents de change, les avocats et les avoués, et dans les rues circonvoisines ce ne sont que magasins, greniers et caves pour les marchandises. Les commerçants y ont leur rendez-vous et se trouvent à chaque instant sans se chercher. On peut donc affirmer qu'en ce point nos grandes villes de France, et même la capitale, sont encore dans une sorte d'enfance barbare.

VI

LA PRÉPARATION ET LA CONSOMMATION DOMESTIQUES ET PUBLIQUES.

Loi générale du mode de consommation. — Influence de la densité prochaine de la population.— Métamorphose probable du mode de consommation ou de préparation dans les villages. — Et dans les villes. — En quoi consistera le changement. — Fondement de nos prévisions à cet égard. — Distinction à faire entre les caractères de la consommation et ceux de la production.— Bienfaits du mode de préparation par association, pour le grand nombre. — Faits déjà accomplis. — Vulgarisation prochaine de ces moyens économiques de consommation parmi les classes ouvrières.— Grandeur de l'économie qui en résultera.—Voies et moyens de cette amélioration.— Nécessité de distinguer la préparation en commun de la consommation en commun.— Simplification probable de la vente en détail. —Approvisionnements en grand.— Les producteurs mis en rapport avec les consommateurs.—Avantages.

La loi la plus générale du mode de consommation paraît être celle-ci : au fur et à mesure que la densité de population s'opère dans une localité, des moyens plus économiques ont lieu dans le mode de consommation.

Ainsi, dans le plus petit village, chaque famille, la plus pauvre même, a sa chaumière *particulière*, son puits *particulier*, son four *particulier*, sa cuisine *particulière*, tout un appareil d'ustensiles de

ménage; caves, greniers, étables, instruments aratoires, ateliers, etc., en un mot, chacun dans sa misère, n'en tient pas moins maison *complète*, *isolée*, *séparée*, et n'en répète pas moins l'acquisition et la dépense de tous les objets nécessaires à la préparation del a consommation d'une famille, et par conséquent la préparation même, autant de fois qu'il y a de familles dans la localité.

Dans la plus grande ville, au contraire, une maison contient un grand nombre de familles. Des fontaines *publiques*, des porteurs d'eau *publics*, ou des machines hydrauliques font monter l'eau à tous les étages; des fours *publics* ou *boulangeries*, des *restaurateurs*, des *petits cadrans*, des *hôtels garnis*, etc., offrent sous mille formes la préparation commune, ou unitaire, des objets de consommation et des nécessités premières de l'existence individuelle. Nous multiplierions à l'infini ces contrastes dans le mode de consommation de ces deux foyers extrêmes de densité de populations, si nous ne devions nous borner.

Mais que ce petit village devienne tout à coup un *bourg*, comme on le voit chaque jour, et aussitôt toute l'économie de la consommation tendra vers le mode *commun* des grandes villes.

Il s'y établira aussitôt un boulanger, de petits restaurants, des auberges, des hôtels, où chacun trouvera à manger; des maisons à plusieurs étages avec des écriteaux : *appartements à louer*.

Et si l'on suit l'échelle de densité de population, qui, dans la réalité, monte de l'une de ces extrémités à l'autre, on verra croître également l'économie des moyens de consommation usités.

Il faut en conclure que nos véhicules nouveaux, en augmentant graduellement cette densité relative, dans presque toutes les localités d'une nation, vont y déterminer, graduellement aussi, un mode de consommation plus économique, et de plus en plus analogue à celui des villes les plus avancées à cet égard.

Ces villes elles-mêmes subiront, à la longue, une métamorphose assez grande sous l'influence nouvelle du mode de production en grand, du mode de construction et d'ampleur des établissements et des habitations, du mode enfin des réunions nombreuses d'ouvriers sur un même point.

La densité des populations ouvrières logées dans des maisons communes, autour des grandes manufactures, des fermes, des docks et magasins, des roulages, des chemins de fer, etc., au village comme à la ville, nécessitera et fera inventer et combiner tout un ensemble de moyens économiques pour leur nourriture, pour leur chauffage, leur blanchissage, leur éclairage, etc. : tout sera unitaire sans être commun. Chacun puisera au même centre, en commun ; mais consommera en toute privauté avec sa famille. Mange-t-on en commun, parce que l'on mange dans le même restaurant? Se chauffera-t-on, s'éclairera-t-on en commun, parce que l'on sera chauffé et éclairé à la chaleur et à la lumière d'un même et unique ca-

lorifère, d'un même et unique appareil de gaz pour tous les appartements d'une vaste maison? Assurément non. Eh bien! c'est là l'esprit et l'avenir de l'économie générale dans le mode de consommation.

Tout se fera unitairement, économiquement, en grand, dans la consommation des richesses comme dans la production et la circulation : en ce sens que tout se préparera ainsi, mais non en ce sens que l'acte de la consommation se fasse publiquement, ce qui établit aussitôt une immense différence. Préparer une consommation commune, ou effectuer en commun l'acte de cette consommation, c'est tout autre. Voilà ce qui sépare le régime de liberté et d'économie bien entendu, des consommations de communauté de biens, de monastères ou de casernes.

Toutefois, il est certain que le travail en commun et l'animation qui en résultera, la fréquence et l'effervescence des relations et des voyages, en rassemblant continuellement les hommes, les exciteront aux grandes consommations en commun, et les y obligeront même souvent. Ce serait un grand danger si les sentiments sociaux n'épuraient pas les volontés, et si les volontés ne réprimaient pas les passions. Ce sera un grand bien, au contraire, si la moralité y préside : nous verrons plus loin quelles sont les probabilités à cet égard.

Il faut donc s'attendre à voir se transformer la préparation morcelée, inutile, absurde, routinière, mauvaise ou médiocre, et étrangement gaspillante des consommations du grand nombre.

Il serait étrange, n'est-ce pas, que l'influence salutaire de l'économie prodigieuse des machines, et de l'esprit d'association, s'arrêtât précisément à la production et à la circulation, et qu'elle fût refusée à la *préparation des produits* pour la consommation individuelle; et que toute la branche si importante, si compliquée de la production domestique, et toutes les branches d'industries qui rendent définitivement et immédiatement les produits consommables, s'immobilisassent dans les procédés du morcellement, dans la lenteur, le haut prix et la médiocrité de produits ou de confection.

Cependant si les modes économiques de préparation en grand, de consommation en commun, sont destinés à recevoir une application partielle, en une certaine mesure, croire que l'humanité les accepte tous, par cela seul qu'ils seraient *économiques*, c'est confondre les caractères de la consommation avec ceux de la production; c'est supposer que la première est faite pour la seconde; tandis qu'au contraire, la production est faite pour la consommation; c'est oublier que le plaisir, la commodité, la joie même, et les relations d'affection et d'intimité sont engagés dans le mode de consommation; ce serait enfin oublier qu'il y a deux classes de consommateurs : ceux qui sont au delà du nécessaire, et qui peuvent jouir du superflu, et ceux qui n'ont que le nécessaire.

Tant que relativement il y aura des riches et des pauvres, leur mode de vie différera; ils se distin-

geront trop certainement par quelque chose de *matériel*, et, au premier rang, par le mode de consommation et les dépenses *isolées*, par des démonstrations de luxe, des ornements, et des commodités *extraordinaires*; car, c'est principalement en cela que les avantages de la richesse consistent pour la généralité de ceux qui recherchent la fortune dans des vues personnelles. Le caractère de cet emploi du superflu relatif, c'est toujours d'avoir pour soi, ce que le plus grand nombre n'obtient qu'*en commun*, qu'*en s'associant*.

Mais il n'en est pas moins positif que le plus grand nombre va arriver, par les moyens que suggéreront l'esprit et la nécessité de l'association dans le mode de préparation des objets d'existence première, à un bien-être, à une sécurité jusqu'ici inouis.

Les *omnibus*, les *appartements à louer*, les *restaurants*, l'*éclairage au gaz en commun*, les *machines hydrauliques* pour alimenter *en commun* les maisons et les appartements, et beaucoup d'autres combinaisons modernes de l'économie domestique, sont une heureuse application de cet esprit d'association dans la consommation domestique et personnelle; ils prouvent victorieusement qu'on peut consommer économiquement en commun, et par association, sans cesser d'avoir son chez soi, sans perdre la liberté, l'intimité de la famille; et précisément, ils sont l'effet de résultats économiques analogues à ceux que va déterminer à un bien plus haut degré, la propagation des forces et des moyens de trans-

port à la vapeur, c'est à dire : de la densité croissante de la population d'une même ville, de la nécessité de simplifier le mouvement des rues, ou de se prêter aux exigences nouvelles de position et de fortune dans lesquelles se trouvent les masses, par suite de cet accroissement de population. La force des choses va donc tendre de plus en plus vers des combinaisons analogues dans toutes les branches de la consommation domestique ; de manière à réaliser une économie prodigieuse dans la consommation, en préparant, à l'aide d'un seul appareil pour chaque consommation spéciale, la consommation domestique d'un grand nombre de familles, tout en leur laissant les jouissances, la privauté, l'intimité, les caprices de goût, les habitudes, les façons de vivre qu'on contracte, et qu'on trouve à satisfaire dans les ménages solitaires et dans le sanctuaire de la famille de nos jours.

Ainsi sera réalisée de plus en plus, sans aucun inconvénient pour personne, et, au contraire, au bien-être du très grand nombre, une économie sans pareille, par la suppression successive d'une multitude, désormais superflue ou impossible, de demeures, d'ateliers, de feux, de caves, de batteries de cuisine complètes, d'ustensiles de ménage, de greniers, de puits, d'éclairage, en un mot, d'une foule d'appareils de consommation morcelés, petits, séparés, un à un, qui font qu'un père de famille, et tout individu peu aisé, est obligé de consacrer une partie de sa vie à se donner, à entretenir, à renouveler incessamment cet *avant-propos* obligé du mariage et du

bien-être; tandis qu'une meilleure entente de la préparation et de la fourniture en commun leur permettra désormais de consacrer presque le total de cette dépense aux commodités positives de l'existence.

Ainsi, pour les populations ouvrières en général, l'usage s'établira peu à peu, dans les foyers industriels, autour des grands établissements manufacturiers, agricoles et commerciaux, de recevoir des abonnements à tout degré, de chacun des ouvriers et des employés, pour le logement, la nourriture, le blanchissage, le chauffage, l'éclairage, etc. : on mangera à volonté en compagnie, ou au sein de sa famille. Les plus aisés se mettront dans leurs meubles, les autres en garni : le tout à volonté, et chacun aura son chez soi proportionné à ses goûts et à sa fortune.

C'est pour avoir en quelque sorte confondu la préparation et l'acte de la consommation, ou pour avoir voulu réaliser officiellement et gouvernementalement tous ces moyens économiques, au lieu de laisser ce soin à la liberté collective, et à l'intérêt individuel, au bon sens de l'humanité, et à la *nature des choses nouvelles ;* ou pour avoir voulu rattacher à ces combinaisons de ménage, la licence des passions et l'exaltation extravagante de la chair, ou le déchaînement des appétits sensuels, que les doctrines écloses depuis cinquante ans sur l'association ont fait de ce mot *association*, une sorte d'épouvantail pour l'esprit public, et l'ont rendu aux yeux de la multitude synonyme de communauté de biens, d'égalité

de jouissances, d'abolition absolue de propriété individuelle, de gouvernement théocratique, accapareur et escamoteur de la richesse et de la liberté; ils ont fait craindre les austérités de monastère, une discipline de caserne, ou des joies d'orgie, ou des foyers de sensualisme et de gastronomie qui eussent rappelé les fêtes scandaleuses et infames des Lucullus et des sybarites de Rome dégénérée.

Ce nouvel ordre de choses va, par ainsi, déterminer une grande simplification et une grande clarté dans la vente en détail, ou petit débit individuel, sur les grands marchés; car la *raison domestique et culinaire*, si l'on peut ainsi s'exprimer sérieusement, va devenir plus rare au même degré et en même temps que la *raison sociale ou commerciale*.

Évidemment, c'est une conséquence du mode de préparation en grand, que les approvisionnements aussi se fassent en grand et moins souvent; ils seront non seulement moins répétés de la part de chaque centre, de chaque chef de préparation, mais, relativement, il y aura infiniment moins de centres, moins de chefs de préparation des objets immédiatement consommables, de même qu'il y aura, relativement, moins de chefs de production et de circulation.

De plus, les producteurs pourront être ainsi mis davantage et plus facilement en rapport direct avec le consommateur, ou plutôt avec le préparateur : l'importance de ses demandes le permettra sans nul doute. Par conséquent, les achats et les ventes se

pourront passer beaucoup plus souvent de l'intermédiaire onéreux des *revendeurs* de tous étages : il y aura donc infiniment moins de chances pour les spéculateurs et pour les monopoleurs et accapareurs. Cette simplification se fera surtout sentir dans la vente et dans le mode de circulation et de débit de comestibles, des marchés aux légumes et aux volailles, de la boucherie, de l'épicerie, etc.

Cela devait être, puisque c'est, des deux côtés, la même puissance économique et concentrante qui agit. Ici encore, c'est toujours la réunion qui se substitue au morcellement; et la simplicité, l'ordre, à la complication, à l'anarchie. Ainsi, de même qu'on ne verra plus les campagnards cheminer un à un vers la ville pour vendre leur pot de lait, leurs légumes, leurs bois, leur fourrage, de même on ne verra plus toutes les femmes, mères de famille, aller à la boucherie, au marché, chez l'épicier, une à une et sans fin; chaque famille, chaque ménage dispersant ainsi ses efforts et son temps pour d'imperceptibles résultats.

Nous pourrions ici appuyer davantage sur l'influence des puissances que nous étudions; mais d'autres sujets non moins importants nous appellent, et l'espace et le temps nous manquent.

VII

LE CRÉDIT ET LES BANQUES.

CRÉDIT.

Comment s'étendra et s'affermira le crédit. — Ce qui arrivera dans le cas, 1° d'une concurrence individuelle extrême ; — 2° d'une concurrence *collective;* — 3° de l'adoption générale du mode de société en commandite par petites actions. — Du point de vue de la publicité, les chemins de fer et les bateaux à vapeur sont le digne *complément* de l'imprimerie et de la presse. — Simplification de la correspondance commerciale.— Affermissement de la confiance.— Probabilité de l'abus du crédit *sur grande échelle.*— Occasions de fraude et de charlatanisme. — Urgence de garanties publiques ou d'une réglementation industrielle, libérale et élastique.

Quel que soit le mode général de la production et du mécanisme industriel futurs : l'isolement ou la réunion, la concurrence individuelle ou la concurrence collective; et quel que soit le degré de concentration des ateliers et des raisons commerciales, nul doute, la facilité, la promptitude des informations d'un point à l'autre du globe ou d'une nation, et celle des voyages, en contribuant prodigieusement à

la publicité des faits commerciaux, contribueront d'autant à l'extension et à l'affermissement du crédit.

Dans le premier cas (la concurrence individuelle), il sera déjà moins facile aux spéculateurs de tous ordres d'exercer leur industrie frauduleuse : nous venons d'en donner un exemple dans le mode probable de la consommation.

Toutefois, comme la sphère du crédit se sera étendue en proportion de celle des distances et que le nombre des affaires sera infiniment plus grand que de nos jours, si la concurrence individuelle restait aussi intense à mesure que les transactions augmenteront, les chances de fraude et de spéculations folles ou d'abus de confiance seraient à peu près les mêmes.

La publicité serait plus grande, mais la masse des faits proportionnellement plus nombreuse aussi.

Dans le second cas, il y aura moins de *compétiteurs*, moins de personnes *à créditer* pour effectuer la somme totale d'entreprises, de production et d'affaires d'une nation, du globe entier : donc chaque intéressé créditeur aura facilement le signalement commercial de ses débiteurs, commerçants et autres.

Dans le cas où la réunion des industries s'effectuerait généralement par l'adoption des sociétés par petites actions, la simplification et la sécurité seraient encore plus faciles à obtenir. Enfin, dans le cas où la condensation serait arrivée à son plus haut point, à cet état peut-être un peu fantastique où une agglo-

mération rurale industrielle, un village de l'avenir, ne serait plus qu'*une seule raison sociale*, le crédit serait d'une admirable simplicité et d'une entière certitude; son extension n'aurait plus de bornes ni son affermissement; il se réduirait dans chaque nation à la connaissance et au signalement d'un très petit nombre de *maisons*.

Les chemins de fer opéreront comme le complément de l'imprimerie; ils seront la contre-épreuve des faits, la pierre de touche des affirmations. L'imprimerie permet aux faits de se répandre, mais difficilement de se vérifier : les chemins de fer en donneront parfaitement le moyen. S'il est incontestable que la vérité, la bonne foi, la moralité sont amis de la publicité, et que le mensonge l'est du mystère, nul doute, les chemins de fer feront triompher la vérité et combattront le mensonge, la charlatanerie, l'intrigue, ce fléau de notre époque.

Les chemins de fer ne permettent pas seulement de faire beaucoup d'affaires et vite; ils permettent surtout de les faire bien, en connaissance de cause, et de dérouter les spéculations perfides.

Il sera désormais aussi difficile à un correspondant de 100 ou 200 lieues de distance de tromper une maison sur l'état de ses propres affaires, sur sa moralité, ses antécédents, sur ses ressources, etc., qu'il l'est aujourd'hui à deux négociants de la même ville; car il ne faudra guère plus de temps, relativement à notre lenteur actuelle, pour s'en in-

former : tel est l'effet du rapprochement des distances sur les affaires commerciales.

Il y a même plus : à la rigueur, on pourrait se passer de correspondants, du moins dans un rayon assez étendu ; on préférera voir soi-même les choses. On sera au moins plus difficilement malhonnête homme, heureux ; les fripons feront moins de dupes ; la cupidité finira par s'amortir et par faire place au désir modéré et légitime de gagner sa vie.

De même les crises commerciales auront moins de chances de se renouveler ; chacun pourra aller voir aux plus lointaines régions du monde les besoins réels et les offres, les vides et les approvisionnements. Et en définitive, ici comme partout, la publicité sera souverainement efficace, car les crises sont dues en grande partie, non seulement à la facilité du charlatanisme et des *prétendues* propriétés au delà des mers et des hautes régions du *Mississipi*, mais à l'ignorance des besoins réels de la consommation et de l'ensemble des relations et des faits commerciaux.

L'influence des forces à vapeur, des chemins de fer et des sociétés par actions sur la bonne foi dans les échanges, dans les emprunts et les promesses, dans la vente et les achats n'est pas douteuse : tout ce qui réduit le nombre des compétiteurs isolés éclaircit l'arène de la concurrence et rend ainsi les fraudes, les falsifications plus difficiles, plus dangereuses, plus préjudiciables pour la réputation et l'avenir de ceux qui s'en rendent coupables.

On conçoit qu'un vaste établissement, qui a des

gérants intéressés à la bonne gestion et qui ne profiterait pas assez directement des fautes et des supercheries qu'ils commettraient, ne se ravale pas facilement aux misérables expédients que l'intérêt solitaire et égoïste d'un petit commerçant débitant lui fait employer, exposé qu'il est à toutes les concurrences qui l'environnent et qui, demain, le supplanteront auprès de ses pratiques ; le petit débitant n'a donc que peu d'intérêt à les ménager ; il s'imagine que les pratiques se renouvellent chaque jour ; que très peu de consommateurs se fixent par cette seule raison qu'on les servirait bien, et, en tous cas, il sait que, s'il sert bien et à bas prix, il est *coulé ;* il faut qu'il trompe pour se retrouver et prospérer. C'est même, aujourd'hui, une nécessité reconnue, une maxime reçue et pratiquée au grand jour. Au contraire, l'intérêt d'une grande fabrique, d'une grande maison de commerce, c'est de se mettre en réputation de probité et de bonne foi commerciale, c'est de produire du bon ; car, comme il y a moins de producteurs séparés, la source des produits est mieux connue, et le véritable coupable en porte plus sûrement la peine.

D'ailleurs de nombreux actionnaires de tous rangs et de toutes professions ayant voix délibérative au conseil et à l'assemblée générale, ne peuvent être intéressés à de pareils expédients ni s'en rendre solidaires ; ils y sont, au contraire, un obstacle par leur contrôle.

En somme, et dans le cas général, les sociétés par

petites actions, une fois normalement constituées, mettront certainement plus de lumière, plus d'aptitude, de modération dans leur gestion, que des raisons commerciales occultes qui n'ont de responsabilité que celle de leur conscience intime.

On peut prévoir, néanmoins, que la licence dans l'émission intentionnellement frauduleuse des valeurs fictives, dont les deux métropoles du commerce et de l'industrie : les États-Unis et l'Angleterre, nous offrent en ce moment le triste spectacle, depuis surtout l'apparition des chemins de fer; que la facilité d'extorquer du crédit, de jouer sur les éventualités des entreprises et le tripotage d'actions prises pour revendre, d'entreprises vantées pour tromper; en un mot, l'agiotage, la cupidité, les spéculations vont croître jusqu'aux plus grands excès pendant la première effervescence que doit produire la propagation des chemins de fer.

Car, avant que la publicité soit constituée, que l'ordre intervienne dans cette surexcitation inusitée d'activité industrielle, il y aura bien des occasions de fraude et de spéculations; la sphère commerciale s'agrandit, et par conséquent, les chances de tromper.

C'est un fait que toujours à l'apparition de machines ou d'expédients, au début d'un nouveau développement des transactions et de la richesse, il y a eu place pour la supercherie et la charlatanerie ; qu'un essaim de *chevaliers d'industrie* a profité des

niaiseries de l'engouement, et de l'empressement confus qu'elles occasionnaient.

Dans de telles combinaisons, il y a toujours une étude à faire; on ne sait les lacunes et les inconvénients qu'après l'expérience, mais l'expérience ne vient qu'après que la mauvaise foi a profité des vides et les a signalés par ses déprédations. Que d'abus n'a-t-on pas fait des *papiers-monnaie*, des *billets à ordre*, des promesses, des effets de commerce et des billets de banque! Et cependant, en définitive, l'abus c'est l'exception, et les bienfaits surpassent de beaucoup les dangers et les maux : tout le monde connaît la mémorable déroute financière de la *rue Quincampoix* : les dangers et les désastres nés du du système de Law, ont-ils empêché les banques de devenir une institution éminemment économique et sociale dès qu'elles ont été un peu normalement constituées?

Il en sera de même des occasions que va offrir le déploiement nouveau des transactions et du terrain de l'industrie.

Déjà on a vu en Belgique, en Angleterre, aux États-Unis, l'abus des actions commerciales; aux États-Unis, celui de l'émission du papier-monnaie; en Angleterre et aux États-Unis, les entreprises folles, superflues, inutiles, prématurées; les provisions surabondantes, et le trop-plein par l'effet d'une rivalité aveugle et d'une production *quand même*, menée à fin sans savoir où trouver des débouchés, par le seul mobile du besoin de s'établir et de s'enrichir.

Mais les gouvernements ont compris quelles exigences de leur part ces abus et ces crises réclament; et l'opinion publique éclairée va désormais leur accorder toutes les prérogatives dont ils ont besoin d'être armés contre ces dangers dans l'intérêt général.

Et désormais aussi, parallèlement au développement successif de l'industrie et des relations avec le monde entier, il s'édifiera un ensemble de garanties publiques, élastiques, qui équivaudront aux garanties d'une réglementation directe, d'une maîtrise et de jurandes.

Et il y aura liberté pour chacun comme aujourd'hui; mais plus qu'aujourd'hui, la *liberté dans le bien*; dans tout ce qui n'est pas la négation de la liberté collective, de l'intérêt général.

Il ne faut pas s'étonner que le mal soit à côté du bien : ce mal ne parait qu'au début du bien, et c'est alors que la société qui ne veut pas son suicide, y met ordre, et le bien reste seul ensuite. C'est ainsi que tout ce qui de nos jours reste acquis de bon et d'utile dans les mœurs, dans les institutions, dans les relations économiques, et fonctionne normalement, a été accompagné à son apparition de maux et de dangers qui ont disparu successivement, à mesure qu'ils se rendaient insupportables et dangereux par l'accroissement de leurs effets.

BANQUES.

Les banques, conditions ou moyens de crédit. — Universalisation des banques et autres institutions de crédit, parallèlement à la vulgarisation des moyens de transport nouveaux.— Comment les banques sont l'indice de l'imperfection du crédit. — Fonction essentielle des banques sous une organisation judicieuse.— Des divers systèmes de banques. — De leurs chances dans l'avenir. — Modifications probables des institutions de crédit. — Comment l'intervention du pouvoir social, dans la conduite des banques, peut être salutaire. — Milieu commercial et industriel compatible avec cette intervention. — Les forces à vapeur et les chemins de fer conduisent à ce milieu.— — Adoption générale des billets au porteur locaux pour les usages de la vie privée.—D'une valeur circulante uniforme pour les usages du commerce inter-national. — Imminence d'une extension signalée du crédit. — Voies et moyens probables de cette universalisation. — Comment les grandes raisons sociales industrielles et commerciales suppléeront à l'office des banques. — Nécessité d'une banque générale nationale pour les relations cosmopolites. — Fédération tacite ou de fait de toutes les banques et de tous les grands négociants des points antipodes, dans l'avenir.

Toute nation, en important chez elle les chemins de fer, les bateaux et les forces motrices à vapeur, y importera nécessairement un système quelconque de banques : la fonction appelle le fonctionnaire. Il n'est pas de développement un peu large de l'industrie et du commerce possible sans un intermédiaire qui se place entre les capitaux individuels et ceux qui veulent les faire valoir, ou qui avance aux producteurs des fonds pour activer leur production, et tenir l'atelier en haleine en attendant la rentrée de leurs propres capitaux.

Les banques sont donc la condition du crédit : sans elles le crédit se meurt, la production se ralentit, et tout est confusion, obstacle et impasse dans les relations des capitalistes-prêteurs, des producteurs, des vendeurs et des acheteurs; sans elles, c'est en vain que les chemins de fer viendraient accélérer, dans une nation, la circulation des marchandises produites : cela ne suffit pas; il faut qu'au préalable un autre mécanisme tout aussi indispensable vienne accélérer la création de ces produits, la permettre à un grand nombre d'industriels, en un mot, il faut que les capitaux improductifs soient appelés à l'œuvre de reproduction toujours et incessamment. Or, c'est là l'office des banques par excellence; et la confusion serait d'autant plus grande que la concurrence serait plus multipliée, plus individuelle; car il y aurait moins de possibilité de se faire connaître, soit qu'on méritât le crédit, soit qu'on en fût indigne. Au contraire, l'absence des banques serait d'autant moins sentie, que cette concurrence serait *collective;* que le mouvement total de production et de circulation des richesses serait concentré entre moins de raisons sociales.

Mais ce dernier état de la concurrence n'est point prochain, quoique bien des signes l'annoncent pour l'avenir : une partie de l'Europe, et le monde presque entier, sont encore dans les voies de l'individualisme industriel.

Pour qui connait l'importance de la division du travail, celle du crédit, ainsi que la complication

du mécanisme de la circulation, et la nécessité de le simplifier, d'en abréger le jeu, il est d'axiome que la production et le commerce ne peuvent se passer de cet intermédiaire.

Et pourtant, l'existence des banques est l'indice de l'imperfection du crédit; et moins la confiance existe dans le commerce, plus cette institution est nécessaire. Si tout effet, toute promesse de commerce émise, était généralement la représentation d'une valeur réelle et sur la rentrée de laquelle l'émetteur pût légitimement compter; si la moralité la plus délicate avait présidé à son émission, et si chacun dans le monde commercial y avait et pouvait y avoir foi; certes, les escomptes, voire même les billets de banque, seraient sans utilité; on n'y recourrait point; puisque dans l'hypothèse, tout effet ainsi émis et possédé, aurait cours comme la monnaie, et serait toujours accepté jusqu'au jour d'échéance, où il serait rendu contre des fonds en espèce. Le crédit serait alors universel, la monnaie métallique ne serait même plus nécessaire, et il n'y aurait plus que du *papier-monnaie*.

Mais il n'en est point ainsi, il s'en faut : tout le monde n'est nullement disposé à accepter en retour de sa marchandise des effets souscrits par des personnes dont on ne connait nullement la solvabilité ni la moralité. On y est d'autant moins disposé que le souscripteur est moins connu, qu'il fait des affaires moins étendues; d'autant moins qu'il y a plus de *raisons-sociales* dans le commerce; que le

nombre des compétiteurs est plus multiplié. Ainsi la banque de France n'escompte guère de petits billets, de ceux qui proviennent des *petits* industriels et commerçants *isolés*, parce qu'il y a plus à craindre touchant leur solvabilité, leurs lumières et leur capacité; et qu'étant livrés à leur propre faiblesse, il n'y a aucun fonds à faire sur leurs *moyens*, sur leurs *promesses* et sur leur *avenir*.

Au contraire, les sociétés par actions, les grosses compagnies dont la solvabilité est notoire, qui opèrent avec un capital, un fonds social également connu; dont les livres sont contrôlés par un conseil ou par le gouvernement, qui sont gérés par des hommes dont la moralité, l'aptitude, la spécialité sont fondés; ceux-là, le *haut commerce*, celui où l'esprit d'association a le plus pénétré, et où les rangs sont assez clair-semés, pour qu'il soit possible de les compter et de faire l'inventaire *moral* de leurs ressources, et du degré du crédit qu'ils méritent; ceux-là, dis-je, obtiennent un escompte et un crédit au delà même du degré où leur solvabilité peut répondre à leur moralité. Les banquiers sont donc là, plus ou moins essentiellement et durablement, par l'effet d'une sage division du travail, pour faire spécialement une œuvre qui demanderait aux individus trop de temps, et pour les garantir contre les *lacunes* de la confiance et du crédit, contre l'insuffisance de la publicité et des informations, contre les caprices du premier venu, qui peut, en refusant d'accepter un effet à terme, empêcher la poursuite

d'une entreprise, d'une richesse en ébauche à l'atelier, d'une production commencée.

Selon donc que les moyens d'informations sont plus faciles et plus prompts; selon qu'il est plus difficile de se prévaloir de la distance pour tromper, les banques se mettent d'autant plus à la portée de la petite industrie et du petit commerce et deviennent un expédient populaire, puissant : l'honnêteté, le travail, l'aptitude, la volonté forte, servent ou peuvent servir au plus simple citoyen pour s'élever au bien-être, pour recevoir du moins des instruments de travail, la matière première, et produire.

Nos véhicules vont donc être encore ici une nouvelle occasion de bien-être et de prospérité pour le grand nombre, s'il sait se montrer digne de l'affranchissement qu'il envie, et s'il obtient la générosité qu'il mérite de la part des classes mieux favorisées.

Les banquiers en étant maitres, par les escomptes, par les avances et les commandites, par toutes leurs attributions essentielles, de ralentir ou d'accélérer la production et la circulation, chacun dans son rayon, peuvent donc devenir le régulateur de la production, ce balancier qui maintiendrait constamment en équilibre les besoins et les ressources de la production et de la consommation. A leur gré, déjà les banques ralentissent ou activent le mouvement de l'industrie; d'elles dépendent la venue ou l'issue des crises commerciales; elles seules peuvent jeter le cri d'alarme avec connaissance de cause; pressentir le trop-plein; il ne leur manque que l'*unité*

d'action, que d'être reliées sous le contrôle général des pouvoirs *représentatifs*, que d'être sagement limitées dans leur faculté d'émettre des billets.

Toutes les combinaisons réalisables qu'on peut faire dans l'arrangement des banques, viennent se résoudre dans quelques modes d'organisation bien opposés.

1°. Ou il y a pour elles, pleine liberté, et concurrence illimitée sans contrôle ni intervention aucune, soit pour l'émission des billets, soit pour les paiements en espèces : c'est à peu près le procédé américain jusqu'à ce jour ;

2°. Ou, sans qu'il y ait interdiction *de droit* pour les particuliers de fonder des banques, le gouvernement en institue une, qu'il dirige par ses agents et pour son compte ; c'est le système le plus voisin du monopole par l'État, et celui qu'ont réalisé plusieurs états de l'Union américaine ;

3°. Ou, à côté d'une banque publique fondée sous *les auspices* du gouvernement, il est facultatif à des compagnies capitalistes d'en instituer en concurrence : c'est le cas de la Belgique ;

4°. Ou le gouvernement octroie par privilége une charte à des banques *locales*, dont l'action est bornée à une étroite circonscription, mais à l'exclusion de toute autre institution publique semblable dans leur rayon. Ces banques sont d'ailleurs sans liens entre elles. C'est à peu près ce qui se pratique en France. Si ce système persiste, c'est que l'*unité* et la

dépendance hiérarchique viendront lui donner vie et puissance.

5°. Ou le gouvernement, toujours sans fonder lui-même, autorise l'institution *exclusive* d'une banque-mère, répandant sur tout le pays des *succursales* avec lesquelles elle a une intime solidarité et une correspondance suivie, et, en retour des services qu'il en attend ou qu'il en a reçus, il octroie à cette banque certaines prérogatives, moyennant le respect desquelles il est permis aux intérêts privés d'instituer des banques à côté de celle-là, et d'aider à la circulation générale, sans lui nuire directement : c'est l'exemple donné par l'Angleterre;

6°. Enfin on conçoit une autre combinaison qui n'a pas encore son spécimen dans la réalité, mais qui ne peut manquer d'être essayée et même de conquérir l'avenir sur toutes les autres : c'est celle qui modifierait quelque peu le système de banque nationale anglais, et qui, sans interdire les banques particulières, les soumettrait à l'autorisation préalable et au contrôle des pouvoirs publics.

La combinaison américaine, laquelle, à vrai dire, est la négation de toute organisation, est destinée à faire naufrage avant de s'introduire dans le système financier d'aucun autre peuple.

Le système de banque quasi gouvernemental pur, sera vraisemblablement réalisé dans quelques petits états monarchiques d'Europe ou d'Asie, analogues pour l'importance et l'étendue, à ceux de l'Union où il a pris naissance.

Celui de la Belgique a des chances dans les futurs états représentatifs, tels que l'Espagne, le Portugal, l'Italie et même en France.

Celui de l'Angleterre, le seul qui soit réellement un organisme social financier, régulier, et possédant la vertu de gouverner ou de dominer le mouvement commercial, et par conséquent de faire face aux crises, ou, ce qui est mieux, de les prévenir; ce système, aura de nombreux partisans en France à cause de son caractère unitaire et central; mais principalement dans les états où les traditions monarchiques et despotiques sont plus ou moins intactes : en Autriche, en Russie, en Italie, en Espagne, en Turquie, en Asie, etc.

L'institution des banques s'étendra et se régularisera donc, mais non sans de grandes modifications. L'émission de valeurs fictives ne sera plus désormais facultative pour le premier venu.

Toute émission de billets de banque, qui n'est pas la représentation à peu près équivalente d'un numéraire dans les caisses des émetteurs, est une création de valeurs fictives, et n'aboutit qu'à constituer, dans le monde industriel et commercial, une chevalerie d'industrie composée d'émetteurs qui disposent subrepticement des richesses d'autrui à leur profit (aux risques uniquement des propriétaires) et d'emprunteurs qui consomment des richesses qu'ils ne pourront rendre que par hasard. C'est en effet le signe sans la chose: les billets de banque émis sans égard à la possession effective du numéraire dont ils sont l'équivalent, sont une fausse monnaie et rien

de plus. C'est un crédit escroqué, un crédit qu'on se donne à soi aux dépens d'autrui; c'est même plus que battre monnaie, car la monnaie a une valeur intrinsèque.

Les banques, a-t-on dit, sont l'ingénieux moyen de faire passer les instruments de travail, des mains de ceux qui en sont détenteurs, mais qui ne savent ou ne veulent pas les utiliser à la reproduction, dans les mains de ceux qui n'ont pas, et qui savent ou veulent les faire valoir.

Malheureusement, c'est aussi une prime, une tentation offerte à la cupidité, à l'esprit aventureux, aux spéculations téméraires: c'est aussi quand la moralité publique est relâchée, le moyen de gaspiller les richesses amassées de la société, d'ôter la sécurité aux capitalistes et aux relations commerciales et de préparer les crises.

Néanmoins, il suffit de la simple intervention indirecte des pouvoirs pour donner à cette institution une direction constamment sociale.

Dès qu'une banque est mise sous le contrôle immédiat et facultatif d'un gouvernement représentatif, ses émissions sont sans danger.

Que manque-t-il aux actes et gestes de l'industrie privée, et du commerce en général, pour que sécurité et garantie soient données aux commanditaires, aux prêteurs, et aux correspondants en général? Il manque la même intervention, le même contrôle.

Or, cette intervention, ce contrôle, sont impossibles tant que les raisons commerciales sont aussi

nombreuses qu'il y a d'individus intéressés dans les affaires commerciales et industrielles, qu'il y a de producteurs, de circulateurs et de débitants isolés : elle est impossible tant que la concurrence est poussée à l'extrême, et le morcellement de l'industrie et du commerce à l'infiniment petit; tant enfin que le petit fabricant, le petit boutiquier connaît seul son actif et son passif, et tient ses grands livres dans l'ombre et le secret : il en est de ces petites exploitations comme de certaines matières qu'on n'a pas imposées, quoique devant l'être au premier chef, parce qu'on ne peut les atteindre.

Mais, grâce à l'influence reconnue aux forces à vapeur et aux chemins de fer, de diminuer le nombre des raisons individuelles, de constituer les centres de production, et de circulation, en associations absorbantes et simplifiantes; des sociétés par actions formées directement par l'apport libre et multiplié des petits capitaux, et dirigés au nom e pour le compte d'un public qui contrôle et qui observe les affaires et l'état de l'entreprise, ce contrôle du gouvernement est non seulement possible, mais commandé, de rigueur : des statuts seront imposés à tous; des devoirs aux gérants; une responsabilité inéludable, une limite sera fixée aux pertes; la matière, cette fois, pourra s'atteindre : elle sera imposable.

Et cela est légitime : l'industrie et le commerce seront ainsi réglementés, et pourtant libres; mais libres de faire prospérer l'industrie et fructifier

l'argent des actionnaires; non de risquer *tout* ou *rien*; d'entraîner les richesses d'autrui, et de compromettre le fonds social.

Chacun sera donc libre de s'établir, de constituer un centre de production, ou de circulation, mais à la condition que ce soit sérieusement avec bonne foi; et non pour déguiser ses guets-apens. Faire preuve de mises de fonds suffisantes; permettre à la prévoyance publique d'apprécier l'état des affaires de l'entreprise, voilà des conditions auxquelles se soumettent déjà les sociétés anonymes; auxquelles recourront et que solliciteront toutes les associations qui se feront, sous quelque combinaison que ce soit; mais surtout les sociétés par petites actions, qui veulent un redoublement de sévérité, parce qu'il faut aux épargnes du labeur un redoublement de respect et de sécurité.

Un autre résultat non moins important du développement de l'industrie et de l'extension prodigieuse des relations et des voyages, que déterminera la double application des machines fixes et des locomotives dans toute l'Europe, c'est l'adoption générale, populaire, des billets de banque au porteur, à échéances déterminées; des lettres de change, etc., non seulement dans la circulation commerciale, générale et locale, mais pour les petites transactions privées ou quotidiennes. La substitution du papier à la monnaie métallique est une affaire de confiance; elle a été suggérée par la confiance, et doit se développer et se consolider avec elle : le crédit n'a pas

d'autre fondement non plus. On les a vus l'un et l'autre, le crédit et les billets, s'établir et se propager à mesure que la confiance s'étendait à un plus grand nombre d'individus. Si donc, comme nous croyons l'avoir montré, les forces motrices à la vapeur et les voies perfectionnées de transport, contribuent plus ou moins directement à consolider et à étendre le crédit, il est certain que la vulgarisation d'un système uniforme de papier commercial, faisant office de monnaie dans la circulation, s'accomplira.

Déjà l'Angleterre et l'Amérique nous montrent par leurs essais encore grossiers et entachés d'une témérité qui a sa raison dans les inspirations de la cupidité, combien le mécanisme de la circulation peut se simplifier et offrir d'avantages à tous par l'économie de temps et l'activité qu'il facilite. Nul doute que les banques locales et leurs billets au porteur et à échéances déterminées ne soient, un jour prochain, aussi indispensables que le sont aujourd'hui les maisons de change, les billets à terme, les escomptes, les comptes courants, les lettres de change et de crédit, etc., tous ingénieux moyens, inventés dans le même but de faciliter la circulation des richesses et le mécanisme de la production.

Un seul article inséré dans le réglement des banques suffira pour donner une entière sécurité au public : c'est que ces établissements soient sous la surveillance et le contrôle vigilant de commissaires du gouvernement.

Quant aux lettres de change, aux effets de com-

merce en général, lorsqu'il sera si facile de connaître, même aux plus lointaines distances, les maisons qui ont fait traite ou souscrit ces lettres ; lorsque chacun sera forcé de jouer carte sur table, de manœuvrer à ciel ouvert devant une publicité toujours renouvelée *et à jour;* leur cours et leur acceptation dans toutes les relations seront certainement sans danger.

Également les billets au porteur et à échéances déterminées, de valeurs minimes, circuleront pour les moindres transactions et obligations de la vie privée, et seront reçus dans les campagnes voisines du lieu de leur émission sans difficulté aucune.

Si l'on s'inquiétait de cet état, si l'on doutait qu'il fût possible, nous dirions qu'il n'y a rien là de nouveau; que c'est l'extension pure et simple du même mécanisme, de la même base de confiance à un plus grand nombre de personnes et d'affaires; mais pour cela, il faut le développement de la moralité publique, secondée par le progrès de l'aisance et de la diffusion des richesses. Or, comment ne pas croire à ce développement? le passé ne répond-il pas de l'avenir, et conçoit-on que plus d'aisance ne produise pas en définitive plus de moralité?

Si la confiance, si le crédit se relèvent toujours des crises formidables et des pertes sèches, énormes, que l'on a vues si souvent depuis un siècle, il faut reconnaître qu'il y a dans cette institution toute morale une nécessité impérieuse et persistante, plus forte que toutes les appréhensions de la prévoyance individuelle; et que le crédit est destiné à s'agrandir

incessamment à travers les crises jusqu'à l'universalisation la plus entière, la plus incroyable pour notre foi du XIXᵉ siècle. C'est qu'en effet le commerce ne peut se passer du crédit, c'est qu'à mesure que se développe l'industrie et s'agrandissent les relations humaines; à mesure aussi et forcément, il faut que le crédit suive ces exigences et y pourvoie: sans crédit, point de commerce; sans confiance, point de crédit, et enfin, sans moralité, point de confiance. La moralité, voilà donc la pierre angulaire, le soutien essentiel de l'édifice, le comment de toutes les relations; mais qu'est-ce qui nous assure qu'elle sera dans l'avenir? Tout ce qui, aujourd'hui, prouve qu'elle est: c'est à dire le commerce universel lui-même, d'abord; l'augmentation de la production, de la consommation, de la population; le progrès des sciences; le perfectionnement des arts; la magnanime attitude des masses en Europe; l'émancipation successive des ouvriers, leurs sentiments pacifiques; les bonnes intentions des peuples l'un pour l'autre; l'absence des calamités politiques; tout ce qui, enfin, est signe par excellence de vie, de force et de moralité.

Comment donc ne pas prévoir une nouvelle extension du crédit lorsque, par les chemins de fer et par la propagation des machines à vapeur, de nouvelles garanties vont être données à la publicité, aux moyens d'informations, et un immense développement à la production, à la circulation; un nombreux personnel à l'industrie, à l'agriculture et au commerce!

Soit donc que la monnaie reste en valeur réelle

dans les caisses, soit que des immeubles soient donnés à la chose publique en hypothèque comme garantie, soit que le fonds social des institutions de crédit aille bonifier dans les placements sur fonds publics, il surgira une valeur *uniforme nationale*, en papier, laquelle fera office de monnaie, sera transmissible et échangeable à quelques jours de vue; alors la monnaie métallique interviendra de moins en moins dans la circulation commerciale et locale, et ne fera office réel que dans des circonstances exceptionnelles, comme dans les liquidations et les réalisations de capitaux pour des desseins privés.

Il est probable que dans chaque village, dans chaque centre un peu actif, il y aura un comptoir succursale, comme en Angleterre, pour faciliter l'industrie des petits producteurs dont l'exploitation ne comportera pas l'association par actions.

Il est probable que des banques locales émettront pour un certain rayon des billets au porteur et d'autres à échéances courtes, de la valeur de 10 et 20 fr. qui feront par conséquent office de monnaie; mais tout particulier, quelque recommandable et solvable qu'il soit, ne peut prétendre à être admis à un tel privilége; car si le public sait qu'une maison mérite sa confiance, puisqu'elle ne bat monnaie que sous le contrôle du gouvernement, il ne pourrait le savoir également de tous et de chacun; puisque le contrôle analogue d'un grand nombre est impossible, et à plus forte raison celui de tous, riches et pauvres.

Mais dans ces limites, et avec ce contrôle, le pa-

pier-monnaie n'a que de grands avantages, sans aucun inconvénient.

Et l'on voit comment dans ce régime de publicité où l'on est informé à propos des besoins et des bonnes entreprises du monde industriel et commercial; où chacun, dans un très grand rayon, pourra très bien juger des bons placements; comment, dis-je, les sociétés par actions pourront tenir lieu de banques et les remplacer ainsi dans un rayon de plus en plus grand, à mesure qu'elle se propageront et que la concurrence infiniment petite se transformera en concurrence moyenne.

En effet, les banquiers ne sont là que parce que les capitalistes et les bourgeois, qui ont des fonds à prêter à intérêt, ne sont pas mis en communication directe avec les industriels et les agriculteurs, et qu'ils n'ont pas les moyens de savoir les ressources et les aptitudes du premier industriel venu.

D'ailleurs, les hommes capables, qui, aujourd'hui, se mettent à la tête d'une entreprise et qui par leur industrie font valoir l'argent d'autrui et s'enrichissent ou *culbutent*, ces hommes, étant isolés, s'approprient tous les bénéfices s'ils réussissent; compromettent ainsi à leur guise et selon leur moralité toute la fortune d'autrui s'ils ne réussissent pas, et souvent ils ne s'arrêtent qu'après avoir tout risqué; ils sont enfin irresponsables.

Mais ces individus, par la nouvelle constitution du travail aggloméré et des fonds associés, par le système d'actions perfectionné, ces hommes non res-

ponsables, deviendront les gérants reponsables, agissant et disposant des fonds sociaux dans les limites et sous un contrôle préétablis. Sans doute, il faut que ces hommes capables parviennent à la tête du mouvement industriel, mais il faut qu'ils soient contraints par la bonne constitution des choses à gérer dans l'intérêt général en même temps que dans le leur; or, cela n'est possible qu'avec le mode des associations que réglementent des statuts rigides et la vigilance gouvernementale : cela est impossible sous le régime d'une concurrence qui force à tous les expédients, et qui nécessite qu'on *écrase* par tous les moyens si l'on ne veut être écrasé soi-même.

Et puis, quand la publicité sera ce que nous avons dit, il suffira qu'une entreprise quelconque soit bonne et annoncée, que ceux qui l'imaginent offrent des preuves d'aptitude et de bonne foi dans leur conduite passée, pour qu'aussitôt le public, attentif à épier les bonnes occasions, apporte à l'envi, *directement*, ses petits capitaux, sans passer par l'intermédiaire onéreux et inutile d'une compagnie de banquiers-agioteurs qui, dès l'instant, prélèvent la meilleure part des bénéfices en promesses, ne laissent souvent aux actionnaires véritables que les chances de perte et de ruine, et gâtent ainsi les meilleures affaires.

Il est donc probable, ou que les épargnes aujourd'hui confiées au *Trésor public* et aux *caisses d'épargne,* en Angleterre et en France, leur seront successivement retirées pour être placées dans les diverses branches du travail national; ou qu'elles

iront alimenter une vaste et solide *institution de crédit national* créée sous les auspices et mise sous le contrôle des *pouvoirs représentatifs* (1) : car jamais il ne pourra être question de les absorber dans une systématisation autre : directement et par lui-même un gouvernement n'a point à commanditer l'industrie, il doit la régulariser, la protéger et la contrôler ; ou bien son intervention doit être si indirecte, si élastique que la liberté n'y puisse perdre : nul doute, cette régularisation et cette hiérarchisation des banques s'opéreront à mesure de leur extension, et l'on doit voir dans cette ouverture nouvelle offerte aux placements une circonstance fort opportune qui, correspondant aux opérations successives de remboursement des dettes d'État dans toute l'Europe, laissera aux rentiers la faculté d'opter entre le taux d'intérêt de l'industrie et celui du gouvernement.

En général, les intermédiaires parasites fourmillent de nos jours, et ce sont eux qui perpétuent l'agiotage : le crédit est toujours d'autant mieux fondé qu'il est plus direct entre les producteurs et les propriétaires véritables.

Or, les forces et les moyens dont nous étudions l'influence et principalement les sociétés par petites actions couperont court aux spéculations de ces parasites ; et, en général, elles diminueront leur importance en leur ôtant la clientèle des petits capitalistes disséminés.

(1) Voir la Note 10 à la fin du Volume.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que plus la confiance et le crédit s'affermissent par l'affermissement universel de la bonne foi et des moyens de publicité et d'informations, plus la circulation peut se passer et se passe des escomptes des banquiers : en effet, la confiance particulière que les banquiers accordent au commerce qui vient escompter, est là pour suppléer à la confiance générale du monde industriel et commercial qui n'a aucun moyen de s'éclairer comme fait l'agence banquière sur les ressources, la moralité et la capacité des personnes avec lesquelles elle a des relations de ce genre; mais dès que, par les moyens indiqués et par l'amélioration de la moralité privée, les raisons sociales, les grands établissements auront un crédit plus étendu, ils recourront moins à la ressource de l'escompte et de la commandite banquière.

D'ailleurs, plus les associations seront fortes et aglomérantes, plus leurs ressources et le crédit qu'elles méritent seront connus de tous; plus, par conséquent, leurs promesses respectives feront office de numéraire, et plus encore la circulation pourra se passer des escomptes et des lettres de change.

Toutefois, même dans l'hypothèse de la vulgarisation presque exclusive du mode des sociétés par actions dans les sphères diverses de l'industrie, et de la socialisation des instruments de travail, il y aura toujours lieu à l'intermédiaire d'une banque ou d'une institution analogue qui dans chaque localité, dans chaque ville commerçante surtout, soit chargée

de faire passer et fructifier les capitaux disponibles dans les mains de ceux qui peuvent les faire valoir; mais l'on conçoit des moyens plus *libéraux* et plus larges que ceux de nos jours (1).

C'est là une fonction dévolue essentiellement aux banques, ou plutôt, c'est là la raison de leur fonction, et cette raison ne peut cesser d'exister dans le plus lointain avenir; car, si les banques perdent de leur importance pour le mouvement local dans un rayon beaucoup plus grand qu'aujourd'hui, elles en auront une plus grande pour le mouvement général qui s'étendra alors à toute l'Europe d'une manière active, et qui ultérieurement sera universel. Quelles que fussent la facilité des informations et la perfection de la publicité, et la lointaine et active correspondance qu'entretinssent les sociétés par actions, toujours seraient-elles insuffisantes pour suppléer à l'office des banques, ou il faudrait qu'elles s'organisassent par *spécialités*, de manière à trouver chacune en elle-même, dans son propre sein, les ressources du crédit; ce qui n'est pas impossible, et ce à quoi la division du travail, qui est le nerf de l'économie à venir, ne s'oppose aucunement.

Il n'y aurait que dans le cas où chaque agglomération rurale, toutes les industries, tous les intérêts, venant à se constituer en association unitaire, par le système des actions, il y eût un département de l'administration de la société qui fît fonction de banque

(1) Voir la Note 10, déjà citée, à la fin du Volume.

et de caisse commune pour toute la masse des co-actionnaires ou des ouvriers participant à divers titres.

Or, on voit que, même dans ce cas, le banquier et l'office qu'il remplit, ne seraient pas disparus, remplacés par un autre mode, mais seulement reliés à l'administration générale des sociétés.

Mais pour les relations cosmopolites, une banque générale centrale, dans chaque nation, serait encore nécessaire. Tous les petits centres secondaires dont nous venons de parler se relieraient à elle, pour le cas seulement du change cosmopolite; car dans un grand rayon, ces centres se feraient mutuellement office de banques; et comme ils seraient d'ailleurs abonnés à leurs produits excédants *mutuels*, et qu'ils pourraient se donner des garanties hypothécaires sur les valeurs mobilières et immobilières de la société ou raison commerciale unitaire qu'ils représenteraient, la confiance, la communication directe, et la relation intime, ici, comme dans nos hypothèses précédentes, suppléeraient à l'intervention d'une banque détachée.

La propagation de nos moyens de richesses, de publicité et de crédit, hâtera l'époque d'une fédération tacite de toutes les banques, de tous les négociants des points antipodes.

Dans les bourses des grands centres commerciaux de chaque contrée, il se négociera des billets et des lettres de change universels. Ce qui se fait dans la bourse de Londres, se répétera dans tous les centres importants du globe.

Des lettres de crédit seront ainsi données par des *maisons* de Londres ou de Paris pour la Chine et pour les autres pays de l'Asie et de l'Amérique du nord et du sud, comme aujourd'hui elles en donnent à tous les voyageurs nationaux pour l'Italie et pour les autres pays du continent (1).

Déjà, nous voyons la circulation la plus active s'effectuer entre des nations séparées de 2,000 ou 3,000 lieues, comme les États-Unis avec l'Angleterre et la France, par l'entremise des banques de ces trois pays, c'est à dire grâce à la confiance, au crédit que s'accordent, *sans s'être jamais vus*, des ÉTRANGERS séparés par des intervalles immenses.

Donc, ce qui se passe entre le commerce de ces trois puissances, non seulement s'étendra un jour à la Chine, aux Indes, au commerce universel; mais la confiance sera plus entière à mesure que les perturbations commerciales trouveront moins d'aliment dans les spéculations téméraires d'individus isolés qui jouent au hasard; et que la réunion des capitaux donnera de la consistance aux entreprises, et imposera de la responsabilité aux gérants.

Les banquiers ne commanditeront plus autant d'individus isolés; ils aideront principalement les sociétés par actions qui présenteront des chances de succès et de prospérité, à se constituer; ils escompteront pareillement beaucoup moins des effets de particuliers que des effets de sociétés. Le nombre des

(1) Les banques sont connues et introduites jusqu'en Australie : on y en comptait déjà trois il y a quelques années.

petites affaires sera diminué pour eux; et celui des grandes sera considérablement augmenté.

Leur entremise, pour tout ce qui ne regardera pas le change extérieur cosmopolite, sera même très bornée, la confiance presque entière établie alors entre les grandes raisons commerciales, agricoles et industrielles d'un même pays, y suppléera le plus souvent.

Et plus prochainement les banquiers deviendront les caissiers communs des maisons de commerce et même des capitalistes étrangers aux affaires, qui voudront faire bonifier constamment les moindres capitaux, qui, sans cela, resteraient dormants chez eux : c'est déjà ce qui a lieu à Londres, à New-York, etc., et même à Paris.

VIII

LE COMMERCE EXTÉRIEUR, L'AGRICULTURE NATIONALE ET LES DOUANES.

TABLEAU DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Abondance, variété, bon marché inouis des produits exotiques sur chaque point du globe. — Échanges et correspondances cosmopolites incessants. — Célérité et fréquence prodigieuse des relations. — Suractivité nouvelle des voyages de long cours. — Flux et reflux perpétuels des richesses entre toutes les nations du globe. — Amplification du *nécessaire* et des utilités des peuples. — Nouvelles habitudes contractées. — Par conséquent nouveaux besoins à satisfaire. — Richesse et variété des produits exotiques sur les marchés anglais. — Liens qui résulteront de ces échanges et de ces habitudes entre les nations. — Développement du luxe en Europe. — Rôle social et économique des Européens dans le contact universel des peuples. — Les peuples d'Asie ne sont point fainéants. — Importance sociale du commerce extérieur. — Grand levier de la civilisation et des progrès du droit des gens. — Propagande insolite des goûts, des usages, des expédients supérieurs ou réellement préférables.

Rappelons-nous que, pour la célérité des communications et des transports, l'Europe des chemins de fer et des bateaux à vapeur est dans les limites de la France actuelle. Nos neveux trouveront donc les produits nombreux et variés des climats et des industries d'Europe sur leurs marchés, tout comme nous trouvons sur les nôtres ceux de la Provence, de la Flandre ou de l'Alsace; et aussi abondamment,

aussi bien conservés et frais, aussi vite arrivés, en cas de commande extraordinaire; enfin, absolument dans les mêmes conditions de temps, de choix et bien certainement de prix, qu'aujourd'hui les richesses du territoire national.

Les échanges seront donc également aussi multipliés, aussi suivis, aussi constants; les correspondances et les allées et venues du commerce aussi fréquentes; le crédit et la confiance aussi facilement obtenus, aussi sérieusement garantis qu'entre les maisons des principaux centres de commerce français. Et l'on vous dira, je vais à Berlin, à Francfort, à Saint-Pétersbourg, à Moscou, à Cronstadt, à Smyrne, à Vienne, en Valachie et en Moldavie, à Rome et à Malaga, ou à Valence d'Espagne, tout comme on vous dit aujourd'hui : je pars pour Lyon, pour Bruxelles, Lille, Strasbourg, Marseille ou Bordeaux.

Rappelons-nous ensuite que le reste du globe habité et civilisé, fût-il trente-six fois plus grand que l'Europe, tout s'y passerait encore, sous le rapport de la célérité des communications, du mouvement, des échanges et de la fréquence des relations commerciales, comme aujourd'hui entre les seules nations de ce continent.

Par l'adoption générale des chemins de fer, des bateaux à vapeur, des canaux et des forces motrices stables, ou de quelque invention encore ignorée qui équivale, qui supplée à ces puissants véhicules, le commerce extérieur de chaque nation du

monde devient donc *cosmopolite*, et vous entendrez également dire, un peu plus tard, il est vrai : Je reviens d'Ispahan, de Bagdad, de la Tartarie ou de l'Inde; de Péking ou de Canton, par terre ou par mer, beaucoup plus qu'aujourd'hui vous n'apprenez un retour de Vienne, de Berlin ou de Londres.

Car il en sera de la suractivité nouvelle des voyages de long cours, comme de celle des lignes intérieures de chemin de fer : le nombre des voyageurs nouveaux sera sans proportion avec le nombre des voyageurs anciens; et, de même qu'en Belgique, en Angleterre, aux États-Unis, une ligne avec ses embranchements, amène aussitôt le triple, le sextuple, et seize fois même plus de voyageurs; de même l'existence de lignes internationales et intercontinentales de chemins de fer ou de paquebots, déterminera un affluence prodigieuse de nouveaux voyageurs, de *touristes* et de commerçants, sans qu'il soit possible d'en comparer le chiffre avec celui des voyageurs actuels sur chaque direction spéciale.

Et alors s'établiront entre toutes les nations un flux et un reflux perpétuels, abondants, des richesses totales du globe. Chaque peuple se trouvera un jour le fournisseur général des autres pour les produits *sui generis* de son climat, de son sol ou de son industrie; et alors, sur les marchés de la moindre localité, abonderont, non plus seulement les produits du continent, mais les productions étonnemment variées du globe habité tout entier.

Le *nécessaire* du grand nombre des hommes va *s'amplifier* de tous les dons que la nature prodi-

gue spécialement aux diverses latitudes, aux climats, aux races (1).

Nous avons déjà dans notre Europe le café, le thé, le sucre, le coton de l'Orient; tous ces produits si renommés sous le nom de denrées coloniales; et nous ne pouvons plus nous en passer : ils font partie, pour les uns, du *nécessaire*; pour les autres, des utilités agréables.

Déjà l'Angleterre, comme l'aînée des nations voyageuses et commerçantes, et l'avant-garde de la propagande et du cosmopolitisme industriel, offre dans ses magasins et dans ses marchés quelque chose de cette variété de produits exotiques qui, dans l'avenir, sera générale en Europe : elle abonde de jarres de porcelaines de Chine, de peaux de daims du Labrador, de calebasses de la Nigritie, etc.

Mais, ni l'Angleterre, ni le continent, n'ont encore tous les dons du ciel ou du sol africain, des climats de l'Asie intérieure, ni du milieu des Amériques du sud et de l'Océanie. Il y existe cependant, à n'en pas douter, une foule de plantes et de produc-

(1) Déjà nous avons sous nos yeux des preuves de cette future et universelle abondance par l'office des bateaux à vapeur. Ainsi nous apprenons que les bateaux à vapeur qui font périodiquement le voyage de Marseille à Cette, apportent, dans la première de ces villes, un chargement de denrées de toute espèce jusqu'ici peu abondantes à Marseille. C'est un jardin, un parc, une basse-cour du riche Languedoc qui lui arrivent ainsi par voie de mer. Le poulet, qui y était naguère réservé aux tables des riches, est aujourd'hui accessible à toutes les classes. On en a deux pour 40 sous. C'est presque le prix de la viande de boucherie d'autrefois. Celle-ci baisse en conséquence, le poisson, les herbages diminuent aussi journellement, et les huîtres vertes sont au prix de celles de Paris. (*Octobre* 1837.)

tions minérales et végétales, dont nous ne connaissons pas les propriétés hygiéniques, les agréments ou l'utilité domestique.

Or, par les voyages, par la propagande commerciale universelle, par l'activité et le développement industriel qu'ils communiqueront aux nations de l'Asie et des autres pays, nous les connaîtrons, nous les recevrons et les consommerons, et elles deviendront, comme le café, des utilités, des nécessités, des habitudes par lesquelles nous tiendrons indissolublement à tous les climats et à tous les peuples.

Il s'effectuera dans l'Europe du XIXe siècle, grâce aux chemins de fer et aux bateaux à vapeur, un développement de luxe analogue à celui que les *croisés*, séduits par l'éclat et la pompe asiatiques, propagèrent à leur retour dans l'Europe des XIe et XIIe siècles.

Car les commerçants, et par eux les nations, s'inoculeront à l'envi le désir de leurs produits communs, en faisant connaître les propriétés, les avantages, et en offrant la belle apparence de leurs marchandises; ils feront plus, ils s'inoculeront leurs habitudes, leurs jouissances, et se rendront ainsi mutuellement les raffinements plus multipliés, la vie matérielle plus intense.

L'Européen, surtout, ira solliciter l'Asiatique et l'Océanien à la consommation de ses ingénieuses et inépuisables variétés d'étoffes, et de ses produits si remarquables par leur forme de bon goût, par leur

dessin et leur légèreté ; ils vulgariseront même chez eux les créations de nos artistes : peintures, sculptures, gravures, etc.

A eux enfin sera dévolue la tâche de former les débouchés et les relations universels ; car les peuples des civilisations étrangères à la nôtre, n'auront aucun besoin de nous exciter à la consommation de leurs richesses : nos désirs ne sont que trop exaltés ; ils nous poussent suffisamment à la recherche de ce qui peut les satisfaire ; mais les leurs dorment d'un sommeil léthargique voisin de l'atrophie : ou plutôt leurs désirs vivent, mais ils sont combattus par des institutions, par des mœurs, des croyances qui sans doute ont eu leur racine dans les prédispositions de ces races, mais qui ont ensuite contribué à altérer ces mêmes facultés originelles, et à les faire dévier de leur caractère social, et qui d'ailleurs doivent en définitive se modifier et se mouvoir, quelles que soient la lenteur du mouvement dans ces mêmes races et l'influence de leur climat.

Après tout, les peuples de l'Asie sont loin d'être *fainéants*. Les agriculteurs chinois peuvent défier les nôtres pour l'activité, l'énergie et la constance ; la population de ce vaste empire le prouve bien mieux encore. Tous les produits exotiques que le commerce des Etats-Unis et de l'Angleterre importe en Europe, sont une preuve que le reste de l'Asie et du monde *travaille*, et qu'ils n'attendent qu'une puissante excitation pour se rendre les émules de l'Europe, dans la voie de perfec-

tionnement industriel et de création des richesses.

Il n'est point de peuplade, quelque misérable soit elle, qui n'ait un certain commerce extérieur; une fois ouvert et entretenu, il augmente, il se développe; et cette tendance n'a contre elle que de rares et puissantes circonstances.

Ainsi, il suffit qu'on ait le moyen de consommer davantage à l'intérieur, pour que l'effet se fasse ressentir à l'extérieur : un surcroît de commande et d'achats chez un autre peuple, décide chez ce peuple un surcroît, un besoin proportionnel de jouissances, dont il va demander les objets à quelque autre peuple, et le plus souvent à celui qui a procuré ce surcroît, et ainsi de suite.

Il suffit enfin qu'un peuple aille rechercher les produits d'un autre pour l'enchaîner au mouvement et au char de la civilisation; car, par les *commandes* qu'il fait chez ce peuple, il le rattache à son propre avenir; il y met, outre des désirs, un intérêt nouveau, des besoins, qu'il faudra satisfaire un jour; une sympathie, un retour d'échanges qui conduit à un nécessaire plus considérable et définitivement à une activité plus constante; à l'établissement des mœurs laborieuses, et à une constitution de la société pour le travail. Un autre effet non moins important de ces communications commerciales plus fréquentes et plus étendues, ce sera l'apparition de nouveaux produits humains; la demande ou l'offre de nouvelles utilités jusqu'ici non soupçonnées : c'est une loi de l'activité sociale écrite dans l'histoire, que la variété, les nuances, le nombre des produits

nécessaires, agréables ou utiles, qui composent le confortable général d'un peuple, augmentent à mesure que le génie de cette civilisation fait des conquêtes sur la nature, et la fait fonctionner à la place de l'homme dans la création des richesses connues jusqu'alors. Tout concourt à ce résultat dans les choses humaines : les revenus plus grands de tous ou d'un petit nombre, qui l'invitent au faste, au superflu, à la recherche de nouvelles jouissances, et de nouveaux moyens de distinctions et d'éloges; les loisirs qu'ils ont et qu'ils consacrent au progrès des beaux-arts, et à la multiplication des objets d'imagination, de curiosité; enfin et surtout, la nature désireuse et insatiable de l'humanité en masse, qui va toujours au devant des nouveaux biens que son imagination lui fait envisager, et des promesses que lui prodigue l'espérance.

Partout où il y aura une habitude, un usage, un ton, une manière excellente, un mode de se vêtir, de se chauffer, de se nourrir, de bâtir; un expédient quelconque pouvant augmenter le goût, le bien-être, le confortable ; ce procédé sera recueilli par les voyageurs de tous les pays; importé, accepté, imité, presque répété jusqu'à ce que *ce degré d'assimilation* commune de croyances, d'habitudes, d'institutions, qui fait que certains groupes de nations se sentent unis par le même fonds de civilisation, règne par toute l'Europe, et finalement, un jour dans le monde entier.

L'AGRICULTURE NATIONALE.

Importance primordiale de l'agriculture. — Danger de subalterniser l'agriculture à l'industrie manufacturière ; le commerce intérieur au commerce extérieur. — Difficulté graduelle de prospérer dans le commerce extérieur et d'y mettre exclusivement l'espoir national. —Nécessité prochaine pour chaque pays de se créer à l'intérieur, parmi les *paysans*, des acheteurs et des consommateurs riches ou aisés.—Prospérité infaillible de l'agriculture et de l'horticulture. — —Résultats providentiels ou causes finales lointaines de la poursuite des richesses. — Idée de la puissance que recèle le globe et qu'il tient au service des hommes.

Dans cet universel redoublement d'activité pour la transformation des éléments terrestres au profit direct de l'humanité, c'est à l'agriculture que sera d'abord demandé le contingent supplémentaire, car c'est elle la source initiale par où s'alimentent et se ravivent éternellement les autres canaux de la richesse. C'est elle que toutes les autres industries chargent du soin de nourrir leurs nombreux travailleurs; et tout supplément de population exige in-

continent un supplément correspondant de moyens de subsistance, c'est à dire de richesses agricoles.

En considérant l'ensemble des conditions d'une augmentation universelle des richesses manufacturières, on voit aussitôt qu'elles appellent nécessairement une augmentation générale des produits du sol, et que l'agriculture doit même se hâter de devancer le mouvement industriel, si l'on ne veut pas qu'il y ait un point d'arrêt fatal, une stagnation, une disette des éléments premiers de la richesse, ou, ce qui revient au même, une augmentation de prix des matières premières, qui rende nuls tous les efforts faits indirectement pour la baisse des prix de production, par l'intervention des machines : malheureusement, en France, dans ces derniers temps, il y a eu une déplorable tendance à subalterniser la richesse territoriale, à donner la préférence à l'activité manufacturière; par suite de cette fâcheuse préoccupation, l'on pense moins à produire pour l'intérieur que pour l'extérieur; l'on va chercher des matières premières à l'étranger au lieu de songer à celles qu'on pourrait faire surgir du sol national. Cela convenait à l'Angleterre, mais cela ne convient pas au continent, ou plutôt il ne doit le faire qu'en développant simultanément son agriculture, et en fondant d'abord sa prospérité sur un sol si riche, et qui assure tant de puissance à ses peuples.

Toutes les nations de l'Europe ne peuvent pas ne s'occuper que de filer et de fabriquer du coton, du lin, et de la laine, etc., comme l'Angleterre. Si

l'Amérique, si l'Angleterre ont senti la nécessité de fonder leur prospérité sur l'agriculture, comme sur l'industrie manufacturière; et si elles possèdent et cumulent tout à la fois les matières premières et les manufactures, nulle nation ne songera à les rivaliser en exploitant exclusivement l'une ou l'autre.

Néanmoins, il faut reconnaitre que cette préoccupation a été bonne passagèrement; essentielle même, pour l'indépendance et la prospérité futures des nations européennes; car il y a un résultat acquis, qui ressort de cette exagération : le continent s'est donné des fabriques; chaque nation s'est donné, outre l'agriculture qu'elle avait, une industrie manufacturière qu'elle n'avait plus eue dès le jour où les machines supérieures avaient permis aux Anglais d'apporter sur tous les marchés des produits parfaits, à un rabais décisif.

Mais il est encore à craindre que les nations qui, comme l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Turquie, vont entrer dans la lice industrielle, en important le matériel moderne, ne fassent prédominer l'industrie manufacturière au préjudice de l'agricole, comme en France; mais elles s'en repentiraient : il devient de plus en plus difficile de prospérer dans le commerce extérieur, à moins d'avoir son point d'appui et son aliment dans le développement des produits agricoles indigènes, ou coloniaux.

Et cela sera, à plus forte raison, à mesure que se propageront les machines à vapeur chez toutes les nations, car leur office naturel et premier sera natu-

iellement de manufacturer pour les besoins des con-
sommateurs intérieurs, en appelant comme auxi-
liaires de leurs essais, des prohibitions ou des droits
de douanes; et par conséquent de fonctionner au pré-
judice des nations commerciales manufacturières les plus avancées, et à plus forte raison de celles qui tenteraient de leur faire concurrence.

La propagation des machines servira donc surtout et presque exclusivement chez ces nations à opérer sur elles-mêmes, pour se libérer, s'affranchir du tribut payé par elles aux manufactures étrangères, en tout ce qui sera compatible avec leurs aptitudes natives ou acquises.

On peut prévoir que la propagation aura pour effet immédiat de tendre efficacement à la moindre inégalité de richesses et de puissance entre les nations comme entre les individus.

Cette obligation de se borner à la consommation intérieure fera sentir bien plus tôt la nécessité de se créer des acheteurs et des consommateurs parmi les masses des campagnes.

Or, on verra qu'on ne le peut qu'en favorisant et en protégeant l'agriculture; en y portant des capitaux, une instruction technique et spéciale aux cultivateurs et aux ouvriers; et en y propageant les méthodes les plus avancées. On demandera donc au sol national d'abord, tout ce qu'il peut donner, et il donnera généreusement, partout, dès qu'on lui appliquera les nouvelles méthodes. Les capitaux se porteront donc vers l'agriculture; car, pour cela, il faut

faire des avances, et le petit morceleur qui n'en est pas capable, ou se transformera en co-associé, ou réunira son champ à la ferme voisine, ou tombera dans les voies de l'emprunt et de l'usure, et finira par aliéner son champ en faveur de la grande culture et de la grande propriété.

L'horticulture, aussi, fera de grands progrès : ses produits et ceux des laiteries, des *fruitières*, des basses-cours, etc., se multiplieront et rendront au fermier, outre leur valeur, un engrais qui permettra d'entretenir la perpétuelle fécondité des terres ; et de grandes expéditions de tous ces produits seront faites pour des pays éloignés, où le sol se refuse à leur naturalisation (1).

C'est encore un des résultats heureux de l'existence d'une ligne de rails et de locomotives dans une localité, que, entrepris uniquement dans la vue de relier deux foyers extrêmes riches et populeux, ils viennent néanmoins vivifier en même temps sur leur parcours les portions de pays retardataires, pauvres, ou sans débouchés; car, il arrivera naturellement que des capitalistes, éveillés par cette apparition de débouchés pour le transport et pour la circulation prompts, y viendront fonder des usines, des manufactures, ouvrir des mines et des carrières.

De toute manière, l'exploitation des richesses in-

(1) Déjà depuis les récents progrès de l'horticulture en Europe, et la rapide traversée des paquebots à vapeur, il se fait de France pour les Indes des exportations importantes de fleurs et de plantes très fragiles, et généralement pour les colonies et pour les pays étrangers.

térieures du globe, aussi, prendra un développement extraordinaire qui contribuera sensiblement à une nouvelle distribution de la population, qui, du moins, appellera l'activité et la richesse, et créera de nouveaux centres de population dans les pays de la terre les moins habités et les plus stériles à la surface. Partout, n'en doutons pas, des mines et des carrières attendent l'exploration de l'industrie qui ne peut manquer de s'ingénier à les découvrir.

C'est ainsi qu'en même temps que l'homme cherche des moyens d'augmenter la richesse, il réalise les hautes vues de la providence, en peuplant successivement toute la terre, et qu'il opère, du même coup, la distribution et la production de plus en plus intelligentes et convenables de la population.

A cet égard, l'influence des nouveaux moyens de transport et de production, est particulièrement frappante ; non seulement la vapeur et les chemins de fer sollicitent cette exploration par le développement qu'ils décident dans la production universelle, mais immédiatement, et pour leur propre mouvement, ces forces réclament l'ouverture des mines de charbon et de fer comme leur élément.

Ainsi, dès l'instant, les nations ont devant elle une transformation matérielle colossale à opérer. L'eau, le fer, la houille sont inépuisables aux entrailles ou à la surface du globe. Un jour, dans ses époques géologiques, la nature a couché là, dans ce dessein final, d'immenses forêts de fougères gigantesques : le moment est venu où l'homme a deviné la voie du

créateur; du moins n'est-ce pas un médiocre témoignage à nos yeux en faveur de la légitimité religieuse de cette invention de Watt; et, par conséquent les constituants essentiels des machines à vapeur sont assurés pour longtemps à presque toutes les nations : la houille surtout sera surabondante.

Il suffit qu'une faible portion du genre humain se consacre à leur extraction, à leur combinaison, à leur fonctionnement, pour en tirer la somme de richesses premières nécessaire à l'existence et au bien-être d'une masse de populations aussi pressées que le comporte l'habitation saine et commode du globe.

Notons-le bien : le charbon, le fer, l'eau, poussent et se reproduisent d'eux-mêmes; il suffit de les extraire à l'aide de ces mêmes machines que leur extraction doit multiplier à l'infini.

Mais, élevez à grands frais, chaque jour et sans cesse, de malheureux troupeaux de bêtes de somme; n'ayez égard ni aux non-valeurs qu'entraîne cette élève difficile; ni à la cruelle nécessité de fonder notre bonheur sur la souffrance continuelle des êtres animés inférieurs! Consacrez à leur nourriture toute la fécondité de la terre habitable, multipliez-les à ce point qu'il n'y ait plus place à côté de leurs essaims nombreux que pour les hommes leurs maîtres cruels, et puis aux forces musculaires de cette humanité, ajoutez ces forces animales!... Eh bien! vous n'aurez encore qu'une ridicule approximation de la puissance que recèle le globe, et qu'il tient au service de l'homme!

RÉPARTITION DES PRODUITS DE LA TERRE ENTRE LES DIVERS CLIMATS. — SENS SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DES DOUANES ET DES PROHIBITIONS.

Propagation universelle des bonnes méthodes agronomiques. — Question de l'équilibre industriel. — Comment l'équilibre politique en dépend. — Que la nature a préétabli l'équilibre industriel. — Deux sortes d'équilibres à chercher. — Raison profonde des prohibitions et des traités de commerce. — Faut-il respecter la grande répartition de la nature? — Conduite à tenir en général dans la question des douanes. — Mission spéciale des races et des sociétés. — Par quelles séries d'influences les barrières de douanes viendront à diminuer et à disparaître en Europe, et successivement dans les deux mondes. — La division pacifique du travail entre les nations est-elle possible. — Prévisions relatives aux *associations douanières* ou *unions commerciales*.

Vues ainsi dans leur ensemble, les influences des véhicules nouveaux de la richesse dans toutes les nations, semblent donc devoir infailliblement déterminer un progrès rapide et considérable dans le rendement du sol cultivable tout entier. Toute nation qui se jetterait inconsidérément dans l'in-

dustrie manufacturière à l'exclusion de l'agricole, serait amenée forcément tôt ou tard au soin et à la fécondation de son territoire.

Aussi, peut-on prévoir que, de l'ère des chemins de fer, datera celle d'un notable perfectionnement dans la culture et l'embellissement de la terre.

Aussi, peut-on en induire que la péninsule hispanique, l'Italie, l'Asie-Mineure, la Grèce et la Turquie manifesteront leur régénération par un retour zélé et intelligent vers la culture de leurs généreuses terres.

Les engrais nouveaux, les méthodes européennes les plus fécondantes, toute notre économie agricole et industrielle seront diligemment importés par nos missionnaires commerçants, partout où la moindre velléité progressive se manifestera ; les peuples arriérés apprendront de nous l'importance de l'assolement et de la variété des cultures pour la fécondité des meilleurs sols, et de cette nécessité de varier et d'alterner les récoltes, résulteront des essais d'acclimatement et de naturalisation des plantes et des industries de tout le globe. En même temps, ces essais réclameront la protection mesurée d'un système de droits et d'équilibre entre les industries similaires exotiques et nationales, à l'abri duquel chaque nation parviendra à s'élever au niveau des nations les plus puissantes, ou du moins à combler l'intervalle dangereux ou humiliant qui l'en sépare.

A leur tour nos agriculteurs d'Europe appren-

dront des autres peuples (et même des cultivateurs chinois) des résultats importants de l'expérience qui les inciteront à se dégager de la funeste routine, à enhardir leur coup-d'œil et à multiplier leurs richesses.

De là une émulation en définitive salutaire pour l'intérêt universel, sinon pour la prépondérance égoïste de certaines nations.

Ici nous touchons à la grande question de l'équilibre industriel sans lequel on chercherait vainement à établir l'équilibre politique dont il est d'ailleurs le motif et la raison principale. Si chaque peuple n'était pas privilégié de quelque don de sol, de climat ou d'organisation spéciale, il faudrait désespérer de l'accord des nations ; toutes seraient en rivalité ; toutes se refuseraient réciproquement la porte de leurs frontières. Mais la nature y a pourvu : c'est à chercher l'équilibre qu'elle a préétabli en le rendant possible, que s'évertue l'égoïsme des nations (1).

Remarquons ici qu'il y a deux équilibres à chercher : celui des produits agricoles et celui des manufactures ; celui de la spécialité de la terre, de la variété climatérique et topographique, et celui de la spécialité des peuples, des hommes, des races, de la variété intellectuelle et instinctive, du *génie*.

Le premier équilibre est plus facile, plus naturel; la terre a en quelque sorte appris à l'homme, par les

(1) Voir la Note 11 à la fin du Volume.

richesses matérielles qui la recouvraient primitivement dans les diverses régions, quelle distribution il devait établir, jusqu'à quel point il devait respecter les variétés originelles et les distinctions mises par la nature.

En effet, sauf un certain nombre assez limité de plantes cosmopolites, susceptibles de transplantation et de naturalisation sous presque toutes les latitudes, leur circonscription semble éternellement préfixée par la nature; bien qu'il faille se garder de donner à cette loi une portée qu'elle n'a plus depuis que l'agronomie a démontré que la variété des produits demandés à la terre était une condition ou une source de fécondité pour le sol en général; que la culture pouvait faire naître cette variété dans les plantes jusqu'à y développer des propriétés nouvelles; qu'il était très possible de naturaliser dans un grand nombre de climats des arbres et des arbustes de toutes les contrées de la terre, jusqu'à en rendre les fruits vulgaires et à la portée du grand nombre; depuis, enfin, qu'elle nous a appris, par le fait, qu'il n'était presque point de saison ni de climat absolument affectés par la nature à la croissance et à la maturité suffisantes d'un produit utile ou agréable, soit à l'aide des climats artificiels de l'horticulture, soit par l'efficacité d'engrais puissants.

Et s'il est, à la vérité, un certain nombre de produits naturels délicats ou de consommation immédiate, qui se refusent à une transplantation quelconque dans des latitudes opposées, de savants

procédés chimiques nous ont appris et apprendront à tous les peuples à conserver des années et à transporter dans les pays antipodes les aliments les plus suaves, les plus sains, les plus variés. Le croisement des espèces aussi, prouve que l'on peut créer sous presque toutes les zones des *races* nouvelles supérieures et leur donner pour séjour des latitudes que les espèces spécifiques sembleraient ne pas pouvoir supporter.

Mais il n'en est pas de même de l'aptitude individuelle des peuples et des races; il a fallu le développement de leur intelligence sous l'influence des circonstances fortuites pour leur suggérer le développement naturel à leur génie et les dons spéciaux qui les caractérisaient.

Ainsi, rien dans la Grande-Bretagne romaine, rien chez les Saxons et Anglo-Saxons normands, ne manifestait l'aptitude industrielle et commerciale de l'Angleterre moderne.

Or, c'est dans cette initiation de chaque peuple à sa fonction industrielle spéciale que lui assignent ses aptitudes et ses prédispositions de race combinées avec les circonstances de sol, de voisinage, d'institutions, etc., qu'est la raison la plus profonde des conflits à main armée, des restrictions, des prohibitions, des traités de commerce contractés et modifiés sans cesse, des systèmes de douanes, etc.; c'est le moyen, en quelque sorte nécessaire, par lequel on va à la judicieuse et naturelle distribution des fonctions industrielles et à une division de travail

internationale qui réalise deux résultats également indispensables au bonheur des peuples et au perfectionnement général, à savoir : indépendance économique de chaque groupe de population des autres contrées pour le *nécessaire*, pour la conservation du corps social ; et nécessité des relations commerciales extérieures pour le *superflu*, pour tous les agréments d'une vie large et heureuse, pour le développement des sentiments sociaux et l'acheminement progressif vers une fraternité universelle.

Ainsi donc il ne serait ni bon ni possible de concentrer sur un seul point tous les dons de la terre; il faut respecter la grande répartition de la nature : la variété qu'elle y a mise a un grand sens social. Sous ce fait se cache le plus sûr lien des nations; si les nations pouvaient atteindre cette naturalisation universelle des produits du sol, où serait la raison d'être non seulement du commerce extérieur, mais de l'activité des sociétés? où serait l'antidote de la guerre, et comment s'opérerait l'avancement des sentiments de fraternité?

Il faut donc lire dans cette distribution naturelle des éléments des utilités humaines une grande leçon de division du travail universel donnée à l'homme par la Providence. De même que les individus, les nations; de même que l'humanité, les contrées, les climats, les zones. sont appelés à une mission spéciale, à une division des fonctions qu'il ne faut pas troubler sans nécessité majeure, qu'il

faut respecter le plus possible, puisqu'elle double l'économie, épargne également, comme les machines et les productions en grand, le temps et les forces; puisqu'elle est une condition de la perfection, de la bonté des produits, de la promptitude de la croissance; et, en effet, où trouver une figue, un citron, un fruit, dans les zones du Nord, qui vaille son similaire, par le goût et l'apparence, dans les délicieux climats d'où ils sont importés? comment l'y faire germer et mûrir à si bas prix et aussitôt et de manière à suffire à la consommation du grand nombre? En principe, économiquement et socialement, il ne faut donc pas plus *morceler* à l'infini les *ateliers de la nature* que ceux des hommes; car les climats, avec leur sol, avec leurs races indigènes, avec leurs produits *sui generis*, ne sont pas autre chose en économie que de grands ateliers ou de grandes machines affectés par la nature à la production et à la fabrication de telle ou telle spécialité de produits naturels, où les branches d'une même industrie sont réunies sous un même toit qui est le ciel de ce climat, et où cette proximité offre à chacune les avantages économiques d'un grand établissement industriel avec son unité de direction; de même que les races aussi sont un corps de travailleurs affecté par ses prédispositions natives à l'exploitation d'une branche du travail humain; et c'est, comme pour l'individu, en respectant leur vocation, qu'elles donneront leur maximum d'utilité et de puissance.

Ici, comme en bien des cas, c'est donc une juste

proportion, la *mesure*, qu'il faut chercher et qu'il est si difficile d'obtenir. Respecter à la lettre et à tous égards l'établissement de la nature, c'est abdiquer la qualité d'homme intelligent et libre; c'est ensuite s'appauvrir et se ravaler systématiquement à l'état de la nature du sauvage, et, dans notre cas, c'est condamner certains climats et des populations innombrables à la pauvreté ou à l'infériorité, à une dépendance dangereuse des autres; c'est leur refuser l'activité continuelle dont elles ont besoin dans des climats rigoureux; c'est vouloir la multiplicité confuse, l'anarchie et le gaspillage des forces, du temps et de la richesse, enfin c'est tout accorder à l'organisation, au fait, à la race; c'est sanctionner la fatalité.

D'autre part, ne tenir aucun compte de cet établissement des lois de la nature et s'efforcer de faire d'une nation un monde qui puisse se passer de tous les autres, ou bien tout ramener à l'unité ou à la concentration, c'est vouloir la monotonie, ou l'isolement, ou la faiblesse, et bouleverser la réalité fondamentale pour en établir une factice, soit dans le matériel, soit dans le spirituel, en méconnaissant la raison des aptitudes, des vocations, des races, la légitimité des besoins, des goûts et des caractères; c'est décréter l'abolition des causes finales et des desseins de la Providence; c'est introniser le libre arbitre de l'homme sur les débris de la puissance de Dieu.

Heureusement, l'adoption de plus en plus générale des forces économiques et des moyens de transport

à la vapeur viendra précisément concourir à l'harmonie et à la simultanéité d'action de ces deux tendances extrêmes.

Toutes les races, toutes les sociétés, n'ont pas reçu la même mission sur la terre; ainsi il n'y a point partout des races anglaise et américaine douées d'une énergie et d'une activité laborieuses, infatigables; jamais on ne ferait des races du Midi, des organisations normandes, pas plus qu'on ne fait foncièrement d'un caractère léger ou bouillant un caractère grave ou froid. On peut fort bien les assouplir à une même discipline morale, et il le faut, car, à mesure qu'ils se révèlent à l'humanité, les devoirs, le bien, le juste, ne sauraient souffrir acception de races; mais voilà tout, et c'est assez pour les hautes destinées de l'humanité; car toutes ont, ou peuvent se donner sans douleur, une activité, une industrie et un but matériel en rapport avec leurs besoins et leurs penchants essentiels, avec les circonstances diverses de sol et de température qui les entourent et qui leur dictent la nature des richesses qu'elles doivent créer de préférence.

C'est pourquoi l'Asiatique, l'habitant des climats doux et des terres fécondes des zones centrales, en général, ne consentiront jamais à s'enfermer comme les habitants du Nord dans d'immenses manufactures dix et quinze heures durant; mais ils se décideront facilement à la gestion moins pénible de leur sol heureux; d'où l'on peut prévoir que la diversité sera toujours extrême entre les spécialités indus-

trielles des contrées méridionales ou centrales et celles des contrées septentrionales.

Après que les innombrables voyageurs commerçants des pays civilisés des trois continents auront été porter par tout le globe, à l'aide des bateaux à vapeur et des chemins de fer, l'activité, la vie et les désirs de la civilisation, et solliciter l'Asiatique à demander à ses végétaux leurs fruits ou leurs parfums, les Africains à échanger les produits inconnus de leurs forêts, de leurs fleuves et de leurs contrées vierges; et lorsque toute terre produira abondamment son fruit spécial, il sera arrivé ce grand changement; que la force des choses, l'intérêt, l'économie, le balancement des moyens et des facultés auront restitué à chaque sol, ses arbres, ses graines, à chaque peuple son industrie instinctive, à chaque génie national sa trame, et, comme, alors, la dépendance commerciale réciproque des nations sera si intime, si compliquée que nul ne pourra impunément s'isoler et entrer en hostilité, comme enfin chaque pays sera l'atelier principal et quasi exclusif de quelque utilité universelle; il sera également arrivé que les droits, les prohibitions et les douanes se seront reculés de plus en plus devant le progrès de la civilisation, à mesure de ce grand aménagement des intérêts et des industries, et auront agrandi la sphère du *laisser-passer*, de la *liberté commerciale*.

Mais, auparavant, les nations auront encore, durant des siècles, un certain égoïsme mal entendu, qui les portera à se nuire dans leurs intérêts. Avant

qu'elles arrivent à cet équilibre de bien-être auquel elles ont droit de prétendre, et qui est nécessaire à leur conservation, il est évident que le développement de l'une sera jusqu'à un certain point nuisible au développement de l'autre. Nous disons jusqu'à un certain point, car on sait qu'une nation qui irait s'appauvrissant, offrirait un marché de moins en moins grand aux nations riches; mais d'un autre côté, pour que le développement de l'une ne soit pas un obstacle à celui de l'autre, il faut supposer qu'elles ont des industries différentes, qu'elles exploitent des utilités susceptibles d'échanges; car, si elles se rivalisent et se développent dans la même direction, elles se feront obstacle.

Mais la Providence y a mis bon ordre : la diversité des richesses et des désirs est assez grande pour que la division du travail se fasse entre les nations, comme elle se fait entre les particuliers; et la consommation du globe assez étendue, pour que plusieurs nations s'en fassent simultanément et concurremment les fournisseurs.

Toute la difficulté est qu'elles se modèrent dans leurs prétentions exclusives : cette difficulté est sérieuse; il est à craindre que la concurrence engagée entre les individus d'une même nation, qui n'écoutent que leur intérêt personnel, et n'ont aucun frein dans une réglementation législative, ne prenne ici les proportions gigantesques d'une lutte de peuple à peuple, d'une lutte universelle.

Toutes les combinaisons du système de douanes;

ce mouvement de hausse et de baisse des tarifs, de droits, cette sévérité et ce relâchement périodique des prohibitions et des restrictions, ne sont pas autre chose que le mécanisme semi-pacifique, par lequel les unités nationales cherchent à équilibrer leurs forces et leur prospérité, et à avancer harmoniquement dans la carrière de la civilisation.

Or, ce mécanisme est à demeure, et il se perpétuera jusqu'à ce que les nations, étant arrivées à un développement suffisamment pondéré, leur fusion se consomme, et que plusieurs unités n'en fassent plus qu'une. C'est cette égalité suffisante de développement industriel, d'avantages inhérents au sol ou au génie des populations respectives, qui a rendu possible et qui a réalisé *l'association commerciale prussienne*. L'alliance était ménagée par le voisinage, par les mêmes mœurs, la même langue, le même *matériel* , et le même *spirituel* de civilisation.

C'est encore cette même ou suffisante pondération morale, politique et matérielle, qui assure, dans un prochain avenir, l'association commerciale belge-française, et plus tard l'alliance douanière du groupe fameux de l'Angleterre, des États-Unis, et de la France; et celle de ce même groupe avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie; et plus tard encore l'alliance commerciale européenne, y compris peut-être la Turquie et l'Égypte.

COMPLICATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — SIMPLIFICATION DU COMMERCE INTÉRIEUR.

Solidarité plus intime des peuples par l'importance plus grande des liens du commerce extérieur. — Confusion et complication des relations et transactions.—Combattue par l'extension et le progrès de la publicité universelle. — La statistique élevée à l'état de science et mise au nombre des attributions gouvernementales. — Influence toute particulière des bateaux à vapeur sur le commerce extérieur.

Car le commerce extérieur de toute nation qui importera chez elle ces grands promoteurs de l'activité et de la richesse, va prendre un accroissement proportionné à la facilité, à la promptitude, au bas prix nouveau des voyages et des transports; et par conséquent la prospérité, l'existence dans chaque pays d'une plus grande portion de la population, va dépendre de la continuité d'un plus grand nombre de relations commerciales, contractées avec toutes les sociétés du globe.

La solidarité devient, en outre, plus grande entre les peuples, et elle est mieux sentie de tous : le moindre dérangement dans ces relations met tout aussitôt une masse d'ouvriers en chômage ; menace leur avenir et leur existence, et par suite celle du pays tout entier. Donc, plus les liens de cette nature, qui lient une nation aux autres, sont nombreux, plus cette nation a de chances de paix, et moins elle est belligérante.

Et, de fait, nous avons en exemple les États-Unis et l'Angleterre ; ce sera donc une garantie de plus contre les chances de guerre entre les nations commerçantes et un acheminement à l'abolition du système douanier.

Amener les pays auxquels jusqu'ici suffisait le commerce intérieur à développer leur commerce extérieur, c'est les mettre dans la solidarité générale, les amener à faire cause commune avec les autres peuples dans la tendance progressive. Telle est l'influence inévitable des chemins de fer et des bateaux à vapeur, ou plutôt des voyages qu'ils sollicitent et facilitent.

Ainsi, puisque la sphère du commerce extérieur va s'agrandir jusqu'au cosmopolitisme pour toutes les nations qui voudront la puissance, il se produira probablement dans l'ensemble des relations totales extérieures une confusion ou du moins une grande complication, tandis qu'un certain ordre, une certaine clarté, une certaine simplification industrielle

et commerciale se feront à l'intérieur de chacune d'elles.

Le commerce à l'intérieur de chaque pays comptera moins de compétiteurs individuels dans l'arène de la concurrence; car la population, quoique sans cesse augmentant avec les richesses et amenant naturellement, toutes choses d'ailleurs égales, la formation de nouvelles entreprises, de nouveaux foyers de production, et par conséquent de nouveaux acheteurs et vendeurs, n'augmentera cependant pas en proportion de la diminution des raisons sociales individuelles, occasionnée dans chaque nation par la transformation générale successive des petites industries en grandes exploitations.

Mais il n'en sera pas de même dans le commerce extérieur de ces nations; ici, le grand nombre des compétiteurs, sur les marchés extérieurs du monde entier, augmentera tout à la fois et par l'effet de l'augmentation de la population à l'intérieur de chaque pays, à mesure du développement de la richesse (lequel multipliera à l'intérieur les producteurs et les commerçants pour la consommation cosmopolite) et par l'effet de l'intervention dans la concurrence extérieure des nations nouvelles venues, à mesure qu'elles recevront pour la première fois la force d'expansion nécessaire pour sortir de leurs frontières.

Il suit de là que les informations du négociant à l'extérieur deviendront de plus en plus compliquées

et difficiles. La sphère de ses méditations et de ses spéculations n'aura pour limite que l'horizon du monde civilisé; et il devra faire entrer un nombre d'autant plus grand de données dans les questions qu'il se proposera. Si donc la *statistique commerciale* ne devenait pas simultanément universelle et rapide, la confusion deviendrait telle que la production, la consommation et la circulation seraient sans boussole dans le vaste océan des offres et des demandes. Il y aurait disette au milieu de la surabondance.

Mais heureusement, la rapidité, la facilité, le bas prix, la régularité, l'universalité des communications et des transports, le grand nombre des voyageurs, tout concourra à mettre la statistique et les informations à la hauteur des exigences de cette extension des relations.

Partout les voyageurs, les staticiens, les publicistes, les commerçants rapporteront de leurs excursions des notes, des éléments de statistique qui permettront de dresser et de *tenir à jour* un inventaire des besoins, des ressources, des produits de chaque contrée.

La science statistique sera constituée et mise au nombre des attributions gouvernementales essentielles et les plus importantes du ministère du commerce de chaque pays. Des fonds publics du budget et une correspondance statistique suivie entre les divers ministères de l'Europe, ne tarderont pas à permettre

de publier annuellement une statistique universelle, officielle, dont les matières s'augmenteront, et le cadre se remplira graduellement au fur et à mesure que les relations deviendront plus actives, et que l'importance d'une statistique sera mieux comprise des peuples les moins avancés en organisation administrative (1).

L'esprit d'association, et les diverses combinaisons économiques imaginées en Angleterre, aux États-Unis et en France, pour faire passer cet esprit dans les faits et les intérêts, seront également propagés, grâce au prosélytisme et à la propagande épidémique du commerce et des voyages, et grâce aux diligentes locomotives de terre et de mer.

Nous l'avons dit, les bateaux à vapeur principalement auront une grande influence sur la propagation de la vapeur même et des chemins de fer. La vapeur se chargera, en montrant son intelligente manœuvre et sa puissante force locomotive sur les ondes, d'attester ou de suggérer elle-même aux peuples étonnés ce qu'elle peut sur terre; et les voyageurs qui monteront ces bateaux achèveront le discours éloquent de la machine; ils diront les merveilles des chemins de fer; leurs propriétés pour courir comme le vent, et celle des machines fixes pour travailler avec la puissance

(1) Voir la Note 12 à la fin du Volume.

de cinq cents chevaux, et l'intelligence d'une tête d'homme.

Les voyages qu'elles facilitent serviront donc puissamment et avant tout à hâter l'application universelle.

Et visiblement, l'émulation la plus électrique s'emparera de tous les peuples qu'on soupçonnerait le moins aujourd'hui d'en être susceptibles. Lorsque le commerce intérieur d'une nation sera à bon point, et qu'il regorgera pour ainsi dire, il se fera un déploiement sur l'extérieur; de tout côté, on rivalisera à la recherche des débouchés et des lieux convenables aux colonisations : après avoir demandé des routes commodes, prochaines et promptes, et une canalisation pour la circulation intérieure, les vues et l'ambition iront plus loin : on demandera pour la prospérité du commerce extérieur l'accès facile, prompt, direct, des contrées les plus lointaines, et cet accès, c'est surtout par les mers et les fleuves qu'on le cherchera.

Les canaux à grande dimension, les percements de canaux maritimes seront pour la voie de mer ce que sont les *tunnels* et les *viaducs* pour la voie de terre.

Souvenons-nous ensuite que les bateaux à vapeur peuvent aller réveiller la curiosité des peuplades les plus arriérées, car ils peuvent traverser les contrées les plus vierges; remonter les fleuves les moins fréquentés.

Ce spectacle fera sur les peuplades riveraines des grands fleuves et des mers de l'Amérique et de l'Afrique, l'effet des locomotives sur les habitants de l'intérieur. Que n'a point été pour la civilisation ou le réveil des peuples du Nouveau-Monde et des peuplades découvertes depuis deux siècles, à la vue des vaisseaux à voiles de Colomb, de Cortez, de Cook, de tant d'autres voyageurs célèbres, et en général à l'apparition des maisons flottantes du commerce européen !

Que ne fera pas à son tour la vue, l'activité bruyante et la fumée, la respiration haletante des bateaux à vapeur se mouvant sans l'aide des rames et des vents, sans l'action d'aucune force visible !

Il y aura longtemps que la vapeur maritime aura établi des relations commerciales et changé la face du monde trans-équatorial, lorsque les locomotives terrestres viendront sillonner l'intérieur de ces contrées. Les bateaux à vapeur seront donc comme l'avant-coureur des chemins de fer dans les contrées maritimes, et les *défricheurs* nouveaux de la civilisation des peuplades les plus arriérées. Ils iront à la recherche des débouchés : s'ils n'en trouvent pas, ils en créeront.

AVENIR DE CERTAINES MERS, DE CERTAINS PORTS, ETC.

Comment se préparera l'avenir de ces mers, de ces ports, etc.—Énumération.—Exemple du Mississipi.—Le Niger.—L'Euphrate et le Tigre.—L'Orient.—Nouvelle énumération de localités qui ont de l'avenir.—Grands travaux.—Par qui et comment ils seront sollicités et opérés.—Nouveaux intérêts des peuples.—Nouvelle politique qui doit y correspondre.—L'essentiel en ce point.

La fréquence, la promptitude, la facilité des communications d'une latitude à son antipode, promettent naturellement de nous apporter les productions des plus lointaines contrées à un prix qui en rende l'usage assez général.

Et ainsi, l'échange des richesses du globe augmentant chaque jour, la production totale de l'humanité sera immense; des masses énormes de marchandises circuleront nuit et jour avec la célérité du vent, sur la terre, par les impétueuses locomotives des chemins de fer; sur les mers et les fleuves, par les infatigables bateaux à vapeur; et, parties des ports et des pays producteurs, elles iront se débarquer sur les côtes de toutes les contrées maritimes dans les docks et les magasins immenses des ports

principaux; ou elles remonteront, par les fleuves, dans les vastes entrepôts des villes maritimes intérieures. Puis, de ces divers points principaux, elles s'épandront dans l'intérieur, par les grandes lignes des chemins de fer et des canaux, pour alimenter les entrepôts secondaires des grandes villes commerciales des contrées les plus méditerranées; et de là enfin, elles iront par les chemins de fer de deuxième et troisième ordre, et par les nombreux petits canaux se perdre et s'éparpiller en minimes portions dans la consommation de détail, pour réaliser définitivement le bien-être individuel.

Et ce grand ensemble de docks maritimes, de grands entrepôts à l'intérieur, de magasins locaux en gros et en détail, toujours vivifiés, toujours pleins, et toujours vides, seront comme les stations graduées de la richesse totale, et par conséquent ils appelleront principalement le mouvement et la population sur ces points du globe.

Ainsi, en jetant les yeux sur la mappemonde, on peut y lire approximativement la future splendeur ou l'importance nouvelle de la Méditerranée, des isthmes de Panama et de Suez; du Bosphore, de la Baltique, du Danube, des grands fleuves de l'Amérique du sud et de ceux de l'Afrique moyenne, du cap de Bonne-Espérance, etc., en général de tous les lieux où commence et s'embouche un fleuve, où s'arrondit et s'approfondit un port naturel, où s'interpose un bras de mer, où descend et roule un torrent, où se ramifient d'abondants fils d'eau, où couve une mine.... là, y

eût-il un désert, une ruine, la misère et l'abandon, ou l'immobilité et l'incurie d'un despotisme barbare, un jour la richesse, l'activité, le bien-être et la liberté y feront apparition et s'y installeront comme dans des lieux privilégiés, avec de nombreux essaims de peuples!

L'exemple du Mississipi, qui, de fleuve inutile des déserts, s'est transformé subitement en canal de prospérité et de richesse pour d'immenses contrées; cet exemple de la merveilleuse puissance des bateaux à vapeur et des perfectionnements des moyens de transport pour faire surgir des populations laborieuses sur des bords tout à l'heure inhabitables, se renouvellera indubitablement : il se renouvellera sur le père des fleuves africains, le Niger, qu'ont déjà tenté de remonter d'intrépides explorateurs anglais. Il se renouvellera sur le sol des primitives civilisations, dans le lit même des courants fameux de l'Euphrate et du Tigre, dont les eaux semblent avoir tari avec la richesse, la splendeur et la vie des peuples qui firent leur renommée; et ces ondes redeviendront des ondes fécondes, dès le jour où l'épaisse fumée d'un bateau à vapeur s'élèvera dans l'atmosphère morte qui les recouvre.

Car, on doit le penser : le commerce de l'Europe avec l'extrême Orient, se portera tout entier, avant un siècle, vers la route méditerranée que lui offrent l'Oronte et l'Euphrate d'une part, et l'isthme de Suez et la mer Rouge de l'autre. Le projet des Anglais de renouveler la navigation de l'Euphrate

et d'y installer des bateaux à vapeur, touche à sa réalisation; et sera le prélude d'une ère d'améliorations dans ces contrées, qui, toutes, aboutiront finalement à repeupler le berceau poétique de l'humanité, le *paradis terrestre*.

Les îles de l'archipel méditerrané et les côtes deviendront le rendez-vous, le quartier général, les entrepôts, les docks des contrées maritimes de trois continents: l'Europe méridionale, l'Afrique septentrionale et l'Asie-Mineure. Ce sera la *grande bourse* de l'ancien monde et peut-être du monde entier: tous les gros négociants y auront leurs comptoirs; par le Bosphore, par le Rhin et le Danube, les richesses de la Russie, de l'Allemagne, de la Suède, de la Norwége, du Danemarck, de la Hollande, de l'Angleterre même; par Gibraltar celles de l'Amérique; par les ports et les embouchures si nombreuses des fleuves français, espagnols, italiens, illyriens, africains, égyptiens, et ottomans; enfin par les rails infinis qui convergeront vers ces mers, rendez-vous commun, les produits de tant de contrées descendront en convois innombrables de bateaux à vapeur et de wagons pour être emportés, échangés aux quatre extrémités du monde. La Baltique deviendra une seconde Méditerranée pour les régions polaires, et comme celle du midi elle sera l'aboutissant de réseaux de chemins de fer et de canaux étendus sur la terre ferme qui la borde. Elle sera, comme celle-ci, le grand comptoir, le grand port, le réservoir maritime des richesses et du mouvement commercial des populations du

nord. L'isthme de Suez et celui de Panama seront traversés par des canaux ou par des chemins de fer, qui, joignant des mers séparées jusqu'ici par des intervalles immenses de navigation, raccourciront de mille et mille cinq cents lieues le trajet d'un hémisphère à l'autre, et d'un côté ouvriront la plus large porte de l'Orient au commerce européen, et de l'autre la voie directe du grand Océan (1).

Ces travaux, et beaucoup d'autres plus gigantesques, s'exécuteront successivement, soit grâce à l'intérêt particulier qu'y trouveront de grandes compagnies, soit plus probablement par l'entreprise directe des peuples dans les frontières desquels ces passages seront compris; soit enfin par l'intervention internationale des puissances intéressées, ou les plus avancées dans la conquête pacifique des richesses.

Autrefois, quand les sociétés étaient principalement constituées pour la guerre, pour la défense ou pour la conquête, les peuples, par leurs chefs, se liguaient, contractaient des alliances, et marchaient à quelque entreprise commune, dictée par l'intérêt commun. Les uns donnaient l'argent, les autres les

(1) Déjà les bateaux à vapeur réalisent une partie des promesses que nous y trouvons. L'établissement des paquebots à vapeur sur la Méditerranée, combiné avec celui des paquebots à vapeur établis par la compagnie anglaise des Indes, entre Bombay et Suez, permet aux passagers, aux lettres et aux marchandises, de se rendre de Paris à Bombay en trente-cinq à quarante jours; les départs ont lieu trois fois par mois. Cette combinaison et cette célérité exigeaient le concours de trois puissances : l'Angleterre, la France et l'Égypte ; il a été obtenu, offert avec empressement.

hommes. Les rois, qui étaient le plus souvent despotes, nouaient ces alliances, cependant, poussés qu'ils étaient par l'intérêt de leurs sujets ou par leur propre gloire.

Aujourd'hui l'intérêt des peuples est ailleurs; et la gloire des chefs aussi : pourquoi ne se serviraient-ils pas des mêmes expédients, de *l'association*, des interventions pacifiques? Aujourd'hui qu'ils représentent forcément les intérêts divers des citoyens, et désormais qu'ils les représenteront plus fidèlement encore, aujourd'hui et à l'avenir, que la gloire guerrière leur sera refusée individuellement et qu'ils ne pourront l'obtenir qu'au profit de l'intérêt général, pourquoi ne se ligueraient-ils point dans un *but industriel* et *commercial*, pour des entreprises de ce genre?

Les gouvernements consacrent des sommes énormes à garantir la paix, à intervenir dans les mouvements révolutionnaires des états de l'Europe; et cela afin d'assurer la continuité des relations et des débouchés à leurs produits.

Pourquoi n'aideraient-ils point à leur en assurer de nouveaux? Ils perçoivent un impôt, des sommes énormes, pour les travaux publics, d'intérêt général, *intérieur*; pourquoi, ces mêmes impôts, grandissant avec les revenus de la nation, n'affecteraient-ils pas un budget aux travaux publics *extérieurs* d'intérêt *international?* Ils transforment leurs armées en travailleurs publics; pourquoi n'enverraient-ils point un jour chacun son contingent d'homme ou d'argent, pour la grande œuvre du

percement des canaux gigantesques d'intérêt européen ou universel, comme ceux des isthmes de Suez et de Panama ; chacun selon l'intérêt propre qu'il y trouverait pour sa nation ?

Il n'est pas illusoire de penser que telle sera la politique des gouvernements représentatifs européens dans l'avenir ; et que cette politique leur sera surtout suggérée par l'élan de l'opinion générale vers la conquête de la véritable *toison d'or*.

Dans tous les cas, si cet espoir était chimérique, l'intérêt des gros capitalistes ou des peuples possesseurs de ces *passages*, leur ferait chercher l'appui indirect des nations les plus libérales sous forme d'emprunts énormes. Ils trouveraient dans les péages et les concessions de quoi se dédommager.

Toutefois il est plus probable que les pays possesseurs voudront s'approprier le monopole des avantages attachés au percement de ces communications. Ainsi l'Égypte voudra se réserver le droit de suzeraineté sur le canal de l'isthme de Suez, et sur le perfectionnement de la navigation de la mer Rouge : le Mexique ou les États-Unis, sur celui de Panama ; la Perse, sur l'Euphrate, etc.

Mais l'essentiel, c'est que des entreprises pareilles se consomment : c'est qu'on puisse prendre la ligne la plus courte pour aller d'un point quelconque à son antipode, y eût-il péages et concession : de même que l'essentiel a été pour notre Europe qu'on fit des canaux et des routes en nombre et vite, nonobstant les tarifs et les aliénations.

Car les péages et les concessions s'en iront par la suite des siècles; mais les œuvres et les bienfaits resteront et viendront s'ajouter au grand domaine des voies publiques et compter dans le bien-être universel.

IX

LES CHEFS DE L'INDUSTRIE ET LES CLASSES OUVRIÈRES.

Sort probable des entrepreneurs et des ouvriers; —1° dans les nations dites *libérales;* — 2° chez les nations constituées féodalement ou despotiquement. — Combinaisons probables des capitaux des diverses classes dans les divers pays.— Sept hypothèses possibles.— A laquelle de ces possibilités l'avenir est-il plus sûrement réservé? — Question à examiner.

Nous avons vu que partout où se propageraient les machines productives et les voies de transport à vapeur, elles entraineraient presque infailliblement une nouvelle combinaison du travail, la production en grand, par la réunion des capitaux et des ouvriers travailleurs, sous forme de sociétés par actions ou d'autres modes d'association.

Mais, afin de rester dans la réalité contemporaine, il faut distinguer entre les nations : la transformation, quant aux hommes et quant aux choses, ne sera pas la même dans les pays où la division de la propriété foncière et des richesses mobilières, où l'é-

galité des conditions, le laisser-faire, la concurrence, la liberté sont suffisamment conquis au profit du plus grand nombre, ou en voie de l'être, que dans ceux où il y a concentration du sol, des capitaux et des avantages sociaux dans les mains d'une aristocratie; où enfin l'inégalité des classes est du tout au tout, comme celle qui a coutume de caractériser la constitution féodale.

Dans les premières, les sociétés par petites actions sont non seulement possibles, mais inévitables : les petits capitaux veulent être classés et appellent une systématisation industrielle qui ne leur fera pas défaut.

Mais dans les secondes, il n'y a pas lieu à réunion, puisqu'il y a déjà concentration : en tout cas, du moins, la réunion ne peut être qu'entre les grands détenteurs de la propriété, des capitaux; et les sociétés en commandite ne comporteront que des actions élevées, et des actionnaires recrutés dans les rangs mêmes des privilégiés.

En un mot, dans les uns la centralisation et la réunion proviendront de la réunion des petits capitaux principalement; dans les autres, la réunion des capitaux, si toutefois elle a lieu, se fera dans la haute sphère d'un petit nombre de privilégiés; ce sera indubitablement le premier résultat des plus prochains changements.

Voici donc quelles seront, dans chacun des groupes de civilisation opposée, les conséquences générales

probables de la transformation qui s'opérera successivement à mesure de la propagation.

1°. Dans les nations dites libérales.

La triple économie inhérente aux machines à vapeur, permettant de livrer à la consommation, à meilleur marché, les objets fabriqués par ce procédé, il en résultera, dans chaque nation, que tous les petits industriels qui produisaient les similaires par l'intervention plus dispendieuse des mains de l'homme, aidé de quelques instruments beaucoup moins parfaits, produiront ou vendront à perte, et ne pourront par conséquent continuer leur industrie. Force leur sera donc, ou de se réunir pour l'exploitation en grand par les nouveaux procédés, ou de se résigner à tomber dans la classe des salariés ordinaires.

Cette constitution nouvelle de l'atelier permet à un seul établissement de faire l'office d'un grand nombre de petits ateliers morcelés et étrangers l'un à l'autre. Ici les chefs multiples de ces productions chétives sont remplacés par un ou deux directeurs; leur petite administration malhabile, par un bureau et une caisse ordonnés hiérarchiquement. Dans ceux-là il y avait presque autant de maîtres que d'ouvriers; ici il y a bien des grades et des fonctions diverses, il y a bien des co-associés, mais tous sont subalternes, ouvriers, dépendants pour la manœuvre et la direction, sauf un seul, le gérant, qui lui-même dépend de ses co-associés ou des actionnaires.

Un groupe des nombreux chefs de la petite industrie qui, tout à l'heure, se faisaient la concurrence et profitaient chacun des défaites des autres est ici remplacé par un seul compétiteur, une seule raison sociale, et il advient ce phénomène industriel important, que le mécanisme total de la production et de la circulation des richesses se trouve gouverné par un nombre infiniment moindre de chefs; que tous les autres sont officiers et soldats, et que la lutte n'est plus engagée qu'entre un petit nombre dans l'arène de la concurrence, et qu'en même temps, chaque groupe de soldats et d'officiers est en général positivement intéressé au succès de l'un des chefs : ou plutôt il n'y a plus de lutte, ni de concurrence dépréciative; ces chefs nouveaux se rivalisent avec mesure, parce qu'il y a réellement place pour leur concours simultané; parce qu'un plus petit nombre ne saurait suffire à la demande générale; parce qu'enfin ils sont trop forts chacun et munis d'armes trop égales pour tenter de s'entre-détruire; parce qu'après tout il est un degré de concentration passé lequel la bonne division du travail et l'économie qu'on cherche n'est plus possible, et parce que la tendance d'un petit nombre à un monopole excessif aura toujours contre elle la tendance de la majorité à la libre concurrence.

Dans tous les cas, la position, les habitudes et les relations industrielles d'une masse considérable parmi les populations moyennes seront profondément modifiées par la propagation des forces motrices

stables. Les petits chefs d'industrie, de producteurs qu'ils étaient, deviennent ou des associés, ou des fonctionnaires employés : contre-maîtres, gérants, etc.; ou des ouvriers. Ils travaillaient et projetaient à leur fantaisie, n'écoutant que leur manière de voir et leurs inspirations, ne se conformant qu'à leur volonté. Ils doivent désormais se concilier avec leurs co-associés; voir un ensemble, s'assujettir à la régularité d'un service général, être enfin les ressorts souples et précis d'un fonctionnement unitaire et se prêter à toutes les exigences de la solidarité. Ils doivent ou s'inspirer de l'esprit d'association, ou y obéir.

Ce ne sont pas seulement les petites industries manufacturières qui sont ainsi emportées et détruites par la propagande révolutionnaire de la vapeur : la petite culture, les petites fermes, le petit commerce ou négoce, la petite spéculation, le triple morcellement de la production, de la circulation et de la consommation subiront, les uns un peu plus tôt, les autres plus tard, l'action régulatrice *centripète* de l'association.

Les classes salariées aussi en éprouvent un grand changement dans leurs habitudes morales et physiques.

La plupart des ouvriers travaillaient en petit nombre chez de petits maîtres et y trouvaient la familiarité et les attentions que font naître des rapports personnels, constants et de chaque jour, mais souvent aussi la dépendance et la tyrannie qui nais-

sent du sentiment de la nécessité d'exister et de l'impossibilité du choix. Enfin ils y trouvaient tous les avantages et tous les inconvénients du contact isolé du fort et du faible, du supérieur tout-puissant et de l'inférieur dénué.

Par la propagation, tous ces ouvriers disséminés reçoivent comme un rendez-vous dans les grands ateliers des établissements à machines à vapeur, et ils y trouvent, avec l'indifférence personnelle des chefs d'une multitude, l'absence de tout patronage direct et bienveillant, de toute familiarité de forme, mais aussi l'indépendance plus grande des caprices personnels du directeur et des employés inférieurs, et la protection sous forme publique contre toute tyrannie individuelle; enfin ils y ont gratuitement l'instruction.

Voici donc l'armée des producteurs, chefs et ouvriers, tout à l'heure dispersée, anarchique, confuse; fonctionnant deux à deux, ou dix à dix dans d'obscurs ateliers : les voici groupés par cent, deux cents, quatre cents et huit cents dans de vastes établissements, soumis à une ponctualité dans le service, à une perfection dans l'œuvre, à une unité d'action et de direction, à une discipline et à un ordre industriels, à un ensemble que rien ne rappelle dans le mécanisme du travail et de la production de nos jours.

Réunis pour travailler en commun et pour se fréquenter à chaque instant de leur vie privée; logés souvent dans le même édifice ou habitant par masse

en un même lieu, les voici mis au contact brûlant de leurs passions mutuelles.

La propagation des moyens et des forces nouvelles à la vapeur est donc en quelque sorte une immense et longue perturbation de plus introduite dans la destinée des générations ouvrières du globe, puisqu'elle doit se prolonger dans chaque pays autant qu'y durera le mouvement d'installation des machines, jusqu'à ce que le déplacement soit consommé et que l'industrie morcelée y ait fait place à l'industrie collective.

Mais, nous l'avons vu, si la transformation ménage peu les classes prolétaires, les *manouvriers*, elle ne ménage guère davantage les classes moyennes. Chaque installation de machines à vapeur et de chemins de fer, tue une petite industrie, soit agricole, soit manufacturière, soit commerciale et domestique même. Donc, c'est encore un nouvel élément de perturbation non moins grande et durable, puisque, finalement, ou l'ensemble des petits industriels de tout genre sera descendu isolément et peu à peu dans la classe innombrable des salariés et son industrie aura été monopolisée par les gros capitalistes et les grands établissements, ou la plupart se seront transformés en co-intéressés, en actionnaires de sociétés opérant sur une grande échelle, et auront ainsi réuni leurs petites industries multiples et dispersées en quelques autres opérant avec les procédés nouveaux.

Mais il y a cette énorme différence entre le sort

des petits chefs industriels de la classe moyenne et celui des classes ouvrières sans capital quelconque, que les premiers ont des chances de retrouver une place convenable dans la nouvelle organisation du travail par la mise en action de leur capital; tandis que les autres n'ont encore devant eux que le travail et son salaire au jour le jour. Toutefois, nous verrons bientôt que l'habileté, la probité et l'ordre dans les rangs des simples travailleurs, auront plus que jamais de belles occasions de capitaliser et de prospérer dans l'atelier et dans la concurrence nouvelle.

Ainsi déjà il semble qu'il n'y a pas de milieu : ou nous aurons l'association des classes moyennes, avec une faible portion de salariés, ou une féodalité industrielle et commerciale plus ou moins absorbante, avec son cortége obligé, le prolétariat en grand.

Ne sont-ce pas là les signes précurseurs, irrésistibles, d'une révolution profonde, universelle, séculaire, immense dans le temps et dans l'espace, tout à la fois industrielle, politique et morale?

2°. Chez les nations où le régime féodal prévaut encore, où l'inégalité des richesses et des conditions est excessive, la partie privilégiée de la population monopolisera d'abord presque tous les avantages matériels dus aux influences nouvelles. Ils resteront les possesseurs exclusifs, les chefs et les détenteurs du sol et de l'agriculture. Également, au début, ils se feront les directeurs de la production manufacturière, en s'associant forcé-

ment le haut commerce pour la circulation proprement dite; et le peu de petits industriels libres, de petits propriétaires agriculteurs libres, que comporte toujours le régime féodal, même le plus sévère, viendront, en partie, associer leurs capitaux et leur industrie à ceux des gros capitalistes fonciers; et ainsi, ils se seront sauvés de la ruine: mais l'autre partie succombera peut-être, et viendra s'ajouter en qualité de salariés libres à cette masse compacte de serfs ou de colons à tous degrés, qui, eux-mêmes, ne trouveront rien d'amélioré dans leur sort, sauf (et ce point est capital pour l'avenir) leur réunion plus grande pour le travail en commun, dans de vastes établissements; et ils seront, sauf encore la sécurité d'existence que leur vaut le *minimum* assuré des premiers objets de nécessité, une seconde masse de prolétaires *à l'anglaise*, voués au paupérisme légal et constitué du servage.

Et au début, la même objection, la même soumission, la même rudesse du labeur, la même iniquité de rémunération dans les rapports des seigneurs avec les colons et les serfs.

On conçoit que, dans la réalité sociale si multiple du globe, toutes les nations ne viendront pas se ranger rigoureusement dans ces deux catégories de transformations et de conséquences générales.

Entre ces termes antipodes, de l'extrême diffusion des richesses, de l'extrême égalité des conditions, et de l'extrême inégalité païenne ; ou concentration féodale aristocratique, il se réalisera naturellement

des combinaisons industrielles, intermédiaires, des résultats hiérarchiques, une nouvelle distribution des fonctions et des bénéfices, correspondant à chacun des états modèles de civilisation, intermédiaires eux-mêmes de ces deux types extrêmes.

Ces combinaisons peuvent toutes se ramener aux suivantes :

Il ne nous semble pas qu'on puisse éviter cette alternative composée : il y aura réunion des gros capitaux, ou des capitaux moyens, ou des petits, exclusivement ; ou des gros et des moyens ; ou des moyens et des petits ; ou des gros et des petits ; ou enfin des gros, des moyens et des petits tout à la fois : chacune de ces dernières hypothèses, dans des proportions à peu près égales. Car nous ne parlons ici que du fait général ; toutes sont possibles, probables même ; et pour rester dans la réalité, nous devons les considérer toutes, d'abord dans leurs influences les plus prochaines.

Si ce sont les gros capitaux, il se fait une concentration absorbante ; c'est la féodalité avec ses innombrables prolétaires attachés à la glèbe industrielle, et ses rares bourgeois et ses artisans libres : la petite industrie disparaît avec ses petits industriels, qui cessent d'être possesseurs et capitalistes, maitres de leur chose et d'eux-mêmes : il y a monopole, et la société se compose réellement de deux grandes classes : les ouvriers innombrables, les grands négociants et les grands entrepreneurs.

Si les capitaux moyens prédominent, selon que la

classe moyenne est plus ou moins nombreuse relativement aux deux autres, et toutes trois aux prolétaires ouvriers, un plus ou moins grand nombre d'individus se trouvent intéressés directement à la prospérité de l'industrie; le nombre des positions qui se défont et de petits industriels qui disparaissent est plus ou moins faible : l'inégalité des conditions est plus ou moins augmentée.

Si ce sont les petits capitaux, leurs réunions sont nombreuses et elles atteignent leur *summum* d'équilibre; c'est une des combinaisons qui se prêtent le plus à l'égalité des conditions et des richesses; l'une de celles qui comportent le plus d'émulation, d'activité, de bien-être et de moralité; de celles qui font le plus de citoyens, qui socialisent davantage la propriété en tendant à l'universaliser par des influences indirectes et compatibles avec la liberté : elle suppose que la majorité des citoyens sont intéressés dans quelque branche de production ou de circulation à titre d'actionnaire-sociétaire cumulativement, de coopérateur-directeur, employé ou ouvrier; c'est enfin une de celles qui mettent la concurrence dans les meilleures conditions d'influence salutaire; de celles qui offrent le plus de chances aux simples ouvriers d'amasser un petit capital, de le grossir par l'épargne et de s'émanciper du salaire pur, de toutes ses misères et de tous ses assujettissements.

La réunion des gros capitaux et des moyens produit un milieu entre la féodalité absorbante et la quasi-concentration.

Celle des gros et des petits a les avantages de la réunion populaire, plus les inconvénients qui peuvent toujours naître de l'intervention des forts dans les intérêts des faibles ou de leur concurrence et de leur opposition.

Celle des moyens et des petits est peut-être encore préférable à la démocratie industrielle pure, attendu que le contact et l'intervention de la classe moyenne peuvent avoir, sur la conduite des classes dites inférieures, l'effet d'une action moralisante ; cette action résulte de l'existence seule des lumières, de l'éducation et de l'habileté : c'est une initiation indirecte qui profite d'ailleurs aux intérêts pécuniaires des classes moins élevées en même temps qu'elle les améliore moralement et intellectuellement.

Enfin, celle des gros, des moyens et des petits, par les dernières raisons que nous venons de déduire, est sans contredit la plus désirable : du moins la fusion des classes est plus prochaine; tous les intérêts sont liés, solidaires et représentés : ils se font un équilibre nécessaire. On va d'une région sociale à une autre sans solution de continuité, sans disparate. Ni l'orgueil aristocratique, ni la grossièreté démocratique ne sont à craindre; la grande échelle des rangs, des capacités, des intelligences, des mérites et des fortunes, tend à se graduer à l'infiniment petit, et, au lieu de la plaine monotone, désespérante et antisociale de l'égalité absolue, ou d'une sommité aristocratique qui écrase et domine les masses, on obtient un milieu qui accepte et comporte nécessai-

rement la vertu, le bon goût, les beaux-arts, le génie, le talent et les tendances progressives, et qui les fait respecter dans les régions élevées où les placent, avec justice, l'admiration et l'enthousiasme.

Maintenant reste à savoir à laquelle de ces possibilités l'avenir est réservé, ou, du moins, celles qui prévaudront définitivement dans la variété des états sociaux futurs.

Pour cela, il faut porter ailleurs et plus haut notre vue; il faut suivre nos puissances dans l'ensemble de leurs influences; voir quelles idées, quels sentiments, quelles mœurs, en un mot quel milieu moral aura engendré le milieu économique qu'elles auront établi.

Après l'influence sur les choses et sur le mode de travail, l'influence sur les hommes; après l'influence matérielle, l'influence morale.

Mais d'abord nous avons à examiner le milieu général, la matière que ces influences auront à pénétrer, c'est à dire l'état général de la civilisation au XIXe siècle, en Europe principalement; car, si l'influence des inventions de l'ordre matériel sur l'ordre moral et social n'est pas douteuse, du moins faut-il, pour la comprendre, voir avant tout dans quel milieu elles tombent, quels sont le caractère et la tendance de la société qui s'en empare, avec quels principes généraux, avec quelles mœurs, elles doivent s'harmoniser ou engager une lutte.

Ce n'est qu'alors et en les combinant avec l'in-

fluence souvent complexe des désirs et des besoins de l'ordre moral et intellectuel des peuples qui se les approprient, qu'on peut raisonnablement asseoir des prévisions qui sans cela manqueraient de leur plus solide base.

X

COUP D'OEIL GÉNÉRAL SUR L'ÉTAT DE LA CIVILISATION, EN EUROPE, AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

Résultats généraux des temps modernes. — Les classes moyennes et le prolétariat. — Où nous sommes. — D'où vient la vie morale de l'Europe.— En quoi se résume la physionomie de notre époque.— Tendances.—But de cet écrit.—Dangers ou écarts.— Esquisse des mœurs générales. —Situation des idées. — Attitude politique d'une portion des masses, des classes bourgeoises et des aristocraties. — Y a-t-il décadence en Europe? — Sens final des préoccupations exagérées du siècle.

Nous avons considéré l'Europe et le monde dans les résultats généraux des temps modernes, et nous avons trouvé en prédominance actuelle et en puissance d'avenir, le besoin, l'amour, l'ardeur, la volonté de la liberté, de la science, de l'activité productive, de l'égalité et de la fraternité. Nous avons reconnu partout en Europe des populations impatientes de consommer et de jouir, jalouses de leurs prérogatives de citoyen, demandant pour chacun des droits et l'émancipation de la misère et de l'ignorance. Nous avons vu une littérature hardie, radicale, émancipatrice, battre en brèche toutes distinctions fausses, toute puissance usurpée, demandant le

bonheur pour tous et s'épanchant en chaudes sympathies pour la classe la plus nombreuse.

Nous avons vu une nombreuse classe moyenne, active, entendue, se faire donner sa place sur le théâtre des débats publics, et avec elle et par elle surgir un développement industriel et une création de richesses inouis. Arrivée à la puissance politique, nous l'avons vue légitimer unanimement le droit de la capacité *officieuse* et méritante, n'accorder sa sanction et son appui qu'au dévouement et aux actes sociaux; puis, dans nos faits contemporains d'Europe, certaines velléités nous ayant semblé présager, après le triomphe des plébéiens sur les patriciens modernes, le renouvellement de la lutte du *prolétariat* contre les plébéiens parvenus au bien-être et à la puissance politique, et l'avènement turbulent d'une démocratie mineure et prématurée, nous nous sommes souvenus que cette classe moyenne venait du servage, que du servage elle remontait à l'esclavage antique, que le prolétariat moderne n'avait pas d'autre origine, mais qu'il ne pouvait pas, plus que les soldats de Spartacus et que la masse romaine ignorante et déchaînée, trouver l'amélioration de son sort dans les guerres civiles et la décadence finale, et alors ne comprenant pas pourquoi tant d'analogie des deux parts dans l'imprévoyance et l'aveuglement, nous nous sommes demandé où nous étions, d'où nous venions, afin de bien savoir si nous allions ou si nous n'allions pas où sont allés tant d'empires et de générations : à la dégénérescence

morale, à la mort sociale : et ces deux questions ne nous ont point paru hors de propos; car dans les spéculations de cette nature il faut se garder de s'arrêter à quelques années, à quelques faits contemporains; il faut porter sa vue au sommet de l'histoire et considérer les siècles et les peuples en masse; c'est le seul moyen d'apercevoir les traces du mouvement, d'en lire la loi, de connaître les conditions du progrès.

Où nous sommes, le voici : nous vivons dans un temps où retentit encore l'écroulement solennel de tout un monde; les croyances sont rejetées, méprisées; toutes les formes religieuses ont fait naufrage; les institutions sont abattues; les priviléges détestés; les aristocraties féodales ébranlées ou pulvérisées; tout pouvoir craint ou impuissant.

Dans la portion de l'Europe la plus avancée en développement matériel et intellectuel, les consciences sont campées entre le doute, le découragement, la licence et la cupidité; tout est remis en question, tout jusqu'à Dieu et aux plus sacrés devoirs par une philosophie étroite et superbe : il y a table rase enfin.

Bien des étais, cependant, appuient encore l'édifice et permettront de lui préparer une nouvelle base. En effet, une grande chose est restée : la morale dans ses préceptes fondamentaux; les mœurs générales, dans leur quintessence; l'amour de l'humanité et l'esprit national par habitude traditionnelle, plus encore que par vertu; la volonté du bien,

sinon la force de l'opérer; le besoin de justice, dans tous les cas où notre propre égoïsme n'est pas directement intéressé; et, par là, une opinion publique forte et rassurante, infiniment supérieure aux mœurs et aux volontés individuelles dans leur privauté; la sympathie pour le malheur et la souffrance; l'amour de l'estime et de l'acclamation publiques; enfin, la gloire et l'ambition dans la direction de l'intérêt général; des mœurs douces, des passions généralement exemptes de violences et s'assujettissant encore au respect humain; la tolérance pour tout ce qui n'est que de pure *forme* ou qui ne compromet pas directement la vitalité sociale.......

Et sur presque tout le continent européen, la dépouille du passé est moins avancée; l'avenir promet de ne pas laisser les masses dans la nudité; elles conservent le sentiment de l'ordre et de l'obéissance à côté d'un désir modéré d'amélioration et de richesses.

En voyant donc, en définitive, la liberté s'avancer côte à côte avec la paix, l'ordre et la richesse; persister et croître un esprit général si compatible avec l'idéal de perfection vulgaire, nous avons dû nous informer si tous ces principes de vie, restés debout sur tant de ruines, n'étaient pas les dons précieux d'un tronc qui avait nourri longtemps ses profondes racines dans une terre féconde; et alors, remontant la chaîne des temps, nous y avons découvert nt d'analogie, de simultanéité, dans les événements européens tant de persistance dans les efforts, tant d'u-

nanimité dans les vœux et les besoins des générations successives, que nous avons été forcés de reconnaitre l'action continue et une d'une force morale prodigieusement vivifiante et *égalisatrice*; et en suivant de nouveau l'enchainement des traditions, nous sommes allés, comme par une sorte de voie lactée, tant la trace du progrès nous apparaissait lumineuse, compter et rattacher le dernier anneau de ce progrès dans le berceau même du christianisme. Guidés alors par cette clarté, devenue pour nous plus radieuse, parce que nous la touchions à son foyer même, nous l'avons vue luire plus intense sur la terre d'Europe, la pénétrer d'une nouvelle chaleur et préparer, pour un prochain avenir, l'éclosion de germes dont la maturité promet aux peuples de nouveaux et plus généreux bienfaits.

Nous ne pouvons donc le méconnaître : l'Europe est l'œuvre de la morale chrétienne, d'abord enseignée, imposée comme article de foi par le digne clergé de la primitive catholicité; puis examinée, commentée par le protestantisme également primitif, et débarrassée par lui de l'alliage d'une théocratie revêtue de l'infaillibilité absolue; et en dernier lieu, purifiée plus radicalement par la philosophie d'un surcroît de formes, de superstitions et de maximes fausses, dangereuses ou antisociales, greffées sur cet arbre de vérité et de vie, par un clergé souvent égaré, souvent ignorant et parfois sacrilége.

Cette morale, en effet, est celle-là même qui a dé-

livré la masse européenne du servage et de la glèbe; qui a inspiré ou préparé l'affranchissement des communes, l'abolition du droit d'aînesse, des substitutions, le partage égal dans les familles; c'est elle qui, en identifiant les communes avec l'esprit chrétien, et leur inoculant le sentiment d'égalité d'origine écrit en lettres sacrées dans l'Évangile, et prêché chaque jour dans le temple, a valu aux classes *intermédiaires* les droits et la liberté politiques; enfin, c'est elle qui a exalté les peuples modernes pour l'*égalité*, la *liberté* et la *fraternité*, et qui, par conséquent, a amené et accompli la *révolution française*, malgré et contre les gardiens mêmes de sa parole et de ses préceptes.

Et depuis, cette force morale n'a pas cessé d'agir : la liberté, l'égalité, la fraternité, résument toute la physionomie morale de l'époque. Mal définies, mal interprétées trop souvent, elles n'en sont pas moins toujours vivement senties, et elles sont la lumière, la vie, l'espoir ou le but des générations actuelles.

Les peuples, dans leur exaltation, les déifient, ou du moins ils les rattachent à Dieu, comme les lois préétablies de sa volonté toute-puissante; elles leur tiennent lieu de religion positive, désireux des autres biens, ils les leur sacrifient avec emportement au besoin.

Voilà, si nous ne nous aveuglons pas, la tendance générale; voilà quel terrain est préparé aux inno-

vations dont nous avons ici à étudier l'influence.

Toutefois, il faut se garder de prendre la tendance pour la conquête du but même, l'idéal pour la réalité; le possible pour le probable. Et nous, qui ne devons ici aboutir qu'à des *prévisions d'homme*, nous avons à nous défendre contre une préoccupation bien naturelle : celle de prendre nos désirs pour des oracles.

Car, dans cette œuvre, nous n'entendons nullement exprimer ce qui *devrait être* selon notre amour, mais uniquement ce qui *sera* ou *pourra être*, selon que les faits nous apparaissent.

Nous devons donc d'autant plus soigneusement appuyer sur le fait actuel des excroissances mauvaises d'un principe, d'un sentiment bon et sublime en lui-même, lorsqu'il est religieusement interprété, mais qui est aussi funeste à l'avancement des choses sociales qu'un principe faux, lorsque les passions naïves et l'ignorance le travestissent.

Nous venons de reconnaître la route progressive et la force impulsive qui y mène la portion saine et la plus nombreuse, nous l'espérons, des populations européennes; voilà le bien : mais voici le pas rétrograde, les causes réactives, voici le mal que notre époque est appelée à combattre.

L'esprit d'examen s'égare toujours jusqu'à l'incrédulité systématique, universelle. La négation des formes emporte toujours celle du fond. A la foi superstitieuse succèdent toujours un doute desséchant, une impiété monstrueuse et désolante; à l'expansion

affectueuse et vraie, un égoïsme qui se sent, se rumine et se complaît.

A l'heure qu'il est, partout, dans le monde commercial, on prend plus que jamais le génie dégradant de la spéculation pour l'esprit d'association; les poursuites cupides pour l'activité et la sollicitude philantropiques.

La portion expansive et charitable du cœur est atrophiée ; l'intérêt, l'amour des choses matérielles a envahi la partie vitale, et les égoïsmes sont sur le pied de guerre. Chacun jouit solitairement de sa propre individualité. Le célibat qui, si longtemps, fut une vertu, devient un vice social : l'égoïsme est tellement perverti qu'il sait se passer d'un *autre lui-même*, et qu'il calcule les embarras de l'amour et de la paternité. Ce que les sages de tous les temps ont regardé comme un signe de décadence ou de profonde corruption; ce que l'histoire atteste pour tel, est un fait presque universel : la femme est méprisée, méprisée dans son ame, quoique recherchée pour son corps; car ce qu'on aime encore en elle c'est la chair, pourvu qu'elle ne coûte rien : ni assujettissement ni sacrifice : c'est que les intérêts du corps ont supplanté ceux de l'ame. Les affaires, les plaisirs et le mouvement extérieur des passions absorbent tellement aussi, qu'on n'a plus le temps de penser à Dieu, et d'ailleurs, penser à Dieu, c'est une *faiblesse mentale!..*

Voilà pour les mœurs et les idées : l'attitude politique d'une portion des masses, n'est pas moins me-

naçante ; une fausse et dangereuse démocratie fourvoie les peuples dans un radicalisme superficiel qui n'a devant soi que des impossibilités, qu'un désert, le néant après la destruction, et dont les classes pauvres, au nom desquelles on s'émeut, seraient les premières victimes; car on leur apprend à se préoccuper de leurs droits, et nullement de leurs devoirs ; on les gonfle de fiel et de récriminations; on leur inculque le venin de la haine et de la jalousie basse au nom de la doctrine la plus patiente, la plus miséricordieuse, la plus pleine de mansuétude ; au nom de la fraternité, de la charité et de l'amour chrétiens ! On les habitue à contempler exclusivement ce qu'ils n'ont pas, et à dédaigner le peu qu'ils ont ; à envier la position d'autrui, et à la déclarer illégitime, uniquement par cela qu'elle n'est pas leur ; et par conséquent, à se décourager au labeur quotidien; au travail, dans l'œuvre toujours lente et pénible de leur propre avenir; à contracter des habitudes d'oisiveté expectante, de vie aventureuse, d'espérance folle ; à escompter une émeute, à déclarer la société en état de siége ou en révolution permanente. Le besoin légitime d'indépendance est travesti en attitude anarchique, en hostilité réfléchie contre la société et contre ses exigences fondamentales. Toute autorité extérieure pèse, chacun la prend en haine ; et cependant bien peu savent s'en donner une *intérieure* qui permette à l'autorité coercitive de ne pas se faire sentir. Cette portion de la démocratie, partout où elle s'élève à une certaine puissance politique de fait, dans les deux

Amériques, en Angleterre, en France, en Espagne, en Portugal, en Italie, etc., a la voix brusque, le geste brutal, l'attitude anguleuse du guerrier de l'âge païen : elle voudrait ramener la douceur et l'allure peu bruyante des classes cultivées à cette fausse simplicité; elle ne paraît pas comprendre la nécessité des conditions de temps, d'étude, de loisir, et d'éducation pour le progrès des sciences, des arts libéraux et des institutions; ni la légitimité de la politesse, du bon ton, des bienséances et d'une pudique retenue; et comme si elle assimilait indissolublement le raffinement délicat des relations humaines à l'afféterie et à la corruption, elle rendrait volontiers impossibles l'avancement des beaux-arts et leur éclatant cortége de monuments, de pompes et de dorures.

Mais si la conduite politique de ces tribuns modernes et de leurs courageuses cohortes ne peut être approuvée, celle de leurs contradicteurs peut l'être moins encore. Leurs actes, toute condamnation qu'on en puisse porter, s'expliquent par des motifs, par des impulsions nobles et désintéressées en général: une trempe ardente, quelques idées fausses mais généreuses et avouables, entées sur le principe démocratique, les ont égarés. Les droits de la liberté méconnus en eux et dans les peuples leurs frères, ou de consolantes et sincères illusions déçues contre toute attente, ont pu leur inspirer un ressentiment indomptable, et les pousser à des violences coupables; nous l'avouons, mais ce sont là des raisons atté-

nuantes, et l'on peut y trouver leur excuse, sinon leur justification. Les intérêts satisfaits et vainqueurs n'ont au contraire à opposer, pour s'absoudre devant l'histoire, que leur ignominie et leur aveuglement. Oui! une forte portion des aristocraties, des classes marchandes et manufacturières, est impie et coupable au dernier chef devant la haute justice de la loi morale qui régit le monde *chrétien*.

Fanatiques de leur chose, et accoudés sur leurs droits acquis, ils sont partout dans les deux mondes durs et intraitables, comme l'avare auprès de son trésor menacé.

Assis par hasard au banquet de la vie, ils s'irritent qu'on les y trouble, et sont implacables contre qui veut y prendre place en nouveau convive.

Ils se croient des saints lorsqu'ils se contentent de leur part, et qu'ils n'ont ni dettes, ni procès; que la police et les gendarmes les laissent libres, et que nul ne peut dire avec la loi : fripon!

Pour eux, pauvreté c'est vice; vertu, niaiserie ou hypocrisie; enthousiasme, dévoûment et sacrifices, folie.

La patrie, c'est leur famille, leur champ ou leur boutique : l'humanité, c'est leurs enfants : et leurs familles, leurs enfants, ils les aiment à la manière des loups : tout pour soi et *ses petits*.

Ils ont perdu le sens des choses sociales, et n'ont retenu des prescriptions morales que celles qui s'adaptent à l'égoïsme. Ils ont des droits, et plus de devoirs. Sans la menace du porteur de contrainte et

de la force armée, ils ne paieraient point leurs impôts. Sans la peur des émeutes ou des assassinats, ls ne voudraient ni gouvernement, ni police, ni hospices, ni aumônes, ni bureau de bienfaisance, parce que tout cela coûte cher.

En résumé, d'une part, on sature les masses de radicalisme et d'épicurisme; on les pousse à faire table rase, sous le prétexte de mieux édifier; de l'autre, on n'a d'entrailles que pour soi et ses enfants; et l'on fait de l'insensibilité par système; partout il y a curée de la chair sociale; chacun propose ce but à toute sa vie : *faire fortune à tout prix*, sauf les châtiments du code pénal terrestre. Beaucoup font consister le but de l'existence et de la société dans la satisfaction des appétits matériels, et s'attachent à déprécier ou à tenir dans l'ombre, à négliger dans l'éducation première de leurs propres enfants les besoins spirituels, le dévoûment et les affections sympathiques, ces nœuds gordiens des sociétés.

Il y a donc déviation, danger, erreur, corruption à bien des égards; et pourtant nous ne croyons point à la mort : nous croyons à la transformation, à l'épuration, difficile sans doute, mais certaine; c'est une crise immense et non une fin. La réforme ou la régénération est partout sur les deux continents d'Europe et d'Amérique, en Turquie, en Égypte et en Grèce; mais le déclin n'est nulle part.

Nous en prenons à témoin les travaux législatifs

de tous les peuples en fermentation; le silence des batailles qui se fait dans le monde civilisé; au contraire, le bruit moins redoutable des ateliers de la richesse, que font entendre à l'envi les peuples; l'ardeur laborieuse qui s'empare d'eux au moment même où ils mettent en révision leurs institutions, leurs croyances et leurs droits; nous en attestons ces sociétés de tempérance et de bienfaisance; ces lois qui essaient de garantir l'éducation et l'instruction des masses, qui émancipent les noirs; qui veillent avec un redoublement de sollicitude chrétienne au sort des aliénés, des vieillards, des enfants dans les hôpitaux, dans les ateliers ou dans les *asiles;* et même à celui des criminels les plus pervertis; en organisant tout un nouveau système pénitentiaire: mais surtout, nous invoquons ce soudain élan de haute charité dans l'opinion publique, qui suggère aux esprits les plus élevés, et au génie même, cette consolante pensée que le temps est venu de supprimer absolument la peine de mort, le bourreau et la guillotine!

L'irréligion n'est point générale, même dans les formes, ni le mépris de l'autorité. Aux États-Unis, la piété et le culte ont su s'harmoniser avec l'allure démocratique; et cette association sera peut-être ce qui sauvera la démocratie américaine des exagérations du radicalisme et de la licence libérale.

En Angleterre, le sentiment religieux est vivace; l'on y croit encore sérieusement au devoir et à la vertu; sans doute les devoirs et la vertu sont mal

compris, mal hiérarchisés; mais du moins il y a remède par l'*éducation*, puisqu'on l'y accepte encore avec soumission.

L'Autriche, l'Allemagne en général; la Russie, l'Espagne et le Portugal; tout le monde, sauf la France, et quelques petits satellites, serviles imitateurs de ses erreurs comme de ses qualités, croit à un dogme et à un culte positifs; il en est de même du respect de l'autorité : le pouvoir est solidement constitué dans la confiance et l'opinion des peuples européens: s'il est parfois ébranlé dans le personnel des chefs, du moins est-il respecté dans son abstraction vivante, si l'on peut ainsi dire; comme dans les *lois*, qu'on respecte alors même que les législateurs, individuellement, passent sous le niveau de l'égalité : car, enfin, à l'heure où des *assemblées constituantes*, des *cortès*, décrètent l'abolition en masse des autorités, des institutions, ou des croyances du passé, ils décrètent tout aussitôt un autre ensemble de prescriptions, auxquelles les plus fougueux révolutionnaires s'assujettissent.

On peut d'ailleurs expliquer, au profit de l'avenir, les deux préoccupations principales, les deux erreurs énormes, de notre époque; le matérialisme ou le désir des richesses; et l'indépendance ou le mépris de l'ordre et de l'autorité, de la règle en morale, en religion et en politique. Ce sont des dangers : il faut les combattre, afin de ramener à la mesure, mais non les extirper des ames et des faits jusqu'au néant. Car lorsque ces deux besoins de notre nature

seront ramenés à un bon point, à cette mesure qui fait souvent d'une erreur, une vérité ; ou d'un mal, un bien; l'un aura réalisé et maintiendra le bien-être sur la terre d'Europe; l'autre aura produit des hommes libres, dignes du nom de citoyen, dignes du gouvernement représentatif vrai.

Il semble que l'humanité, dans sa faiblesse foncière, ait besoin de dépasser le but pour l'atteindre : toujours paraît-il que, sans effervescence de liberté, les classes moyennes eussent difficilement conquis la forme représentative; et que sans exaltation des sens, sans élan prononcé vers les jouissances sensibles, vers le luxe et les plaisirs, peut-être jamais elles ne seraient sorties de l'abjection, de la misère, de l'ignorance, et de la sujétion féodale. Mais aussi, jamais, ni le bien-être, ni la liberté, ni la forme représentative ne seraient durables, ni possibles même, si cette double exagération continuait et devenait la situation normale du grand nombre.

Maintenant nous pouvons revenir aux influences de nos puissants véhicules, et leur demander ce qu'ils feront contre ou pour le bien, contre ou pour le mal, que nous venons de voir en lice pour la conquête du monde.

XI

LA VIE CIVILE.

LES MOEURS, LES USAGES, LES HABITUDES, LES CARACTÈRES, ETC.

Trois résultats principaux des applications de la vapeur : — 1° tendance à *réunir*; — 2° tendance à *enrichir*; — 3° tendance à *éclairer*. — La précision. — La ponctualité. — L'exactitude. — L'activité. — L'économie et le bon emploi du temps. — L'extension des points de vue. — Le développement intellectuel, moral et physique. — L'esprit d'ordre. — L'entente hiérarchique. — L'esprit d'association. — Les sentiments pacifiques. — L'égalité. — L'émulation. — La capacité. — L'ambition.

Réunir, *enrichir*, et *éclairer* les hommes, tels sont les trois résultats les plus saillants et les plus immédiats de l'application des forces et des moyens économiques, dont nous avons maintenant ici à étudier les influences morales et sociales proprement dites.

En effet :

1° Réunion, dans les grands et nombreux ateliers de la production et de la circulation des richesses, sous toutes les formes; réunion d'habitations; ou du moins proximité des individus dans de vastes

maisons communes à l'instar des villes capitales: réunion ou contact, ou frottement incessant, par suite de la densité croissante de la population dans chaque agglomération.

Réunion dans les voyages fréquents, entrepris pour affaires, par curiosité, par plaisir et agrément; soit sur terre, dans les nombreuses remorques de wagons des chemins de fer; soit par mer, ou en rivière, dans la vaste hôtellerie commune des bateaux à vapeur.

2° Richesses, par le fonctionnement continuel des machines prodigieusement économiques, dans toutes les branches de la production, de la circulation, et de la préparation pour la consommation finale domestique. Richesses par l'étonnante économie de temps, de forces et de capitaux dans le transport à l'aide des locomotives de mer et de terre; richesses en tout et toujours, par suite de l'activité productive de tous les individus; par la bonne combinaison de leurs aptitudes; l'unité de direction, et tous les avantages de la production en grand. Richesses enfin, par suite de l'adjonction d'une force totale brute immense, dans chaque nation, à celle des bras de l'homme et à la combinaison économique des deux forces réunies par le mode d'association en grand.

3° Lumières, et développement intellectuel inévitable, par l'effet seul du contact des esprits et des passions dans les ateliers, par l'effet des voyages nombreux qui suscitent forcément la comparaison,

la réflexion, l'imagination; en un mot, l'exercice de toutes les facultés.

Dans ces trois grands résultats, est comprise la presque totalité des influences morales et sociales de l'ordre le plus élevé : mais nous allons voir, en les analysant, qu'à leur tour, deux de ces trois faits sont réellement impliqués dans l'un d'eux, dans *l'association*, dans la réunion, la proximité incessante des hommes et des intérêts.

N'oublions pas que ce fait s'élargira et deviendra d'autant plus puissant que la richesse, la population et la consommation s'accroîtront et se multiplieront.

D'abord cette vie commune d'expansion et de rassemblement incessant, réalise pour chacun et pour tous, une vie extérieure, une vie en dehors de soi, qui convient merveilleusement aux passions et donne de l'intensité à tous les penchants sociaux.

Il semblerait donc que la vie des sens, le matérialisme, dût prédominer dans ces nouveaux rapports des hommes. Heureusement d'autres influences non moins propres à ce milieu industriel combattent suffisamment cette tendance.

Ce milieu exige ou fait naître :

1. — LA PRÉCISION, LA PONCTUALITÉ ET L'EXACTITUDE, car les heures et les minutes sont comptées pour le repos, pour les repas, pour la reprise du travail; et chacun manœuvre comme un soldat. A

la minute, les machines à vapeur fixes sont remises en mouvement, et les nombreux métiers appellent leurs surveillants, leurs rattacheuses, tous les ouvriers et tous les employés de l'établissement. A la minute, la locomotive se réveille, respire en hennissant, et part comme un coursier, avec l'immense convoi; et soit à l'arrivée, soit dans le trajet, soit au départ, chacun, depuis le *cantonnier* et le *conducteur*, qui doivent être des modèles de présence d'esprit et de ponctualité, jusqu'aux caissiers, jusqu'aux administrateurs, jusqu'aux receveurs, tout le personnel et les ressorts de ces grands mécanismes doivent fonctionner avec un ensemble et une précision qui ne ressemblent en rien à la dislocation, au désordre et à l'irrégularité de nos exploitations morcelées, à l'aide des bêtes de somme.

2. — L'activité laborieuse; car chacun est initié de bonne heure au travail. Ce n'est pas même une vertu, un devoir; c'est une habitude, un besoin, un plaisir : nul, d'ailleurs, ne peut plus mettre en doute ce que l'opinion générale et l'éducation lui auront injecté, pour ainsi dire, par toute sa fibre musculaire.

3. — L'économie et le bon emploi du temps; car tout est compté dans la vie quotidienne du négociant et de l'ouvrier; la locomotive et le travail les *assujettissent*, de même que l'immobilité et l'inertie assujettissent l'homme qui s'est une fois livré à la mollesse.

C'est un fait historiquement attesté, que moins l'individu et les sociétés ont de puissance et font

d'œuvres productives, plus ils gaspillent le temps; témoin le sauvage et les divers états inférieurs de civilisation : et cela devait être, puisque le caractère premier de la civilisation est d'éveiller les désirs, de développer les facultés, d'agrandir le but humain et la vie, de rendre l'activité plus dense, et par conséquent le temps plus précieux, plus court. Sous le régime vulgarisé de la vapeur, nos pas seront plus grands ou plus serrés; il y aura la même différence de vitesse entre notre allure ancienne et nos mouvements nouveaux, qu'entre le chariot et le wagon, le cheval et la locomotive.

Ainsi, l'on peut prévoir quel auxiliaire puissant les Orientaux et les peuples latins dégénérés trouveront dans cette propagation contre la contemplation rêveuse et stérile, contre la paresse, le *farniente* et l'orgueilleuse oisiveté (1).

(1) Il n'est peut-être pas sans intérêt, aujourd'hui que les philosophes mettent encore en question la légitimité ou l'utilité sociale des jours de repos, des DIMANCHES, de signaler l'influence déterminante du régime nouveau du travail, à cet égard. Lorsque chacun, chefs et ouvriers, devra être assidu à un travail collectif, et que nul ne pourra se détacher isolément sans déranger la besogne de tous, sans amener le désordre et une perte sèche dans l'établissement, enfin lorsqu'un peu d'ensemble sera dans l'industrie, il est bien difficile que les jours de repos, les divertissements et les fêtes ne redeviennent pas publics, uniformes, solennels pour le grand nombre. Aujourd'hui l'anarchie qui existe en cela est presque une nécessité. Chacun travaillant isolément, peut travailler et travaille effectivement à l'aventure, quand il lui plaît : l'un la nuit, l'autre le matin, etc. Il fallait ôter la rigidité superstitieuse : on a désenchanté la vie vulgaire. De là, plus de dimanches pour les uns, plus de jours de travail de la semaine pour les autres. Serait-ce pour les peuples le dernier mot de l'*art d'être heureux* ?

4. — L'EXTENSION DES POINTS DE VUE, même dans l'esprit du plus vulgaire; car un grand fait d'expérience constante, c'est que le contact des hommes éveille en eux une activité nouvelle, donne essor à de nouvelles idées, à des projets et à des entreprises nouvelles. Suivez l'homme depuis l'endormissement de ses facultés à l'état sauvage jusqu'à l'activité fébrile de l'Européen, et surtout de l'Américain et de l'Anglais, en passant par l'état patriarcal et nomade, vous verrez que le développement des facultés, des besoins, des désirs, est en rapport constant avec la densité des populations, la fréquentation des hommes, le mouvement des échanges matériels ou intellectuels et moraux.

5. — LE DÉVELOPPEMENT INTELLECTUEL ET MORAL, car ce développement est déjà une conséquence de l'extension et de l'éveil des idées et des désirs; et puis, on ne conduit pas des masses d'ouvriers rassemblés comme on fait d'une compagnie de soldats. L'obéissance passive est ici une chimère. Laisser une masse considérable dans l'ignorance, c'est d'abord l'entretenir dans la brutalité et dans tous les sentiments antisociaux; par conséquent, entretenir en même temps les chances de mutinerie, d'émeutes, de désordres, de pillages et de révolutions.

C'est, en outre, se mettre dans les conditions de n'avoir que de mauvais travailleurs; mauvais par leur peu d'activité, mauvais par leur peu de soin dans l'exécution de leur peu de travail.

C'est, ainsi, se rendre inférieur aux autres

nations pour le prix et la perfection des produits, et par conséquent s'appauvrir et tomber en décadence.

Il suffit qu'une seule nation soit composée d'un peuple travailleur, éclairé, intelligent, actif et libre, pour que l'imitation et la répétition de ce phénomène soient certaines, et que l'affranchissement analogue des autres populations du monde s'accomplisse à la longue. A cet égard, les États-Unis d'Amérique, s'ils restent dans la voie tracée, seront peut-être les vrais libérateurs et les initiateurs des peuples; libérateurs pacifiques, enseignant à être libre par la richesse, par le travail et la moralité.

Nulle aristocratie industrielle, nulle classe moyenne ne peut donc trouver ses conditions de prospérité dans l'ignorance des classes inférieures. Et les pays de sauvages même, dès qu'ils entreront dans le système moderne des chemins de fer et de l'abondante création de richesse, seront conduits de pas en pas jusqu'à l'émancipation intellectuelle de leurs troupeaux; et alors, nous devons le constater dès l'instant, jusqu'à leur émancipation politique et physique.

En effet, outre ces motifs intéressés des chefs de l'industrie et des gouvernements à développer l'esprit et à cultiver le cœur des masses ouvrières, ce développement s'opère même sans leur concours, par les seules exigences de l'œuvre industrielle qu'on demande d'eux. Ceux-là ne sont pas sans combinaisons, sans réflexion, sans intelligence, qui exécutent les machines, les métiers, toutes ces conceptions

artistiques et architectoniques, ces voûtes, ces *tunnels*, ces viaducs, ces candelabres, ces colonnes; en un mot, tout ce matériel élégant et ingénieux, qui caractérise la splendeur et la magnificence de l'industrie moderne.

En constituant les centres de travail sur une plus grande échelle, et en ordonnant toutes choses dans le détail pour un vaste ensemble, en vue de l'unité; l'intelligence des travailleurs y trouvera l'occasion de s'habituer aux vues générales, et il en résultera pour eux une étendue d'esprit qu'ils ne peuvent contracter dans les insignifiants détails d'un atelier de la concurrence menue.

La construction des *instruments matériels* de la production, celle des grandes machines principalement, forcera également le mécanicien à combiner un tout compliqué, à en connaître et considérer toutes les faces. L'exécution même exigera de la part du plus grand nombre des travailleurs un développement intellectuel plus étendu qu'auparavant; l'installation et le fonctionnement le plus avantageux des machines nécessitent, chez la plupart des ouvriers qui les confectionnent ou qui les gouvernent, des connaissances mathématiques et graphiques qui sont pour eux la clef de plus hautes connaissances. Il est vrai qu'à ne considérer qu'un département de l'activité humaine ou une industrie en particulier, les machines semblent appeler la multitude à fonctionner comme des automates; mais on peut espérer que toute l'activité des esprits inventifs et des phi-

lantropes va se tourner désormais vers la recherche des moyens de substituer les machines et les forces brutes à ces malheureux enfants des deux sexes qui guident aujourd'hui le fil et le métier, douze et quinze heures par jour, en véritables bêtes de somme ; ou, du moins, il y aura infailliblement des perfectionnements dans les métiers mêmes qui permettront de ne mettre que dix enfants là où il en faut aujourd'hui cinquante ou quatre-vingts.

Prises ensemble, les innovations de ce genre ont d'ailleurs fait naître une classe de mécaniciens et d'autres ouvriers devant être intelligents, plus nombreuse infiniment que celles qu'elles ont condamnées à un rôle atrophiant.

La multiplication des machines suppose la connaissance de plus en plus étendue des phénomènes et des propriétés chimiques et physiques, et la propagation en offre les expériences curieuses, le jeu, le mouvement, aux regards et à l'intelligence du peuple partout où il y a manufactures et ateliers ; et il arrive que l'homme même qui y est occupé à une fonction étroite et monotone a du moins devant lui de savants mécanismes qu'il peut étudier et par lesquels il pourra recevoir des révélations ou sa vocation, alors surtout qu'il aura reçu gratuitement, mais indubitablement, les premières notions des sciences et la culture intellectuelle et morale dans les écoles primaires.

Si donc à ce spectacle des merveilles de la science on joint dans l'individu, les notions préliminaires

de toute science, par l'instruction nationale, obligatoire pour l'universalité des citoyens; nul doute que les inconvénients signalés et réels des machines n'aient un suffisant contre-poids.

Or, partout la culture intellectuelle primaire devient une obligation légale ou un devoir d'opinion. Avant cinquante ans, les jeunes générations européennes seront initiées aux premières clartés de la science.

Les peuples allemands sont en possession d'une culture intellectuelle très avancée.

En Prusse, l'envoi des enfants de la classe inférieure aux écoles publiques est de rigueur.

En Écosse, en Angleterre, aux États-Unis, le plus grand nombre des enfants d'ouvriers reçoivent également les premiers éléments de la science.

En France, l'amélioration est frappante et les choses sont à bon point.

En Espagne, en Portugal, en Italie, en Grèce, en Égypte et même plus tard en Turquie, l'un des premiers résultats du renouvellement social et politique qui s'y opère plus ou moins révolutionnairement, sera visiblement la vulgarisation des écoles nationales populaires, et l'instruction gratuite générale.

Enfin, il est à prévoir que, dans tous ces pays indistinctement, les *écoles d'arts et métiers*, où la jeunesse puisse recevoir l'instruction technique ou professionnelle, se multiplieront, et que les classes inférieures y auront un facile accès.

6. — L'ESPRIT D'ORDRE, L'ENTENTE HIÉRARCHIQUE, OU

la subordination graduée des volontés, L'ESPRIT D'ASSOCIATION, LES SENTIMENTS PACIFIQUES, L'ÉMULATION, la puissance au plus CAPABLE, L'AMBITION dans le bien, c'est à dire au profit de l'intérêt général.

1°. L'ESPRIT D'ORDRE, car chacun est placé comme un ressort dans une montre; il doit fonctionner à son tour, à un instant donné, ni plus ni moins, après celui-ci et avant celui-là; il est fonction d'un tout et il a sa part de responsabilité, à chaque instant contrôlé et payé de blâme ou d'éloges.

2°. LA HIÉRARCHIE : une certaine hiérarchie sera nécessairement observée; car hiérarchie est synonyme d'ordre, et sans ordre il n'y a aucune combinaison d'efforts possible, aucune division de travail entre les hommes; par conséquent, pas de réunions, pas d'économie politique, pas d'industrie, pas de société. La hiérarchie est d'autant plus de rigueur que les réunions d'hommes pour un but quelconque sont plus nombreuses. On peut même dire que sa nécessité s'y fait sentir en raison géométrique. Aussi voyons-nous les réunions militaires, un régiment, une armée, qui sont les plus grandes associations que les exigences sociales comportent, chercher toute leur force de cohésion, d'unité, et trouver toute leur puissance d'action dans une hiérarchie de fer, inéludable et rigoureuse.

Or, plus un établissement industriel est grand, plus il offre une nécessité analogue; non point, sans doute, quant au caractère de la relation de subordination, mais quant à l'existence de cette relation.

Au contraire, dans le travail deux à deux ou d'un très petit nombre, dans les ateliers bornés de la concurrence morcelée, c'est à peine si elle est nécessaire et se doit faire sentir. On se concerte plus qu'on ne décide et qu'on n'ordonne d'une part, plus qu'on ne reçoit et n'obéit de l'autre.

La déférence doit s'obtenir par la conduite; elle s'accorde, mais elle ne se commande pas, ou il n'y a plus de liberté. Toutefois, la hiérarchie de fait n'en existe pas moins dans nos sociétés saturées de libéralisme et d'indépendance. En fait, il y a des classes, des relations de déférence, de respect et de retenue, même dans notre XIX[e] siècle, où, en droit, aucune n'est formulée, ni dans les lois, ni dans l'opinion : et il faut le dire, trop souvent ces relations sont celles de l'orgueil et de l'humiliation.

Dans les temps primitifs, on ne comprend la hiérarchie que par l'assujettissement de l'homme à l'homme; assujettissement aux volontés, aux *caprices;* c'est la dépendance non seulement du *devoir,* mais des *volontés humaines arbitraires;* et il y a, des premiers aux derniers, toute la distance de l'homme à la bête : les esclaves sont un *pecus.*

La hiérarchie est partout : dans la fonction, dans l'éducation, dans les droits et les prérogatives; elle se fait par masses, de race à race, de famille à famille. La *naissance* fait l'homme ce qu'il sera tôt ou tard, supérieur ou inférieur, libre ou esclave.

Entre le serf et le seigneur, la hiérarchie n'implique déjà plus la diversité d'origine; les inférieurs

et les supérieurs sont de la même souche, d'un père commun qui est Dieu. La personnalité est enfin respectée; cependant les barrières entre les positions sont presque infranchissables encore.

Peu à peu, cependant, et grâce surtout à l'influence *égalisatrice* de la parole chrétienne; à l'exemple de la hiérarchie toute spirituelle et de vertus du sacerdoce chrétien, les distinctions matérielles s'effacent; les inégalités sont moins grandes; la dépendance n'atteint plus la personnalité. Le serf devient libre et la relation d'ouvrier à maître est substituée à celle de serf à seigneur.

Dès ce jour, la hiérarchie devient ce qu'elle doit être : une division de travail; une subordination de fonctions, mais non de personnes; l'individualité se dégage; les caprices du supérieur n'atteignent plus nécessairement ou légalement l'inférieur. La relation est dans le devoir réciproque devant une fonction à remplir; à la rigueur, le supérieur n'est plus le bourreau, il n'est point chargé de la punition. L'inférieur n'est plus retenu sous un joug : mécontents, ils se quittent.

C'est là une conquête immense, sans pareille : c'est par là que la liberté a pris corps et réalité pour le grand nombre.

Les rapports de supérieur à inférieur, comme nous l'avons dit, n'atteindront donc plus la personnalité; la subordination n'entrainera aucune sujétion absolue de la personne. Il y aura des fonctions et des devoirs, des promotions, des con-

séquences fâcheuses ou favorables. Il y aura déférence même ; mais la liberté individuelle restera intacte.

Aujourd'hui les relations de supérieur à inférieur sont encore trop souvent marquées de brutalité, de lutte, de féodalisme. On est réellement dans la dépendance du chef, du *maître*.

Cela tient à bien des causes que l'influence des forces motrices tend directement à faire disparaître.

1°. Le supérieur, n'étant point assez souvent dans sa vocation, est souvent incapable, par rapport à l'inférieur. Le premier croit ne pouvoir se soutenir que par l'injustice, par la force brute ou par les procédés hautains ;

2°. L'inférieur est incapable jusqu'à la nullité, faute de développement intellectuel et professionnel; et il est brusque, paresseux, sans émulation, parce que toute carrière lui est fermée et que la misère le possède ;

3°. Ou le chef, quoique capable, s'enorgueillit : il ne communique que solennellement avec ses inférieurs ; il les tient à une distance qui blesse le sentiment d'égalité et de fraternité, puisé dans les mœurs, dans l'éducation première et dans la religion ;

4°. Ou le subordonné est grossier ; il manque de culture ; il parle mal ; est vêtu malproprement, et la distance effective des esprits entraîne assez naturellement celle des cœurs et des caractères ;

5°. La position du chef est souvent l'effet de la faveur, du hasard, de la fortune. Son plus grand mérite est dans sa famille, dans sa naissance ou son argent : or, ces supériorités-là sont tarées sans retour dans l'esprit des masses;

6°. Ou le supérieur, principalement dans les campagnes, sait que la misère, le défaut de ressources et d'autres débouchés de travail chez l'inférieur, le tient dans sa dépendance; il est arbitre de son bien-être et il se fait assez facilement à son égard une loi de l'arbitraire : celui-ci, par son attitude humble, l'entretient, l'encourage dans la mauvaise pensée de lui faire subir sa domination. L'ouvrier ne peut pas recourir à la plainte; car le chef de l'établissement est souverain, comme propriétaire *unique*.

Ces abus ne seront plus aussi faciles, lorsque le chef sera un gérant responsable et qu'il aura devant soi les murmures d'une masse de consciences qui le jugent; le patient aura recours au *conseil* de l'établissement, à d'autres *prud'hommes;* car l'ouvrier, ainsi que nous le verrons, restera moins que jamais sans garantie dans une société constituée principalement pour le travail; d'ailleurs, l'ouvrier s'inspirera de dignité et de fermeté dans cette réunion nombreuse, tandis que le dénuement, l'isolement et l'ignorance traditionnelle où il est plongé, ne lui apportent que des impressions de faiblesse et de timidité.

Mais en attendant que l'éducation et la culture de

politesse aient assoupli la forme populaire et ramené l'esprit d'indépendance à sa mesure, un excès est à craindre, surtout dans les relations des ouvriers manufacturiers des villes : il se voit déjà à un haut degré en Amérique et un peu chez nous.

Il faut beaucoup de bonté et de patience aux chefs pour se faire souffrir et obéir. L'abus est maintenant du côté de l'inférieur, après avoir été trop longtemps, il est vrai, du côté des supérieurs, lorsqu'ils avaient plus que lui le savoir et le bien-être ; il est enclin à montrer du mépris aux fonctionnaires publics pour deux raisons qui expliquent sans justifier :

1°. Le souvenir des insolences, des vexations, de la dureté des chefs de l'ancien régime ;

2°. L'exemple du peu de charité, du peu de douceur et d'égalité religieuse des supérieurs en général, qui s'imaginent trop souvent croître en valeur et s'élever à une race supérieure à mesure qu'ils montent en rang ou en dignité.

Néanmoins, il y a là, suivant nous, après l'apaisement de la première fougue de l'homme qui secoue ses chaînes, un indice d'avenir consolant : c'est que, pour être chef en industrie comme en administration, il faudra se conformer de plus en plus à la maxime chrétienne : que le *supérieur se fasse le serviteur de l'inférieur* : ce qui veut dire qu'en général il n'y aura de respectés et d'appelés aux affaires que des hommes vertueux, dévoués, pleins de bonne volonté, et par conséquent de bonnes

formes; modestes et véritablement simples, de cette simplicité naturelle à la vraie puissance et à la vertu.

Déjà, grâce à la propagation des idées d'égalité, l'état de domesticité perd, chaque jour, de son caractère de bassesse et d'indignité. L'homme y trouve aujourd'hui, de plus en plus, l'aisance, les bons procédés, la considération, le respect de sa personne et les douceurs indicibles d'une familiarité qui annonce que le sentiment de fraternité a passé par là : aux États-Unis, surtout, ce progrès est frappant entre les blancs (1).

Quelle distance parcourue depuis les ilotes de Sparte, et les esclaves de Rome, ou les soudrahs de l'Inde, etc., jusqu'à nos domestiques!!!... Ils sont *libres*, à la rigueur, et ils peuvent laisser la *maîtresse* rude, insolente ou égoïste. Faire la cuisine, être lingère; faire le service des appartements; c'est un travail déjà réhabilité, et que le préjugé n'atteint plus, sauf dans quelques emplois toujours fâcheux.

De plus en plus, cette réhabilitation aura lieu; car l'effet de cette distribution des rôles dans les

(1) Pourquoi faut-il cependant que, chez les Américains, la fraternité, la liberté et l'égalité, dépendent d'une *erreur d'optique*? Faudra-t-il en être réduit à désirer que la race blanche devienne *myope* jusqu'à ne plus distinguer de quelle couleur est la *peau* de la race noire? car voilà tout simplement sur quoi est aujourd'hui fondé l'esclavage; à moins qu'on ne préfère avouer qu'on n'aime la *démocratie* que pour soi, et que l'on est aussi égoïste, aussi cruel, dans ses privilèges acquis, que le furent jamais les races nobles les plus despotes. (*Note suppl.*) (Voir la Note 13 à la fin du Volume.)

grandes exploitations unitaires, grâce à l'utilité dont la qualité du moindre ressort humain apparaitra pour le bon fonctionnement du tout, sera vraisemblablement de donner peu à peu à toutes les professions, dans l'opinion publique, le caractère d'une fonction sociale nécessaire, respectable à tous égards, et digne de considération. Cette tendance sera d'autant plus prononcée qu'elle sera secondée par l'action parallèle de l'éducation religieuse, laquelle fera considérer de plus en plus à chacun comme un devoir de prendre librement sa fonction et de s'y montrer zélé et fidèle, et de l'accomplir autant en vue de l'ordre général et de Dieu, qu'en vue de soi-même et de son propre bonheur. En d'autres termes, on y mettra plus de dévouement que d'égoïsme; on y considérera plus qu'aujourd'hui, sans doute, l'intérêt social et les droits de l'harmonie générale; mais il faut pour cela une éducation plus prévoyante et plus religieuse.

3°. L'esprit d'association et les sentiments pacifiques; car, de même qu'aujourd'hui, l'esprit d'isolement, de méfiance, de concurrence acharnée, de rivalité hostile, nous saisit dès le jeune âge; de même alors ce sera l'esprit d'association, de confiance, de paix, d'harmonie et de solidarité. Naturellement rien ne doit être plus propre à inspirer cet esprit que le milieu qui en sera précisément le fruit.

4°. La capacité; l'émulation et l'ambition dans le bien; c'est à dire au profit de l'intérêt général. Un

résultat acquis de la concurrence (1) et que l'avenir dégagera, manifestera et généralisera de plus en plus; l'une des propriétés de l'industrie libre, c'est de susciter le génie, d'appeler indéfiniment les perfectionnements, les inventions; c'est de faire rechercher les aptitudes, l'intelligenec, la capacité d'ordre, d'invention, de création. Partout où un homme se montre propre à mieux fabriquer, à mieux diriger, à mieux concevoir, l'intérêt des chefs d'établissement, celui des capitalistes est de lui offrir les fonctions et les émoluments : de *l'élever*.

Et cette recherche de la capacité et du mérite, s'étend à tous les ordres de fonctionnaires : gérants, chefs d'ateliers, sous-chefs, etc.; partout il est de l'intérêt présent, positif, des établissements, de mettre chacun à sa place, de lui faire produire son maximum d'effet, de force, afin d'obtenir ainsi le prix de revient le plus bas possible; car une capacité opère comme une économie : c'en est une, et souvent une très grande.

Il suffit de cette force des choses, de cette propriété de l'activité industrielle libre pour assurer naturellement, sans système philosophique, le règne de la capacité et de l'intelligence fécondante et paci-

(1) Car ne nous trompons pas; n'interprétons pas le tableau que nous avons fait de la réunion des industries, de la centralisation relative de la concurrence, au delà de ce qu'il veut peindre. La concurrence sera tout aussi réelle entre les établissements, qu'entre les ouvriers et les employés d'un même établissement; et les grands foyers de production, sans être aussi morcelés et aussi nombreux que ceux d'aujourd'hui, n'en seront pas moins très multipliés longtemps et toujours.

fique : à elle, désormais, la puissance et la direction du mouvement humain ! Et, de fait, dans le gouvernement des nations, c'a toujours été l'intelligence et la capacité qui ont décidé des évènements et des empires : le génie seul des généraux, des ministres, des rois, qui, çà et là, ont apparu sur tous les trônes, a répandu quelque lustre sur chacun d'eux, et a donné au moins une page glorieuse à chaque peuple dans l'histoire ; mais aussi pour un roi, pour un général et un ministre habiles, combien d'incapacités revêtues de la puissance, par la faveur et par le mérite de la naissance ! Or, ce qui était la règle, devient désormais l'exception : la différence est grande. Toutefois, si le règne de la concurrence a déjà émancipé si heureusement la capacité, il n'en a pas régularisé la puissance, l'emploi, d'une manière assez profitable à la société.

Cette tâche importante paraît dévolue infailliblement au mode de travail et aux influences générales que nos forces et nos moyens économiques nouveaux viennent substituer à ceux de la concurrence, individualisée jusqu'à l'extrême.

En effet, un résultat nécessaire de leur vertu concentrante et agglomérante, c'est de contribuer à ce que la fonction aille à celui qui la peut plus pertinemment remplir. Partout où des hommes sont librement rassemblés pour un but, [illegible] fait aussitôt une adhésion unanime plus ou moins explicite en faveur de la capacité de celui qui peut mieux conduire la masse à ce but : témoin la société militaire, un ré-

giment, une armée; témoin la rubrique semi-officielle des *bureaux*, du personnel d'une grande administration, où les titres, les droits sont discutés et appréciés, où le jugement est porté plus ou moins ostensiblement. Et si cette masse fait fonction civique dans l'État, si elle se sait des droits, et les possède ou cherche à les conquérir, si cette masse est libre, aime l'égalité, et sait glorifier le mérite, il n'est pas possible de supposer que l'opinion générale ne consacre point bientôt la légitimité de la capacité *jointe* au mérite, dans toutes les fonctions du travail pacifique, comme c'est déjà dans le travail militaire.

Ainsi, dans ces grandes réunions d'ouvriers, dans les manufactures, une hiérarchie toute morale naîtra infailliblement un jour : les meilleurs, les plus dévoués et habiles, seront acclamés par les ouvriers; et les caporaux, les sergents, les officiers de l'industrie y seront choisis, comme dans les régiments, par l'aptitude plus que par la naissance ou la faveur.

Un fait dont il faut, dès aujourd'hui, comprendre la portée d'avenir, c'est que l'ambition politique ne peut plus se produire qu'en se mettant au service de la société, des grandes pensées et des conceptions civilisatrices; qu'en épousant la cause des intérêts généraux. L'intrigue, la faveur seront plus que jamais l'exception : que ne serait-ce pas, si cette nécessité allait se retrouver aussi pour l'ambition *industrielle*, grâce aux foyers de production qu'aura fait naître l'application des grandes machines; si chaque travailleur ne voyait plus de possibilité de

puissance, d'avancement, que dans son dévouement à tous ses inférieurs, dans ses preuves d'attachement à eux; si enfin la richesse, par l'impuissance d'en faire un usage étroitement égoïste, où la mettrait d'un commun accord l'immense voix des populations, n'était plus digne d'envie que pour la consacrer réellement à des œuvres sociales! ....

Or, il nous parait que c'est ainsi que se mèneront graduellement les choses. Les réunions, l'esprit de corps, la réglementation qui interviendra un jour ou l'autre dans les ateliers, en un mot l'organisation du travail, y conduisent directement et n'auront pas d'autre solution. Le moyen de se produire, ce sera *de faire ses preuves*. Chacun dans les grands ateliers et dans les grandes administrations y sera appelé, comme le soldat à la bataille, et, comme lui, chacun aura son bâton de maréchal dans sa giberne.

Et il y aura une telle défaveur pour tout *intrus*, pour tout fonctionnaire ou chef incapable, dans l'atelier législatif comme dans l'atelier industriel, qu'il faudra se résigner à n'être rien, à n'avoir par conséquent aucune puissance, ou à faire ses preuves. On s'habituera ainsi peu à peu à regarder comme obligation morale, ou condition incessante de bien-être, de prendre une fonction et de s'y fortifier de manière à mériter l'avancement, ou l'acclamation publique.

Au fur et à mesure aussi que se constituera le nouveau mécanisme industriel décidé sous l'influence de nos véhicules, les ambitions impatientes

et démesurées s'affaisseront ou se calmeront. Chacun trouvera dans sa localité, dans l'établissement où il exercera son industrie, ou dans la direction que son choix, le hasard lui aura donnée, une issue, une prime d'encouragement par l'élévation selon son mérite. Il ne pourra plus rêver à *s'établir* dans une misérable échoppe, croyant y trouver la liberté, l'indépendance et le bien-être; tandis que, par la concurrence de ses semblables, ils réalisent leur misère et leur dépendance mutuelles, et ne trouvent qu'inquiétude, désespoir ou découragement, faillites ou dettes.

Chacun, une fois classé dans ces grands compartiments de l'industrie par association, cherchera beaucoup plus à gagner les premiers rangs de la hiérarchie des fonctions de l'établissement ou de sa branche administrative, qu'à la quitter pour chercher isolément aventure.

Sans doute, il y aura moins d'hommes isolés, maitres d'une petite échoppe, où la vente est rare et menue: le morcellement des professions et des grades sera ramené à de justes limites. Tout le monde dans la société, telle que les imperfections de notre nature d'homme l'ont faite à jamais, ne peut pas être chef, à moins que personne ne le soit.

Le grand mal de ce morcellement d'ateliers et de boutiques rivales, ou plutôt de la soif exagérée d'indépendance qui en suggère l'établissement, c'est de faire que tout le monde veuille être chef, avoir sa

chose, *s'établir* comme on dit : mais que la concurrence insensée se transforme en associations et réunions mesurées, et ce désir d'être quelque chose n'a plus les mêmes inconvénients. On conçoit qu'on puisse ambitionner d'être chef d'une entreprise par société; mais chef solitaire, chef de rien, chef dans la misère, c'est une manie subversive, si elle n'avait un sens transitoire; et c'est la manie de notre époque.

LES VOYAGES.

Les voyages, condition extérieure de l'humanisation universelle.— Premiers résultats à venir des voyages multipliés.—Les villes, plus civilisées et plus policées que les villages : pourquoi. — Les populations des environs de Paris, comparées à celles du reste de la France.— Raison de leur supériorité intellectuelle.— Conséquences à tirer pour l'avenir. — Émancipation prochaine des *paysans*. — Comment s'inoculera désormais l'éducation parmi les peuples. — Conditions *intellectuelles* du progrès universel.—Comment les villages seront transformés en villes, quant aux exigences de l'intelligence, du goût, de la gymnastique et aux ressources matérielles des peuples.

Les voyages sont la condition de l'humanisation du globe. Pour que les nations se fondent ou s'unissent dans des croyances et une politique compatibles, il faut que tous les membres soient pénétrés, identifiés, par les idées, par les sentiments et les affections : il faut qu'une longue fréquentation ait engendré entre eux la *familiarité* de rapports; que les physionomies, les usages, *aient fait connaissance*.

C'est aux voyages cosmopolites, c'est au frottement des grandes populations, c'est à la vie toute publique, tout extérieure et sociale que les habitants des villages qui couvrent le globe devront leur

émancipation intellectuelle; et cette émancipation est grosse de toutes les autres.

Par les voyages, le mouvement général des choses humaines et des sociétés, celui des idées, seront accélérés; et alors on ne peut dire à quelles destinées l'Europe, d'abord, sera prochainement appelée. Car tout l'inextricable de notre position vient de là : la lenteur du *mouvement* des habitudes parmi les masses, le défaut de publicité, l'ignorance, et l'encroûtement du plus grand nombre. La tête est illuminée, et les pieds sont dans les ténèbres. La tête marche, et le corps se traine. Il y a une distance immense entre la conception et la réalisation.

Il faut des siècles pour amener dans les croyances générales ce qui était compris et aimé par l'élite de la société, par les penseurs et les gouvernants. Grace aux voyages, tout le monde fera partie de l'élite, ou du moins le grand nombre aura la même flexibilité pour l'adoption du mieux en tout. Les *moments* du mouvement général s'opéreront avec plus d'ensemble. Qui n'a pas déploré le profond endormissement des facultés du paysan, cet entêtement à suivre l'ornière du préjugé; ce respect superstitieux pour la tradition, qui confond dans son amour les mauvaises comme les bonnes choses?....

Comparez ce qui doit advenir de ce contact au grand jour de chacun avec tous, aux sombres et fantastiques idées, aux farouches abords et relations qu'inspirait la solitude aux paysans des temps bar-

bares, où l'apparition d'un *étranger de quelques lieues*, était un évènement; et vous verrez là la sociabilité dans ses plus heureux effets; et ici, des sentiments antisociaux, des préjugés de nation, de province, et de village. Nul doute, nos populations rurales du XIXe siècle doivent elles-mêmes leur infériorité industrielle à l'idolâtrie du foyer domestique, du *pays natal*, du *clocher*; à l'indolence de curiosité cosmopolite.

Les voyages détrôneront ce *génie du retardement:* la facilité en inspirera le goût : grâce aux voyages, dès qu'une innovation, une conception, une méthode apparaîtra sur quelque point du monde, elle sera transmise incontinent, par toute la terre, sur les ailes d'une rapide publicité. Chacun alors la recevra et s'en enquerra. Chaque voyageur, en effet, sera un missionnaire, une renommée vivante, et c'est encore ainsi que le symbole de la mythologie grecque, la *renommée aux mille voix*, sera réalisé.

Le premier effet des chemins de fer, en Europe, va être de métamorphoser promptement le paysan, Les nouvelles méthodes d'agriculture lui seront connues, conseillées; tout ce qu'il verra, tout ce qu'il entendra lui donnera la hardiesse du changement, et le sentiment du progrès. Il aura plus distinctement la science du bien et du mal; or, cette science n'est funeste que lorsqu'on ne la sait qu'à demi.

Une conversation d'un instant avec un homme instruit et éclairé, leur vaudra plus, pour le déve-

loppement et la conduite, que toute une vie de traditions locales.

Pourquoi, toutes choses égales d'ailleurs, voyons-nous la multitude des grandes villes plus intelligente, plus flexible, moins retardataire enfin que la masse campagnarde? C'est que, dans les villes, malgré leur ignorance, leur misère et l'abandon où ils sont en fait d'éducation première, ils ont tout ce que donnent les voyages : ils sont plongés dans un milieu de voyageurs, c'est à dire d'inconnus venant de tout lieu, étant de toute condition, de tout caractère.

Pourquoi, à l'inégalité de population et d'affluence commerciale des villes, à l'ordre de leur importance, correspond-il une inégalité proportionnelle dans le développement des sentiments sociaux et de l'intelligence des masses citadines? c'est que ce développement n'a pas de plus sûr agent que ce mouvement des hommes et des choses.

Et ici apparaît une belle loi d'harmonie des deux mondes : le mouvement intérieur de l'individu est étroitement lié au mouvement extérieur de l'espèce, qui se fait en sa présence. L'homme ne se développe, ne trouve sa culture véritable que dans le champ humain, il ne vit et ne se perfectionne qu'en société.

Eh bien! par la facilité et par la vitesse inouie des voyages, par l'augmentation de ce mouvement des choses et des hommes, par la richesse et la popu-

lation, chaque village, chaque contrée devient une ville, une province de second ordre.

Dans l'état actuel des voies de communication, toutes les populations des environs de Paris à vingt lieues à la ronde, ont vu et revu la *grand'-ville*, et non seulement ils l'ont vue, mais ils en ont le langage à peine modifié; ils en ont, à une foule d'égards, les habitudes, les mœurs, les usages; surtout ils en ont les procédés économiques; c'est la même vie morale : plus qu'aucune autre partie de la nation, ils sont solidaires de sa destinée politique, de ses vices comme de ses vertus, de ses revers comme de sa prospérité. S'il y a une fête nationale dans la capitale, la grande banlieue s'y transporte en masse, part et revient le même jour, et reçoit des impressions qui, moralisantes ou corruptrices, ne s'oublient pas facilement. En affaires politiques ou commerciales, les informations de toutes sortes lui arrivent que l'évènement n'est point encore consommé, et par là, elle peut se prémunir contre les suites que doit décider cet évènement.

Enfin, des deux parts, on est en échanges perpétuels de relations, de besoins mutuels, de dépendance réciproque; et de fait, à cause de cette proximité, les populations des environs de Paris sont plus riches, plus intelligentes, plus éclairées, plus civilisées, plus morales peut-être, en définitive plus sociables que celles des extrémités des provinces de la France.

Les environs de Paris sont certainement les par-

ties de la France, où les patois sont le moins nombreux et le moins grossiers : entre les patois des provinces et le parler de la capitale, leur choix a été bientôt fait. Quand toutes les populations de la province auront sans cesse le même point de comparaison, leur parler s'épurera également. Ce n'est pas seulement l'orthographe et la prononciation des mots qu'ils respectent, c'est l'accent, la délicatesse de langage qu'ils imitent.

Il est donc dans la nature des choses que la multiplicité des relations humaines nous *éduque* et nous façonne, nous éclaire de cette éducation qui fait connaitre les hommes à nos dépens, et nous force à développer notre intelligence pour préserver nos intérêts de tous les dangers qui les environnent dans les complications d'affaires, dans la confusion et l'incertitude des faits et gestes de ceux à qui on a affaire; c'est pourquoi les paysans de Paris, en étant à la vérité moins purs, peut-être, que les paysans des provinces éloignées, sont aussi plus intelligents, plus développés et exaltés qu'eux ; et, après tout, plus accessibles aux beaux élans de patriotisme et de dévouement civique, et plus près d'une véritable civilisation. Obligés tous les jours de marcher droit dans ce grand bazar, de ne heurter, ni être heurté ; ils contractent une fermeté de coup d'œil, ils apportent un aplomb dans leurs relations avec les bourgeois, une finesse de marchand, et une indépendance d'allure, un air d'égalité et de liberté, là, où le paysan nouveau venu des extrémités de la France (où Paris

sonne aux oreilles comme l'une des nombreuses merveilles des *Mille et une Nuits*), se montrerait ébahi, déconcerté, maladroit, imbécille, dupe, humble jusqu'à la niaiserie, la bassesse ou la flatterie.

Les habitants de la grande banlieue trouvent à Paris des *spécimens* de toutes les races, de tous les costumes, de toutes les croyances, etc.; et cette extension de leurs connaissances, qui est la condition du progrès, leur donne à penser, et les développe singulièrement ; cela les instruit, leur dit la variété, la complication, la grandeur des choses humaines, la toute-puissance de Dieu, et leur annonce des mystères et d'autres merveilles ultérieures qui les disposent du moins à accepter le nouveau, le mieux, à sentir tous les bienfaits de l'instruction et de l'étude.

Or, grâce au rapprochement prodigieux qu'effectuent les chemins de fer et les bateaux à vapeur, nous savons que nous pouvons dire de toute la France ce que nous venons de dire de notre rayon de quinze à vingt lieues. Tout Français, paysan ou citadin, aura vu et revu Paris, *la grande capitale*, maintes et maintes fois avant l'âge mûr, époque de la vie où tout ce qui est greffé sur l'arbre des habitudes humaines, y reste, et persiste autant que le tronc.

Et, nous l'avons déjà dit, lors même que Paris ne serait pas là, les chemins de fer n'en offriraient pas moins, à toutes les populations des provinces, le même avantage de voir tout un monde en voyageant çà et là dans les grandes villes de second ordre.

Pour le paysan, voir Paris, c'est pour le poète voir la Grèce, Rome et Naples; c'est faire provision pour la réflexion et la comparaison de toute une vie; c'est donner à son imagination l'éveil et l'élan; c'est porter à la racine de ses habitudes la cognée qui coupe, flétrit, abat ou déracine; c'est, dans un champ inculte, semer un peu d'ivraie et beaucoup de bonnes semences; c'est, pour la courte vue de l'homme des champs, sulever à demi le boisseau qui couvrait la lumière.

Voilà une faible partie des influences que ces populations doivent à leur proximité de Paris; celles de la grande banlieue sur Paris même, ne sont pas moins importantes. D'abord si la banlieue connait Paris, ses édifices et ses innombrables curiosités, Paris ne connait pas moins bien ses environs; il n'est pas un lieu célèbre, pas un beau site, un édifice magnifique, que l'habitant de Paris n'ait visité à pied ou en voiture, et dont il n'ait gardé le souvenir; il connait les usages, les mœurs de cette circonscription; du moins leurs légères différences avec les siennes; et s'il a quelques notions de la vie champêtre et de la variété des sites et des phénomènes de la nature, il les doit à la proximité de ces provinces.

Si tous ces mêmes édifices qui embellissent si profusément le centre de la France étaient au contraire éparpillés sur les quatre coins de son territoire, bien peu de Parisiens seraient appelés à les admirer et à les contempler, à s'y meubler l'esprit des vestiges du moyen-âge, à se former le goût; et un

grand moyen de civilisation et de développement intellectuel leur manquerait. Or, que ne sera-ce point, lorsque toutes les raretés archéologiques que recèle la France entière, seront pour ainsi dire accumulées à chaque pas dans ce même rayon par le rapprochement des distances que les chemins de fer vont réaliser? Un mois suffira pour faire son tour de France à un prix plus modique que celui d'un voyage actuel de quinze jours à Paris pour le provincial. Et le savant, le littérateur, l'artiste n'auront plus besoin des dessins et des descriptions. Le grand livre de la réalité sera ouvert presque gratuitement devant eux : ils pourront y lire chaque jour en faisant une promenade de quelques heures.

Le botanicien de Paris connaît *de visu*, la Flore des environs de Paris à vingt lieues; de même de l'archéologue, de l'architecte, du dessinateur pour leur département spécial.

Les chemins de fer plongent incessamment les individus dans l'humanité, la partie dans le tout. Il n'est plus possible pour personne de s'isoler, d'ignorer le monde et ses lois. Lorsqu'ils sillonneront chaque pays d'Europe dans tous les sens, ce sera pour chacun et pour tous le mouvement perpétuel, même dans les villages et dans les contrées les plus silencieuses aujourd'hui.

Il en sera alors de chaque paysan comme de ses frères qui vont au régiment : ils en reviennent *dégourdis*, ayant de l'aplomb, de la tenue, la con-

naissance telle quelle des choses et des hommes ; un jugement exercé et les premières transfigurations de leurs grossières habitudes ; avec les premières ébauches de l'homme civilisé, poli et de bon goût. Un grand nombre même y développe une aptitude et une portée jusque-là ignorées des autres et de lui-même.

Il apparaît donc que les voyages rendront la masse des hommes moins tenaces dans leurs habitudes, plus flexibles dans leurs volontés, plus accessibles aux sentiments généreux ; ils agrandiront la sphère des sympathies sociales et politiques, et celle de l'opinion, d'une loi morale commune ; ils adouciront sensiblement les mœurs et assoupliront les passions humaines à une discipline exempte de violence.

Autre résultat de cette rapidité de communications et de voyages et du grand mouvement des affaires commerciales : l'éducation va être de plus en plus indirecte, solitaire, et s'inoculer comme à l'insu de l'homme. Ce qu'on recevait naguère de tel maître, dans tel collége, dans l'église, on le recevra (ou du moins on le complétera, on le modifiera) de cette publicité aux voies innombrables qui obsède désormais, et tient comme assiégé de toute part l'esprit humain. En effet, si l'éducation des maîtres est bonne dans la première enfance, l'action moralisante ne peut plaire à l'homme libre qu'autant qu'elle lui apparaisse comme facultative de sa part ; il reconnaîtra bien la force de la vérité dans la bouche d'un homme, mais il ne voudra pas la recevoir

doctoralement de lui à titre de supérieur : telle semble devoir être la fonction future des livres et de la presse en général.

De tous côtés l'éducation du genre humain se fera ainsi ; c'est le nouveau *medium* par où la tradition sera conservée aux générations successives et par où elles seront initiées ; c'est la pâture du cœur qu'on met à la portée des esprits, la plus ordinaire qu'ils trouveront ; et il est probable que, laissés en cette liberté de prendre la bonne ou la mauvaise nourriture de l'ame, ils chercheront et trouveront en général la bonne.

Sinon, à quoi aurait donc servi l'imprimerie, à quoi la liberté de penser et d'écrire, si l'on contestait cette fonction à la presse et aux hommes d'intelligence, de poésie et de science ? Si l'on devait revenir à attribuer exclusivement à un corps (clergé ou autre) la fonction de moraliser et d'éclairer les hommes à tout âge, il faudrait donc détruire toutes les presses de l'Europe et donner le monopole à l'*Imprimerie royale* ou à celle de la *Chancellerie papale*.

Nul doute, on régularisera plus ou moins l'usage de la presse ; mais, en somme, il n'est pas possible de se priver de tout le bien qu'elle peut faire à cause des maux particuliers qu'elle a pu faire et qu'elle fait encore. Un corps spécial moralisant, n'a-t-il pas eu application, en réalité, des inconvénients, des dangers analogues pour le progrès et le perfectionnement des choses humaines ? L'histoire est suffi-

samment péremptoire sur ce point : dans l'avenir que nous prépare cet élan vers la production, et l'animation aux découvertes et à la culture de l'esprit que fera naître le grand pélerinage des hommes par tout le globe en chemin de fer, l'activité ne sera pas moins grande dans la production immatérielle, que dans celle des richesses brutes. Les ames artistes, les penseurs et les philosophes, sans cesse à la recherche du mieux, du meilleur en toutes choses, projetteront en tous lieux les étincelles de lumière qu'ils auront conquises et offriront à la raison universelle une gymnastique salutaire.

Bien des erreurs seront mises en circulation, mais en définitive la vérité se fera jour; il en sera de cette circulation comme de celle des marchandises, il y aura des connaisseurs sur tous les marchés.

Ainsi, d'une part, méditer, écrire, remonter à la source du vrai, du beau et des grandeurs; critiquer, défendre, publier, examiner.....

De l'autre côté : lire, apprécier, s'éclairer, étudier, apprendre et se réchauffer à la contemplation du beau.

Des deux parts ; avoir la croyance et l'amour des vérités fondamentales, avoir pour lumière directrice la morale inspirée par le sentiment de la FRATERNITÉ, voilà les deux conditions du progrès, conditions également indispensables pour trouver les moyens et pour les propager, pour savoir ce qui doit être, et pour faire que ce qui doit être soit.

Les voyages, le mouvement des affaires et le tour-

billon d'événements qu'offre toujours la densité de population, auront donc pour résultat de rendre chacun son propre éducateur, en le mettant face à face avec la réalité et les faits; en le jetant enfin dans le monde des exemples; car il ne sera plus possible de compter sur la réclusion ou sur une vie bornée, isolée, silencieuse, sur l'habitude contractée de jeunesse et une fois pour toutes. Si l'éducation d'enfance et de famille n'est point conforme aux tendances générales et réelles du monde actif, elle sera aussitôt comme non avenue.

Car c'est un monde extérieur, une vie d'assemblée et de publicité universelle, que les chemins de fer et l'élan vers le travail productif préparent aux générations prochaines! Toutefois, il est bien entendu que ce propre *gouvernement de soi-même* ne commencera qu'à un âge où déjà les croyances et les habitudes morales fondamentales seront incrustées dans les cœurs par une éducation d'obéissance et de passivité complète : celle-là viendra nécessairement et de la famille et d'un corps enseignant solidement et religieusement constitué. Nul doute également que le temple et le culte n'aient aussi leur importante part dans l'éducation des peuples.

On a pu induire suffisamment des influences que nous avons reconnues à l'accroissement général de la population, que l'augmentation de la production, la densité de la population et l'abondance des capitaux qui se seront répandus dans toutes les branches, et surtout dans l'agriculture, feraient créer

dans chaque village, toutes les institutions d'utilité que possèdent nos villes actuelles, et même d'autres qui n'appartiennent aujourd'hui qu'aux plus grandes d'entre elles.

Ainsi les villages auront une école, un collége proprement dit, une académie de dessin, une bibliothèque publique qui viendront solliciter tous les goûts, toutes les vocations à se manifester et à se développer; toutes les positions, tous les âges à s'instruire.

Inutile alors d'avoir une fortune avant de songer à donner à ses enfants une instruction libérale, inutile de les envoyer au loin. Chaque village ou chaque chef-lieu de canton aura son école d'arts et métiers, où chaque enfant et tous probablement viendront recevoir l'une des plus importantes initiations de la vie : l'instruction professionnelle technique dans un art quelconque, le développement de leurs facultés physiques, où ils fortifieront leurs membres, et se donneront une bonne constitution. Cette instruction positive, toute pratique, les rendra capables, à leur sortie, de venir prendre rang et fonction dans le grand atelier social, et les aura habitués à plus d'un art, pour, au besoin, pouvoir changer de fonction et trouver dans une branche devenue plus florissante, la prospérité qu'ils n'auraient pas rencontrée dans une autre qui tombait en décadence.

L'ÉGALITÉ, LA FRATERNITÉ ET LA LIBERTÉ.

Comment les voyages en commun hâteront le règne de l'égalité et de la fraternité. — Tactique des despotes de tous les temps et de tous les pays. — Passion des masses européennes et américaines pour l'égalité.— Exagération partielle de ce sentiment. — Idée fixe de la multitude.— A quoi aboutira le libéralisme dissolvant du 18e siècle. — Dangers à prévoir.— Bienfait final.—Allure coutumière de l'humanité. — Sur quoi se baseront progressivement les distinctions sociales. — Les *omnibus* de Paris. — Les ouvriers dans les grandes manufactures. — Le principe d'égalité de l'Europe fera le tour du monde en chemin de fer. — Par où commenceront et comment se succéderont ses conquêtes.

Les voyages en commun par les chemins de fer et les bateaux à vapeur, et les grandes réunions d'ouvriers dans les ateliers, inspirent à un haut degré le sentiment et les habitudes de l'égalité et de la liberté.

Les chemins de fer, en faisant voyager en commun, en juxta-posant toutes les classes de la société, en réalisant une sorte de mosaïque vivante de toutes les fortunes, de toutes les positions, de tous les caractères, de toutes les manières, de tous les usages, de tous les costumes, qu'offrent chaque nation et toutes les nations, avanceront prodigieusement le règne des relations sociales vraiment fraternelles, et feront plus pour les sentiments d'égalité, que les

prédications les plus exaltées des tribuns de la démocratie.

En effet, rapprocher ainsi, pour tous, les distances qui séparent les lieux, c'est rapprocher également celles qui séparent les hommes. C'est faire de l'égalité autant et plus que de la richesse; et c'est en faire sans spoliation, sans violence, sans révolution proprement dite : c'est en faire par les mœurs et par la liberté des grands comme des petits. Voilà la supériorité des voies indirectes, et ces voies sont presque toujours dues à l'influence lente et inaperçue des moyens matériels, des inventions d'art.

L'homme est ainsi fait en tout pays, qu'il est bien près de se croire l'égal d'un autre homme, duc ou lord, chef d'industrie ou secrétaire d'ambassade, député ou maire, quand il va de compagnie avec lui; qu'il se place sur la même voiture, sur le même siége, qu'il le touche!!!... Comment, ensuite, éviter de *fraterniser*, quand on voyage côte à côte avec son semblable, qui s'appartient, et qui n'attend ni ne craint rien de nous? Et comment fraterniser sans laisser évanouir le prestige conventionnel, dont on a pu être entouré par des mœurs qui acceptaient et impliquaient le mystère, l'écart, la distance des hommes par celle des rangs?

Il semble du moins que les distinctions de cette nature ne sont compatibles qu'avec une certaine séparation soigneusement observée, des classes qu'on veut subalterniser. Aussi dit-on proverbialement *tenir à distance*, pour exprimer l'obstacle à la fami-

liarité, ou, en d'autres termes, à l'égalité; car l'une emporte l'autre.

On a dit que la familiarité engendrait le mépris : il nous semble beaucoup plus vrai de dire que tout ce qui rapproche, tout ce qui met les hommes en présence, et les conduit à respirer le même air, à endurer ensemble les mêmes vicissitudes, met à nu les infirmités de notre nature, de quelques distinctions externes qu'elles soient voilées; et qu'alors le sentiment d'égalité s'éveille au cœur du petit; et qu'il ne reste à chacun que ce qui doit lui rester à jamais : ses vertus, ses mérites et sa capacité; sa valeur personnelle, ses actes et ses intentions; sa bonne volonté; son passé même (car c'est un gage pour l'avenir), son *signe naturel* enfin.

Le mystère dont s'entouraient les despotes d'Asie; la rareté, la solennité de leurs apparitions parmi les peuples; la coutume des mandarins de ne se montrer dans les rues qu'en faisant écarter la foule, qui se prosterne, et n'ose lever les yeux : tous ces expédients de l'inégalité des castes primitives, ne sont pas fondés sur une autre observation du cœur humain : *tenir à distance*. Par toutes ces raisons, l'on peut déjà voir que les chemins de fer et les bateaux à vapeur, sont réellement le char de l'égalité, de la liberté, de la civilisation; et sont destinés à être les plus actifs promoteurs de l'égalité des conditions.

Toutefois, si cette égalité peut exister dans quelque pays, comme elle existe déjà aux États-Unis, et être influencée par cette propriété des chemins de

fer de faire voyager en commun, il faut pourtant qu'elle soit secondée par les mœurs générales et les institutions, et par une certaine égalité préexistante entre les classes ou les races diverses qui composent la nation : sans cela on peut trouver lieu à catégories dans la division des wagons et y créer pour la séparation et la distinction des rangs et des fortunes l'analogue des *chaises de postes*, des *voitures particulières*, des *remises*.

Cependant il y aura toujours cette énorme différence, en faveur de la propagation du sentiment d'égalité, que tout cela *se tient;* c'est le *même convoi*, la *même force* qui emporte les grands et les petits, les riches et les pauvres; et par conséquent les chemins de fer agiront presque généralement, comme un enseignement incessant d'égalité et de fraternité : et loin qu'on puisse croire à la possibilité de maintenir désormais un grand intervalle entre les diverses classes de la société, même dans les pays encore constitués féodalement, il est bien plus à prévoir que la démocratie ne s'y fasse si rude et si tyrannique à son tour, qu'elle ne finisse par tenir en domination de fait la classe la plus riche et la plus cultivée.

Du moins, dans la plupart des nations avancées en développement intellectuel et industriel, les chemins de fer semblent venir singulièrement seconder des prédispositions non douteuses et comme invincibles à l'égalité.

Aux États-Unis, eu Angleterre, en France, dans

l'Allemagne *universitaire*, dans les classes moyennes de la Péninsule Hispanique et en Italie, en Belgique, l'égalité se montre la fidèle compagne de la liberté.

En Europe, le même esprit général anime les populations : ce sont les mêmes idées générales, ce seront les mêmes faits généraux; non des faits identiques, car rien d'identique dans les évènements humains : mais des faits analogues, et tendant au même but : *l'égalité!* Le sentiment en est si fort dans les masses, qu'il est leur cachet le plus caractéristique : il leur tient au cœur.

Dans les pays représentatifs, et principalement dans les républiques, c'est un fait que les individualités se tranchent et se redressent de plus en plus parmi la multitude. Partout, dans les villes, l'attitude, le langage, les actes revêtent le caractère de l'indépendance, et d'une prétention invinciblement fougueuse à l'égal échange de procédés entre tous les individus, *sans distinction*. Est-ce l'abus, est-ce la traduction légitime du sentiment d'égalité ? n'importe; car nous n'avons ici à constater que des faits, et à fortifier des prévisions; notre rôle n'est point d'exprimer incessamment notre désir et de consigner notre blâme ou notre approbation. Cependant nous devons reconnaître que ce sentiment possède les ouvriers jusqu'à la brusquerie : il se trahit dans l'attitude toute défensive, et la réserve imposante de la jeune génération. Pauvres ou riches, chacun se pose et semble dire, en se redressant et frappant du pied :

égalité! égalité!!! point de fausses distinctions!!!...

Il est à craindre que cette préoccupation exagérée de soi-même, cette revendication outrée de ses droits, ne fasse oublier aux masses, pour un temps long, la légitimité et le bonheur de l'urbanité, des prévenances charitables, des égards réciproques, de la considération donnée au mérite, à l'âge, à la vertu, et surtout à la beauté, à la délicatesse de la nature féminine. Nous ne sommes pas sûrs qu'ils se disent que la richesse chez autrui, c'est un bien acquis dont eux-mêmes sont jaloux; que l'esprit, les talents, le génie est un don qu'il faut d'autant plus respecter dans autrui, qu'il n'était pas libre de se le donner ou de se le refuser ou ravir : mais nous savons qu'ils pensent avec une foi robuste et fanatique que rien au monde n'autorise le talent ou le génie à se gonfler d'orgueil devant eux, devant eux déjà assez malheureux de leurs infériorités fatales naturelles; rien, à se donner une supériorité factice!

Leur idée fixe c'est *qu'un homme vaut un homme*. Déjà l'Amérique en est là; et en France, cette égalisation, ce nivellement, se poursuit à vue d'œil; aux États-Unis ce caractère revêt des formes dures pour un Européen, et l'on doit s'attendre à quelque chose de semblable dans notre vieille Europe, si une éducation publique et une presse sincèrement religieuses, ne ramènent point la question à des termes sensés, en extirpant les premières racines de cette funeste parodie de l'égalité. Avec une tendance pareille, non seulement aucune organisation à l'au-

cienne manière n'est possible, mais peut-être aucune que ce soit; tandis qu'avec une légère déviation vers la modération, on aboutirait, à cet égard, à la meilleure des conditions sociales, à un état des esprits et de l'opinion, qui ne comporterait de distinctions hiérarchiques que celles qui permettraient les efforts libres de chacun pour se placer où l'appelle sa vocation: là, il n'y aurait plus pour le grand nombre, qu'à s'attendre, ainsi que nous l'avons reconnu, à être fils de ses œuvres. Comment songerait-on à convoiter précisément ce à quoi l'on est impropre, et y réussirait-on mieux dans une société où la faveur n'a plus cours, et où le privilége est en horreur? Aussi pensons-nous que tout ce qui se passe, tout irrégulier et destructif des liens sociaux qu'il soit passagèrement, nous achemine vers un état de choses où chacun *se donnera* selon sa capacité et selon ses œuvres.

S'il en était ainsi, le libéralisme du XVIII[e] siècle serait finalement arrivé à réduire le mécanisme de la société à ses éléments constitutifs essentiels et suffisants, dégageant et rejetant mille boutures rongeuses, mille plantes parasites qui dépouillaient le tronc social.

Mais avant que l'esprit libéral émancipateur soit dégagé de l'alliage impur de la démagogie, de l'esprit de révolte et de brutalité radicale, dispositions qui ne sont après tout que la négation de toute sociabilité, l'on doit sérieusement craindre que cette réaction ne pousse à de funestes écarts; il faudra cent ans d'ef-

forts contraires, peut-être, avant que cette réaction soit épuisée, et permette le mouvement de retour, de modération qui équilibre suffisamment le respect de l'individualité et les exigences de l'unité et des sentiments sociaux : alors les sociétés auront retrouvé la force de châtier ces prétentions mauvaises, car le fonds restera acquis; personne ne songera plus à contester à l'individu l'égalité et le droit à toutes les formes et à toutes les démonstrations de fraternité religieuse : l'on reviendra au terme qu'il n'eût pas fallu dépasser.

C'est toujours ainsi qu'a été l'humanité et ainsi qu'elle ira tant que la réflexion et la prévoyance du grand nombre ne lui rendront pas sensible cette loi du monde moral : que la mesure est délicate; que la même répulsion qu'on a pour un mal, communique presque toujours une énergie qui exalte et qui pousse dans un autre. Mais, nous le répétons, il semble qu'il faille toujours demander plus qu'on ne doit pour obtenir précisément ce qui est dû; il semble que les populations nouvelles, trop préoccupées de ce besoin naturel d'égalité, aient peur de ne pas l'avoir conquis encore, et que tout le monde veuille se faire roi, afin que personne ne soit sujet.

Nul doute, dès que le plus grand nombre a revendiqué et obtenu sa liberté, il en usera pour obtenir l'égalité, et il sera difficilement assez juste, assez éclairé pour n'en demander pas davantage. Plus la population augmente de densité dans un lieu; plus les relations et le contact y sont actifs, les res-

sources à la portée de chacun, plus chacun aussi est indépendant de son voisin. Voyez les grandes villes; là, on est esclave de tous dès qu'on approche la foule, mais on n'est l'esclave d'aucun pris isolément; et l'égalité y règne plus qu'ailleurs.

Or, c'est ce même milieu que va créer rapidement, dans tous les villages, l'application générale des chemins de fer, soit en répandant sur toute l'Europe des masses de voyageurs, soit en poussant à la production en grand et aux réunions d'ouvriers.

De plus en plus donc, par l'habitude de ce milieu, les distinctions tendront à se baser sur la capacité productive, sur les services réels; s'il y a des *places d'honneur*, et il y en aura, ce sera un hommage libre du citoyen envers les illustrations sérieuses; non celui de la servilité contrainte envers une élévation usurpée et des dignités factices; car les distinctions, la déférence seront toujours la récompense de la vertu et des grandes actions sociales, des services publics; le génie, le talent et la vertu, ce sont des inégalités imprescriptibles, parce qu'elles sont l'effet de l'adhésion universelle et spontanée de la conscience publique; en un mot, elles sont légitimes parce qu'elles sont naturelles, de cette nature foncière qui ne pourrait rien dépouiller avec les siècles, sans cesser aussitôt de ressembler à son humanité propre; et toute nuance de la démocratie y reviendra quand elle voudra vivre et durer sans violence.

Nous avons déjà dans les *omnibus* de Paris, si

fréquentés par toutes les classes, un exemple parfait des suites de la confusion des rangs et des fortunes dans un *même équipage*, sur un *même siége*. Quelle que soit la force du préjugé qui sépare *mentalement* les individus, on le voit combattre, reculer et faire en définitive des concessions à l'esprit d'égalité. Dans ce rapprochement matériel, la politesse et les petites exigences deviennent réciproques, et le préjugé sent qu'il faut *se rendre* ou *ne plus aller en omnibus*.

Propager, vulgariser des *omnibus* de voyage, *immenses* comme sont les remorques de wagons, les rendre accessibles à tous par leur bas prix, c'est encore mettre les classes inférieures dans les conditions de perfectionnement, sous les rapports de langage, de goût, de politesse et de bonnes manières; c'est tendre vers un rapprochement inoui entre les diverses classes : riches, pauvres et aisées; car, leur ordinaire et complète séparation est surtout l'obstacle à ce qu'il y ait entre leurs façons de faire et de dire moins de différences, et que l'homme du peuple perde sa rusticité ou sa grossièreté extérieure.

Les réunions des ouvriers et des masses entre elles dans les grands ateliers, tendent aussi à fortifier singulièrement en eux le sentiment d'égalité, par l'esprit de corps qui possède toujours des hommes constitués unitairement pour un but; ils se sentent forts contre tout ce qui leur est extérieur, et puis, il se fait entre eux une coalition tacite de leur sort et de leur destinée, contre le sort et les destinées

meilleures, et surtout contre les prétentions injustes; contre l'autorité même la plus légitime, à plus forte raison contre une autorité arbitraire et dure.

Ajoutons que, dans ces réunions, le contact d'un public d'égaux aura aussi l'avantage de continuer ce qu'aura commencé l'éducation publique; l'assouplissement des caractères aux exigences de la sociabilité. Chacun forcément se fera *tout à tous;* car c'est le propre de ces assemblées de faire sentir à chacun qu'il est seul contre tous dans l'injustice et dans les prétentions à dominer.

Partout où le principe de la fraternité, la parole évangélique sera portée, les locomotives et les machines fixes agiront dans le sens émancipateur du christianisme; elles aideront à l'accomplissement des choses qu'il annonce, à la réalisation terrestre des sentiments qu'il propage, et même, si l'éducation et le développement intellectuel ne donnent pas, dès l'instant, à ces préceptes une interprétation sociale et religieuse dans l'esprit des peuples, au lieu d'une liberté et d'une égalité véritables, on aura les écarts de la licence, l'anarchie, une fraternité violente, une fraternité *sans charité*.

Or, tout prouve plus que jamais que la morale évangélique, c'est à dire la civilisation européenne dans sa base et dans sa lumière vivifiante, fera le tour du monde; et nous verrons bientôt qu'il suffit que cette égalité règne en Europe, pour qu'un jour elle gagne toute la terre, car c'est à l'Europe qu'est dévolu le soin d'initier les civilisations inférieures.

Nécessairement cette conquête de l'esprit d'égalité commencera par les grands foyers de population, et elle descendra successivement jusqu'à la moindre agglomération, le *village*, où cet esprit tend toujours relativement à son *minimum* d'intensité. Naturellement aussi l'égalité aura de plus prompts adhérents dans les républiques que dans les gouvernements représentatifs mitigés, et, dans ceux-ci plus que dans les monarchies absolues.

LA VIE EXTÉRIEURE OU DES SENS.

Effets moraux des manufactures. — Épidémie des passions mises au contact des grandes assemblées. — Caravanes joyeuses des chemins de fer et des bateaux à vapeur. — Dangers. — Remèdes. — Double tendance du cœur humain. — Mouvement *païen* du XIXe siècle. — Caractère des époques de développement *matériel*. — De quels désordres la propagation des chemins de fer peut être l'occasion dans les pays du Nord. — *Idem* dans ceux du Midi. — *Idem* dans les zones *intermédiaires*.

L'atmosphère que les ouvriers respirent dans ces réunions d'ateliers pour le travail, et celle où toutes les classes en général seront noyées dans les grandes compagnies de voyages des wagons, tendent à agir sur les passions humaines, comme si elles étaient pleines d'émanations sympathiques et chargées d'une électricité morale ; c'est là peut-être à quoi se réduira un jour ce qu'il y a de plus vrai dans l'*agent* magnétique imaginé par Mesmer et soutenu par ses successeurs. C'est peut-être uniquement l'exaltation, la contagion, la puissance des volontés et de la sympathie au contact des esprits, par l'attouchement ou par la proximité des corps, vérifiée dans tous les temps et dans tous les lieux par des exemples extraordinaires d'exaltation, de puissance, de com-

munication électrique, c'est sans doute là ce qui a donné naissance à cette hypothèse.

Effectivement, la communication se fait ici avec la rapidité de l'éclair, de l'*électricité;* aussi vite que le son de la voix parcourt l'air et l'espace, que l'éclat et le feu du regard, que le mouvement d'un bras ou d'une tête frappent la vue de la foule attentive. Un mot, une allusion, un timbre de voix, un mouvement de l'œil, n'opèrent-ils pas comme une décharge *électrique* dans toutes les ames ?

Il résulte de là que l'absence des contacts et des tentations fait la moitié de la sagesse vulgaire. Il est vrai qu'on les trouve partout ces tentations, *quand on veut;* mais enfin, beaucoup moins dans l'isolement que dans les grandes réunions. La concupiscence est donc inévitable dans ce milieu nouveau, et l'occasion de faillir infiniment plus fréquente, si le frein mis dans les ames n'est point énergiquement et solidement incrusté dans la croyance religieuse ou dans les habitudes traditionnelles par l'exemple et l'éducation.

Les désordres dans les pays de grandes manufactures, partout où le sentiment religieux a été flétri et extirpé de la croyance du vulgaire par l'incrédulité et le sarcasme est donc un fait naturel. Ce que ne fait pas l'irréligion dans les grandes réunions, l'ignorance et la misère le font également en Angleterre.

Si les États-Unis échappent jusqu'ici à la dépravation et à ce *célibat* systématique et égoïste qui

devient à la mode dans tous les rangs en Europe, c'est que l'opinion, la religion sévère du puritanisme anglican y prédomine et qu'elle a force de loi, non-seulement pour les femmes, mais pour les hommes.

Dans ces grands foyers et dans les *caravanes* joyeuses des chemins de fer et des bateaux à vapeur, les affections tendront à se répartir sur plus d'objets et d'individus, et par conséquent à être moins intenses ou durables pour chacun. C'est une prime à l'inconstance; une excitation à la variété; la vie, les affections seront exposées à perdre en profondeur, ce qu'elles gagnent en étendue; les sentiments sociaux, généreux y trouveront, au contraire, le milieu le plus convenable; tandis que les affections privées, les sentiments de famille semblent devoir y être en souffrance.

Il est particulier aux voyages de nous donner les prédispositions joyeuses et folles qu'on apporte quand on court à une fête, au plaisir, et surtout aux voyages en chemins de fer où nulle fatigue ne vient vous rappeler les avantages du coin du feu et d'un bon lit; car les rails vous conduisent comme on fait en bateau sur une eau tranquille, et s'ils vous cahotent, c'est un bercement commode.

Si, à ces séductions, on joint celle d'avoir en spectacle un grand concours de gens de tout âge, de tout sexe, de tout tempérament, qui stimulent votre curiosité, délogent la *folle* de son *logis* et la font papillonner en perspective sur tous les délices pos-

sibles et savourer en une minute tous ces biens-là. Si l'on y ajoute l'idée riante d'arriver au but du voyage, et là d'assister à un nouveau spectacle, de trouver de nouvelles surprises et en tout l'*inattendu;* de lier de nouvelles relations en même temps et peut-être de concert avec vos compagnons de voyage! Enfin, si l'on considère que tant de personnes et de choses dans un monde pareil demandent leur part d'intérêt, de curiosité, d'attention, de satisfaction, qu'il est naturel que notre vie s'habitue à butiner un peu des sucs de ceci, un peu de cela et à ne se fixer et se complaire durablement en aucun et s'y fondre; il semble qu'alors il faille n'avoir pas les fascinations et les emportements de la jeunesse, ou ne voir que par le prisme de la vertu et de la sagesse; être accompagné *en soi* de préceptes moraux et d'habitudes superstitieusement incrustées dans notre ame et notre chair, pour commander aux impulsions instinctives de l'une et de l'autre.

Et l'on conçoit les craintes des esprits qui savent par l'expérience d'eux-mêmes et de l'histoire, combien l'homme a besoin de retour sur son *moi*, de méditations et de solitude pour dompter les passions et se garder des jouissances matérielles; pour conserver la priorité aux impulsions plus élevées de l'esprit.

Durant l'effervescence nouvelle qui fera éclore dans l'ame des populations tant de sentiments et d'idées, il est donc à craindre que les passions ne germent plutôt que les notions modératrices du devoir et d'une haute moralité, laquelle n'est et ne

peut être que le partage du sage, habitué à méditer et à se vaincre, ou le fruit d'une initiation lente de l'éducation et de l'habitude des jeunes ans.

S'il est constant que, sans une moralité forte, tout ce qui contribue à rassembler les hommes est dangereux et prépare une crise, il est donc évident que, abstraction faite des institutions et des mœurs, les chemins de fer, les voyages, l'abondance des richesses qui en sont la suite, seront un nouveau moyen de corruption analogue à celui qu'offrent les grandes villes, et qu'ils ont la propriété intrinsèque de pousser à la sensualité exagérée et exclusive.

Mais il n'est pas moins évident que les institutions et les mœurs établies, peuvent, plus ou moins, dans chaque pays, combattre et discipliner cette tendance à la sensualité, selon qu'elles-mêmes favorisent déjà ou répriment cette pente dans les cœurs.

En d'autres termes, c'est ici une triple question de *race*, de *climats*, mais surtout de *moralisation* ou *d'éducation* et de *libre-arbitre*.

Il y a en nous deux tendances bien distinctes; et, selon que l'un l'emporte sur l'autre outre mesure dans son développement, il y a un égal danger.

La religion chrétienne nous a ramenés, peut-être démesurément, à la vie intérieure et contemplative; la religion polythéiste exagérait l'existence extérieure, la vie des sens.

Aujourd'hui, il se fait un mouvement en quelque sorte *païen* : ce serait à rétablir la juste propor-

tion qu'il faudrait viser; car les nouveaux moyens économiques vont renforcer ce nouveau mouvement de tout ce qu'ils ont d'influence sur le développement industriel, sur la création matérielle et le *superflu*.

C'est là que se trouve le remède.

A priori, toute époque de grand développement de richesse a dû être une époque de relâchement dans les mœurs; c'est à dire une époque où les rapports qui doivent exister entre les sexes, entre les hommes, entre les parents, ont été méconnus; ou les préceptes hygiéniques, la sobriété, la tempérance, la douceur, la chasteté, la générosité, le dévouement pur à ses semblables l'ont été également.

C'est au moment où les dames romaines se couvrent des magnifiques parures de l'Orient, où les trophées de la victoire, toutes les somptueuses dépouilles des pays conquis, et les tributs asiatiques et africains regorgent dans la ville éternelle, que l'astre romain touche à son crépuscule, décline et disparait.

C'est quand l'Espagne n'est plus qu'une grande *caisse*, *l'hôtel des monnaies* de l'Europe, et contemple le *veau d'or*, dont elle vient de dépouiller le nouveau monde, qu'elle s'affaisse sur elle-même et pâlit parmi les nations, jusqu'à l'oubli.

De même de la Grèce, de la Judée et de presque tous les peuples de l'antiquité.

C'est, qu'individu ou société, il faut être *fort* pour bien disposer de la richesse, pour savoir jouir et non

abuser, se fortifier et non se corrompre, vivre et non s'user, employer et non dissiper.

Dans les climats sévères et sombres qu'habite une race laborieuse, pensive, grave, raisonneuse et calculatrice, en qui la foi religieuse est invulnérable, on prend au sérieux toute croyance qu'on a une fois adoptée, le confortable de la vie est exigeant, le corps demande un ample nécessaire, et les joies du bien-vivre, du vêtir et du loger sont senties vivement, comme elles le doivent être sous une température humide et glaciale, enfin l'imagination y penche plus au *sublime* qu'au *folâtre* : naturellement, chez une telle race, chez un tel peuple, la sensualité consistera moins dans le désordre des relations illicites des sexes, et le mépris des devoirs fondamentaux ; dans les emportements des passions d'amour et de jalousie ; dans les orgies et la volupté, la mollesse et les débauches d'efféminés, que dans le *culte* exagéré de ce *confortable* dont nous parlons.

Il faudra y craindre bien plus la brutalité des formes, la grossièreté des usages, la froideur des rapports et l'égoïsme de la *bonne chair*, la recherche des grosses jouissances, la bestialité, la satisfaction des appétences d'ogres.

Mais chez les races au tempérament nerveux, chez lesquelles on calcule et réfléchit peu, les volontés sont esclaves de l'imagination, et des affections sympathiques et antipathiques : le cœur a trop de tendresses et de haines instinctives ; la tradition y

est à la bravoure, à la courtoisie et à la galanterie; ce sont ces populations que le catholicisme n'a pu encore discipliner à la continence, à la chasteté et au respect du lien conjugal; ce sont les races que le soleil et les parfums semblent prédestiner à la mollesse et à la volupté; celles chez qui les effervescences du climat semblent rendre les passions impétueuses et violentes, et leur donner la force d'être jalouses, vindicatives, irascibles; elles ont besoin des aventures, des fêtes, des rendez-vous d'ostentation où l'orgueil et la vanité s'épanouissent et se complaisent: dans leur imagination l'art et la poésie érotique et élégiaque éclosent d'eux-mêmes, et semblent *indigènes* à toujours. Pour elles donc, si l'introduction et la propagation des chemins de fer, et de l'activité productive qu'ils comportent, peuvent de longtemps s'opérer, durant des générations tout ce qu'on y créera de richesses et de biens, ce sera pour en gratifier l'objet de leurs passions affectives; ce sera pour donner aliment à toutes les sympathies; pour dilater la vie, jusqu'à la détendre et l'amollir; ce sera pour vivre vite et passer. Les voyages se feront pour trouver au bout une jouissance de cœur ou une intrigue, des fêtes brillantes, où la poésie et les beaux-arts serviront de cortége à la volupté et à l'abus des sens; à moins qu'une rénovation profonde, religieuse, morale et politique ne vienne édifier tout un ordre contraire d'institutions, dissiper la funeste tradition mauresque en Espagne, régénérer le sang romain en Italie, et des deux parts purifier la religion et le clergé du monachisme, de

l'ignorance et d'un paupérisme clérical presque sanctifié; à moins que cette même action religieuse ne pénètre enfin la terre classique de l'islamisme, et n'y fasse ce miracle inespéré, de détacher le musulman de ses habitudes charnelles et voluptueuses, de délivrer la femme de l'esclavage doré du sérail, et de la rendre libre et chrétienne d'un même coup.

Déjà, heureusement, on peut lire la nouvelle destinée de ces peuples dans les évènements contemporains. Et d'ailleurs, non seulement l'Espagne, le Portugal et l'Italie, l'Égypte, la Turquie et la Grèce, mais toutes les nations recevront, parallèlement à cette influence, celle d'une éducation, d'une science, d'une moralisation religieuse nouvelles et inouies; nulle ne sera laissée à elle-même : les races et les climats seront combattus dans les prédispositions qu'ils imposent aux populations, par le flux et le reflux de chacune chez les autres; par leurs mutuelles importations morales et matérielles, par le mélange même des races, par l'influence même des cultures et des préparations du sol qui modifieront les climats, mais surtout par le réveil communiqué à tous les peuples qui entendront et verront manœuvrer une locomotive.

Et quant aux nombreuses nuances de civilisation, aux innombrables variétés de races et d'états sociaux de l'extrême Orient et du reste du monde, nous devons pour l'instant nous borner à cette généralité : qu'ils ne deviendront assez industrieux pour s'approprier les moyens économiques de la ci-

vilisation européenne, que lorsqu'ils se seront suffisamment identifiés avec ses sentiments, avec sa liberté, son laisser-faire, et par conséquent avec son esprit, ses idées et ses mœurs : tous résultats que nous regardons comme infaillibles par la suite des temps, ainsi que nous tâcherons de le prouver dans le cours de cet ouvrage.

Donc, ces nations aussi seront en mesure de se préserver des suites *matérialistes* de cette importation; mais auparavant, d'autres dangers, bien des évènements de conquêtes, d'invasions, de colonisations, ou de prédications religieuses, seront venus faire subir maints sacrifices et maintes transformations aux générations qui vivront.

Nous ne ferons point ici allusion au tempérament français, placé qu'il est entre les deux ensembles extrêmes de prédispositions que nous venons d'esquisser; et ayant de plus que chacun des groupes de races du Nord et du Midi, un fonds de sociabilité bien caractéristique, un tact moral et un amour d'élévation et de progrès positif; enfin, une sensibilité superficielle, mais délicate, qui le tiennent également à distance de l'écart d'un épais matérialisme et d'une quintescente volupté, ou d'une stérile et mystique contemplation; faisant toujours marcher de front le réel de la vie, et les poursuites plus larges de desseins politiques; voulant le bien-être pour soi, nul doute, mais se préoccupant, plus qu'aucun peuple, de l'indépendance et de la liberté d'autrui; s'identifiant assez les existences diverses, et se faisant l'adroit imi-

tateur des qualités ou des inventions des autres peuples, tout en gardant pour traits distinctifs nationaux et pour lumière, un grand fonds d'égalité et une grande fougue de prosélytisme pour l'affranchissement du monde dans le sens *fraternel* et édifiant du christianisme.

DANGER DE LA TRANSITION.

Contradiction entre le *milieu* ancien et le nouveau. — Comment s'opère une transformation sociale partielle. — Les jeunes filles ouvrières aux États-Unis. — Pourquoi elles sont à l'abri des séductions. — D'où viennent les irrégularités brusques qui marquent les moments divers de l'émancipation des peuples. — Jugement sur une portion de la jeunesse française.

Néanmoins, en France et partout, il y a un danger sérieux, ou du moins une perturbation semble inévitable; le danger est surtout dans la transition, car alors l'équilibre est rompu. Malheureusement les sociétés sont presque toujours en transition, grande ou petite, petite le plus souvent, grande quelquefois; puisque incessamment elles se meuvent. Voilà pourquoi il y a presque toujours des irrégularités dans le mouvement social. Dans notre cas, les deux éducations, la privée et la publique; celle de la famille et celle de l'atelier, seront incompatibles, contradictoires, pour les premières générations qui assisteront à l'installation du régime de la production et du travail *en grand* dans toutes les sphères.

Car le *milieu* contemporain aura initié ces générations à la vie de famille, au travail solitaire, à une vue rare et instantanée du monde. On ne les

a exposées qu'en passant à l'épidémie, à l'action des passions réciproques, et au milieu de leur carrière, alors que leur vie a reçu sa forme ineffaçable, alors que des modifications sociales et industrielles profondes et radicales s'effectuent dans la société, on les jette dans un milieu bouillonnant d'existence, dans des réunions nombreuses, sans cesse au contact l'un de l'autre. En un mot, on les fait passer d'un ancien monde dans un nouveau : les habitudes seront donc dérangés, et par conséquent elles mettront de la perturbation dans les mœurs, dans les idées, dans la conduite.

Ainsi, par la facilité des voyages et par le rapprochement des distances, on fait passer les générations actuelles, et les deux ou trois qui suivront, de la vie locale, bornée, d'un horizon de quelques lieues, à la variété de la province, de la nation, des nations étrangères européennes, et du globe entier! Comment maintenir en soi l'équilibre des impulsions, des devoirs, des désirs, et des moyens de les satisfaire !

De même, la production en grand substituée à la petite industrie, fait passer dans chaque nation, plus ou moins brusquement, selon la rapidité et l'intensité de la propagation, toute une masse de jeunes filles et de femmes, une grande portion du sexe, de la vie cloîtrée, de l'atelier domestique à la vie ostensible, sollicitante de l'atelier public. Elles avaient contre l'inexpérience des désirs et des penchants, la protection et la surveillance maternelles,

alors que les cas de tentation étaient d'ailleurs rares et éloignés ; et les voici jetées dans un océan de séductions ; et elles n'ont contre elles et contre leurs désirs que leur volonté et leurs principes moraux.

Indubitablement, donc, la transition sera critique ; et il faut reconnaître que la transformation du mode économique de production et l'appel des deux sexes au travail en commun, agiront comme un appel au désordre sur les générations actuelles et sur quelques unes des plus prochaines ; ce n'est pas en un instant que l'on fait correspondre les habitudes générales d'un peuple au nouvel ordre politique, moral ou industriel, dont l'établissement sera un jour consolidé et enveloppera les croyances, les idées, les habitudes ou les intérêts de ce peuple.

Comme nous l'avons dit, une innovation ne gagne que successivement les masses, et ne modifie qu'une partie des habitudes de l'individu. Les générations contemporaines de cette inauguration subissent les fluctuations morales, intellectuelles et matérielles; anarchiques, douloureuses, fébriles; et le vide douloureux, irrégulier, qui séparent deux systèmes d'habitudes : les unes, qui ont fini leur temps ; les autres, qui vont s'emparer des nouvelles générations.

Mais ces générations qui suivront, n'auront rien connu des habitudes du travail isolé, de la vie solitaire, comprimée, endormie ou à peine agitée, du foyer domestique, où les hommes travaillaient par petits groupes détachés, étrangers l'un à l'autre, et n'a-

vaient, pour partager leurs plaisirs, que quelques *compagnons,* où les femmes n'étaient mises en présence des hommes qu'entourées des précautions maternelles. Ces nouvelles générations trouveront donc les deux mondes de l'enfance et de l'âge mûr en harmonie : l'éducation première les initiera au milieu qui leur est destiné ; les habitudes matinales seront conformes aux habitudes futures : la multitude sera préservée contre les tentations que peuvent offrir ces milieux ; elle sera préparée à se conduire droitement dans les réunions.

La vie d'expansion cosmopolite, la vue d'une population nombreuse et agitée, tout ce monde, enfin, tel que l'auront fait les chemins de fer et le développement extraordinaire de l'activité, de la richesse et de la population, sera pour cette lointaine postérité une vie *naturelle;* chacun s'y sera fait, et l'équilibre sera rétabli entre les habitudes et les faits ordinaires.

Aux États-Unis, les jeunes filles des classes nombreuses sont abandonnées à elles-mêmes au nombre de trois à quatre cents, dans des établissements où se trouvent réunis autant de jeunes hommes, à dix et vingt lieues de leurs parents, sans qu'il en résulte les désordres auxquels on s'attendrait infailliblement dans nos sociétés vieilles et relâchées d'Europe.

C'est qu'avant de les confier à tous les vents, une éducation forte a mis en elles le *pondérateur* le plus puissant des désirs, la *volonté* du *bien* entre l'idée fixe de l'intérêt bien entendu, et le sentiment irréfléchi,

la *foi* à l'honneur et à la honte attachés aux prescriptions suivies ou méconnues d'une *autorité supérieure à celles de la terre.*

Quoi qu'il en soit, c'est cette perte d'équilibre, inhérente aux époques de transition, qui explique les irrégularités, les formes brusques et les actes violents qui marquent presque constamment le passage d'une démocratie encore ignorante et élevée dans les traditions de la servilité, à un état de liberté et d'égalité qui suppose la culture, l'intelligence, la moralité du grand nombre.

C'est l'histoire des démocraties grecque et romaine : dans les États de l'Union américaine ce fait existe. En France, aux faits et gestes non seulement des générations qui s'en vont, mais surtout de celles qui s'élèvent, on peut craindre qu'il n'existe de plus en plus. Et vraisemblablement en Espagne, en Portugal, en Italie, l'attitude révolutionnaire en donnera les habitudes, la dureté, l'inurbanité, la grossièreté de ton et de formes; car la foule semble toujours être consciente de ses imperfections relatives en présence des classes polies et éclairées; il y a dans ce sentiment pénible à s'avouer, une disposition à l'hostilité qui les tient sur le qui-vive, comme si elles pressentaient qu'il est difficile de conserver ce qui n'est octroyé qu'à regret, et ce que l'on ne mérite pas toujours personnellement : c'est là ce qui explique que, pour beaucoup d'individus, l'égalité c'est l'abaissement de *l'idéal* de la perfection et de la civilisation à *leur niveau.*

Il faut le reconnaitre : une forte portion de la jeunesse fait un mépris ouvert et funeste de la déférence pour tout ce qui jusqu'ici en indiquait la convenance : pour l'expérience, l'âge, le sexe, etc.

Une telle pente promettrait-elle des citoyens démocratiquement égaux comme aux États-Unis? l'urbanité et la sociabilité proverbiales du Français menaceraient-elles d'être désormais un mensonge, une flatterie?

CONDITIONS D'UNE TRANSITION DOUCE.

Exigences morales de la densité extrême des populations dans l'avenir. — A quoi on reconnait un peuple libre et avancé. — La police insuffisante à maintenir l'ordre. — Comment on suppléera à la *police* dans les fêtes publiques, etc.

Un fait inhérent à l'avenir que nous prépare la vulgarisation des forces et des moyens économiques à vapeur, fait qu'on ne saurait trop méditer, c'est que la densité des populations deviendra excessive, et que la population rurale, à mesure qu'elle s'élèvera dans chaque agglomération villageoise au chiffre de population des villes, s'élèvera également à leurs habitudes et aux dangers qu'elles présentent, mais aussi à leurs avantages.

Car on peut classer assez exactement les localités d'une société, dans l'échelle de la civilisation propre à cette société, d'après l'ordre, le degré et l'importance de leur population respective. Ne voyons-nous pas en tête les *capitales*, c'est à dire les centres les plus peuplés, et à leur suite les grands foyers intermédiaires jusqu'au chétif hameau, où toutes choses sont au degré *zéro* de l'échelle sociale ?

Non seulement les populations seront plus denses

dans chaque agglomération, mais elles pourront se rapprocher facilement, et leur contact sera infiniment plus fréquent, grâce à la célérité qu'offriront les chemins de fer partout appliqués.

Il y aura donc entre elles à peu près la même activité de rapport, la même intensité de vie et de mouvements, que si elles étaient toutes confondues et pressées dans une seule et même capitale comme Londres ou Péking.

Souvenons-nous que d'immenses populations sont condensées sur chaque lieue carrée, et qu'elles se tiennent par les rails et les locomotives, comme par un lien réellement magnétique; qu'elles se touchent, se sentent et vivent comme en un seul corps, quoique éloignées et distinctes; et imaginons ce qu'il adviendra, quel mouvement, quelle affluence innombrable et cosmopolite, quelles épreuves et quelles effervescences pour les passions d'amour, de vanité, d'émulation, alors qu'un concours, une fête solennelle sera annoncée en quelque point d'une nation, d'un continent!.....

Car ce serait une triste humanité que celle qui n'aurait plus ses jours de fêtes religieuses et nationales, la solennité de ses croyances et de ses grands hommes, et l'élévation populaire pleine d'amour et de reconnaissance pour le Créateur. Ce serait aussi une humanité nouvelle et déplorablement transformée, que celle qui renoncerait aux théâtres, à ces jeux olympiques modernes, à ces tournois intellectuels et moraux, où le talent et le génie, escortés des pompes

de la poésie et des beaux-arts, viennent lutter devant les peuples pour l'acclamation et la gloire, en même temps qu'ils leur donnent de nobles leçons d'énergie ou de patriotisme et qu'ils les moralisent par la voie de l'imagination et des divertissements!

Mais quel assouplissement des penchants et des désirs! quelle moralité ne faudra-t-il point pour maintenir l'ordre, la tenue et l'harmonie en de pareilles assemblées? ou quelle police active et nombreuse? L'alternative n'est pas douteuse : l'opinion et les mœurs feront cette police universelle bien plus que les *gardes* et les *watchmen*.

On reconnaît un peuple libre et digne de la liberté à ceci : l'influence des mœurs et de l'opinion plus que celle des lois; l'influence de la persuasion plus que celle de la violence.

Nous allons là : dans tous pays de grande population, — ou il faut l'assujétissement le plus entier à l'absolutisme des chefs et de superstitieuses terreurs répressives et comprimantes comme en Chine (où le fouet du mandarin et les mille châtiments du code pénal sont toujours menaçants), la discipline extérieure la plus vigilante, l'action d'une police despote et cruelle, comme celle de certains États de nos jours; — ou il faut le *frein* moral dans la conscience de chaque *individu*, la clairvoyance, la susceptibilité inquisitoriale et l'intolérance du *public*.

Dans une capitale d'Europe, à Londres, à Paris, et même dans un grand centre d'Asie, quelque vigilante et nombreuse que fût la police, est-ce qu'on y



serait en sûreté de vie, de bien et de liberté, sans ce je ne sais quoi de tout-puissant qu'on nomme l'*esprit général*, les *mœurs*, l'*opinion*.

En un mot, quel ordre possible, si la *volonté de l'ordre* n'est pas dans la grande majorité des populations mêmes!...

On peut donc s'y attendre, la moralité publique fera un pas gigantesque dans tous les pays pour se mettre à l'unisson de ces exigences nouvelles de la densité de population.

Il y aura une décence, une urbanité, une probité dans la foule qui dépassera toutes nos prévisions : sinon la civilisation périclitera.

Et d'ailleurs ce que ne feraient pas uniquement les exigences du rapprochement et du concours d'une grande population, la richesse générale l'achèvera; car en somme, l'aisance est compagne des lumières, de l'ordre, de la probité, de tout ce qui développe et améliore l'esprit et les mœurs des hommes. On peut donc compter que les populations rurales et urbaines seront en général polies, cultivées, morales à l'égal de nos populations les plus avancées d'Europe.

MOTIFS RASSURANTS.

Devoirs et intérêts des gouvernements. — But naturel des sociétés constituées quelque peu pour le travail pacifique.— Les abus signalés ne sauraient provenir ni des classes déshéritées, ni des classes moyennes.—Les abus des classes supérieures ne sont pas à craindre en définitive.—Trait de mœurs des peuples américains.—A quelles conditions désormais les fortunes s'acquerront et se transmettront de père en fils. — Les dissipations des *grands* tournent contre leur puissance. — Tendance providentielle. — Accession infaillible des classes nombreuses à l'aisance. — De qui les chemins de fer sont l'œuvre et l'instrument.—Résumé.

Si l'on ne considérait que l'action isolée des influences que nous étudions, ou si elles devaient prédominer exclusivement, il faudrait peut-être désespérer de l'amélioration réelle des choses humaines; surtout, il faudrait craindre que l'effronterie et l'impudicité ne remplaçassent chez les femmes des classes laborieuses, la modestie, la chasteté, la pudeur et toute cette sainte retenue qui leur vaut le respect, l'estime ou l'amour véritable et durable des hommes. Il faudrait redouter que chez les hommes l'orgie, la débauche, la lubricité, toutes les excroissances d'un matérialisme épais ou de l'idolâtrie de la chair, ne se substituassent aux pour-

suites plus nobles qui seules consolident l'état social.

Mais il faut en voir la portée réelle, la *résultante* dans l'action simultanée et dans le contre-poids d'autres influences non moins efficaces.

Les gouvernements qui songeront à favoriser la propagation des chemins de fer et le développement de la richesse, songeront également à favoriser l'éducation, l'instruction des classes nombreuses; ils savent que le bien-être n'est pas tout pour une société ou plutôt qu'il ne s'obtient pas et ne se garde pas sans l'intervention des devoirs, sans le frein des passions; et la religion le leur dit et y veille.

Les habitudes laborieuses du plus grand nombre, le travail, l'ordre, l'économie, la frugalité, la sobriété se tiennent et sont incompatibles avec les excès qu'on semble craindre de l'excitation aux plaisirs sensuels offerte par les chemins de fer. Ou il n'y aura point de richesses créées, [illegible] chemins de fer établis et entretenus dans un pays; où il y aura des travailleurs énergiques, sobres; une foi commerciale et des relations franches, pacifiques, probes; en un mot, des populations morales.

Dès qu'une société est assez bien constituée, assez éclairée pour adopter et pour multiplier chez elle les chemins de fer; elle a prouvé qu'en général le but des individus est, non pas la dissipation et les appétits désordonnés et exclusifs de la matière; mais principalement la science, l'étude, les joies intimes de la famille; la considération, la splendeur et la

renommée nationales. Ce que l'on acquiert par le travail, on le dépense avec discernement et mesure. Autant l'oisiveté est prodigue, folle, corruptrice ou corrompue, autant le travail est économe, rangé, honnête : mais d'abord de qui pourraient venir ces abus et cette pente vers la rétrogradation?

Ce ne sera pas de la part du plus grand nombre, de la masse dite *inférieure* des producteurs actifs : ceux-là n'auront jamais les loisirs, ni la richesse qui permettent les excès de ce genre.

Ce ne sera point la classe moyenne; car celle-là, comme présidant au travail, au grand mécanisme de la production, comme étant celle sur qui pèse tout le fardeau, ou du moins une grande part des exigences de l'économie sociale est également partout trop affairée, trop préoccupée de ses intérêts pour songer à une telle déviation. Le caractère essentiel de toute classe moyenne est d'ailleurs de poursuivre la considération et la puissance par la liberté d'action et par la conduite droite qui donne la fortune, de s'assurer les prérogatives intellectuelles et morales qui donnent cet empire de fait sur la société et non de songer à consommer avant d'avoir semé et récolté.

Ce serait donc cette portion des sommités de la population, qui, dans toutes les sociétés, vient à sortir des rangs des travailleurs par la porte de la fortune, ou plutôt leurs héritiers qui s'habituent à trouver dans l'abus des plaisirs, une compensation à l'ennui de leur oisiveté, et à leur dénuement moral.

Or, il existe dans les États de l'Union américaine, un trait de mœurs qui devra se reproduire chez tous les peuples qui seront une fois constitués comme eux pour le travail, par l'importation des machines de la grande production, et des voies de transport à la vapeur.

Aux riches, que des velléités de fainéantise ou de vie déréglée viennent un instant séduire, l'opinion y dit sans cesse : une société constituée pour le travail, ne vit et ne prospère que par le travail; c'est le travail qui nous vaut la puissance et l'économie nationales; qui fait de nous un peuple libre et des hommes égaux. De l'oisiveté à la paresse et de l'une et l'autre à tous les vices et à tous les désordres, il n'y a qu'un pas. Un homme qui ne donne pas son contingent de production à l'association est plus qu'inutile, il nuit : travaillez donc, vous qui êtes riches, travaillez soit à rechercher la vérité, soit à créer des œuvres d'art qui nous exaltent dans l'amour de l'égalité et de la liberté; dirigez, concevez, entreprenez des travaux d'utilité publique; mettez-y votre gloire, votre considération; l'histoire vous en tiendra compte dans le grand livre de la postérité; mais travaillez, travaillez, ou je vous jette anathème!.....

Ce que dit l'opinion américaine passera bientôt en tradition parmi tous les peuples chez lesquels seront propagés ces nouveaux instruments de prospérité, avec une ardeur analogue pour le travail et la

richesse; car l'éducation publique en inculquera aussitôt l'amour et le respect à tous.

Mais ce qui doit, au dessus de tout, rassurer les nations où l'égalité des conditions est en assez bon point; où les substitutions, les mainmortes, le droit d'aînesse n'existent plus, c'est que nul ne peut se livrer à la dissipation et se détourner un instant du soin de conserver sa position, sans voir incontinent péricliter sa fortune, et, pour peu qu'il s'habitue à une vie désordonnée, sans redescendre et sans se voir ravir les moyens pécuniaires de continuer son funeste exemple. Aussitôt qu'un membre d'une certaine classe en fortune ou en puissance sociale, s'oublie et s'égare, on voit venir derrière lui des prétendants qui menacent de le devancer par leur activité et par leur conduite exemplaire; il y a toujours un postulant tout prêt à reprendre ce qu'on délaisse ou ce qu'on néglige.

Ainsi, l'on a constaté en France que la plupart des grosses fortunes amassées dans ces cinquante dernières années, grâce souvent au hasard des spéculations et des événements, ne sont point transmises intactes jusqu'à la troisième génération : ce qui prouve que ce n'est pas impunément qu'un chef de famille se livre au faste déréglé.

L'instabilité des fortunes est donc essentiellement unie à l'immoralité, à l'abus, et par conséquent les écarts ne peuvent être que partiels, et par conséquent aussi il n'est pas à craindre de sérieuses per-



turbations, et encore moins de décadence prolongée en ce sens.

Tandis que sous le régime des priviléges qui immobilisent à dessein la propriété et les fonctions, une aristocratie peut à la rigueur faire servir quelque temps les chemins de fer et les créations du génie, à mieux se ruer dans les jouissances grossières et illicites.

Mais ici même l'abus et le danger ne seraient que passagers; car ces dissipations tourneraient finalement au bien d'une portion de la société. On en a un mémorable exemple dans la conduite des seigneurs des deux ou trois siècles qui suivirent les croisades, et dans celle de la noblesse française jusqu'à la révolution de 1789.

C'est que la Providence tient toujours comme en réserve derrière les heureux du siècle, une masse d'hommes qui aspirent au bien-être, et qui le veulent bien acquérir aux conditions humbles de vivre avec régle, avec ordre et économie, en respectant les lois constitutives des empires; cette masse est celle que l'on nomme la classe moyenne et sous-moyenne; c'est celle qui renoue toujours à travers les orages et les cataclysmes sociaux, l'ancien ordre à l'ordre nouveau, la tradition au berceau de la société régénérée, c'est celle qui sert à combler la solution de continuité, et qui se charge de la dépouille des heureux devenus indignes, en faisant un légitime usage des bienfaits que la Providence leur avait prodigués.

Ainsi, à supposer que les abus fussent possibles

de la part des classes riches de l'Europe au début des chemins de fer, il y aurait toujours au delà comme perspective l'accession certaine d'une classe moyenne nouvelle, active et puissante, qui poursuivrait des destinées meilleures.

En résumé, et pour notre Europe, les chemins de fer sont l'œuvre du commerce et de l'industrie ; ils en resteront l'instrument. Ce sont les classes laborieuses et moyennes, le grand nombre enfin qui les fréquentera et les soutiendra, et non pas une classe imperceptible d'oisifs corrompus ou de privilégiés : car sans doute on fera, on entretiendra et multipliera les chemins de fer, autant pour produire que pour consommer. Quelle distinction, d'ailleurs, pourraient-ils maintenir entre eux et cette masse qui alimentera la circulation ? Certainement donc, les chemins de fer hâteront l'avènement d'une sage égalité et des mœurs fraternelles dans tous les pays où cette égalité est déjà quelque peu dans la tendance générale. Par eux ce ne sera plus un progrès en raison arithmétique, mais une précipitation croissante comme la progression géométrique.

Quant aux pays de priviléges, le premier qui les y importera, agira comme s'il mettait le premier la cognée au tronc séculaire de l'arbre féodal.

L'antidote le plus efficace et le plus général contre les dangers de la vie extérieure et matérielle, ce sera précisément la base de la constitution nouvelle de ces sociétés : l'habitude, le travail et la nécessité de l'activité, le préjugé fortement enraciné contre l'oi-

siveté, contre la mollesse et l'irrégularité de vie. Les habitudes de mendicité et d'aumône en Italie et en Espagne, devront donc de toute nécessité disparaître à mesure que les chemins de fer y seront propagés, puisque leur établissement et leur maintien supposent absolument la réhabilitation et l'apothéose du travail.

XII

LES FEMMES.

L'oisiveté des femmes impossible dans une société constituée pour le travail.—Tendances contemporaines.—Faits accomplis.—Influence particulière des machines économiques sur le sort des femmes.— Dangers. — Remèdes. — Milieu nouveau et occupations nouvelles offerts aux femmes par l'économie moderne. — Les femmes prolétaires faisant office de bêtes de somme.— Amélioration du sort des villageoises. — Les hommes lâchement substitués aux femmes dans leurs fonctions naturelles.— Comment les hommes seront rendus à leurs attributions viriles.—Ce que le christianisme a fait les femmes, —Ce qu'il les fera.—Ce qu'il en exige.—La séparation des travaux des deux sexes est-elle possible économiquement ? — Est-elle désirable moralement ? — En quoi consiste la véritable *émancipation* des femmes.—Condition actuelle des femmes.—Comment elles sortiront de la tutelle ou de la sujétion des hommes.— Comment et pourquoi les femmes gâtent leur avenir. — Effets de l'isolement et de la séquestration ordinaire des femmes.— Effets de la vie au grand jour du monde et en particulier des ateliers et des grandes réunions.— Comment l'esclavage, la réclusion et la polygamie des Orientaux seront modifiés par la propagation des moyens économiques de l'Europe.— Fausse logique des partisans de la polygamie orientale. —Mahomet et sa loi des sexes.—Résumé.

Dans une société qui se constitue pour le travail et pour une grande création de richesses, le préjugé ou les mœurs qui consacrent les femmes (la moitié de la population !) à une quasi-oisiveté et les con-

damnent à la réclusion, sont impossibles et doivent tomber en désuétude.

Si dans l'état actuel de l'arrangement domestique et de l'économie d'une famille, une femme aussitôt mariée trouve un utile emploi et un saint ministère dans la conduite de sa maison, et dans l'éducation de ses enfants, du moins avant ce jour et durant vingt de ses jeunes ans, elle ne peut attendre cette destinée dans la *fainéantise*. Aussi, une forte partie des populations féminines dans toutes nos sociétés d'Europe s'adonne-t-elle à des occupations productives dans les travaux agricoles et manufacturiers, et surtout dans le commerce de débit et dans les comptoirs des négociants; un petit nombre dans les villes, se fait même déjà un avenir par ses talents et par l'exercice des beaux-arts.

Cette *émancipation* des femmes croît tous les jours. Elles prennent de plus en plus leur fonction dans l'atelier social; leur vie est plus extérieure, plus réelle, plus utilisée, plus positive, et tout annonce qu'il se prépare lentement un grand changement dans leur condition. Elles ont, et elles auront de plus en plus, une place dans la production sous toutes ses formes. Le mode de travail ne saurait se transformer si radicalement pour les hommes, sans se transformer également pour les femmes.

Déjà un plus grand nombre d'entre elles sont chaque jour confondues avec l'autre sexe, dans les ateliers, dans les magasins, dans les comptoirs, dans les boutiques, etc.

Déjà, en Amérique, il n'est pas rare de trouver des essaims de jeunes filles ouvrières casernées pour ainsi dire dans de vastes maisons communes à côté des fabriques de coton, tant elles sont rassemblées nombreuses et loin de leurs familles, comme ces *compagnons* qui, parmi nous, vont *chercher fortune* et faire *leur tour de France*. Mais, que ne sera-ce point lorsque l'activité nouvelle, produite par l'introduction de nos puissantes machines, réclamera dans chaque pays toute la force, toutes les facultés qui sont en puissance dans les doigts délicats et le sens esthétique de la femme, tout comme dans le bras nerveux et la main rude de l'ouvrier robuste !

C'est un caractère particulier à presque toutes les machines de remplacer le sexe masculin dans le travail pénible, et en même temps d'exiger l'auxiliaire facile de l'attention et de la patience féminines pour guider la force brute que ces machines communiquent sur une foule de points à la fois, mais d'une manière aveugle.

Pour prouver cette influence sur le sort des femmes, il suffit de faire observer que les machines les ont fait sortir peu à peu du foyer domestique, passer du *ménage*, du *fuseau*, à l'*atelier*, au métier; de l'isolement, de l'intimité, du demi-jour et des soins privés de la famille, au mouvement, à la vie bruyante et ostensible des manufactures. Il y a dans ce fait, suivant nous, une révolution notable et une ère mémorable pour les femmes. Jusqu'au

commencement de ce siècle, sur le continent et un peu moins tard en Angleterre, les femmes filaient, tricotaient, brodaient et faisaient de la dentelle, une à une, isolément, retirées dans le sein de leur famille. Aujourd'hui, les machines et les grands *métiers mécaniques* font toutes ces choses à leur place, ou plutôt, elles vont dans les manufactures par groupes nombreux, se mettre en sentinelles vigilantes et diriger les mouvements de ces métiers, confondues avec les hommes, ou du moins enveloppées dans leur atmosphère. Il y a là certainement pour leurs passions, pour leurs intérêts, pour leur sort, un ordre de choses tout autre. Désormais, elles sont chargées de leurs destinées : à elles de se fortifier contre les sensations quotidiennes de la vie publique ! à elles de se donner de l'aisance, de *faire leur chemin* ! Ce rapprochement brusque non ménagé des deux sexes pour le travail dans les ateliers *en commun* devait amener du relâchement dans les mœurs ; et la statistique nous a montré, parallèlement à ce fait, l'accroissement prodigieux des *enfants trouvés*. Cette corruption n'est peut-être point à son terme : le mouvement qui va se produire dans tous les coins de notre vieux monde ; les apparitions insolites des voyageurs dans les contrées les plus paisibles jusqu'ici, et surtout les *tours d'Europe*, que les ouvriers-compagnons feront à l'envi ; le branle, le surcroît de vie, l'essor que vont prendre ou recevoir les passions des classes moyennes dans les deux mondes, donneront aux relations des sexes une dangereuse irrégularité et

pourront engendrer des désordres auxquels l'organisation du travail des deux sexes, ou une moralité individuelle sévère et une opinion plus sévère encore pourront seules mettre fin. C'est, grâce à ce dernier frein, le plus efficace et le plus noble après tout, que déjà aux États-Unis de jeunes filles livrées à elles-mêmes, au milieu des ouvriers des manufactures, offrent l'exemple d'une chasteté rare, d'une attitude imposante, d'une fermeté de caractère qui pourra s'allier un jour, quand les mœurs des hommes seront épurées, avec plus de douceur, d'urbanité et d'amabilité féminines. A cet égard, elles sont déjà en réalité ce que seront les femmes plus tard et ce que devraient être déjà toutes les femmes dans la civilisation chrétienne, si notre éducation n'était en ce point infiniment arriérée.

En tous cas, cette émancipation des femmes n'est compatible, pour leur propre bonheur même, qu'avec une grande rigidité de conduite et avec la retenue la plus vraie. C'est ce que feront trop cruellement voir les écarts qui accompagneront probablement leur présence dans les manufactures et partout, dans les comptoirs, dans les magasins et les ateliers.

Le caractère des grands établissements, c'est de répartir le travail entre les vocations; de bien dessiner les spécialités; d'affecter par conséquent plus que jamais à chaque sexe ses attributions *naturelles*.

Toutes les industries ne comportent pas aussi

exclusivement que les manufactures, le rôle automatique des *ouvrières-rattacheuses*, etc.; et puis, nous l'avons déjà dit, ce rôle sera bien moins fréquent par suite des perfectionnements ultérieurs que le génie industriel ne manquera pas de réaliser dans le mécanisme des métiers.

En outre, grâce au nouveau mode de *préparation* de la consommation individuelle et collective que nous avons signalé, il est visible que la fonction domestique *en grand* va être dévolue aux femmes particulièrement : elles s'y pourront employer convenablement en multitude, et y être à peu près isolées de l'autre sexe. Elles pourront aussi trouver leur fonction propre dans l'administration des fabriques, dans les comptoirs des grands magasins. Celles qui appartiendront à des familles aisées trouveront leurs fonctions naturellement dans la fonction de leurs familles. Déjà dans les villes de commerce, la femme tient les écritures, sert au comptoir, préside à la partie sédentaire et intérieure des affaires commerciales.

Les femmes prolétaires seront requises naturellement dans tous les emplois où l'application de la force de l'homme serait regardée comme superflue. Les femmes resteront donc longtemps comme nécessaires dans les manufactures. De même, le nouveau mode de transport et de vente *en grand*, et en tout cas, la facilité et le bas prix du transport particulier des provisions morcelées et de la vente menue, devront nécessairement apporter un grand adoucis-

sement au labeur des villageoises : potagères, jardinières, laitières, etc., que des mœurs séculaires chargent encore, dans toute l'Europe, du soin de porter les plus lourds fardeaux, et auxquelles sont laissées les attributions de l'homme, dans une foule de cas.

Nous voyons donc que la meilleure division de travail qui va intervenir, et l'aisance générale, contribueront efficacement à transformer ces mœurs, héritées de la barbarie du moyen-âge, qui lui-même les tenait de l'antiquité païenne.

Et s'il est vrai que, grâce à l'influence des nouveaux leviers de la richesse, les diverses industries des villes descendront séjourner auprès de l'agriculture dans les villages ; que parmi celles qui occupent le plus de bras ou d'intelligences, plusieurs comportent très bien l'emploi presque exclusif du sexe féminin, il s'ensuit encore que la population féminine des campagnes trouvera de plus en plus, auprès de la famille, des occupations en rapport avec sa complexion naturelle et avec les exigences de la chasteté : ces occupations leur procureront, comme à l'ouvrier, un salaire suffisant, non seulement pour subvenir à leur nécessaire, mais à celui d'une partie de leur famille; et leur utilité de plus en plus réelle dans la production, les rapprochera de plus en plus aussi du salaire des bras ou de l'intelligence de l'homme, sans néanmoins en atteindre le taux dans la plupart des industries.

S'il parait inévitable que chaque centre de popu-

lation fasse tôt ou tard entrer parmi les exigences *municipales*, l'existence d'une école d'arts et métiers; et que l'aisance plus générale permette au grand nombre des familles de mettre leurs enfants à même de se développer dans le sens de leur véritable vocation et de se donner la *technique* d'une profession virile; si d'ailleurs c'est le résultat naturel, du progrès de la civilisation, de faciliter de plus en plus, et pour un nombre de plus en plus grand d'individus, le développement des capacités natives, des prédispositions industrielles et autres, il faut encore en conclure, en faveur du sort des femmes, que beaucoup de bras et de têtes d'hommes, aujourd'hui attachés aux fonctions du ressort des femmes, par la routine paternelle, par la misère héréditaire plutôt, ou par la difficulté de payer un apprentissage (de connaître même à quoi ils étaient propres), trouveront dans le nouveau monde industriel, des fonctions, un travail plus approprié à leur muscles ou à leur entendement viril, et que les femmes auront ainsi à les remplacer dans maints offices faits pour elles.

Le christianisme veut que les femmes sachent supporter le grand jour de la vie extérieure et la présence continuelle non seulement de la famille et des parents, mais du public; il veut qu'elles soient sociables, qu'elles fassent partie de la société et s'y soutiennent fortes, libres et pures. Il compte pour cela sur l'éducation qu'il leur donne; et l'on peut croire que les vertus qu'il a su leur inspirer témoignent des

vertus nouvelles qu'elles lui devront. Leur passé historique prouve assez qu'il n'a pas trop présumé de leur force en les appelant à cet avenir qui les fait membres de la société et qui leur donne une fonction dans l'œuvre générale de production et d'utilité, à tout âge et dans toutes les conditions.

Il est donc probable que non seulement les femmes seront productivement actives, mais qu'il ne s'opérera pas une division exclusive du travail pour elles, une séparation industrielle, rigoureuse et générale, des hommes et des femmes dans les diverses branches de l'industrie. Cela paraît économiquement impossible dans bien des cas et dans bien des industries; mais la séparation qui n'existera pas, quant à l'éloignement des établissements, pourra exister et existera souvent, quant à la séparation des ateliers dans un même établissement. De toute nécessité, dans nos sociétés libres modernes, la femme ne peut plus être tenue en lisière. Soit comme ouvrière dans les manufactures et dans les boutiques de lingerie, de modes, etc.; soit dans la préparation des consommations domestiques; soit comme artistes, peintres, musiciennes, il faut qu'elles *sortent* SEULES, *agissent* SEULES, *pensent* et *se déterminent* SEULES; que leur libre arbitre et leur moralité personnelle les soutiennent, les fortifient, les conduisent dans la vie. Il faut davantage : elles doivent gagner leur vie, préparer leur avenir, se donner une dot, au lieu de l'attendre de la vente de leur *personne* au plus offrant, par des mariages irréfléchis et maladroitement intéressés.

Il faut qu'elles ne s'étiolent plus dans l'inertie, dans l'attente douloureuse d'une vie recluse, insignifiante et trop souvent pleine de privations. La richesse va se faire pour elles comme pour les hommes : il faut qu'elles participent à sa création selon leurs aptitudes et leur force. Par toutes ces raisons, par la force des choses qui se préparent pour elles, l'éducation et la destinée des femmes vont donc considérablement se modifier : elles sont appelées au gouvernement d'elles-mêmes : ce qui est leur vraie et unique émancipation. Il n'y en a pas d'autre; car celle-là, au lieu de les livrer au libertinage, à la licence, va leur donner une tout autre attitude en présence des hommes. A leur faiblesse ordinaire, suite de l'ignorance systématique du monde dans laquelle les laisse l'éducation du jour, elles substitueront la dignité, la vue nette de ce qu'on veut d'elles et du précipice où l'on veut les mener. Aux séductions, elles opposeront leur *intérêt bien entendu*, leur aisance, leur existence libre qui n'attendra plus rien du soutien humiliant d'un homme intéressé dans ses offres généreuses.

La femme de ces derniers temps, c'est l'esclave affranchi, qui d'abord, au bris inattendu de ses chaînes, chancelle et trébuche; puis s'arrête quelque temps dans le servage; puis se fait libre, devient citoyen, et se montre enfin digne, rangé, incorruptible devant les séductions des fauteurs de troubles. Car si le christianisme primitif a fait passer la femme du peuple, de l'esclavage au servage, moins avancée

que l'homme, la femme est encore dans ce servage; mais elle va en sortir, et passer à la liberté du salarié ou de la classe moyenne : comme cette classe, les femmes seront respectées et respectables; et les fauteurs des trouble, qui sont ici les hommes séducteurs, ne trouveront en général que des oreilles chastes et rebelles. Il en est de la femme-peuple comme de l'homme-peuple : pour elle comme pour lui, il n'y a guère de dignité possible, je ne dis pas absolument dans la misère, mais dans la misère jointe à l'ignorance. Lors donc que l'aisance générale leur aura donné enfin la sécurité matérielle, et qu'elles auront devant elles la perspective des bienfaits d'une épargne possible, les idées d'ordre et d'avenir les préoccuperont sérieusement; elles se garderont bien de jouer toute une vie par un seul oubli de leurs devoirs. On ne joue résolument son avenir que quand on le croit déjà perdu : donc, comme l'ouvrier, la femme deviendra plus morale. Tandis que lui ne se *soûlera* plus, elle ne se *donnera* plus, car c'est là, pour chacun, leur manière différente de gâter leur avenir, et de se débaucher : l'homme boit, et la femme se donne. Les femmes, nous le répétons, ne tarderont pas à comprendre leur véritable intérêt. La lumière se fait pour elles comme pour l'ouvrier; elles n'auront pas moins d'antipathique énergie contre l'exploitation du mari ou de l'amant, que celui-ci n'en a contre la tyrannie du maître, du seigneur ou d'un supérieur injuste. En général, à cet égard, il y

aura parité complète : car la justice ne connait point de sexe.

Il n'y a que la *séparation* qui puisse maintenir un état douteux dans les rapports des hommes entre eux, ou avec les femmes. Tant que le petit nombre qui a la puissance, *tient à distance* ceux qu'il veut continuer à maitriser, cela est possible; mais rapprochés ou confondus en grand nombre, ou ils se choquent, ou ils s'harmonisent, ou il y a conflit et extermination jusqu'à ce qu'il n'y ait plus que des vaincus d'un côté et des vainqueurs de l'autre. Or, cela est également vrai des rapports entre ouvriers, entre des multitudes de travailleurs égaux.

De même, tant que la mère et le sanctuaire de la famille, tant que la solitude et la vie de ménage du couple marié, préservent la jeune fille et l'épouse, et que les jeunes gens sont tenus à distance, on conçoit une demi-sagesse, une demi-duplicité; l'existence de mœurs demi-chastes, demi-galantes, et la sauvegarde indirecte de la chasteté du sexe : mais ouvrez les portes battantes du *gynécée* où travaillent et séjournent les femmes ; confondez-les, du soir au matin, en des assemblées d'hommes, ainsi que feront de plus en plus généralement et les chemins de fer, et les grands ateliers ; il n'y a plus rien de douteux : les rapports sont bien tranchés : c'est ceci ou cela : la moralité forte et respectée de femmes libres, ou la plus intense des dépravations et des débauches. Donc, on peut prévoir qu'après les irrégularités et le désordre de la première apparition des chemins de

fer et du mode de travail en grand, cette vie extérieure sera régularisée; que les femmes d'un côté, et les hommes de l'autre, seront conduits à des rapports de retenue, de décence et de fraternité remarquablement moins imparfaits que de nos jours; car, comme nous le disons, il n'y a pas de milieu : c'est ou mieux, ou pis, à moins de séquestration et de séparation.

Ceci nous apprend que la *vie de sérail*, si jamais elle est entamée peu que ce soit, c'en sera fait.

Or, il nous paraît que tel sera l'infaillible résultat de l'importation complète du matériel économique européen dans l'Orient, et plus prochainement en Turquie et en Égypte. Ou Constantinople et Alexandrie n'adopteront pas les chemins de fer et la production en grand, les machines économiques des Européens, ou de ce jour l'esclavage, la réclusion et la pluralité des femmes dans les serres chaudes des harems, dateront leur ère de décadence.

L'existence de la polygamie dans un pays, implique et entraîne l'existence de l'esclavage des femmes ou le célibat d'une grande portion de la population mâle, soit dans ce pays, soit dans quelque autre. Or, ni l'esclavage, ni le célibat forcé ne sont des états soutenables et à jamais immobiles. La Géorgie et la Circassie ne seront pas toujours des pépinières intarissables de chair de femmes pour les

sérails des mahométans turcs, ni l'Afrique pour les eunuques noirs de la Turquie et de l'Égypte.

Il n'est pas besoin de montrer quelle influence auront les voyages des Orientaux en Europe sur ce trait de mœurs.

A mesure que l'activité, et par elle le bien-être, seront rendus aux populations moyennes de l'Asie-Mineure et de l'Égypte, chacun de ces travailleurs affranchis voudra avoir aussi *une compagne*. Déjà beaucoup de mahométans n'ont qu'une femme, à cause, dit-on, de la difficulté d'en entretenir convenablement plusieurs. Les riches seuls ont un *harem;* ce qui prouve, pour en prendre acte à propos, que la *passion*, le *besoin*, ne sont pas chez les Orientaux plus forts que *l'intérêt ;* et que si ce besoin est une fatalité d'organisation, cette fatalité n'existe que pour les riches.

Quand donc les sentiments d'égalité et de liberté, la vie européenne aura pénétré l'Asie dans toutes ses issues, par sa presse, par ses livres, par ses missionnaires et ses commerçants, par l'imitation déjà en bon train que font les gouvernements de ces pays, de nos usages, de nos procédés industriels, de notre mode d'administration, etc.; quand les canaux de la richesse y seront renouvelés et vivifiés par l'activité européenne et qu'ils couleront abondamment pour tous, le père ne voudra plus trafiquer de ses filles ; la femme ne voudra plus de l'infamie ni de l'avenir solitaire des harems. Il y aura auprès d'elles des travailleurs actifs qui leur offriront une passion *ex-*

clusive et un établissement confortable ; et comme, à mesure que le célibat diminuera pour les hommes à l'extérieur, les pays producteurs d'esclaves femmes s'affranchiront de cet infame commerce, la polygamie deviendra impossible ; ce sera d'ailleurs une abomination réprouvée. Les pays d'esclavage eux-mêmes subiront, tôt ou tard, la métamorphose industrielle ; ils se feront, ou la conquête les fera des êtres civilisés, respectant la liberté des enfants et les lois saintes du mariage monogame. Ceux qui croient à la perpétuité de la polygamie en Orient, oublient d'une part que les femmes naissent en nombre égal avec les hommes : ce qui veut dire, sous le règne de la liberté et de l'égalité, de l'aisance du grand nombre et de l'activité industrielle d'une classe moyenne : *Il y aura une femme pour un homme et réciproquement.* D'autre part, ils supposent l'éternité de l'esclavage des femmes dans certains pays et la privation de la polygamie pour la très grande majorité des Orientaux ; car, puisqu'il n'y a qu'une femme pour un homme, il faut bien, si un petit nombre d'hommes en ont quatre, huit, dix, vingt, cent, etc., qu'un nombre pareil d'hommes en manque, n'en ait pas du tout ! Singulière façon de corroborer la prétendue fatalité du sensualisme sous le climat et le soleil d'Orient, que de convenir que les trois quarts des populations asiatiques sont exceptées de la loi générale !... Disons donc que c'est un privilége acquis forcément au petit nombre par le glaive et par la supers-

tition. Or, l'effet des voyages et de la diffusion des richesses, suite infaillible du développement de l'industrie, est de hâter la fin de l'esclavage et des priviléges. Nous ne l'ignorons pas : le peu que l'on sait de la loi proportionnelle des naissances entre les deux sexes semble établir une différence d'un vingt et unième en faveur des naissances féminines ; mais, bien que nous puissions refuser d'admettre l'exactitude insuffisamment attestée de cette différence, son insignifiance doit encore faire considérer l'égalité du nombre des naissances comme la vraie loi de l'humanité; et nul doute, quand la statistique pourra opérer sur la population *universelle* du globe, elle vérifiera rigoureusement cette loi.

Nous ne pouvons consentir à accepter la singulière et dangereuse interprétation du sens social et moral des races qui consisterait à donner aux musulmans, à l'Asiatique, le besoin fatalement indomptable et incompréhensible d'un troupeau de femmes, et à lui faire octroyer par le législateur comme une nécessité hygiénique impérieuse, la pluralité des femmes à tout jamais.

Mahomet, moins passionné, eût infailliblement restreint les exigences et la part de ses fidèles sur ce point ; car il avait commencé par une interprétation presque chrétienne de la loi du mariage. La polygamie était moins conseillée que tolérée dans ses premières prescriptions. Il faisait des réserves sur la question de répudiation et assurait maintes prérogatives chrétiennes aux femmes.

Mais ses propres passions forcèrent sa raison à transiger, notons bien : ses passions d'homme fait, c'est à dire des habitudes contractées avant son exaltation religieuse, avant qu'il connût les perfections des deux religions sur lesquelles il a greffé la sienne.

Chaque fois qu'il succombait à une passion de femmes, et qu'il légitimait ses relations avec elles, il devait parallèlement accorder une femme de plus à ses croyants, ou, du moins, leur permettre une interprétation plus large, plus élastique de ses préceptes.

Et cela, par suite de cette nécessité impérieuse de la logique humaine, qui, dans lui et dans ses sujets, le contraignait à être conséquent avec ses exemples. Il revint donc sur ses premiers commandements, et le musulman eut la faculté de se donner, comme lui, un harem.

Voilà à quoi se réduit la fatalité du besoin qu'on attribue au mahométan et à l'oriental. Il a des habitudes appuyées sur des croyances religieuses imparfaites, et l'on traduit : il a une fatalité prédisposante, une bosse, une organisation, un climat voluptueux, un soleil brûlant et uniquement cela. Nous pensons, nous, qu'il a également son libre arbitre, la volonté, la puissance virtuelle; et que la religion, l'éducation, la transformation chrétienne enfin peuvent fort bien défaire un jour ce que Mahomet le prophète a fait, délier ce qu'il a lié, puisque lui-même n'a pas fait autre chose à l'égard de l'ancienne polygamie des Arabes, bien autrement désordonnée et fatale aux femmes de ces contrées; et

que, par conséquent, elles réaliseront un progrès sur le mahométisme, analogue à celui qu'il a effectué par rapport à l'ancienne idolâtrie arabe. Il est au moins singulier que l'on ne s'inquiète nullement d'expliquer comment il se fait que le sexe masculin seul subisse cette fatalité à l'exclusion de l'autre sexe tout entier, sous les mêmes influences extérieures de climat et de soleil! car, si l'homme mahométan a effectivement plusieurs femmes, la réciproque n'est point vraie, et même la monogamie est plus réelle pour la femme orientale que pour l'européenne, qui a plus de chances d'être infidèle.

En résumé, la propagation, en Orient, des forces motrices et des moyens de transport nouveaux, le développement de la richesse, l'activité industrielle qui s'ensuivront, auront pour infaillible résultat d'y faire disparaître successivement la réclusion des femmes, leur esclavage et la polygamie; et d'y substituer des mœurs analogues aux mœurs européennes, ou du moins compatibles avec la liberté civile des femmes, avec leur responsabilité morale et le gouvernement d'elles-mêmes.

XIII

LA FÉODALITÉ INDUSTRIELLE.

PROBABILITÉS.

Faits et motifs qui semblent annoncer une féodalité nouvelle.—Occasion offerte par le mode d'association des gros capitaux sous la forme des sociétés en commandite. — Effets de l'importation des doctrines économiques anglaises. — Comment les chemins de fer sont ici eux-mêmes un danger. — Les grosses compagnies pour l'exécution des travaux publics, et le monopole du tabac, citées comme preuves de la tendance au féodalisme.— Réaction contre le morcellement des propriétés foncières. — Endettement de la propriété foncière en Prusse et en France.—Ce qu'il prouve dans l'un et l'autre pays.—L'envahissement *par en haut* semble incontestable. — Dans la plupart des États de l'Europe les institutions féodales sont encore debout.— Quel est le sens dans lequel peuvent agir les machines importées dans ces pays.

Maintenant que nous connaissons le milieu sur lequel vont agir les influences que nous avons ici pour objet, et leur portée morale intrinsèque ou leur tendance naturelle : l'enseignement qu'elles donnent, les sentiments, les habitudes, les avantages et les dangers principaux qui doivent résulter du mode économique nouveau ; les grandes réunions

des ateliers de l'industrie et celles des voyages, enfin la physionomie morale et sociale de ce nouveau monde industriel et économique, nous pouvons nous demander quelle sera finalement la résultante de toutes ces influences diverses sur le sort futur du plus grand nombre; car, en toute spéculation de ce genre, le bonheur de l'humanité en masse est toujours la fin que l'on doit se proposer et la pierre de touche à laquelle toute chose s'essaie.

L'une des premières questions que cette sollicitude fait naître est celle-ci : par les forces motrices nouvelles, par les chemins de fer, ou à leur aide, allons-nous à une *féodalité industrielle?*

De nombreux et clairvoyants esprits croient en apercevoir les germes dans les faits contemporains; et la *fécondation*, dans l'innovation des chemins de fer. A en juger par tous les précédents de l'histoire, il est très probable que les derniers représentants de l'aristocratie féodale en Europe, beaucoup de grands propriétaires et les manufacturiers, en général, tenteront de constituer quelque chose d'analogue à la concentration du moyen-âge, et à l'immobilisation des fortunes et des fonctions dans certains rangs.

Il semble déjà se produire nombre de faits qui en signalent la tendance. On peut très bien supposer que les sociétés anonymes ou en commandite par *grosses* actions, les propriétaires et les industriels très riches d'eux-mêmes, accaparent le travail des petits industriels, en les *tuant* par une concurrence

démesurément inégale, et cruellement impitoyable; il peut en advenir que tout ce qui ne serait point capitalistes ou propriétaires de terre, aille se ranger petit à petit parmi les travailleurs prolétaires, auxquels un salaire fixe serait assuré, mais à qui l'espérance de s'élever à l'indépendance et à l'aisance serait interdite ou défendue *de fait*, tant cette libération serait lente et difficile.

Tout ce que l'on voit dans les pays de manufactures et de grande culture, l'extrême misère et l'abaissement des uns, l'orgueil ou la dureté des autres, peut jusqu'à un certain point justifier ces appréhensions.

On peut le craindre : les hommes que leurs capitaux, leur crédit ou leur savoir-faire, peut-êtrele ur cupidité, vont placer à la tête du mouvement industriel dans chaque nation, mus beaucoup plus par leur intérêt matériel actuel que par le désir ardent des améliorations nationales, importeront, avec les machines agglomérantes des Anglais, avec leur esprit d'association et leur activité singulièrement productive, certains points de leurs doctrines économiques; et alors, se reproduira sur le continent (et même en Asie et dans l'Amérique du sud) ce double phénomène, si affligeant et en apparence contradictoire, qu'offre toujours l'Angleterre : l'extension du paupérisme et de l'abjection du grand nombre à côté de l'accroissement des propriétés du petit nombre; l'augmentation de la population à côté de l'augmentation de la misère; l'existence de producteurs dénués,

chargés uniquement d'augmenter la prospérité et le superflu d'une féodalité bien réelle, industrielle, agricole et politique, et de se creuser à eux-mêmes l'abîme le plus profond, en pullulant et en se faisant une concurrence qui déprécie leur travail, et leurs salaires mutuels.

Il faut en convenir, ces théories tendent à créer des ouvriers-machines, à emplir les cités de prolétaires dénués, à y parquer des troupeaux d'hommes étiolés, à engendrer et à perpétuer enfin le paupérisme *légal* universel.

Outre les machines fixes, qui réclament la centralisation des capitaux, la propagation des chemins de fer est elle-même l'une des plus belles occasions de favoriser cette concentration, puisqu'elle exige autant l'association de gros capitaux, la formation de grandes compagnies; et que, de plus, elle expose les nations au monopole du transport et des voies de communication, ou aux dîmes onéreuses des péages et des tarifs; et, de fait, ce sont les plus forts capitalistes, la *haute banque*, qui se placent à leur tête. Il s'agite en ce moment une question qui prouve bien l'importance de ce premier pas dans la voie qui s'ouvre : quel sera le mode d'exécution des grands travaux publics qui se préparent? Seront-ils abandonnés à la libre concurrence des particuliers? confiés, concédés, à perpétuité ou à temps, à des compagnies, comme on l'a déjà fait pour les canaux? ou bien le gouvernement s'en fe-

ra-t-il le directeur-exécutant? s'en réservera-t-il la jouissance aussitôt après la confection, les donnant en régie aux compagnies particulières, comme il a fait jusqu'ici pour les routes? Y aura-t-il, en un mot, un système de voies publiques à la vapeur, comme il y a un système de routes royales? y aura-t-il concentration, tendance légale à inféoder les voies de communication et à favoriser la formation d'un bon nombre de compagnies industrielles absorbantes? ou le gouvernement interviendra-t-il indirectement dans le cours des choses modernes pour seconder la dissémination du travail et des bénéfices sur un plus grand nombre de têtes ou d'intérêts isolés; pour socialiser, enfin, universaliser la propriété mobilière et immobilière et rendre une féodalité *de fait*, impossible? Car évidemment là dessous est une question de féodalité industrielle ou de pondération sage des concurrences et des raisons industrielles nombreuses (1).

On sent si généralement la tendance fatale des choses industrielles vers la concentration et vers l'action absorbante des gros capitaux, que dans la question du monopole des tabacs qui a fait l'objet d'une enquête et de débats à la chambre des députés, les hommes spéciaux, quoiqu'en diversité d'opinions sur beaucoup de points, sont unanimes à prévoir que si la liberté de culture et de fabrication était substituée au monopole de la régie, un nouveau

(1) Voir la Note 7 à la fin du Volume.

monopole *de fait*, ne tarderait pas à s'établir par la concentration des fabrications entre les mains d'un petit nombre d'établissements, opérant à l'aide des machines à vapeur et des autres moyens économiques de la grande industrie; et c'est là l'un des plus solides arguments qu'opposent les défenseurs du monopole dans les mains de l'État, contre la fabrication et la culture libres. Ils ont d'ailleurs pour eux l'expérience : cette concentration a été bien réellement réalisée en France avant 1811, époque où l'empire se donna à lui-même les avantages du monopole.

Or, remarquons ici que cette question ramène à celle du mode d'exécution des chemins de fer et des canaux et y est identique.

Le morcellement agricole même, que l'on avait cru il y a vingt ans une sécurité acquise à tout jamais pour le petit *ménager*, pour la population sous-moyenne des villages, le morcellement foncier est menacé en France du même envahissement que l'on a signalé dans la petite industrie. Chaque jour, les capitalistes enveloppent dans leur dépendance les petits propriétaires-*morceleurs ;* et la concentration est là menaçante sur leur tête. C'est par les dettes, par les emprunts onéreux qu'ils les forceront à l'aliénation, à peu près comme les Juifs et la classe moyenne firent jadis aux seigneurs et aux nobles gentilshommes qui leur avaient emprunté des sommes énormes pour soutenir leur rang à la cour, ou leur vie dispendieuse de faste et d'oisiveté.

La Prusse est un exemple de l'endettement toujours croissant de la propriété foncière ; on y évalue les biens fonciers de toute la nation à 6 milliards de francs; et l'on suppose qu'ils sont grevés d'un milliard 600 millions de dettes hypothécaires : les dettes sur les maisons sont dans une proportion analogue.

Les uns invoquent ce fait à l'appui de leurs prévisions d'une concentration, en ce sens que ces dettes seraient contractées de la petite propriété aux grands capitalistes.

D'autres, au contraire, l'interprètent dans un sens favorable au morcellement, à la nécessité de la mobilisation du sol, pour en rendre la division, le partage plus multiplié.

Il nous semble plus conforme à l'expérience de supposer que les gros capitaux y sont pour la plus grande part, et que l'aliénation, l'expropriation aurait pour effet de ramener à un plus petit nombre de mains la propriété foncière en Prusse.

En France, il a été constaté, il y a trois ans, par la direction générale de l'enregistrement, que la propriété foncière était grevée de 11 milliards 233 millions de dettes hypothécaires, non compris les hypothèques *légales*.

Or, il faut l'avouer, attendu l'extrême morcellement de la propriété foncière en France, il n'est point douteux pour cette fois que ces dettes énormes ne soient contractées par la petite propriété, par les *morceleurs*, et que leurs coins de terre ne

soient, en grand nombre, hypothéqués au profit des gros capitaux absorbants.

Toujours et partout donc, dans les États même les plus avancés dans la division du sol et des industries, l'on rencontre cette formidable tendance à l'envahissement *par en haut* ; mais ce qui est bien plus concluant aux yeux des hommes qui croient prévoir la concentration nouvelle, agricole ou manufacturière, c'est le fait patent : que la plupart des États de l'Europe sont encore sous le régime des substitutions, des mainmortes et d'autres priviléges qui pèsent sur le sol et sur les professions industrielles. L'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, sont dans ce cas; l'Angleterre! la métropole de l'industrie, des machines et de la liberté du commerce!!!...

En effet, dans les pays où le sentiment d'égalité et une activité industrielle prononcée n'ont pas déjà, de longue date, formé et accru progressivement une *classe moyenne* présentement nombreuse, on conçoit encore la possibilité que cette importation subite de machines dont le propre est de substituer la grande industrie à la petite, ait pour résultat de faire disparaître les petites propriétés et d'écraser les petits propriétaires, sans les appeler peut-être à la constitution et à la participation des grands établissements ; d'enchaîner directement et inopinément les classes encore asservies par l'ignorance, la superstition et la misère, au travail automatique des manufactures, et de les arrêter pour quelque temps dans une véritable glèbe nouvelle.

IMPOSSIBILITÉS.

Faits, institutions et motifs, qui rendent une féodalité nouvelle impossible. — Enseignements de l'histoire. — Attitude et puissance des classes moyennes en Europe. — Grand fait accompli. — Comment la propagation des chemins de fer et des grandes machines économiques est incompatible avec l'existence d'une féodalité quelconque. —Ce que prouve l'exemple de l'Angleterre. — Les petits capitaux ont-ils disparu avec la petite industrie? — Les grands propriétaires réussiront-ils à envahir et à concentrer les petites propriétés? — Ce ne sont pas les salaires, mais les machines, qui opèrent notablement la diminution du prix. — Inductions à tirer de ce fait. —Accord du développement industriel et de l'émancipation des peuples. — Propagande libérale des aristocraties à leur insu. — La politique du gouvernement, en Russie, en Turquie et en Égypte, est contraire aux tendances féodales. — Celle des États-Unis, et des États du sud, en Amérique, ne l'est pas moins. — L'égalité de partage dans les familles, la religion et la morale de l'Europe, incompatibles avec toute réminiscence féodale. — La féodalité des classes moyennes est-elle à craindre. —La tendance à la démocratie radicale, plus forte que la tendance à la féodalité. —En quoi les nations continentales imiteront l'industrie et l'économie sociale anglaises. — Prévisions. — Origine du paupérisme et de la *taxe des pauvres* en Angleterre.—Pourquoi cette plaie sociale ne se propagera pas en Europe. — Ce que prouve le paupérisme de la Grande-Bretagne. — Conclusion.

Cependant, et malgré tout, il nous semble probable qu'il en sera autrement, d'abord pour la plupart des nations de l'Europe; et plus tard, pour les

pays les plus féodalement constitués en ce moment. Nous pensons nous être fortifiés de faits non moins puissants, qui ont tous les caractères de germes féconds et irrésistibles. Il faut d'abord tenir compte des idées et des désirs qui possèdent nos générations et qui en font la vie ; il faut ensuite se rappeler l'esprit général des temps modernes.

Les classes laborieuses obtiennent et obtiendront de plus en plus le pain de l'ame : l'éducation et l'instruction. L'émancipation du grand nombre est consommée désormais par les effets nécessaires de l'imprimerie, c'est à dire de la publicité, de la diffusion des lumières et de la connaissance des faits de tout ordre; par la lutte sans cesse engagée à ciel ouvert, et devant le monde entier, entre le juste et l'injuste, entre la liberté et le despotisme, l'égoïsme et le dévouement.

On ne maitrise point des classes éclairées et morales : cependant, chaque jour ce sera de plus en plus l'état des populations européennes. L'instruction se propage jusqu'aux plus infimes : le grand nombre émancipé d'esprit, saura bien trouver des loisirs pour lire. La presse, la publicité, sont pour les classes moyennes et les inférieures, une sauvegarde inestimable; bientôt chaque citoyen en Europe saura suffisamment son histoire pour n'avoir plus à craindre les extrêmes inégalités du passé.

Le soleil promet donc enfin de luire réellement pour tout le monde! Mais, dès que l'intelligence du grand nombre est munie de l'expérience des siècles par

l'histoire, il n'y a plus de supériorité et d'exploitation féodales possibles de la part d'un petit nombre; et puis nous avons montré quel enseignement d'égalité les grands *omnibus* des chemins de fer et des bateaux à vapeur offriraient aux populations et combien les voyages de long cours, et les grandes réunions d'ouvriers, et les assemblées des classes moyennes, renforçaient ces dispositions et ces influences.

Il n'y a que l'ignorance et l'immoralité de la multitude qui puissent permettre à un petit nombre le monopole des richesses. Aussi voyons-nous, partout et toujours, dans l'antiquité, les exploitants refuser à la foule ces deux franchises : le savoir, la dignité, l'initiation aux mystères religieux.

La diffusion des connaissances et de la loi morale, suite infaillible de l'imprimerie, de la presse, des voyages, de la publicité et du commerce extérieur universel, parait même devoir amener tôt ou tard la *diffusion* corrélative des richesses.

Il parait, en d'autres termes, que cette inégalité décroissante des intelligences, des lumières, des conditions de développement de bien-être tend aussi à réaliser, par la liberté et par la nature des choses, l'inégalité de moins en moins grande des conditions.

L'histoire nous dit qu'il en a toujours été ainsi relativement : quand une foule arrive à la lumière, à la connaissance, à la culture de l'ame, à la possession intellectuelle, elle arrive incontinent ou prochaine-

ment à la richesse, à l'aisance, à la possession matérielle, à la culture du corps. Liberté, lumière, aisance, égalité, tous ces biens-là se tiennent. Donnez, octroyez, conquérez l'un, vous octroyez, vous conquérez l'autre un jour!

Or nous avons montré comment, pour la propagation des forces et des moyens nouveaux chez un peuple, quelle que fût sa civilisation, il fallait aussitôt commencer l'émancipation intellectuelle d'une classe moyenne, et même de la foule ouvrière. Avec cette seule liberté, elles obtiendront donc successivement toutes les autres.

La féodalité industrielle a contre elle une foule d'impossibilités. A l'heure qu'il est, les possessions mobilières et immobilières sont (ou vont être par l'adjonction de l'Espagne et du Portugal), pour la plus forte part, entre les mains d'une classe moyenne très nombreuse dans presque tous les états de l'Europe; et cette classe est la plus active, la plus jalouse de la propriété, et la plus vigilante pour la conserver ou pour l'accroître. L'ordre, l'habileté, augmentent chaque jour dans ses rangs. C'est parmi elle que se trouvent l'invention et la recherche des expédients économiques; et les lumières qu'elle a acquises depuis un siècle, ne permettent pas de croire qu'elle s'endorme jamais sur *un volcan*.

Grand fait accompli : une portion considérable de travailleurs sont arrivés à la propriété, petite propriété il est vrai, mais réelle; et par leur nombre ils n'en font

pas moins une force sociale active, un faisceau égal à tout.—Témoin les caisses d'épargne en Angleterre et en France. Beaucoup de campagnards participent à la propriété foncière; en Amérique, en France, en Prusse, en Belgique, en Hollande; l'Espagne également arrive à la division, au morcellement de la propriété foncière. Or, ce sont précisément ces *petites gens*, qui ont le plus d'avenir, par l'économie, l'ordre, la prévoyance, l'activité constante dont ils font preuve. Comment ne pas voir en eux des gardiens ombrageux de leur indépendance et du bien-être de leur première prospérité! Comment ne pas voir que les classes nombreuses sont désormais possesseurs copartageants du sol européen, et des richesses de toute sorte! Comment accomplir la réunion des champs et celle des manufactures, sans qu'ils en soient les promoteurs, et les parties prenantes et contractantes!!....

En droit, la production, le grand atelier des richesses est accessible à tous; et, ce qui est le signe de l'avenir, tous y accourent faire œuvre; et tous en remportent une part pour l'épargne; l'avarice a cessé d'un côté et de l'autre; l'imprévoyance et la prodigalité, le sentiment et la possibilité d'accumulation, se nivellent, en quelque sorte, entre tous les individus.

Les désirs des grands et des petits se font plus justement équilibre. La cupidité s'universalise; les désirs et les moyens, ou la volonté de les satisfaire, sont accrus dans les masses, sans croître propor-

tionnellement parmi les classes élevées; ou du moins les masses sont arrivées à un degré de puissance morale et de fait qui triomphe, et qui impose à ceux qui seraient tentés de les ramener à l'inégalité et à la misère. Elles font leurs conditions; elles passent des compromis avec les anciennes supériorités. Et tous ces faits-là ont force d'avenir : ils possèdent le siècle ; ils le marqueront dans la postérité! . . . .

Mais après tout, nous sommes ici dans une hypothèse bien concluante et victorieuse, contre toute réminiscence féodale.

Nous supposons la propagation des machines à vapeur fixes et des chemins de fer; mais cette double application suppose à son tour une grande et active production, une grande et active consommation. Pour produire et consommer beaucoup, il faut faire participer les masses à l'une et à l'autre œuvre; et, au pis-aller, il faut admettre qu'il y aurait ou une classe moyenne très nombreuse et très aisée, et à côté un prolétariat dénué; ou l'une et l'autre classe à peu près dans d'égales conditions de bien-être réel.

Sans doute l'Angleterre ne vérifie pas, elle contredit même cette induction; mais c'est que l'Angleterre fait exception bien évidemment, par son commerce extérieur, qui, étant le fondement de la richesse, en fait le grand atelier de production des consommateurs *cosmiopolites*, et permet ainsi à un petit nombre de capitalistes, d'avoir *à l'extérieur*

leurs consommateurs (et par conséquent les conditions d'une prospérité durable), et *à l'intérieur* une masse d'ouvriers-machines, des producteurs non consommateurs.

Mais supposez-la réduite à produire pour les consommateurs *nationaux intérieurs;* et l'Angleterre verra tomber en ruine ses établissements à vapeur, et ses chemins de fer, que les voyageurs auront cessé de fréquenter; ou l'Angleterre verra sa double aristocratie faire place à un peuple de consommateurs producteurs capitalistes. Or, nous supposons également la propagation successive et en définitive universelle, de ces machines et de ces chemins de fer, c'est à dire, un état de choses qui tend à rendre impossible la splendeur exclusive d'une nation qui ne fonderait principalement sa prospérité que sur le commerce extérieur.

Mais, même dans ce pays, malgré la prédominance excessive du commerce extérieur et des institutions féodales, le peuple *moyen* participe en grand nombre à la prospérité des hauts capitalistes, et s'avance vers une meilleure distribution.

En effet, le présent de l'Angleterre est-ce même son avenir prochain? N'est-il pas inévitable que si ses masses restent libres, elles se dégageront des dernières lisières de la féodalité; et que si elles retombent dans quelque servage, elles cesseront d'être la plus active des races, qu'elles cesseront même de pulluler, de se reproduire, disparaîtront sans postérité, et que le commerce passera à d'autres nations?

Il est vrai que la grande culture *tue* la petite; et de même la grande industrie. Mais on fait une étrange abstraction, si l'on entend par petite industrie, celle qu'exploitait la classe moyenne il y a cent ans, et depuis; car enfin ces petits industriels étaient en grand nombre, et n'étaient pas autre chose, pris en masses, que les ancêtres de la classe moyenne actuelle; elle possédait un certain capital: sans doute, elle aura vu ses bénéfices diminuer et finalement son industrie tomber; mais en réalité, ces petits industriels ont sauvé leurs fonds, ils n'ont pas subi une ruine complète; ils en ont fait usage ailleurs, et soit qu'ils aient quitté la carrière industrielle, soit qu'ils aient pris part à la transformation de la grande industr i, toujours leurs capitaux comptent dans la richesse actuelle. En un mot, si la petite industrie est détruite en certains pays, ou périclite en d'autres, ce n'est pas une raison pour que les petits industriels ou plutôt les petits capitaux aient disparu.

De même, en agriculture, on dit que la grande propriété absorbe la petite, mais il semble que nul n'est plus jaloux que les petits possesseurs, de leurs champs; ils ne les aliènent guère qu'entre eux, et ils sont encore en assez grand nombre pour qu'en se développant comme ils font, en intelligence et en volonté active, ils aient compris les avantages de l'association, avant que les gros capitaux soient venus profiter de leur gène pour les dépouiller.

La petite culture, d'ailleurs, a moins à craindre des exploitations en grand que la petite industrie. Le morcellement, dans bien des cas, produit un rendement aussi avantageux que la réunion.

On oublie ensuite qu'en Angleterre même, une classe moyenne très nombreuse possède des capitaux importants et que, dans la classe ouvrière, il existe une forte portion qui capitalise. On peut très bien s'en représenter l'importance par le chiffre des dépôts des caisses d'épargne, qui ne s'élève pas à moins de 500 millions aujourd'hui (1).

En France, outre la classe moyenne, outre les petits morceleurs, outre une division très libérale de la propriété foncière, on compte nombre d'ouvriers et de conditions qui capitalisent. Les caisses d'épargne y prennent chaque jour un développement qui prouve que tout va plutôt à la diffusion des richesses, à une distribution plus équitable qu'à une concentration féodale.

Dans l'hypothèse de l'existence des chemins de fer, nous ne comprenons pas qu'on songe à la féodalité; des chemins de fer ne sont possibles que parce qu'il y a beaucoup de voyageurs; et s'il y a beaucoup de voyageurs, il y a donc beaucoup d'hommes libres? car les esclaves, les serfs ne voyagent pas commercialement ni bourgeoisement,

(1) D'après un document parlementaire, le montant brut des sommes reçues dans les caisses d'épargne, en Angleterre, depuis 1817, époque de leur établissement, jusqu'en 1831, s'élève à 20, 760, 288 livres sterl. (plus de 500 millions de francs).

et s'ils voyageaient, ils se feraient bientôt libres.

Or, un homme, une masse libre, possède ; elle a un capital.

Où est donc la possibilité d'une féodalité industrielle avec les chemins de fer ?

Ainsi les forces motrices et les voies de communication par la vapeur, ou supposent l'aisance générale, et par conséquent la dissémination et la distribution de la propriété mobilière et immobilière ; ou elles la font naître, ou elles sont inapplicables.

Loin donc que nous puissions croire à une concentration féodale, nous sommes frappés de l'accélération avec laquelle tout le monde capitalise ; ce qui le prouve, c'est la vogue et le succès des entreprises par sociétés en commandite, par actions de peu de valeur. Et c'est un fait, que pour bien vendre aujourd'hui un grand domaine, débris des temps féodaux, il n'est plus qu'un moyen, celui de le diviser en un grand nombre de petits lots, c'est à dire de le mettre à la portée des petits capitaux. L'activité, la patience, se chargent ici de suppléer les avantages économiques de la combinaison des travaux et des ressources. C'est encore un fait, que pour l'utiliser et l'exploiter, on le *socialise* en décomposant sa valeur en coupons d'actions de 1000 ou 500 fr. et en le constituant en société en commandite.

Mais encore, ce n'est pas assez. En toutes choses, la vente est à qui produit aussi bon, *à plus bas prix*, c'est là tout le secret de la prospérité des nations à

l'avenir. Cette loi de l'économie sociale ou plutôt de l'intérêt privé, est-elle bien d'accord avec les intérêts de la civilisation et du bonheur intérieur de chaque nation? Ne s'ensuivrait-il pas que la Russie, par exemple, avec son servage, que les États-Unis avec leurs esclaves noirs, fussent dans les meilleures conditions sous ce rapport? Car la main-d'œuvre *humaine* étant un élément important du prix de revient, il semble que des bras d'esclaves et de serfs, étant à meilleur marché, les plus avilis, les plus dépréciés, les chefs producteurs, les seigneurs et maîtres d'esclaves aient un avantage signalé sur les chefs d'industrie des pays où il n'y a que des travailleurs libres, des salariés; et alors l'intérêt bien entendu de ces derniers pays serait donc de mettre tous leurs efforts à ramener l'ouvrier à la condition de serfs, et celui des premiers pays à maintenir le servage; en un mot, l'intérêt, ce serait d'universaliser la féodalité.

Heureusement, il n'en peut plus être ainsi, et l'émancipation générale est infaillible; car ce n'est pas principalement le taux du salaire qui opère la diminution de prix, ce sont les *machines*, la production par association et le perfectionnement des voies de transport, c'est enfin l'application en tout et partout des machines à vapeur et des chemins de fer. Or, précisément, tous ces merveilleux moyens directs des richesses sont en même temps des moyens indirects non moins merveilleux et efficaces de l'émancipation! Et puis, une grande production sup-

pose, entraine une grande consommation, et une grande consommation suppose que la multitude participe de plus en plus à la distribution des richesses; et puis, enfin, des masses émancipées prétendent constamment à cette distribution plus équitable!

D'ailleurs, pour employer des populations serves ou esclaves aux grandes œuvres d'une industrie avancée et *à bon marché* qui puisse rivaliser avec les industries des pays libres, nous l'avons vu, il faut les instruire solidement, les développer intellectuellement; il faut les voyages, la connaissance des autres États économiques et de civilisation; toutes choses fort émancipatrices de leur nature, dont l'effet est subtil et se joue de toutes les précautions du despotisme.

Il y a bien une partie d'ouvriers qu'on peut laisser dans l'ignorance et dont on peut à la rigueur faire d'utiles automates; mais, d'autre part, il faut former successivement, renouveler même un grand nombre de constructeurs, de mécaniciens, de chefs d'ateliers; et toute une autre classe très nombreuse *sous-moyenne* doit s'émanciper aussi, qui devient alors l'intermédiaire libérateur des classes plus inférieures encore, parmi lesquelles cette classe puisse elle-même incessamment se recruter.

Donc, en même temps que les machines réalisent l'abaissement de la valeur nominale des marchandises et des objets d'utilité, elles conspirent en faveur des travailleurs à l'augmentation de leur part de bénéfices dans les produits; eh! sans cela, à quoi bon

des machines qui viendraient, à proprement parler, ravir le pain à la masse de l'humanité?

Tel est l'admirable accord qui existera désormais plus que jamais entre le developpement industriel et l'émancipation du plus grand nombre; et ce qui en fait l'efficacité, c'est que l'effet civilisateur de ce développement est insensible, lent, indirect, et ne s'aperçoit que quand il est trop tard pour l'arrêter. Les puissances mauvaises sont prises par leur côté faible : la richesse, le faste a été le plus implacable ennemi des aristocraties, et il serait vrai, à ce point de vue, de regarder la richesse, le désir du bien-être, chez les *grands* surtout, comme le plus puissant libérateur des peuples.

Dieu n'a pas permis qu'il fût longtemps possible d'être riche *tout seul*; et les choses sont ainsi faites que, pour obtenir plus de jouissances, l'homme opulent, quel qu'il soit, est obligé d'en permettre, d'en laisser échapper quelques unes de plus pour ses semblables.

C'est ainsi que les seigneurs russes et le gouvernement moscovite lui-même appellent des ouvriers allemands en tout genre, des ingénieurs-mécaniciens, etc., en attendant que le développement intellectuel des masses *serves* permette de recruter les chefs réels de l'industrie dans l'empire même.

C'est ainsi qu'ils envoient expressément de jeunes Russes des classes asservies s'initier en France aux procédés industriels chimiques et à l'économie po-

litique européenne, dans les *écoles de commerce* de Paris.

Et, regardez-la faire, cette Russie constituée si féodalement; elle a pourtant une classe moyenne qui s'éclaire et se fortifie; qui se prépare à des destinées européennes; et, nul doute, le développement de l'industrie et celui des lumières se feront au profit de cette classe, à mesure que se propageront les moyens économiques à la vapeur.

D'innombrables terres ont été distribuées dans cet empire, depuis un et deux siècles, à des colons appelés d'Europe et protégés uniformément par les princes. La politique de l'autocratie russe a été constamment de créer une classe moyenne de possesseurs fonciers, de citoyens, de cultivateurs; elle favorise l'agriculture; elle fonde sa force sur la prospérité de la production et du commerce *intérieurs*, et, en opérant ainsi sur elle-même, sans parler encore des influences diverses qui l'envelopperont un jour dans l'atmosphère politique et morale de l'Europe, elle contribue sciemment, plus qu'aucune autre cause, à élever une classe rivale de la noblesse et à poser des limites à l'envahissement que celle-ci pourrait convoiter de la propriété mobilière et immobilière.

Ce que nous disons de la Russie, il faut, quant aux empêchements à une féodalité, l'appliquer littéralement à la Turquie, à l'Égypte, à toute l'Asie, et à plus forte raison à l'Espagne, au Portugal et à l'Italie.

Partout, la propagation du matériel économique moderne conduira les classes moyennes et les sous-moyennes au sentiment de leurs droits; elle les éveillera sur leurs intérêts, leur suggérera les moyens de les faire respecter, et de les améliorer pacifiquement.

Certes, ce n'est pas le pays du monde, l'Union-Américaine, où l'égalité des conditions est le plus voisine de son idéal, qui peut autoriser cette crainte de féodalité absorbante! Et, en voyant cette égalité s'y maintenir au milieu d'une foule de formes politiques nouvelles dont elle est peut-être la résultante obligée, comporter, cependant, un développement de richesse et une prospérité générale sans exemple, il est bien permis de croire que les États-Unis sont appelés à exercer une influence morale sur le reste du monde, laquelle ira directement contre les velléités de concentration féodale.

Également, les petits états de l'Amérique du Sud, qui restent campés dans la révolution, plutôt que de renoncer à trouver une forme et un milieu politiques qui leur assurent l'égalité des conditions ou qui satisfassent au besoin de liberté que leur inspire un radicalisme parfois chimérique, ne promettent pas de se constituer de manière à rappeler le passé à cet égard.

Il n'y a pas d'aristocratie de richesse, pas de féodalité possible, sans substitution, sans droit d'aînesse, sans mainmorte et immobilisation du sol.

Or, il semble que le partage égal dans les familles et tous les sentiments d'égalité que la religion et la

morale européennes ont mis au jour, qu'elles entretiennent et qu'elles prescrivent, suffisent pour acheminer, sans déviation ni discontinuité, à l'égalité des conditions : nul doute, elles continueront à multiplier leurs adhérents; et le prosélytisme, les efforts de prédication ne cesseront qu'avec le dernier privilége de ce genre.

Eh quoi! à l'heure même où cette délicate et critique transition économique va s'opérer, ne sommes-nous pas encore dans le mouvement *égalisateur* des richesses et des conditions, qui a produit la vente des biens du clergé et de la noblesse, qui a appelé une masse de citoyens à la propriété! Et l'Espagne et le Portugal ne nous montrent-ils point, par l'imitation des expédients de la révolution française, que chez eux encore, c'est la négation de la concentration féodale du sol et des richesses qui est en cause et qui s'accomplit. Il nous semble donc que les grands faits des temps modernes doivent bannir toute crainte à cet égard, et qu'ils devraient bien plutôt faire réfléchir à une autre exagération passagère: le morcellement du sol dans les mains de l'ignorance et de la routine.

Il demeure évident que nulle part, en Europe, il ne peut plus être question que de la domination politique d'une classe moyenne nombreuse; et que s'il y a un envahissement à redouter, et un despotisme, ce ne peut être que celui de cette classe : la féodalité, si elle est encore possible, ne peut avoir que cette forme.

Mais évidemment aussi, la féodalité des classes moyennes ne peut consister qu'en un frein mis à la concurrence *quand même*; qu'en des conditions ou des garanties exigées pour l'avancement, pour certaines franchises et certaines fonctions; qu'en un système enfin de réglementation élastique qui assure une certaine stabilité, compatible avec le mouvement et l'avancement de tous, et surtout du talent et du mérite.

Il y a même un rempart plus épais encore que les classes moyennes contre la féodalité. Outre la démocratie de ces mêmes classes moyennes, il y a, en arrière-plan, la démocratie radicale. Si quelque exagération est en prédominance d'avenir, c'est bien plutôt le démocratisme et la licence, que le féodalisme et l'autorité. L'Europe est sur la pente des excès de l'égalité, et non sur celle des excès de l'inégalité.

Il y a longtemps qu'on l'a dit : la démocratie coule à pleins bords; cela est toujours vrai, et le sera longtemps. Certes, tout ce qui se passe en Europe, depuis trois siècles, indique bien plutôt, qu'à moins d'une forte réaction dans les idées religieuses par l'expansion nouvelle des sentiments de vraie fraternité, ou d'un point d'arrêt coercitif dans l'anarchie, on arriverait un jour à la domination d'une multitude mal apprise.

Quant à l'imitation de l'industrialisme anglais, par les nations continentales, il est bien vrai qu'elle sera grande; mais ce sera l'imitation dans le bien.

L'importation des machines à vapeur et des chemins de fer comprend toutes les autres. Elle va se faire à l'envi non seulement à l'égard de l'Angleterre, mais entre toutes les nations européennes comme entre des individus éclairés qui, au lieu de s'en tenir à se jalouser, s'élèvent à comprendre qu'il est et plus généreux, et plus habile, et plus profitable à leur égoïsme bien entendu, de s'emprunter leurs qualités et leurs avantages mutuels. La Russie, la Turquie, l'Égypte, qui en sont désormais les satellites ou les émules obligés, seront également avant peu enveloppées activement dans cette grande coalition contre la misère et les privations.

Déjà la France, la Belgique, l'Allemagne, ont commencé le mouvement : que ne sera-ce pas quand les classes aisées et influentes auront visité, par caravanes nombreuses, les États-Unis, l'Angleterre, la France, la Belgique! Ce qu'ils auront admiré ou vu de commode, d'utile, d'économique, dans les pays étrangers, ils le voudront, ils le solliciteront dans le leur; en persuadant l'opinion, et par les élections, si c'est un pays représentatif; en se mettant à la tête des entreprises et en exécutant de leurs propres fonds, si ce sont des personnages d'une monarchie quelconque.

Les *docks*, et le système des *warrants*; les routes perfectionnées, l'éclairage au gaz, enfin tout ce qu'il y a d'innovations matérielles réellement bonnes et durables, seront importés avant cinquante

ans par chaque nation avec les modifications que comportent leur génie, leurs institutions, leur climat.

Les manufactures anglaises sur grande échelle, les exploitations agricoles étendues, et les procédés qui y répondent, seront aussi importés, moins toutefois le paupérisme qu'elles entretiennent et augmentent.

Dans les pays d'Europe où le gouvernement monarchique s'est souvent montré paternel, et chez les nations où les sentiments sociaux ont conservé un culte religieux dans les ames, les mœurs, d'accord avec le pouvoir, ne permettront pas ce phénomène affligeant de la misère croissant avec la richesse.

L'exemple de l'Angleterre est un grand enseignement pour les peuples et pour les puissances : il fructifiera; car le paupérisme est bien plutôt le résultat des circonstances politiques locales, des institutions transmises par la féodalité, et peut-être de l'indifférence égoïste trop prononcée dans le caractère anglais, que celui des propriétés inhérentes à l'association et à l'institution de l'industrie manufacturière en grand.

Ce qui le prouve, c'est que la taxe des pauvres était déjà établie, et l'on peut dire florissante, à l'époque du développement industriel, de l'établissement des manufactures et de l'application des machines. Nécessairement la conduite, les relations des maîtres-manufacturiers avec leurs ouvriers et la fixation des salaires durent se ressentir de ce re-

cours oujours possible des ouvriers à la charité paroissiale; les ouvriers furent de composition plus facile pour cette fixation, tenant toujours à user de ce recours pour n'y pas perdre leur droit par prescription, et par renommée d'aisance personnelle. Cette double ressource éventuelle leur suggéra de se livrer à l'imprévoyance, ils pullulèrent en songeant que la portion de leurs enfants qu'ils ne pourraient pas entretenir de leurs salaires, tomberait à la charge de la paroisse. Et tout cela s'est réalisé à souhait : l'enquête à ce sujet en fait foi. Il est prouvé que les manufacturiers se sont unanimement rencontrés dans le dessein d'exploiter l'institution de la taxe des pauvres à leur profit, et qu'ils se sont souvent même entendus avec les classes pauvres, eux pour bénéficier sur les ouvriers, et ceux-ci pour trouver ainsi avantage à décharger les manufactures et à charger la paroisse.

On ne permettra pas non plus, dans les pays d'Allemagne, que les enfants soient plongés avant l'âge dans ces serres chaudes où ils végètent comme les jeunes plantes privées du soleil et de la rosée du printemps : ni la Prusse, ni l'Autriche, ni la France, ni les États romains ne le souffriront à l'avenir. Nulle part le pouvoir ne comprendra que le *laissez-passer* emporte le droit de tout faire, même les abominations! La prévoyance sociale ne peut être ravalée à ce point qu'elle s'abdique dans ce qu'il y a de plus vital pour les sociétés. Enfin, les maux qui sont résultés pour les populations ouvrié-

res anglaises, de la concurrence effrénée; l'ébranlement qu'en éprouvent périodiquement les bases de la société, auront servi à en épargner de semblables aux peuples qui imiteront leurs procédés économiques.

Le fait du paupérisme anglais ne prouve qu'une chose : c'est que l'élan vers la production et la richesse n'est salutaire et désirable pour un peuple, qu'autant qu'il soit guidé et modéré par une politique élevée, libérale; que l'opinion impose aux intérêts privés par la pratique de la charité, le respect de la personne du prochain, et pousse fortement à une distribution de plus en plus équitable des richesses.

Nous pensons donc que la leçon est suffisamment donnée aux peuples qui vont entrer dans la voie légitime et féconde du travail et de la richesse; mais nous croyons aussi que si les gouvernements et les hommes de bien ne se montrent pas actifs, vigilants et habiles; la cupidité, l'intérêt grossièrement égoïste, maintiendra et créera longtemps encore des disproportions de ressources iniques et ne concédera aux générations futures le bienfait de l'aisance, de la liberté et des lumières, que moyennant la privation et le paupérisme des générations prochaines, et peut-être qu'après des crises sociales sérieuses.

Ainsi, des tentatives rétrogrades pourront avoir lieu; mais elles seront partielles et ne feront que ralentir le progrès : elles ne l'anéantiront pas. Toutefois il ne faut pas se perdre dans la rêverie et dans

la douce illusion des perfections idéales. La prochaine époque de l'Europe offrira encore des inégalités de richesse très fortes. Mais cette richesse ne donnera point à ceux qui l'auront la puissance politique et des priviléges antisociaux. S'ils veulent cette puissance, ils devront la conquérir par les mérites et les vertus, et pour la consacrer à l'intérêt général par le sacrifice et le dévouement.

Dès qu'il est entendu que l'inféodation des instruments de travail à un petit nombre est désormais impossible, il suffit de ne pas faire d'abstraction. En réalité, ce ne sera aucune classe qui aura le monopole exclusif des instruments mobiliers et immobiliers de la richesse et du travail. Que feraient donc les autres, ou la classe supérieure, ou la moyenne, ou la petite, ou le prolétariat?....

Et d'ailleurs que ferait et que serait une classe *supérieure*, si elle n'était point parmi les plus riches, et comment serait-elle l'une des plus riches si elle n'était pas coparticipante à la création des richesses et à la prospérité nationale; si elle n'était et la plus capable et la plus productive dans un nouvel état social constitué pour le travail et par le travail? Que ferait et que serait-ce une classe moyenne de même et ainsi des autres, chacune selon son importance relative?

Une mobilité mesurée existera donc dans les fortunes. Quant à supposer toutes les classes fondues et nivelées en une seule et unique classe; en vain on s'ingénie à tracer des démarcations idéales ou à

faire et défaire des classes. La réalité du partage, l'influence éternelle du flux et du reflux des passions et l'intervention des cas *fortuits* que nous ménage la fatalité des cas *majeurs* détruisent tout l'échafaudage. Les uns descendent un peu, et les autres s'élèvent d'autant; la roue de fortune fait moins de soubresauts; son mouvement devient moins irrégulier, moins saccadé, moins capricieux; elle tourne cependant encore, et elle tourne pour tous. Nul n'est exempt de ses boutades; car il n'y a plus inféodation nécessaire, légale pour personne. Nul n'est exclu de ses faveurs; car l'activité qui est libre et le sacrifice rapportent comme de l'argent sur l'état; et ce que le prodigue dissipe, ce que l'incapable abandonne, l'économe le recueille, l'habile le prend. Reste à savoir maintenant où trouver et comment amener un milieu social qui ménage plus de chances de bien-être matériel à *tous*, et en même temps plus de *liberté*.

XIV

L'ASSOCIATION SYSTÉMATIQUE ET LES GOUVERNEMENTS-ENTREPRENEURS.

Cinq systèmes principaux d'associations. — Jugement anticipé sur la valeur sociale de chacune de ces conceptions. — Faits qui semblent annoncer les gouvernements-entrepreneurs. — Interprétation de ces faits. — Dans quelles limites l'initiative et l'intervention des gouvernements, dans l'industrie, peut être tutélaire et avoir de l'avenir. — Nécessité de cette initiative dans les grandes transformations sociales. — Témoignages de l'histoire. — Convenance de cette intervention dans les circonstances actuelles. — *Précédents* à développer. — La *police économique* est une nécessité de tous les temps. — Limites nécessaires de l'intervention du pouvoir social dans l'industrie. — Dans quel but les pouvoirs sont institués à cet égard. — En quoi se résout l'association intégrale. — Abstractions fâcheuses.

Il n'y aura donc pas de féodalité industrielle proprement dite. Et néanmoins, relativement à l'état actuel de morcellement, d'isolement et de concurrence, il y aura centralisation, réunion des industries et des hommes pour la production, pour la circulation et la préparation en grand. Nous croyons en avoir inspiré la certitude en énumérant les faits nombreux et universels qui attestent l'esprit d'as-

sociation et ses combinaisons pratiques déjà réalisées.

Ici se représente la question du mode d'association que nous avons déjà abordée en appréciant les avantages et l'avenir des sociétés par petites actions.

Les avantages économiques de l'association ne sont plus contestés en théorie; c'est le mode qui en arrête l'application: ce sont les moyens qui manquent, et sans doute aussi la *volonté* et l'intelligence.

Dans l'état actuel de la science sociale, on peut ramener à un petit nombre de conceptions mères, tous les modes connus d'association, toutes les combinaisons économiques et sociales qui ont pour but de réunir les capitaux et les individus, les intérêts et les forces.

Il faut d'abord distinguer entre les systèmes : 1° ceux qui présupposent la non-existence du droit individuel de propriété absolue sur les instruments de travail, et par conséquent celle du droit d'héritage; en d'autres termes, ceux qui *socialisent* la possession ou la disposition du sol, des capitaux bruts et des capitaux animés.

2°. Ceux qui consacrent le droit de propriété directe absolue sur les instruments, les sources ou les conditions de la richesse et du travail, et par conséquent la transmission héréditaire, par le sang et la naissance; en d'autres termes, ceux qui *particularisent*, qui inféodent plus ou moins directement la possession des instruments de production en général aux familles et aux individus.

Il faut distinguer ensuite, parmi les premiers :

1° celui qui admet l'égalité de biens et de jouissances, à la lettre, sans propriété personnelle quelconque, sans distinction de mérites ni d'œuvres. Tout est ici *commun* à chaque instant. Il n'y a rigoureusement que l'acte de la consommation ou l'usage actuel qui légitime ou qui effectue l'appropriation individuelle. Les instruments de travail sont la propriété commune, mais inaliénable, de tous. Ceux qui travaillent davantage et mieux, n'en ont ni plus ni moins que ceux qui travaillent moins vite, ou moins bien.

2°. Celui qui, partant de l'inégalité de biens, ou plutôt de *rémunération* et de jouissances, prend pour devise sociale : *A chacun selon sa capacité, à chacun selon ses œuvres;* mais qui, partant en outre de l'autorité *par en haut,* rend un chef suprême juge infaillible et de la capacité et des œuvres. Ici, il y a des fonctionnaires *appointés :* il y a donc à quelques égards propriété individuelle absolue, en ce que chaque fonctionnaire dispose de ses émoluments en toute liberté, mais usant et abusant de sa chose à ses risques et périls, puisqu'il a devant lui le contrôle de son supérieur et la souveraine opinion que celui-ci se fait de lui. Chaque fonctionnaire est chargé de faire valoir tel ou tel instrument de travail, dont on le constitue détenteur, mais non propriétaire ni *bénéficiaire* obligé. Le pouvoir suprême le lui confie, le lui reprend, selon qu'il en décide. Un atelier est l'analogue relevé d'une caserne ; son personnel l'analogue d'une compagnie, d'un détachement, d'un batail-

lon, etc., avec ses chefs et sa hiérarchie depuis le roi, le maréchal, le général et l'état-major jusqu'aux sergent major, sergent, fourrier, caporal et soldats.

3°. Celui qui, procédant *par en bas*, c'est à dire admettant, conservant et fécondant le principe de la souveraineté du peuple, et l'étendant à toutes les sphères de l'activité sociale, maintient l'inégalité de jouissance et de rémunération, ou plutôt la laisse facultative, en ce qu'il laisse chacun se faire l'instrument de sa destinée matérielle; et rend le peuple juge des mérites et des œuvres, par l'élection, le concours et le jury dans toutes les branches du travail.

Ici, il y a propriété individuelle absolue, en ce sens que l'on dispose comme on le veut de sa part d'émolument, de son bénéfice, auquel on a droit tant qu'on est jugé digne de la fonction par l'élection ou l'acclamation publique dûment constatée; c'est à dire tant qu'on en remplit religieusement les devoirs et les charges. — La part de richesse de chacun est proportionnée à la durée du travail beaucoup plus qu'à la qualité de ce travail. Le talent, le mérite ne sont comptés que devant Dieu, car on admet le sacrifice et le dévouement pour base de l'association: chaque fonctionnaire est donc principalement récompensé par la renommée publique, par la satisfaction qui lui en revient, par son élévation à une fonction où il puisse acquérir plus de mérite en acceptant les sacrifices qu'elle présuppose et les services qu'elle rend. Ici la capacité, le talent

n'a aucun droit, s'il est isolé du dévouement et de la moralité.

Le droit présuppose le devoir ; c'est l'élection, le concours, le jury, qui disent si l'on a rempli le devoir, si l'on est digne du droit : mais tant que l'on est maintenu en sa fonction, on jouit de ses émoluments en pleine et complète propriété, comme étant une condition de la liberté individuelle; et l'on jouit de la liberté comme étant une condition de mérite ou de démérite devant Dieu. L'économie politique de cette association est fondée sur cette sentence de saint Paul : *que celui qui ne veut pas travailler ne mange pas :* et la hiérarchie et la rémunération individuelle se basent sur ce commandement de l'Évangile : *que celui qui veut être le premier de tous, soit le serviteur de tous.* Saint Pierre et saint Paul n'étaient point *appointés* matériellement selon leur capacité et leurs œuvres, ni même selon leur mérite. Or tout membre d'une société est apôtre au petit ou au grand pied.

Cette combinaison a son idéal, son origine et ses prémisses informes dans la république chrétienne de la primitive église.

C'est la contre-partie du principe de l'autorité par en haut; de l'infaillibilité papale catholique telle qu'elle a été entendue depuis le moyen âge. C'est encore le principe de la souveraineté du peuple religieusement entendue.

Il faut distinguer enfin, parmi les seconds systèmes, c'est à dire parmi ceux qui sanctionnent le

droit de propriété individuelle sur les sources de la richesse, et l'héritage suivant la naissance :

1°. La combinaison qui se pratique actuellement par toute la terre, avec des variantes plus ou moins grandes; celle qui fait des *maîtres* et des *ouvriers*, des *capitalistes* et des *salariés*. Ce mode qui a pour lui l'imposante autorité de la sanction du temps et d'une tradition presque universelle n'en est pas moins étrangement imparfait: et, à vrai dire, loin d'être un semblant d'association, il est bien plutôt la négation de toute espèce d'association. Ici le *capital* est un seigneur qui engloutit tous les bénéfices; et le *travail* un esclave qu'on force à soulever des montagnes.

Ici l'inégalité de biens et de jouissance est forcée, imminente, et toujours à son maximum. Pour tous ceux qui n'ont pas hérité une terre, un capital mobilier de leur famille, il n'y a que le salaire; et le salaire est une somme incertaine, souvent flottante, que l'offre et la demande, que les transactions des forts et des faibles font grosse ou médiocre, insuffisante ou nulle.

Au contraire, il suffit d'avoir la propriété d'un instrument de travail, la disposition ou la possession d'un capital pour s'*approprier* de plus en plus les instruments du bien-être et de la liberté positive. Le maître peut s'enrichir, faire la plus brillante fortune, c'est à dire s'approprier chaque jour de nouveaux instruments de production, à l'aide et par l'intermédiaire forcé des bras du non-capitaliste,

grâce au *travail* du salarié, au même moment où celui-ci croupira peut-être, lui et sa famille, dans la plus profonde misère : témoins les gros manufacturiers anglais et la plèbe déshéritée de leurs établissements.

Dans ce mode d'association, il est d'ailleurs infaillible qu'un petit nombre monopolise, s'*approprie*, s'inféode presque tous les revenus, presque tous les instruments ou les conditions de ces revenus : le sol, les manufactures, les emplois publics, les fonctions politiques, etc., en un mot la liberté ; car le capital a par lui-même une vertu reproductrice ; la vertu d'attirer à soi la grosse part du lion dans les bénéfices de la production générale ; car il suffit de le *louer* ou *prêter* moyennant un *intérêt* qui est toujours en disproportion énorme avec celui qu'on accorde au salarié, lequel loue et prête ses bras, sa force et sa vie.

2°. Enfin, il faut distinguer le mode d'association qui, réunissant les instruments de travail, sol, matières premières, établissements, etc., en constitue un fonds social inaliénable, une *raison sociale* où la mise de chacun est représentée par un *coupon d'action*, négociable et transmissible comme un coupon de rente ; et qui, confondant dans une solidarité effective les capitalistes et les ouvriers, les riches et les pauvres, et établissant une sorte de compromis entre le capital, le travail et le talent, préfixe pour chacun d'eux une proportion telle quelle

de participation dans les bénéfices de l'œuvre économique collective.

Pour cette fois, le capitaliste ne peut pas s'enrichir sans que le salarié ne trouve proportionnellement plus de bien-être. C'est en cela que consiste la solidarité; mais, comme le capital a toujours une vertu reproductrice, il est inévitable que des inégalités tranchées et forcées de richesses se manifestent encore parmi les coassociés, même abstraction faite des passions. Cependant, nous n'avons pas besoin de dire combien cette combinaison est supérieure au mode vulgaire de l'isolement et de l'anarchie des intérêts et des travailleurs; et quel progrès réaliserait son adoption générale.

A cette systématisation se rattache fondamentalement la doctrine de Ch. Fourier, ou plutôt ce penseur original; l'une des lumières de la critique économique moderne et de la science de l'association, en est bien et dûment l'auteur.

Les sociétés en commandite par actions, si à la mode aujourd'hui, sont une des variétés de ce type, ou, si l'on veut, elles sont greffées par anticipation instinctive sur l'un de ses éléments; mais il y a cette extrême différence qu'elles n'associent que les capitalistes entre eux, c'est à dire ceux qui ont; mais qu'elles laissent les ouvriers à la porte de l'association, et que souvent même ces sociétés déguisent une *coalition* du capital contre le travail, de l'intérêt ou *dividende* contre le salaire. D'ailleurs, elles tiennent à peine compte de l'habileté et du talent.

Les dividendes se partagent entre les actionnaires au prorata de la seule *mise*.

Certains établissements où l'on commence à admettre plus ou moins timidement les ouvriers salariés à une participation légère et facultative, arbitraire, fortuite dans les bénéfices, sont également des tendances qui partent de la même conception, qui y mènent, ou en sont inspirées.

Nous verrons bientôt ce qu'il faut penser de chacun de ces systèmes considérés comme devant s'universaliser; et nous aurons aussi occasion d'exposer les voies et moyens de la plupart d'entre eux.

Pour l'instant, voici nos conclusions :

Le premier genre d'association a toujours été un rêve et il en sera un longtemps encore, car il suppose la perfection absolue dans chacun et dans tous.

Le second ne l'est pas moins, car il suppose l'aliénation de la liberté (ce qui est une autre manière d'exiger une sorte de perfection) au profit des supérieurs respectifs, en remontant du plus infime jusqu'au père suprême ou souverain pontife qui à l'infaillibilité et qui dispose de chacun au *temporel* et même au spirituel par droit divin d'inféodation.

Le troisième, si nous ne consultions que *ce qui doit être* selon notre idéal de perfection et notre foi, abstraction faite de *ce qui est*, c'est à dire des circonstances humaines, du temps et des passions, le troisième, nous le déclarerions le plus conforme à la justice distributive fondée sur le principe de fraternité et du devoir devant Dieu.

Le quatrième se trouve écarté par ce que nous en avons dit :

Quant au cinquième, si, comme nous le devons, comme il est raisonnable de le faire, nous considérons l'état actuel de l'*éducation du genre humain;* les habitudes tenaces, les préjugés, les idées fausses, les mœurs grossières de la multitude, les sentiments de famille toujours aveugles et farouches; en un mot, les insuffisances morales, intellectuelles et sociales du siècle, évidemment c'est le cinquième qui a le plus de chances de réalisation, et que paraissent devoir seconder toutes les influences indirectes que nous constatons dans cet écrit.

Mais ne l'oublions pas, et c'est ici le lieu de le constater, cette dernière combinaison, en maintenant la vertu reproductrice du capital, consacre l'obstacle fondamental à toute distribution équitable des avantages sociaux et en particulier des utilités de l'ordre matériel; elle fortifie la barrière d'airain qui sépare les aristocraties des bourgeoisies, et les bourgeoisies du prolétariat.

Ce système néanmoins, nous l'avons dit, est aujourd'hui en ébauche et en promesses dans les sociétés en commandite par actions; il est adopté et il se propage comme une forme qui a puissance d'avenir; qui, par conséquent, se perfectionnera en se complétant. Déjà elle est compatible avec la liberté et avec l'égalité des conditions, avec l'émulation et le progrès. Elle se prête à une foule de combinaisons qui lui donnent l'élasticité que peuvent réclamer les cir-

constances sociales et les milieux les plus divers.

Nous ne nous arrêterons pas à montrer le caractère chimérique ou funeste des deux premiers modes.

Les maux, les inconvénients si nombreux d'une concurrence individuelle effrénée à mesure que se propageaient les machines; l'accroissement du paupérisme partout où s'élevaient et prospéraient des manufactures; la nécessité et cependant l'impossibilité apparente d'y porter remède directement et systématiquement, sans ôter au capital son intérêt, sa part dans les bénéfices de la production; sans ôter aux chefs industriels le droit de disposer à leur gré des instruments de cette production; les effets fâcheux du morcellement en toutes choses et les avantages économiques de la réunion, voilà ce qui explique en partie, mais ce qui ne sanctionne nullement ces tentatives théoriques et pratiques d'associations parfaites.

Toutefois, ces utopies ont donné lieu à des conceptions plus ou moins heureuses que nous ne pouvons passer sous silence, attendu qu'elles puisent leurs éléments dans des données plus positives, plus actuelles, et que d'ailleurs elles ne méconnaissent pas au même degré la nature imparfaite de l'homme, la légitimité de ses droits ou les insuffisances du siècle.

L'association et l'industrie peuvent être laissées complètement au libre mouvement des intérêts particuliers, ou être constituées et régularisées sous la direction et la suprématie du gouvernement.

Or, les régies du tabac, de la poudre, du sel, et la direction des ponts et chaussées, qui ne sont que de grandes entreprises d'industrie où l'on salarie un nombre immense d'ouvriers; celle des armées, celle des prisons qui deviennent de véritables ateliers de production publique en concurrence avec l'industrie privée; tout l'ensemble des administrations, à partir des ministères jusqu'au garde champêtre; l'innovation de régiments transformés en travailleurs publics, et puis la proposition de constituer un système de banque sous la direction du gouvernement, système qui aurait pour fonction de commanditer les petits industriels et par là de régulariser la production et de tenir les travailleurs en respect; et l'institution récemment modifiée des caisses d'épargne qui permet à la caisse des dépôts et consignations d'utiliser industriellement les capitaux accumulés de ces caisses d'épargnes, ou de les consacrer à l'exécution des grands travaux publics sous la direction même d'un corps public; la fortune des rentiers confiée *perpétuellement* à l'État comme celle des ouvriers l'est passagèrement; les douanes, les impôts, etc., apparaissent à de bons esprits comme des germes non douteux de la future initiative gouvernementale dans l'organisation du travail, de la substitution ultérieure du gouvernement à la direction des chefs anarchiques et directement intéressés de l'industrie.

Nous les considérons, nous, comme des moyens heureux, *indirects*, de pondérer les intérêts, de ré-

glementer le travail, de mettre dans les relations industrielles un élément d'ordre, de justice et de régularité; en un mot, de faire fonctionner tout ce grand mécanisme du travail, comme s'il avait une organisation positive et rigide.

C'est là, en effet, un admirable produit de l'instinct général de l'humanité en état de société; une résultante savante, un compromis profond des deux éternelles impossibilités : la *liberté absolue* et l'*autorité absolue;* la seule combinaison douée d'une élasticité qui fasse que la liberté individuelle existe, et que, néanmoins, l'intérêt général soit suffisamment satisfait et garanti, et que l'avancement des choses humaines soit possible.

Par cette action indirecte, l'état se trouve le régulateur non trop rigide, tient la haute main, empêche les écarts, facilite la bonne voie, et, cependant, laisse chacun dans les meilleures conditions *terrestres* de se faire l'*enfant de ses œuvres*. Ainsi l'état, le pouvoir social ne dira point à chacun : Voilà ta fonction, voilà ta part; mais il dira au maître : Ces enfants, vous ne les ferez pas travailler avant tel âge, plus de tant d'heures. Et, aussi, quand un bienfait pour le grand nombre semble vouloir se dégager de l'ensemble des événements, il vient agrandir l'ouverture de sa main puissante, et aider à l'œuvre de perfectionnement voulue par l'opinion dominante, c'est à dire au résultat combiné de l'intervention providentielle et des efforts généraux.

Nous croyons que, renfermées dans ces limites,

l'initiative et l'intervention gouvernementales ont de l'avenir, et qu'il en résultera les combinaisons et les attributions de garantie et de contrôle les plus salutaires et les plus désirables pour l'ensemble des intérêts de l'industrie et du commerce.

Le grand élan vers la richesse, la complication des intérêts laissés libres au milieu de l'arène prodigieusement agrandie de la concurrence, et de l'horizon du monde commercial; et surtout les essais de transformation féodale, ou d'analogues qui seront faits pendant l'époque de transition que vient hâter et faciliter la propagation des chemins de fer et des autres forces économiques, commanderont ce rôle actif et assez direct du pouvoir dans chaque pays.

Il est impossible qu'une grande transition sociale ou économique aille à bonne fin sans l'intervention d'une puissance publique forte, énergique, qui a compris les exigences du siècle, qui s'est assise au cœur de la nation, et s'appuie sur l'amour des peuples. Jamais, dans l'histoire, cela ne s'est vu, et pour ne citer que notre histoire nationale et les temps modernes, nous rappellerons l'intervention de Constantin et des empereurs dans la révolution religieuse du christianisme; les querelles et les perturbations causées par les hérésies d'Arius.

Celle des papes et des rois de la première race dans la régularisation de la vie monastique, et des intérêts économiques qui s'y rattachaient.

Celle de Charlemagne au IXᵉ siècle, pour la tentative de centralisation et d'unité nationales, et prin-

cipalement pour la codification des droits et des relations des diverses classes.

Celle de Hugues Capet pour l'organisation du grand corps féodal naissant, jusqu'à lui épouvantablement anarchique.

Celle des rois de sa postérité, lors du grand mouvement émancipateur des communes.

En un mot, tous les événements majeurs de notre société française et de l'Europe, depuis 1800 ans, déposent de l'initiative et de la part principale d'un pouvoir national dans le dénouement de toutes les crises sociales, et dans la bonne issue des époques de transition.

Le système des sociétés en commandite, celui des banques, par leurs abus, par leurs inconvénients et leurs dangers prévus, appellent déjà cette intervention aux États-Unis, en Angleterre et en France. Il suffira de quelques restrictions, et du contrôle public pour faire de ces heureuses combinaisons les instruments les plus efficaces de la richesse et de la prospérité générales.

Sans cela, ne voit-on pas qu'avec la moindre velléité de coalition, les banquiers deviendraient une puissance de fait, qui contre-balancerait et pourrait contrarier l'action du pouvoir social le mieux intentionné. C'est au reste ce que présage assez l'affaire pendante des banques aux États-Unis, dans un pays où, cependant, les traditions de féodalité sont inconnues ou en horreur.

L'exécution de grands travaux publics et des chemins de fer en particulier fait également sentir, nous l'avons suggéré, la nécessité de cette intervention, si l'on ne veut pas inféoder une source majeure de bénéfices industriels ; la propriété des voies publiques à un petit nombre de grosses compagnies et faire dépendre les progrès futurs des voies de communication, des considérations inextricables de *droits acquis*, d'intérêts *violés* ou *compromis*, d'*indemnités*, etc.

Le gouvernement intervient dans l'exercice de professions nombreuses et importantes ; celles d'avocat, de médecin, d'avoué, de notaire, de boulanger, de marchand de vins, de pharmacien, de marchand de comestibles en général ; il fait détruire les viandes, les poissons et les légumes dont la qualité peut compromettre la santé du consommateur ; il impose au marchand un poids *légal*, un mètre *légal*, une capacité de liquide *légale*, et il intervient ainsi indirectement dans la *quantité* et toujours au profit du consommateur, de l'intérêt général.

En élargissant, en poursuivant cette direction, en se pénétrant de cet esprit, on voit comment et jusqu'où l'intervention de la *police économique* peut aller sans violer aucun droit, ni gêner aucune liberté ; au contraire, en favorisant singulièrement l'intérêt général dans la conduite de la production, de la circulation et de la consommation des richesses : or cela s'effectuera selon les circonstances et les difficultés qui se présenteront, et à mesure que s'avancera

la transition industrielle dont nos véhicules nouveaux sont évidemment les puissants auxiliaires, sinon toujours les causes déterminantes.

Cette intervention de la police sociale dans l'économie industrielle d'une nation est une nécessité de tous les temps, et semble encore un élément constitutif de toute société qui mérite ce nom.

A Athènes, et dans toute la Grèce; à Rome, il y avait des magistrats nombreux préposés à la vente sur les marchés publics, à l'importation des blés et aux approvisionnements; ils décidaient souvent sur la qualité, sur la quantité et même sur le prix; car l'accaparement, la spéculation mauvaise, y étaient moralement et légalement réprimés et sévèrement punis.

Si ce n'était superflu pour notre sujet, nous montrerions qu'il en fut de même en Égypte, en Chine, et partout enfin où une société nombreuse vécut dans l'ordre quelque temps, prospère et en sécurité.

Mais si les limites de cette intervention indirecte ne doivent s'arrêter que là où des circonstances majeures ne viennent point en commander l'exercice, elle ne peut néanmoins aller jusqu'à être absolument l'état normal d'un pouvoir, en le constituant souverain au temporel et au spirituel, chef directeur général de l'industrie d'un peuple, du travail individuel; possesseur absolu et distributeur facultatif des instruments de travail et des fonctions; rémunérateur arbitraire des œuvres, et juge souverain des capacités.

Les gouvernements ne peuvent pas forcer les individus à faire leur propre bonheur malgré eux ; mais ils sont là pour les empêcher de faire celui du grand nombre; et le grand nombre, quand il est libre, tend toujours à profiter de toutes les ressources actuelles pour aller au devant d'un plus grand bonheur qu'il envisage.

Donc, on peut le prévoir, l'association sera facultative et les gouvernements ne gêneront sérieusement en rien les tendances générales des peuples à cet égard, ou ils seront châtiés.

L'association ne sera donc pas le produit d'une doctrine unitaire et théocratique, un système de toutes pièces, uniforme pour tous et partout. Les ouvriers ne seront pas enrégimentés à la façon de nos soldats ; ils ne manœuvreront point comme une compagnie, au son du tambour, ou à la voix d'un capitaine, sous la contrainte et l'exactitude d'une discipline impitoyable.

Chacun ne sera pas mis à une place fixe, qui mesure exactement et pour longtemps sa portée et sa capacité, et qui détermine sa part de jouissances.

Chacun n'aura pas davantage le libre essor de ses passions ; et de longtemps (il est permis de le regretter toutefois) chaque atelier, chaque village n'aura point toutes les utilités, tout le luxe et le superflu que l'on peut rencontrer dans les faciles imitations des contes des *Mille et une Nuits ;* et pourtant, l'association sera; elle sera, non parce que des philosophes l'auront systématisée d'avance

et auront conseillé aux peuples de s'en pénétrer à leur guise; mais parce qu'elle deviendra de plus en plus une *nécessité*; elle sera, enfin, par des moyens dont il n'est peut-être pas impossible de prévoir les caractères et les résultats principaux.

L'humanité est trop logique et trop avide du bien-être pour ne point être avare de ses forces, et aimer l'économie des ressorts; mais elle est encore plus avide de liberté et d'égalité. Ce que l'homme cherche, c'est le bien-être, mais aussi la liberté; et il est ainsi fait, en général, qu'au besoin il sacrifiera le bien-être à la liberté; sa conduite a toujours abouti à ceci : temporiser pour le bien-être plutôt que de compromettre la liberté.

C'est pourquoi, lorsqu'elle ne pourra concilier l'un avec l'autre, lorsque les combinaisons industrielles ou politiques qu'on lui proposera ne seront pas compatibles avec une certaine élasticité d'indépendance, dussent ces combinaisons satisfaire la pensée, réaliser un certain ordre (l'ordre de la mort et de l'esclavage), dussent des richesses se perdre par la complication de moyens plus propres à lui laisser ses franchises, et le mérite du bien comme la responsabilité du mal, l'humanité se consolera en souffrant dans son bien-être, et s'en tiendra au moindre des maux.

Sans doute, l'association intégrale des facultés des hommes est désirable, mais elle se résout dans la question de fraternité parfaite et universelle; et ici encore, il faut se garder du cercle vicieux : ce

qui doit précéder, ce n'est point la combinaison matérielle et économique, c'est la fraternité, ce sont des hommes moraux coulés au moule du christianisme. Faites des *frères*, et l'association universelle sera accomplie ou possible.

Le problème de l'association, donc, a été mal posé dans ces derniers temps. Comme nous allons le voir bientôt, tout se réduisait à une question de moralité : les uns en ont fait une question purement économique; les autres une question à peu près gouvernementale.

On peut s'attendre que les nations accepteront tous les modes d'assurance et de solidarité *indirecte* et qu'elles repousseront la solidarité rigide que leur conçoivent les penseurs utopistes, et qui est celle de la caserne. Sans cela il y a longtemps que les peuples se seraient constitués en vastes communautés, monastiques et autres. Dans le plus prochain avenir, la combinaison des intérêts avec la faculté de se mouvoir; les *assurances mutuelles* perfectionnées, tiendront lieu des gouvernements-banquiers-entrepreneurs.

Beaucoup de combinaisons seront essayées en fait d'association; car la destinée de l'humanité est de s'assujettir de moins en moins à l'uniformité, à l'unité roide. Il faut à des circonstances diverses des formes diverses. En général, chaque branche d'industrie, chaque climat a ses variantes obligées : tous ne peuvent pas se plier aux mêmes combinaisons; et puis les caractères, le génie des peu-

ples, les races, les préjugés; en un mot, les différences dans les degrés de civilisation entraînent les différences dans le mode de travail, comme dans les formes des mœurs; il y a plus : tout en poursuivant le même but définitif, les peuples y atteignent par des routes diverses. Il y a toujours l'avant-plan et l'arrière-plan ; les premiers et les derniers : ceux qui finissent et ceux qui commencent la tradition, le mouvement et l'avenir. Car c'est faire une grande et fâcheuse abstraction que de confondre toujours, comme on le fait, les trois temps : le passé, le présent et l'avenir; et le petit et le grand nombre : et de parler de la société, du peuple, etc., comme s'ils étaient *un* absolument, ou comme s'ils se renouvelaient *intégralement* à des époques données ; comme si enfin une société n'était pas toujours vieille et jeune tout à la fois; et un peuple, toujours altéré dans son unité et son caractère par l'apparition et la disparition continuelles des générations qui le composent.

Cependant les sociétés ne sont jamais vieilles, ni jeunes. Même alors qu'on aperçoit qu'il existe plus de signes de décadence ou de régénération, il y a toujours un présent qui s'en va et un avenir qui apparait : quatre et six cents ans après que la croyance de Jésus-Christ fut propagée et acceptée, il y avait encore le vieil empire romain avec sa croyance païenne.

NOTES.

NOTE 1 (page 10).

De bons esprits, de sincères partisans du progrès, frappés des inconvénients réels des machines, conseilleraient volontiers de rétrograder vers la petite industrie pour éviter les douloureuses crises de la transition qui nous mène à la grande. On professe même en ce sens à Paris, dans une chaire publique d'économie. Nous ne dirons pas que c'est déplorer le mouvement auquel on a contribué soi-même comme ami du mieux, que c'est vouloir la fin sans les moyens. Nous répondrons uniquement qu'il faut en prendre son parti comme de tous les grands faits de l'ordre fatal : le *statu quo* est tout aussi impossible en économie industrielle qu'en politique. Sans contredit, il faut avancer avec réserve, savoir temporiser, porter le soulagement et l'indemnité partout où c'est juste et possible. Nous verrons même avec plaisir l'opinion publique investir les pouvoirs représentatifs des prérogatives suffisantes pour diminuer les inconvénients de cette substitution des machines aux bras de l'ouvrier; mais, prononcer anathème contre les machines, c'est, nous le répétons, chose vaine : il faut tout simplement s'efforcer de régulariser leur action sur l'ensemble des industries et des positions compromises; car l'heure de la petite industrie est venue, et la tâche de l'économiste consiste beaucoup moins à conseiller de s'y entêter superstitieusement ou à en déplorer la disparition qu'à rechercher les *moyens* de faire manœuvrer la grande industrie au profit de tous, comme ce doit être le résultat dernier

de l'application progressive des grands mécanismes économiques. Le sens providentiel de ces belles inventions est au delà des inconvénients et des abus actuels auxquels leur propagation donne lieu.

La grande industrie, il est vrai, telle qu'elle se produit en ce moment, aboutit à diminuer la *liberté* des petits industriels pour augmenter d'autant celle des grands; mais ces mêmes économistes semblent supposer qu'il en sera ainsi à jamais, et qu'une concentration féodale en résultera avant peu, avec son cortége obligé de servitude et d'abaissement moral pour la multitude.

Pour nous, quand nous interrogeons le passé et écoutons le présent, notre foi dans l'avenir est telle, que la féodalité industrielle ou autre qu'on prédit et qui sera peut-être essayée ne nous semble devoir figurer, dans la vie des peuples modernes, que comme un prélude obligé d'une organisation industrielle souverainement plus parfaite et plus équitable que tout ce que nous savons des sociétés anciennes. Aussi hâtons-nous de tous nos vœux l'accélération de ces transformations économiques par l'application *en grand* des machines à tous les travaux qui s'y prêteront; persuadés que si, dans quelques siècles, elles effectuaient tous les travaux pénibles de nos ouvriers, il y aurait non seulement une population aussi nombreuse qu'aujourd'hui, mais infiniment plus intense que jamais, et plus libre, nul doute.

Comment craindre, en effet, que les machines ne manœuvrent au profit exclusif d'un petit nombre, et que tous les ouvriers dont elles tiendront lieu alors ne cessent de se reproduire et que la population ne diminue de toute cette portion d'hommes qui ne seraient pas propriétaires de machines, du sol ou d'un capital quelconque? Loin de redouter la multiplication des machines économiques, il faut la désirer au contraire, sur cette simple réflexion que, dans le passé, les hommes se sont précisément multipliés sur la terre en raison de la multiplication des machines économiques, et qu'ils ne sont, aujourd'hui que tant de machines les remplacent, ni plus ignorants, ni plus disproportionnément riches, ni enfin, moins libres en masse,

que les hommes des temps où l'on en était encore à inventer le soc et la charrue. On doit le reconnaître, toutefois, presque toujours et surtout aux époques du *laisser-faire industriel* et *commercial*, un mécanisme supérieur, une invention économique quelconque, devient une source de monopole *de fait* pour ceux qui l'ont conçue et qui l'exploitent; mais dans la vie d'une nation, ces priviléges sont passagers; et en réalité, l'intérêt général y met bon ordre : l'humanité, la société européenne, les peuples, disons mieux, la Providence saura bien, par les évolutions politiques et morales qu'elle imprime, quand les temps en sont venus, aux volontés collectives qui contrarient ses desseins, la Providence saura bien *socialiser* les bienfaits des machines, c'est à dire en faire jouir tout le monde.

La *terre*, le *sol*, cette *grande machine par excellence*, n'a-t-elle pas été *concentrée* à l'excès dans la plupart des sociétés primitives, et même au début de toutes nos sociétés modernes européennes?

Cependant, en définitive, elle est devenue le lot d'une population de jour en jour plus nombreuse, et tout présage dans les tendances actuelles à la mobilisation des valeurs immobilières, que de nouvelles combinaisons feront participer, généralement dans l'avenir, la majorité des hommes sinon absolument à la propriété du sol, du moins à la consommation de ses produits, ce qui est tout un pour la vraie liberté et le bonheur des masses.

Il en sera de même des machines en général. Ces instruments de travail, aujourd'hui monopolisés en apparence par quelques capitalistes, deviendront un mobilier ou matériel national fonctionnant au profit de tous; profit inégal sans doute, mais réel et grandement senti pour la plus infime partie de la population. La masse des peuples en retirera et plus de liberté et plus de bien-être; tout comme elle a retiré de la vulgarisation des charrues, des chariots, des instruments aratoires en général, des machines hydrauliques, des moulins, etc., cette franchise de ne plus faire les fonctions de bêtes de somme; car il faut bien se souvenir que les fardeaux qu'aujourd'hui le conducteur d'une voiture fait *traîner* par un atte-

lage, autrefois il les traînait *sur ses propres épaules*, et pour ne citer que cet exemple, on voit que, grâce aux machines inventées successivement par nos ancêtres, il y a, en fait de liberté entre l'homme peuple du XIXe siècle et l'homme peuple du VIe ou VIIIe toute la différence d'un cheval à son conducteur.

NOTE 2 (page 11).

L'universalisation des chemins de fer suppose : 1° l'existence du charbon et du fer dans toutes les régions du globe habitable, ou celle de quelque combustible et de quelque métal qui remplacent ceux-là ; 2° que ce moyen de transport soit assez parfait pour remplacer avec grand avantage ceux qui existent, et faire attendre longtemps une invention *praticable* reconnue supérieure encore.

Or, la supériorité relative des chemins de fer actuels sur les moyens connus, pratiqués et praticables, n'est pas douteuse. Moyen barbare devant l'idéal de perfection de la locomobilité humaine, tel que le conçoit la plus prosaïque imagination, il n'en est pas moins un pefectionnement notable, vu notre pauvreté passée et actuelle. D'ailleurs, il promet de se perfectionner : déjà il est question d'un *rail* unique au lieu de deux. Il n'est peut-être pas impossible que l'on arrive à rendre le rail ou les *rails mobiles ;* et, dans ce cas, l'excessif inconvénient de labourer et bouleverser la surface du territoire, la voûte du globe, au prix d'efforts gigantesques, de terrassements, de remblais et déblais énormes, et d'en ravir à l'agriculture la portion la plus fertile, etc., n'existerait plus ; l'autre inconvénient de rendre les chemins de fer impossibles dans les pays de montagnes ou très accidentés disparaîtrait également. Un char locomoteur transportant avec soi ses rails monterait et descendrait les côtes sans exiger ni déblais ni remblais préalables. Toutefois le nouveau procédé se sentirait encore de la barbarie ; il prendrait toujours son point d'appui sur le sol ; il supposerait toujours comme matière et condition de son fonctionnement l'extraction pénible de quelque métal et de quelque combustible, aux profondeurs de la planète.

Ceux donc qui semblent tentés de repousser les chemins de fer actuels sur ce qu'ils sont encore dans l'enfance devraient également rejeter ces derniers expédieuts, sur cette raison qu'ils sont inférieurs à un *mécanisme aérien* que la *folle du logis* se figure comme possible et que l'aérostatique semble faire entrevoir dans l'avenir; mais nous pensons que, réduite à ces termes, la critique des chemins de fer aboutit à la déraison ou à l'utopie rêveuse.

Quant à l'existence des gîtes de houille et des mines de fer sur tous les points du globe, la géologie et la minéralogie ne sont point encore assez renseignées pour prononcer absolument; mais tout jusqu'ici permet de croire à une distribution universelle parfaitement intelligente de ces constituants de toutes les industries. — Dans tous les cas, y eût-il des *lacunes*, on sait que, pour une foule de produits, le commerce universel des nations serait sans raison d'être, si une moitié des latitudes et des peuples n'était pas *chargée par la nature* de se faire la *pourvoyeuse* de l'autre moitié, pour une denrée, pour une marchandise, une matière première quelconque et indigène, quelquefois à des distances très longues. — D'ailleurs, si le combustible houiller manque dans une région du globe, on peut s'attendre qu'il y sera suppléé par d'autres composés, ou bien que des inventions mécaniques imprévues donneront lieu, dans ces contrées, à un véhicule complet d'un autre ordre qui remplacera avantageusement la locomotive, les rails et les wagons. — Car il faut bien se persuader qu'en présence de moyens de transport aussi perfectionnés dans un continent, des perfectionnements analogues s'opéreront dans les moyens de communications de tous les autres, et que chaque civilisation s'ingéniera à utiliser les ressources que lui présentera la croûte terrestre qu'elle foule; et les accidents particuliers de localités, de climats, etc. On peut, en outre, puiser dans l'argument des *causes finales* une probabilité fondée en faveur de la distribution proportionnelle des combustibles divers, sous toutes les latitudes destinées à être habitées par l'homme. La géologie semble déjà avoir vérifié suffisamment ce fait quant au charbon et à l'anthracite. On a constaté une époque géologique où la terre paraît avoir été recouverte

et comme étouffée par une forêt *cosmopolite* de fougères gigantesques, que les cataclysmes universels successifs sont venus coucher pour jamais dans les profondeurs où nous allons aujourd'hui les chercher sous la forme de combustible houiller. Quant au fer, il est partout ; nulle part dans les civilisations primitives, nous n'entendons l'histoire se plaindre que les populations aient manqué de socs pour leurs charrues, et que l'agriculture, l'industrie et le commerce aient été impossibles ou arrêtés dans leur essor, du fait de cette privation.

Nous croyons même que les inventions futures, qui, sans doute, viendront, tôt ou tard, détrôner les locomotives et les *rails*, comme celles-ci sont venues détrôner les *routes royales* et les diligences, demanderont encore leur matière et leurs agents aux entrailles de la terre ; que, deplus, ces entrailles doivent recéler quelques *composés chimiques prédestinés à ces inventions*, que les générations à venir iront chercher également, et qu'elles n'obtiendront qu'à force de génie, de science, de mécanismes puissants, d'efforts et de sueurs; car si, comme tout l'annonce, et ainsi que nous sommes étonnés de le lire dans un auteur peu connu du XVII[e] siècle, l'avocat Pasquier, la destination des hommes, dans l'ordre de l'univers, est de *cultiver le globe*, il ne doit pas pouvoir se faire que ces hommes trouvent dans l'*atmosphère* ce qui leur manque pour être de plus en plus puissants et heureux, c'est à dire l'objet même de leur gestion *ici-bas*.

Mais ce sont là des considérations problématiques dont peut se passer le point que nous maintenons; et quant à savoir quel degré de richesse et de développement industriel une société suppose, avant de pouvoir songer à sillonner son territoire de chemins de fer, nous dirons simplement qu'il n'est pas aujourd'hui une seule nation en Europe dont la richesse ne le promette, ne le comporte et ne l'exige même, en une certaine mesure. Sans doute, il est des dépenses, des travaux, des mesures infiniment plus pressantes, plus décisives pour la prospérité générale et pour le bien-être des masses salariées; mais en attendant que la nécessité de tous ces *desiderata* soit comprise, aimée, voulue par l'opinion générale, la société ne

peut *se croiser les bras* jusqu'à ce que son adhésion leur donne la priorité. Efforçons-nous de la lui faire désirer par la persuasion et la divulgation des moyens que nous concevons être les meilleurs, mais, en même temps, laissons exécuter des chemins de fer, ou au moins des lignes principales, de grandes artères par où coulent, comme un fluide électrique, la pensée, les faits, les nouvelles, les voyageurs, les transactions et les échanges; aussi bien, une société ne peut jamais ne pas s'occuper de plusieurs poursuites à la fois. Lors même donc que la société se concevrait un but plus fécond, des moyens plus radicaux et plus efficaces de bien-être et d'harmonie entre ses membres, encore pourrait-elle mener de front l'exécution graduelle de voies de communication plus parfaites et les entreprises les plus larges et les plus hautes. L'humanité opère et doit opérer *simultanément,* non successivement, parce qu'elle a toujours des exigences, des besoins simultanés, et que sa fonction chaque jour est nécessairement complexe.

Conclusion. Exécutons donc des chemins avec intelligence et mesure, sans fol engouement, et surtout sans exclusion pour les mille et une nécessités d'un autre ordre, et en tête l'éducation nationale, l'instruction professionnelle, les institutions de crédit, l'association et la solidarité sérieuse des propriétaires, des capitalistes et des ouvriers et prolétaires; en d'autres termes, mettons-nous à l'œuvre-mère, organisons le travail et la production, et faisons que les moyens de circulation aient quelque chose à faire circuler. Que s'il vient une invention qui supplante légalement celle des rails et des locomotives, alors arrêtons-nous tout court : sinon, non.

NOTE 3 (pag. 85).

Une société, fondée dans le but d'établir un système de navigation à la vapeur sur tout le parcours du Danube, à travers les États de la monarchie autrichienne, depuis Lintz jusqu'à Orsova, avec prolongement jusqu'à Constantinople, Trébisonde et Smyrne, est à la veille de réaliser la communication directe et non interrompue, expéditive et écono-

mique, de l'Europe occidentale avec l'Orient. Chacun peut pressentir tout ce qu'il y a de prospérité en germe pour la France en particulier, dans cette large voie ouverte à son commerce à travers des contrées aussi peu fréquentées encore par ses commerçants que celles de l'Allemagne méridionale, et au bout de laquelle se trouvent les portes de l'Asie.

Déjà cette société a assuré le service entre Ratisbonne et Lintz en faisant à une compagnie bavaro-wurtembergeoise la cession de la ligne de navigation qui sépare la Haute-Autriche de Lintz; et dès l'ouverture de la navigation de 1838, un bateau à vapeur, suivi bientôt d'un second, a dû faire le service régulier entre Lintz et Vienne. — Des deux bateaux à vapeur qui desservent le Bas-Danube, l'un correspond avec les bâtiments qui descendent de Pesth jusqu'à Drinkowa, et l'autre avec celui qui fait les trajets de Galatz à Constantinople, où ils se combinent avec les deux bateaux qui partent de cette capitale pour Trébisonde et pour Smyrne.

En outre, un nouveau service est ouvert depuis le 24 novembre dernier, entre les Dardanelles et Salonique. Il met ainsi la Macédoine en relation avec Smyrne et Constantinople. Enfin, les marchandises de France et d'Allemagne destinées à la Russie méridionale, qui jusqu'ici devaient suivre lentement et à grands frais la route de Lemberg et de Brody, trouvent depuis l'ouverture de la navigation de 1838 une voie expéditive, prompte et économique pour Odessa, dans un paquebot à voiles, régulier, allant une fois le mois de Galatz à Odessa; mais ce ne doit être là qu'un service provisoire, car la compagnie du Danube prévoit le moment où une des compagnies russes de la mer Noire se chargera de la ligne entre Galatz et Odessa; à défaut cependant, celle du Danube compléterait un jour ses communications avec la mer Noire, en affectant spécialement au service d'Odessa un de ses bâtiments à vapeur.

La compagnie du Danube projette d'ailleurs d'autres améliorations beaucoup plus larges encore.

NOTE 4 (pag. 88).

Voici pour chaque spécialité le nombre et l'importance d'actions de capital au 25 septembre 1838 :

	Nombre d'actions.	
Assurances. . .	164,340,	dont 18,000 à 10 f. l'une et le reste de 100 f. à 12,500 f.
Banques. . . .	310,900,	dont 45,000 à 250 f. et au dessous et le reste de 500 à 5,000 f.
Caisses. . . .	231,100,	de 200 à 5,000 f. l'une.
Bains, blanchisseries. . . .	8,100,	de 250 à 1,000 l'une.
Boissons. . . .	95,405,	environ la moitié de 15 à 150 f., et le reste de 250 à 1,000.
Canaux. . . .	85,789,	de 500 à 10,000 f. et 50 de 35,000 f., non compris les quatre canaux, Arles à Bouc, canal de Bourgogne, la Deule et la Sambre canalisée.
Carrières. . .	14,050,	de 250 à 1,000 f. l'une.
Chemins de fer.	406,820,	de 500 à 5,000 f. l'une, non compris les obligations du chemin de Saint-Germain.
Comp. agricoles.	37,440,	de 250 à 5,000 f. l'une.
Desséchement de marais. . .	25,400,	de 1000, à 5,000 f. l'une.
Distrib. d'eaux.	4,211,	de 500 à 1,000 f. l'une.
Eclairage au gaz.	65,891,	de 500 à 6,000, et 30 de 25,000 f. l'une.
Fabriques. . .	56,860,	de 165 à 3,000 f. l'une.
Manufactures. .	94,920,	dont 1,500 de 50 f. et le reste de 200 à 5,000 f.
Forges et fonderies. . . .	23,875,	de 250 à 25,000 f. l'une.
Houillères. . .	103,220,	dont 80 de 50,000 f. et 500 de
A reporter. . .	1,728,321	

	Nombre d'actions.	
Report. . .	1,728,321	30,000 f.; le reste de 250 à 10,000 f., non compris les actions d'Anzin, de Bruille, de Douchy (Nord).
Id. en recherche.	16,870,	de 250 à 5,000 f. l'une.
Id. belge. . .	16,960,	de 500 à 5,000 f. l'une.
Imprimeries et librairies. . .	20,967,	dont 66 de 10,000 et 2,000 de 50 f., le reste de 100 à 5,000 f. l'une.
Journaux et publications . .	142,192,	dont une moitié de 10 à 150 f., et l'autre de 200 à 7,000 f. l'une.
Marchés et entrepôts. . .	19,400,	de 500 à 5,000 f.
Mines, salines, bitumes.	92,660,	dont 20 de 10,000 et 1,200 de 100 f., le reste de 500 à 5,000 f. l'une.
Navigation. . .	64,591,	dont 10,000 de 125 f., le reste de 250 f. à 5,000 f. l'une.
Papeterie. . .	22,481,	dont 2,000 de 50 f.; le reste de 500 à 5,000 f.
Ponts. . . .	42,060,	
Pêche maritime.	10,600,	de 250 à 1,000 f. l'une.
Sucreries. . . .	12,350,	de 250 à 1,000 f. l'une.
Théâtres et concerts. . . .	5,752,	de 250 à 5,000 f. l'une.
Voitures. . . .	54,513,	dont 6,000 de 100 f. et au dessous et 250 de 10,000 f.; le reste de 250 à 1,000 f.
Diverses et nouvelles. . . .	168,220	dont 8,840 au dessous de 200 f. et le reste de 200 à 5,000 f. l'une.
TOTAL PAREIL :	2,417,937	

NOTE 5 (pag. 98).

On tend à introduire, dans l'administration des industries par association, une inspiration aristocratique qu'on ne saurait trop réprouver. Beaucoup d'actes de sociétés excluent des assemblées générales tout actionnaire qui ne possède pas un grand nombre d'actions, cinq, dix, et davantage. Une telle disposition ne saurait se justifier en aucune manière. Si c'est dans l'espoir d'éliminer les incompétents ou des éléments de discorde, on peut affirmer que le petit capitaliste est plus intéressé que le grand à l'ordre et à l'économie de l'établissement dont il est actionnaire, et que l'intervention de son vote ne peut que tempérer les velléités de témérité ou d'agiotage des gérants. Que si c'est afin d'avoir des assemblées moins nombreuses, pourquoi choisir les plus riches à l'exclusion des moins riches? Pourquoi ne pas régler que les propriétaires d'une seule action devront se réunir pour se faire représenter à l'aide d'une procuration collective, par groupes de cinq ou dix actionnaires, etc., etc?...

NOTE 6 (page 112).

Nous ne saurions mieux donner une idée des *fruitières* et de leurs avantages qu'en empruntant à la *Revue française* plusieurs passages de l'article qu'elle y a consacré depuis qu'avec plusieurs économistes nous les avons offertes nous-mêmes en exemples aux petits agioteurs, aux industriels et aux commerçants-*morceleurs*.

Une fruitière est un établissement dans lequel les cultivateurs d'une certaine circonscription versent journellement leur laitage et le font manipuler en commun : les produits se partagent ensuite entre les associés, proportionnellement aux quantités de lait que chacun a fournies.

Pour bien comprendre les avantages de la fruitière, il faut d'abord considérer le cultivateur étranger à cette association.

La multiplicité du bétail, l'abondance des engrais, sont,

comme chacun sait, des conditions hors desquelles il n'y a point de bonne agriculture; mais pour s'y placer il ne suffit pas de le vouloir. Si, en effet, on manque de moyens de tirer parti de ce bétail, les engrais reviennent à un prix exorbitant, les frais s'accroissent dans une progression plus rapide que la valeur des récoltes, l'abondance devient ruineuse, et les améliorations en apparence les mieux entendues ne sont, pour leurs auteurs, qu'une source de mécomptes. Or, dans ces petites exploitations, la vache à lait ne paie ce qu'elle coûte que jusqu'à concurrence du lait qui se vend à la ville voisine, ou se consomme dans le ménage : hors de là, son entretien, tout compté, est à charge au cultivateur, et l'intérêt de celui-ci est de réduire son étable au moindre nombre possible. L'effet de la fruitière est de renverser ces conditions, de rendre, d'onéreuse qu'elle était, la multiplication de ces animaux profitable par soi-même. Les conséquences de cette intervention sont faciles à saisir.

Le lait employé à l'éducation des veaux rend à peine 5 cent. par litre, et, si peu que ce soit, on ne peut pas nourrir des veaux toute l'année : il faut donc le convertir en beurre et en fromage, opérations auxquelles les petites exploitations ne se livrent qu'avec un désavantage marqué. Pour battre du beurre, il faut avoir réuni une certaine quantité de crème ; on y parvient en accumulant les produits de plusieurs jours ; mais la conservation, indépendamment de l'embarras qu'elle cause, des chances qu'elle entraîne, n'a lieu qu'aux dépens de la qualité de la denrée, c'est par là que nous avons tant de mauvais beurre ; plus la crème a été gardée en nature, moins elle est susceptible de l'être sous une autre forme. Le beurre de la petite exploitation se vendra donc moins que celui de la grande ; il coûtera beaucoup plus. Les soins généraux de propreté et de manipulation, les frais d'ustensiles et de vente au marché, qui sont à peu près les mêmes pour le grand et le petit établissement, porteront en entier pour le second sur de bien moindres quantités. Dans la fabrication du fromage, la disproportion est encore plus sensible : si elle s'exerce sur de faibles quantités, ce sera, ou à des termes éloignés, sur du laitage avarié, ou chaque jour, par parcelles, sans que le temps

et les soins qu'on y consacrera puissent jamais être payés. Si le producteur se pourvoit des ustensiles, des locaux et des moyens de conservation indispensables à une certaine perfection de produits, la perte devient d'autant plus grande. Aussi évite-t-on sagement des dépenses qui ne seraient pas couvertes; on fabrique sans suite et sans soins des fromages de peu de valeur; on renonce le reste du temps à manipuler le lait crémé; on l'abandonne aux porcs, et si cette manière d'en tirer parti est peu profitable, elle n'entraîne pas du moins aux mêmes frais, aux mêmes pertes que l'autre : seulement le cultivateur n'y trouve aucune raison de soigner, d'améliorer, de multiplier son bétail.

Si les propriétaires d'un nombre de vaches qui ne doit pas être au dessous de soixante et qui n'a de limites que dans la distance à laquelle le transport du lait deviendrait trop dispendieux, si, disons-nous, ces propriétaires font manipuler leur laitage en commun, voyons dans quelles conditions nouvelles ils se trouveront placés.

L'association se pourvoira, à très peu de frais pour chacun de ses membres, d'un local et d'un mobilier appropriés à la fabrication à laquelle elle entend se livrer : cette fabrication, au lieu d'exiger les soins d'autant d'individus qu'il y a d'associés, sera confiée à une seule personne qui, opérant tous les jours, n'étant détournée par aucune autre préoccupation, réussira d'autant mieux. L'excessive propreté indispensable dans une laiterie, la bonne conservation des matières premières ou fabriquées, seront par là même assurées. Si, comme en Suisse, dans le Parmesan et une grande partie de l'Angleterre, on veut faire des fromages cuits, on n'entretiendra qu'un feu et qu'une chaudière; le transport et la vente au marché, qui déplaçaient auparavant cinquante personnes, n'en déplaceront plus qu'une seule : voilà pour l'économie des frais, et ce simple aperçu met dans la dernière évidence cette vérité, qu'il n'y a pas de plus mauvais métier que la fabrication en petit du beurre et du fromage, avec tous les soins qu'elle requiert. L'association, réunissant tous les jours de grandes masses de laitage, n'aura point à conserver la crème et le caillé; mais cette économie de frais, cette suppression de chances d'avaries,

seront son moindre avantage. On opérera toujours sur des matières fraîches, et c'est la première condition de la perfection des produits. La quantité en sera par cela même notablement augmentée. L'extraction du serai, par exemple, n'est praticable que sur des masses un peu considérables. Avant de parler de quelques autres résultats non moins importants des fruitières, voyons, d'après quelques expériences bien constatées, quels en sont les produits pour les associés.

Dix mille litres de lait ont rendu, dans la fruitière de Cartigny, près Genève.

165 kil.	beurre à	1 fr.	96 c.	323 fr.	40 c.
789	fromage à	0	98	773	22
518	serai à	0	21	108	78
1,472 kil.				1,205 fr.	40 c.

Les frais de manipulation, d'entretien du mobilier, l'intérêt du capital se sont élevés à 86 fr. 77 c.
Ce produit net de 1,118 fr. 90 c.
donne par litre de lait un peu plus de 11 centimes.

Dans le voisinage, la même quantité de lait a produit, chez M. Lullin de Châteauvieux, en supposant les mêmes prix de vente :

190 kil.	beurre à	1 fr.	98 c.	372 fr.	40 c.
675	fromage à	0	98	661	50
440	serai à	0	21	92	40
1,305 kil.				1,126 fr.	30 c.

Au village de Lompnez (Ain), l'éloignement des lieux de consommation paraît avoir fait renoncer à la fabrication du beurre ; l'on a obtenu de 10,000 litres de lait :

629 kil.	fromage à	0 fr.	96 c.	891 fr.	84 c.
240	serai à	0	30	72	
869 kil.				963 fr.	84 c.

Le produit est sensiblement inférieur à celui des deux fruitières suisses : cela peut tenir à la nature du terrain, à celle du bétail ou plutôt encore à ce que l'industrie du fromage n'étant point encore très développée dans l'Ain, les manipulations n'y sont point aussi parfaites qu'en Suisse. Dans les trois fruitières, le petit-lait employé à élever des porcs couvre à peu

près les frais de fabrication. Aux environs d'Ornans et de Pontarlier (Doubs), on annexe, aux fruitières, pendant la belle saison, des bains de petit-lait dont l'usage, dans les affections inflammatoires, les maladies de poitrine, les débilitations de tempérament, paraît préférable à celui des eaux thermales ou minérales. La réunion par masses de cette substance permet de l'employer à diverses préparations pharmaceutiques, au blanchiment des toiles, à la fabrication des petits vinaigres. En résumé, on peut compter que le laitage manipulé dans les fruitières est vendu 10 centimes le litre. D'après des expériences nombreuses, une vache bien tenue rend 40 litres de lait par 100 kil. de foin sec ou d'équivalens qu'elle consomme. Le propriétaire place donc de cette manière son fourrage, pris sur place, à 4 fr. le quintal métrique; le fumier et le veau restant pour payer les frais d'entretien autres que la nourriture. Une vache de taille moyenne peut donner 1,200 litres de lait dans l'année, et rendre en argent 120 fr. A ce prix, le cultivateur a un grand intérêt à multiplier ses vaches, à les bien entretenir, à améliorer les races; il a un emplacement avantageux du produit des récoltes sarclées et des prairies artificielles. Le fumier, agent capital dans l'exploitation, n'est plus qu'un accessoire comme dépense : aussi l'établissement de la fruitière est-il pour la culture le point de départ d'améliorations toujours croissantes.

En parcourant les montagnes de la Franche-Comté, on distingue de trois quarts de lieue, à l'état de la culture, les village à fruitières de ceux qui n'en ont point. Dans les uns, l'assolement alterné, un bétail nombreux et prospère, des moissons abondantes; dans les autres des jachères, un bétail rare et chétif, de maigres récoltes. Donnant une valeur à des choses qui n'en avaient pas, les fruitières excitent à les multiplier; supérieures aux caisses d'épargne, qui ne font que conserver la richesse, elles la créent, et si grands que soient leurs avantages directs, ceux qui ressortent de leur réaction sur l'état général de la culture le sont beaucoup plus encore. Il n'est point, en effet, d'un médiocre intérêt pour un pays que les récoltes de céréales y soient augmentées par l'abondance

des engrais, qu'une masse considérable d'aliments agréables et salubres y soit mises en circulation. Notre population manque de viande, cet élément de force et de santé pour l'homme. La multiplication des vaches à lait, qui, bien entretenues, s'engraissent à peu de frais, des porcs nourris dans des fruitières, remédierait à cette pénurie. Nos tanneries demandent annuellement à l'étranger pour 10 millions de cuirs bruts; c'est l'équivalent de la dépouille de quatre cent mille vaches que fournirait facilement une agriculture mieux entendue. La production du laitage mène à la consommation de la viande, et celle-ci à la prospérité des nombreuses industries qui s'exercent sur le cuir.

Il fallait entrer dans quelques détails pour montrer combien le principe de l'association, appliqué à la culture des champs, a de puissance pour adoucir les misères des classes pauvres. Les résultats obtenus depuis longtemps en Suisse et dans la vallée du Pô, où se fabrique le parmesan, ceux qui se réalisent sous nos yeux dans les départements du Doubs et du Jura, mettent mieux en saillie cette vérité que ne pourraient le faire toutes les théories de l'économie politique. Les fromages réunis à Lons-le-Saulnier, pour être exportés dans le reste de la France, ont aujourd'hui une valeur de 4 millions, et cette valeur tend à s'accroître, car il est à peu près sans exemple qu'une fruitière ait été détruite, et chaque jour en voit former de nouvelles. Tantôt les communes qui, à la vérité, sont la plupart propriétaires de bois, les construisent elles-mêmes comme on fait ailleurs pour des halles, des fontaines; tantôt les associations, établies d'abord à loyer chez un de leurs membres, s'imposent une retenue pour élever des bâtiments mieux appropriés à leur destination. Tous les intérêts y sont d'ailleurs si bien garantis, la police en est si sûre et si simple, que des discussions pénibles ne viennent jamais en troubler la marche. Les associations sont quelquefois fort nombreuses. Voici les conditions qui se reproduisent le plus fréquemment dans leurs actes constitutifs. Les intérêts communs sont gérés par une commission nommée à temps par l'assemblée des sociétaires, et choisissant un secrétaire-trésorier : la commission

prononce des amendes et même l'exclusion temporaire ou définitive contre les associés coupables de négligence ou de fraude : un associé peut toujours se retirer, à la condition d'abandonner sa part dans le mobilier commun ; cet abandon est une conséquence de l'exclusion. La commission juge les différends entre associés ; tous ses jugements sont sans appel : elle peut admettre de nouveaux sociétaires, et les héritiers succèdent à tous les droits et obligations de leurs auteurs : le registre des délibérations de la commission, les comptes en matières et en deniers sont ouverts à tous les sociétaires : un compte général leur est annuellement rendu. Chaque sociétaire peut garder le lait nécessaire à son ménage, mais non l'écrémer ou fabriquer du fromage ou du beurre : le lait est porté frais, en deux traits, soir et matin, à la fruitière : celui des bêtes malades ou fraîchement vêlées est exclu. La commission a droit de police sur les étables; elle est informée de toutes les mutations qui y surviennent. Les contraventions et les peines dont elles sont passibles sont définies dans les statuts. Ceux-ci peuvent être modifiés par l'assemblée générale. Tantôt les ventes se font en commun, tantôt les sociétaires se distribuent les fromages en nature : on s'accorde généralement à trouver le premier mode plus avantageux. Lorqu'on y recourt, chaque sociétaire peut se faire délivrer, au prix courant, la quantité de fromage reconnue nécessaire à son ménage. Le serai est ordinairement consommé de cette manière.

L'éducation des vaches à lait ne convient pas à tous les pays; mais il n'en est probablement aucun où ne puissent se faire d'utiles applications du principe des associations agricoles. Les fruitières conduiraient naturellement par les rapports qui lient la crèche à la prairie, aux associations d'arrosages, les plus productives de toutes. Dans nos départemens du Midi, les dérivations de la Durance, de la Têt et d'une multitude d'autres cours d'eau décuplent souvent la valeur des terres, et elles ne sont praticables qu'autant que les propriétaires consentent à se soumettre à des servitudes réciproques, à faire en commun des frais de premier établissement et d'entretien, à se répartir équitablement les eaux. Si l'on doutait des avantages des irri-

gations pour les départements du Nord, on se détromperait à l'aspect de celles des Vosges. Dans la vallée de Saint-Dié, les anabaptistes mettent jusqu'à 4,000 fr. de main-d'œuvre à la disposition d'un hectare de pré, et y trouvent leur compte. Pourquoi, dans les pays où le fourrage est rare, la chèvre, cet animal que le pauvre préfère apparemment parce qu'il coûte moins et rend plus qu'aucun autre, n'aurait-elle pas ses fruitières ? Les communes du Mont-d'Or, près Lyon, sans prairies, sans pâturages, adonnées principalement à la culture de la vigne, nourrissent à grand profit avec de mauvaises herbes et des feuilles, près de douze mille chèvres tenues à l'étable toute l'année, qui donnent en fromage un produit de plus d'un million. D'autres pays de vignobles pourraient, par l'intelligence de l'association, compenser quelques uns des avantages de position des communes du Mont-d'Or. Si, au lieu d'avoir vingt pressoirs et vingt celliers, des propriétaires de vignes, placés dans des conditions analogues, vendangeaient, fabriquaient leur vin, le conservaient en commun, n'obtiendraient-ils pas de notables économies et des améliorations réelles dans la qualité de leur denrée ? Maintenant que la supériorité de méthodes que tout le monde n'est malheureusement pas en état de pratiquer, l'avantage de certaines dispositions locales, l'efficacité d'appareils trop dispendieux pour de petites applications, sont bien constatés pour la production de la soie, des éducations communes augmenteraient de moitié les profits de beaucoup de contrées, et au lieu de consommer 25 quintaux de feuilles de mûrier pour un de cocons, on l'obtiendrait, comme le comte Dandolo, avec 14 de feuilles. Les grandes fermes tirent de la paille, par la machine à battre, un dix-huitième de grains qu'y laisse le fléau ; les petits propriétaires peuvent en faire autant en s'associant ; et, si cette pratique devenait générale, le pays y gagnerait vingt jours de subsistance en céréales par an. C'est l'abondance dans les années médiocres et le nécessaire dans les mauvaises. La fabrication du sucre de betterave, celle de la fécule de pomme de terre, sont des industries rapprochées de la culture. Elles peuvent être exploitées par association ; et, si des grandes choses il faut des-

cendre aux petites, le four banal et le chauffoir commun n'appellent-ils pas le hameau à d'autres applications de leur principe, n'indiquent-ils pas par analogie des sources nouvelles d'économie et de bien-être?

NOTE 7 (pag. 146).

La question du mode d'exécution des travaux publics n'a point encore été mise nettement, que nous sachions, sur son véritable terrain : jusqu'ici, elle n'a guère été envisagée que du bas-fond de l'intérêt privé, des rancunes politiques, du népotisme ou des complaisances trop faciles de la camaraderie; de plus, elle a été écoutée pour mieux s'adapter aux préoccupations du présent, et c'est principalement par son côté d'avenir qu'elle se montre grave.

Nous croyons que l'on verrait plus clair, plus loin, plus juste en se plaçant franchement dans la région plus pure de l'intérêt général.

Or, de ce point de vue, les grandes *concessions*, à terme ou à perpétuité, sont des emprunts onéreux, déguisés, dont on charge témérairement l'avenir; et, en particulier, les concessions à perpétuité sont des inféodations bien et dûment constituées qui aboutiraient indubitablement à ramener le privilége et le monopole et une inégalité de richesses grosse de despotisme et de misère pour le grand nombre.

Les grandes compagnies exécutantes sont les infaillibles promoteurs de l'agiotage; elles constituent une armée de parasites, intermédiaires inutiles et très dispendieux entre la chose publique et les véritables prêteurs. Les banquiers, les gros capitalistes, il faut le dire, dans le rôle qu'ils s'arrogent ici, sont comme des sangsues pour le corps social; ils prélèvent le produit le plus clair des bénéfices nets et énormes sur les entreprises et ne laissent aux petits capitaux confiants et dupés que la chance des désastres.

Les compagnies exécutantes et les concessions ne sont, à cause de cela, que l'*esprit* de *crédit* et d'*association* perverti, tronqué, détourné de ses plus salutaires tendances.

Les compagnies exécutantes et les concessions sont encore un moyen sûr de faire germer des éléments pour une féodalité industrielle, pour une aristocratie d'argent, sans entrailles et sans noblesse, avilissante, dure, implacable, trafiquant des hommes et des enfants comme des choses : voyez l'Angleterre !...

Enfin, concéder aux gros capitaux l'ensemble ou une bonne partie des travaux publics, c'est créer un pouvoir de fait en présence du pouvoir social de droit ; c'est mettre le gouvernement à la remorque des banquiers, des grosses compagnies ; c'est en faire un commis de la Bourse et des féodaux de l'industrie et de l'agriculture, répandus tout-puissants sur le territoire ; c'est lui ôter toute initiative dans les grandes pensées, toute spontanéité tutélaire, et préparer, au lieu d'une unité de pouvoir forte et nationale, une fédération, une oligarchie industrielle où s'abîmeraient toutes les franchises conquises et où s'arrêterait l'amélioration progressive du sort des classes moyennes et inférieures.

L'intérêt général dit encore que, *en principe*, les chemins de fer, les canaux, en général, les grandes voies de communication sont autant et plus que les routes royales des nécessités publiques, des propriétés publiques, qui doivent être, par conséquent, accessibles à tous, sans péages ni tarifs ; être exécutés, dirigés, exploités, au nom et pour le compte et par les agents de la *chose publique*, soit avec l'argent de l'impôt, soit avec les emprunts directs du gouvernement sans intermédiaires onéreux entre lui et les vrais prêteurs. C'est là le principe, disons-nous ; toutefois, nous savons tenir compte des circonstances, de l'état des esprits ; il ne s'agit donc nullement, dans notre pensée, de priver l'industrie particulière des classes moyennes, des petits capitalistes, du pays lui-même enfin, des bénéfices attachés pour elle à l'exécution matérielle des grands travaux qui se préparent : nous voulons, au contraire, combattre l'intervention des grosses compagnies, c'est à dire le monopole, pour mieux assurer à l'industrie du peuple ces avantages dont l'existence des grosses compagnies aurait précisément pour résultat de lui enlever la plus belle part.

Cette tendance à la féodalité, ce danger imminent, ces principes sont compris et avoués par tous ceux qui savent se détacher un instant des hallucinations de l'égoïsme. Et même, à vrai dire, nous croyons que c'est chose jugée en France, ou que du moins avant peu la voix prépondérante de l'opinion publique sera acquise pour toujours au principe du mode d'exécution des grands travaux d'utilité nationale.

Dans tous les cas, prenons garde qu'un de ces jours solennels qui sont comme le calendrier de l'histoire et du progrès, la violence ne dénoue, *ex abrupto*, ce que l'intrigue aurait noué.

NOTE 8 (pag. 149).

Voici, d'après Balbi, le tableau statistique des grandes divisions du globe et des populations.

	Milles carrés de 60 au degré équatorial.	Population. Absolue.	Population. Relative.
Ancien monde ou ancien continent	23,427,000	678,000,000	29.
Dont en Europe . . .	2,793,000	227,700,000	82.
— Asie	12,118,000	390,000,000	32.
— Afrique . . .	8,500,000	60,000,000	7.
Nouveau-Monde ou nouveau continent dit Amérique.	11,146,000	39,000,000	3. 5.
Monde maritime ou continent austral qui, avec ses dépendances, forme l'Océanie . .	3,100,000	20,300,000	6. 5.
Total pour le globe . .	148,522,000		
Partie occupée par les mers	110,849,000		
Idem par les terres . .	37,673,000	737,000,000	19, 6.

NOTE 9 (page 154).

L'épreuve fut faite en présence d'un grand nombre de personnages distingués et de praticiens. Deux machines de différente construction furent mises en mouvement; celle dont l'invention est la plus récente est à double soc et trace deux sillons à la fois; elle est armée de coutres à lames tranchantes pour couper tout ce qui opposerait un obstacle à sa marche; elle trace un sillon large et profond, la terre est parfaitement retournée. On a adapté à la machine un nouveau et admirable moyen de traction sans chaînes ni cordes. La vitesse avec laquelle cette charrue marchait était de deux milles (3,218 mètres) à l'heure.

Elle ouvrait des sillons de 8 pouces de largeur sur 9 pouces de profondeur, en retournant complètement les surfaces.

Chaque sillon de 220 *yards* (190 mètres) de longueur était tracé en moins de trois minutes; ainsi, en travaillant pendant 12 heures, une machine motrice de deux charrues labourerait plus de 10 acres (4 hectares) de ces espèces de terre.

La machine qui supporte la chaudière avec son mécanisme est elle-même mobile; mais, comme les charrues sont mises en mouvement à angles droits sur la ligne motrice jusqu'à une assez grande distance de la machine, celle-ci ne s'avance guère que de 22 centimètres, lorsque la charrue parcourt 400 mètres; en d'autres termes, la machine ne se meut que sur une distance de 10 à 11 mètres; pendant que la charrue trace un sillon de 5 milles et demi (8,900 mètres) et laboure un acre (environ 40 ares de terre).

Cette charrue, qui à la force de 12 chevaux, labourerait 2,000 acres par an.

Un avantage remarquable de l'invention, c'est que, s'il fallait que la machine marchât avec une vitesse égale à celle de la charrue en trainant celle-ci après elle, une grande partie de la force motrice serait inutilement perdue.

Une autre propriété non moins précieuse de cette machine, c'est qu'elle peut être conduite à sa destination dans les marais,

pourvu qu'il y ait seulement un fossé de tracé de chaque côté de la route par où elle doit passer.

Il est nécessaire d'employer huit hommes pour gouverner la machine et les deux charrues ; mais ce nombre n'a aucun rapport avec celui des ouvriers nécessaires pour la culture des terres qui se trouvent dans un état ordinaire.

Les avantages de cet admirable procédé sont détaillés dans la patente qui a été délivrée aux inventeurs en 1832.

Cette charrue est spécialement destinée à la culture des terres fortes et humides, et surtout des marais dont le sol a trop peu de consistance pour que les chevaux puissent les parcourir.

Le moteur est une machine à vapeur alimentée par la tourbe des marais même ; il est facile de se procurer toute l'eau dont on a besoin.

On opère à la fois l'assainissement et la culture des terrains qne l'on veut mettre en valeur.

La même machine à vapeur peut servir pour le transport de la marne, des engrais ou des récoltes, pour moissonner, faucher, etc. On épargne la dépense de confection de routes et chemins dans la ferme ; on choisit la saison et la température les plus convenables pour les travaux.

Une autre machine du même genre, celle de M. Upton, servira aux labours ordinaires. La charrue, qui est à un seul soc, occupera, avec la machine, un espace de 4 pieds de largeur sur 10 de longueur.

On peut adapter à cette charrue une herse, un semoir, un rouleau, et en général tous les instruments avec lesquels on complète la culture.

La machine et sa chaudière sont de la construction la plus simple, et n'exigeront que très rarement des réparations ; aucun accident n'est à craindre.

Une charrue à un seul soc labourera 2 acres (80 ares) par jour ; une charrue à triple soc cultivera 6 acres. La terre, n'étant pas foulée par le piétinement des chevaux, présentera une surface unie et ameublie et en sera plus productive. Les mois-



sons seront aussi abondantes que si la terre était cultivée à la bêche.

Il ne faut que deux hommes pour gouverner une charrue à un soc.

Le coût du labour d'un acre (40 ares) de terre cultivée à la vapeur est de 3 sh. 7 den.; ce qui équivaut à 4 fr. 30 cent.

On doit avoir égard à cette circonstance, que si la dépense de la nourriture des chevaux est toujours la même, soit que ces animaux travaillent, soit qu'ils se reposent, la dépense de la machine à vapeur est toujours proportionnée à l'étendue de l'ouvrage qu'elle opère.

Suivant M. Upton, l'épargne est de 149 livres 15 sh. pour 100 acres, ce qui revient à 94 fr. par hectare et par an.

Cette charrue et celle qui a été récemment inventée par M. Smith opéreront une révolution en agriculture. De nouveaux et puissants instruments remplaceront, avec une grande économie, nos faibles moteurs; les sols les plus compactes, les plus tenaces seront assainis à une grande profondeur : la fertilité des fortes argiles, qui sont naturellement destinées à la production du blé, se renouvellera continuellement; elles deviendront susceptibles de recevoir les meilleurs assolements.

Ce ne sera pas un léger avantage qu'une aussi grande innovation puisse s'effectuer sans être accompagnée de cette détresse qui suit trop fréquemment l'application des découvertes à des travaux qui s'accomplissaient par d'autres moyens. La mise en pratique de cette invention ne déplace pas un seul des ouvriers employés aux occupations agricoles. La valeur des produits sacrifiés pour nourrir les chevaux retournera au fonds qui fournit à l'entretien des hommes en leur procurant du travail. On pourra cultiver avec profit des milliers d'acres de landes et de marais dont la culture, d'après les faibles procédés en usage, eût été trop dispendieuse. Il y aura du profit à appliquer des capitaux additionnels aux sols qui sont actuellement cultivés, dans la vue d'en accroître le produit brut et le produit net.

Nous ne présentons pas l'introduction des machines à va-



peur pour le labour comme un fait dont l'accomplissement soit prochain ; mais il y a peut-être, pour y arriver, moins de chemins à parcourir qu'on ne le pense. On espère que le temps n'est pas éloigné où une compagnie construira des machines à vapeur pour les louer aux fermiers qui voudront adopter cette nouvelle industrie ; car si cette invention était abandonnée à des entreprises particulières et que chaque fermier fût obligé de faire construire une machine à ses frais, un demi-siècle s'écoulerait avant que cet usage ne fût devenu général.

Il y a vingt-cinq ans, il n'existait pas en France six machines à battre le blé ; aujourd'hui, dans un seul des départements de l'est, on en compte près de deux cents. (*Journal d'agricult. pratique.*)

NOTE 10 (page 218).

Si le véritable crédit était compris en France et dans le reste du monde, peut-être lui élèverait-on des autels comme au génie tutélaire et vivifiant de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Mais qu'est-ce que ce crédit pour l'immense pluralité des petits agriculteurs, des petits industriels et des petits capitalistes? quelque vague notion, bien obscure et bien routinière ; un mot stationnaire dans les esprits, comme la chose, le crédit l'est dans les faits.

Comment donc, alors que les idées sont si imparfaites parmi la multitude, les institutions économiques ne le seraient-elles pas dans la réalité sociale ?

Cependant c'est pour le grand nombre que devraient manœuvrer les institutions ; car c'est de leur prospérité que doit résulter celle de la nation.

Quelle différence aux États-Unis, en Angleterre et en France, dans le degré de sollicitude de l'opinion publique et du pouvoir pour tout ce qui se rapporte aux questions de crédit ! — En Amérique, l'affaire des banques est populaire ; elle y retentit comme un tremblement jusqu'au cœur des masses, et tient les pouvoirs en suspens.

En Angleterre, le moindre embarras dans le fonctionnement normal des banques particulières suscite une enquête diligente qui instruit, avertit et corrige.

Parmi nous, c'est à peine si l'on commence à voir clair en ces choses et à s'y intéresser comme à une condition impérieuse de prospérité, de puissance et d'ordre pour toutes les nations modernes.

Et qu'on ne nous dise plus que les merveilles industrielles qu'on nous raconte de ces deux pays d'outre-mer, au lieu d'être dues à l'extension du crédit, en sont précisément la cause : car on est impuissant à montrer pourquoi, si le crédit n'est pas l'essentiel instrument de ces grandes œuvres, il a toujours été d'autant plus parfait et mieux entendu chez un peuple, que ce peuple était plus riche, plus actif; qu'il faisait plus d'œuvres et qu'il les faisait plus vite et plus économiquement.

Voyez les pays classiques du crédit, ceux où il a reçu le développement que nous n'avons guère dépassé : précisément ce sont les cités dont la splendeur matinale a marqué la renaissance de notre Occident. Ce sont Venise et Gênes, Pise et Rome, la Hollande et les villes anséatiques.

Il est encore bien des gens qui, aux mots de *banques*, de *crédit*, de *papier-monnaie*, voient grandir devant leur imagination le fantôme colossal et terrifiant des *assignats*. — Et, parce que le crédit a été périodiquement l'occasion (non la cause, ce qui est bien différent la cause c'est l'immorale cupidité) de crises et de désastres commerciaux, en Angleterre et aux États-Unis, dans les métropoles mêmes de la production et de la richesse, ces mêmes esprits seraient fort disposés à se passer du crédit, oubliant que tout cela n'est pas plus le crédit que l'agiotage n'est la vraie spéculation, que la licence n'est la liberté, et la superstition la religion.

Mais pourquoi ne pas vous passer également des chemins de fer, à cause des éventualités formidables d'une chaudière qui éclate, et des chariots et cabriolets qui écrasent, des chevaux qui blessent, du gaz qui asphyxie, du fusil qui tue ?..... pourquoi même ne pas vous garder de vous mouvoir et de marcher de peur de vous casser la jambe? car tous ces points se

tiennent, et la logique vous fait descendre d'une sage réserve à une lâcheté folle et puérile.

Cessons donc d'avoir peur des ombres chinoises qu'enfante si gratuitement notre imagination encore toute novice en fait d'œuvres utiles et de richesses abondantes!... Soyons prudents : nous devons l'être; mais regardons le but d'un œil ferme et sachons élever nos moyens au niveau de nos désirs et de nos nécessités.

Et pour cela, créditons l'activité, l'intelligence, l'ordre et la probité, et commençons, au préalable, par imiter nos voisins et nos maîtres, dans ce que l'esprit de crédit et d'association a suggéré chez eux d'incontestablement utile.

Car sans doute il nous reste quelque chose à faire : si tous les expédients jusqu'ici connus, *l'escompte, la lettre de change*, le *dépôt*, les *comptes courants, etc.*, sont bons, excellents, indispensables, et tenus pour tels par tout homme qui en a une fois profité, ils ne sont assurément pas les seuls bons et les meilleurs à tout jamais. — Nul ne se persuadera qu'en point de crédit, comme en toute autre chose, nous soyons arrivés aux colonnes d'Hercule.

Si nous regardons où nous en sommes à cet égard, cela fait honte et pitié, honte pour notre juste susceptibilité nationale, pitié en songeant aux classes laborieuses, pauvres et ouvrières qui pourraient, par l'entente morale et large du crédit, s'élever, sans préjudice d'aucun intérêt ou des droits acquis, à un bien-être inoui.

Les institutions et les combinaisons du crédit et de la circulation en France sont insuffisantes ou imparfaites sous deux rapports capitaux :

1°. Il n'y a point assez de banques, de caisses ou comptoirs, et en général d'institutions de crédit. — Elles ne fonctionnent d'ailleurs que pour une imperceptible portion de ceux qui sont appelés à participer à leurs bienfaits. — En un mot, il n'y a encore de crédit que pour l'élite de la bourgeoisie : les escomptes du peu de banques qui existent sont trop restreints, leurs ressources trop exiguës, leurs conditions trop onéreuses.

Tous ces points sont attestés et avoués; c'est chose convenue:

nous n'appellerons donc pas en aide le concluant langage des chiffres et de la statistique banquière.

Il y a bien, de date récente, une caisse industrielle à Paris, qui use de libéralité envers le petit commerce ; mais c'est à Paris uniquement ; et la *caisse Laffitte* est là surtout pour protester contre ce qui est et montrer ce qui pourrait être : cependant c'est quelque chose que toute cette France départementale qui ne jouit non seulement d'aucune institution analogue, mais ni de banques, ni de comptoirs d'escompte dans les 3/4 de son étendue. Beaucoup de localités et des plus importantes ne connaissent encore du crédit que sa corruption, l'*Usure*, et n'ont encore pour banques que des *Monts-de-Piété*.

En somme, pour que les bienfaits du crédit fussent convenablement répartis entre tous les départements, pour que la participation fût universelle, il faudrait que l'existence des banquiers et comptoirs le fût également : car le nombre des participants ne saurait manquer d'être en rapport avec celui des établissements de crédits existants.

2°. Les combinaisons usitées sont surannées, insuffisantes, même au gré de ceux qui jouissent pleinement des facilités qu'elles offrent. — Elles ne répondent plus aux exigences nouvelles et les plus vivement senties de leurs transactions ; ils n'y trouvent plus ni la célérité, ni l'économie, ni la simplicité, ni l'étendue de circulation désirables, dont les progrès généraux du commerce intérieur et extérieur leur font d'ailleurs une obligation. Les banques de dépôt ne paient point un intérêt à l'argent déposé. Or, on ne voit pas pourquoi il n'en serait pas en France comme en Ecosse, où cela a lieu de longue date et où tout le monde s'en trouve bien, même les banquiers. Il a suffi de cet attrait pour amener cet important résultat : que nul capital, en Ecosse, ne reste improductif ; que le numéraire est dans les caisses pour y activer la production et la circulation générales, et que le papier des banques est dans les mains des plus petits particuliers, comme un titre de dépôt de faibles sommes portant intérêt et comme une monnaie pour les usages quotidiens de la vie privée.

— Le commerce est las de *transports en espèces*. On com-

mence à comprendre que cet expédient est celui des barbares ; qu'il suppose le comble de l'incurie et forfait aux moindres notions économiques. Les *lettres de change* ne peuvent y suppléer ; car, outre qu'il n'y a rien de régulier dans leur émission, que leurs fluctuations rendent le cours des changes trop onéreux, qu'elles sont soumises à des formalités qui entraînent des lenteurs, elles sont loin de correspondre à la flexibilité des desseins et des exigences du commerce, attendu qu'elles ne sont payables que sur une seule place et à époque fixe. Quant aux billets de la Banque de France, tout le monde sait que la circulation générale n'en tire qu'un faible secours, que le remboursement n'est exigible qu'à Paris, et qu'ils ne rapportent aucun intérêt aux détenteurs. Il en est de même des cinq banques départementales nouvellement constituées à l'instar de celle de France. Et si la caisse Laffitte a créé un billet à ordre émis contre dépôt de valeurs équivalentes et portant intérêt, personne n'ignore que le remboursement n'est également exigible qu'à Paris, et que ses ressources ne sauraient suffire aux exigences du pays tout entier. Mais le vice capital des institutions et des combinaisons de crédit en France, c'est d'être isolées, indépendantes de fait et de droit, sans entente ni ensemble dans leurs opérations ; d'où leur viennent des périls et des pertes sans nombre, ou bien une timidité d'action et d'opération qui les paralyse ; c'est enfin de n'être pas reliées les unes aux autres, par un concert facultatif de haut en bas et de bas en haut, dans une association assez élastique pour que la liberté de commerce y soit possible et réelle, assez intime, cependant, pour que l'économie, la simplicité de ressort et l'unité de direction y portent toute leur efficace puissance, et y fassent abonder tous leurs bienfaits.

Quand on cherche où gît réellement l'imperfection, mère du crédit de circulation, on s'aperçoit qu'elle est presque tout entière dans l'absence d'une valeur en papier, de faibles sommes, *uniforme* pour tous les points d'un même pays. Admettez un instant qu'une société formée par l'association de nombreux petits capitaux (venus de toutes parts et de toutes les conditions, et destinés à servir de capital de garantie pour les opé-

rations), gérée par des hommes honorés et soumis d'ailleurs aux précautionneuses formalités de la société anonyme, ou au contrôle actif, vigilant et parmanent du comité de surveillance des sociétés en commandite ; supposez qu'une telle société émette des *effets de crédit* qui ne puissent jamais être délivrés que contre espèces ou valeurs équivalentes ; qu'elle établisse à Paris, puis dans chaque grande circonscription du pays, puis au besoin ,et successivement, dans chaque chef-lieu de département, d'arrondissement, de canton, etc., un dépôt de ces valeurs en papier, et que là on les émette et les délivre à mesure des besoins et des offres de dépôt conditionnels ; que ces effets rapportent un intérêt au preneur, tant qu'il les garde; qu'il puisse les transporter en voyage pour office de numéraire, les expédier en place de monnaie au loin, en France, et en Europe, et que toujours et partout ces effets soient réalisables à quelques jours de vue préfixés, dans les dépôts ou comptoirs répandus sur la surface de chaque pays......; ajoutez, par vous-même, les divers développements que ces prémisses suggèrent naturellement....... : n'est-il pas vrai que ce serait là une valeur circulante, d'une fécondité admirable, une seconde monnaie dont l'usage rendrait celui de la monnaie métallique presque inutile dans les transactions de haut et lointain commerce ; que tout le numéraire consacré jusque-là à la circulation pourrait aller se fixer et fructifier dans une production supplémentaire ?

D'après cette donnée générale, on comprend maintenant en quoi consiste l'amélioration radicale à faire intervenir dans le crédit de circulation. — Un jour aux échanges en nature, on substitua la *monnaie*, déclarée par convention signe représentatif de toutes les marchandises et denrées ; et ce fut, en fait de circulation, un grand progrès accompli ! car la complication fit place à la simplicité ; la confusion à l'ordre, la lenteur et la concentration des échanges à leur rapidité et à leur étendue !

Mais la monnaie n'étant point uniforme, chaque localité avait la sienne, chaque principule en battait et souvent il se permettait l'altération. Le poids, le titre ou alliage, l'effigie,

tout était douteux et divers. Il y avait donc encore, relativement, complication, confusion, incertitude, danger, lenteur : les échanges étaient rares, ils étaient bornés à la province ou à la nation.

Or, par un nouveau et signalé progrès, d'une part le nombre des monnaies a diminué ; il y a uniformité et unité de système dans les nations dont le nombre a également diminué; d'autre part, les billets de banques ont été inventés et sont venus remplacer dans les transactions les monnaies si diverses du moyen-âge.

Mais, néanmoins, et par cela même, il y a aujourd'hui une autre monnaie arbitraire, facultative pour tous, dont aucun négociant ne peut apprécier la véritable valeur : ce sont les billets du commerce et ceux des banques particulières et des banques publiques. Sans doute le papier, en faisant office de monnaie métallique, est venu simplifier, améliorer la circulation ; mais ces papiers sont aussi nombreux, aussi incertains dans leur solidité, que les monnaies du moyen-âge, et ils offrent une analogie parfaite de confusion, de lenteur, d'inconvénients pour les transactions lointaines ou internationales. Il y a donc lieu à faire pour les *unités de papiers* l'analogue de ce qui a été fait pour les *unités métalliques*, lorsqu'au sortir du moyen-âge, en France, par exemple, une seule monnaie, une seule effigie, un seul titre, un seul poids survécut à la diversité et au désordre.

Car sachons-le bien, au XIXe siècle, nous sommes aussi arriérés, en fait de crédit, que l'étaient, en économie sociale et en civilisation, les provinces du moyen-âge, lorsqu'en changeant de village on changeait de langage, de lois et de justice, de poids, de mesures et de monnaies.

Chacun bat monnaie de papier aujourd'hui, à peu près comme alors on battait monnaie d'argent, de cuivre ou d'or ; et il n'y a pas plus d'uniformité dans les billets de telle ou telle banque, qu'il n'y en avait dans les *écus* ou les *sous* de telle ou telle principauté.

Pourquoi, même sans coercition, ni monopole légal, ou accaparement de fait au préjudice de la société, mais au



contraire par le seul effet de la concurrence générale, et par l'influence de l'esprit d'association et de solidarité qui commence à vivifier toutes les entreprises, pourquoi n'y aurait-il point en France une valeur uniforme de circulation en papier, tout comme il y a une seule et unique monnaie métallique française ? ou du moins, pourquoi la concurrence, par son propre mouvement de conversion, ne se concentrerait-elle point en un nombre mesuré d'associations de crédit librement unies ?

Nul doute, la tendance des choses pousse là, et elle y aboutira tôt ou tard. L'éloquent M. Berryer le pressentait lorsqu'il disait dans la session dernière : « Vous aurez beau faire ! on » veut avoir un titre *négociable*, *perpétuellement réalisable*. »

Il est donc réservé à notre époque de substituer dans presque toutes les transactions, dans la circulation locale et internationale, le papier *représentatif* au métal. Le point essentiel en ceci est de ne pas émettre cette monnaie contre des *espérances* et des *promesses en l'air*, et, quant au reste, de parer aux éventualités de pertes qui peuvent résulter de la réalisation des valeurs déposées, au moyen d'un *capital social*.

Une nouvelle association, dont les plans, longtemps élaborés, viennent d'être livrés au public, l'association de l'*Omnium* a compris tout cela, et, ce qui a été déjà et sera toujours son plus grand titre à la confiance des capitalistes et des producteurs, elle l'a réalisé dans la *juste mesure* qu'imposait l'état des esprits, des mœurs et des circonstances : tous les inconvénients que nous avons signalés, toutes les lacunes et tous les *desiderata* que nous avons énumérés dans notre critique, sont par elle décidément tournés, comblés ou satisfaits.

Voici les bases principales de son organisation et les voies et moyens de son action en France.

Elle se compose :

1° D'une administration centrale supérieure, dont le siége est à Paris ;

2°. D'un comptoir *général*, établi également à Paris, mais à part de l'administration ;

3°. De dix comptoirs *principaux*, dont les siéges sont à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre, Lille, Strasbourg, Toulouse et Montpellier ;

4°. D'un nombre illimité de comptoirs secondaires ou de *circulation*, dont le siége sera dans toutes les localités de 3me et 4me ordre, et en nombre illimité selon les besoins.

Chacune de ces classes ou ordres de comptoirs ne ressort que de celle qui lui est immédiatement supérieure, et ne domine directement que celle qui lui est immédiatement inférieure. Ainsi l'administration choisit, installe, dirige, inspire, contrôle le comptoir général et traite et contracte avec lui : mais elle n'exerce cette action que sur lui et n'a de relation directe qu'avec lui. Il en est de même du comptoir général envers les comptoirs principaux, et de ceux-ci envers les comptoirs de circulation.

Ajoutons que la même organisation de comptoirs qui vient d'être réalisée pour la France peut se renouveler d'une manière analogue pour chaque pays, à mesure que l'administration de l'*Omnium* jugera opportun ou profitable de l'y transporter. Déjà elle a établi des relations intimes avec les grandes maisons qui, dans chaque capitale, de l'Europe et aux États-Unis, seront le germe des comptoirs généraux à l'*étranger*, et recevront graduellement mission de constituer sous leur propre responsabilité des comptoirs principaux et de circulation. A Paris les banquiers du comptoir général de France sont MM. Ardouin et Cie., on voit, par ce seul nom, que l'*Omnium* est plus qu'un projet et mieux qu'une spéculation.

L'administration centrale a pour attributions spéciales de créer les actions et les effets de crédit de l'*Omnium*, mais elle s'est interdit de livrer elle-même les effets ; c'est là l'office exclusif des comptoirs. Ainsi elle transmet aux comptoirs généraux les titres des actions jusqu'à concurrence de la somme attribuée à la formation de leur capital. Cette somme est de 25 millions pour le comptoir général de France; elle leur trans-

met, également en compte, les effets de crédit dans une proportion déterminée. Chaque comptoir général délivre donc les actions de son capital; il en reçoit et en conserve le prix au compte du capital social, ou plutôt, il emploie ce prix, selon que l'administration lui en donne l'ordre, en achats de valeurs de crédit public ou particulier portant intérêt, réalisables à volonté et dont le cours est constaté. Ces valeurs, propriété de la société et transférées en son nom, sont conservées par le comptoir général à titre de dépôt. De même il délivre les effets de crédit de l'*Omnium* au commerce et au public, contre espèces ou valeurs équivalentes et sous sa propre responsabilité. Cette transmission des effets est faite au comptoir général à titre de dépôt comme les actions et sous la condition expresse de revendication : car c'est toujours l'administration qui en est propriétaire jusqu'à l'émission. Le prix des effets est également converti en achats de valeurs publiques produisant intérêt de 4 p. 0/0 au moins, ce qui est une des sources des bénéfices attribués aux actions en sus de leur intérêt.

Ainsi, responsable envers la société de la totalité de ces titres ou valeurs, comme il l'est du prix des actions, le comptoir général transmet aux comptoirs principaux qu'il a lui-même établis, telle portion d'actions ou d'effets de l'*Omnium*, qui a été déterminée et convenue entre eux. Il en est de même des comptoirs principaux, à l'égard des comptoirs de circulation, qu'ils ont respectivement établis et de la gestion desquels ils sont responsables à l'égard du comptoir général.

Chaque comptoir de chaque ordre fournit un cautionnement en rapport avec l'importance du capital d'actions successivement réalisé entre ses mains; le montant en est employé et conservé aux mêmes conditions que celui du prix des actions. Le capital constitué de chaque comptoir et son cautionnement forment sa *dotation*.

Le comptoir général est donc le mandataire de l'association et *l'intermédiaire* nécessaire de toutes ses opérations. Il en est de même de chaque comptoir principal à l'égard du comptoir général, et ainsi de suite. La nature des rapports qui lient les comptoirs les uns aux autres, l'étendue de leur action, toute

leur économie enfin, repose sur des traités librement conclus entre eux moyennant approbation de l'administration, et résiliables moyennant certaines formalités. Le changement ou la liquidation d'un comptoir ne suspend en rien les opérations de l'association, chacun des degrés de cette hiérarchie financière pourvoit au remplacement du comptoir qui lui est immédiatement subordonné.

Évidemment les conditions de contrôle mutuel, les garanties, la liberté et l'unité, sont ici merveilleusement combinées et satisfaites; et ce qui est remarquable, on a un mécanisme ingénieux dont l'ensemble fonctionne toujours, bien que des ressorts isolés puissent s'arrêter et disparaître.

Ainsi innovation capitale, et antécédent fécond!........ Ce n'est point ici une centralisation absorbante qui sente le monopole en quoi que ce soit : c'est l'ordre avec la liberté, c'est l'uniformité avec la variété, l'unité sans rigidité. L'administration a partout des coassociés, des mandataires *intéressés* et *responsables*, mais nulle part elle n'a des fonctionnaires courbés servilement sous les volontés incompétentes et mal renseignées d'un centre envahissant.

Ce n'est point en haut une aristocratie d'argent, et en bas une plèbe d'employés régentés dont tout le zèle se puise dans le traitement affecté à leur place, et dont toute la responsabilité soit de perdre cette place; ce sont des *capitalistes* depuis les premiers chaînons de la hiérarchie jusqu'aux derniers; des *maisons de banque et de commerce* de tout ordre, qui réunissent leurs fonds et traitent sur le pied d'égalité. Un tel antécédent restera et sera imité dans d'autres sphères; car il est parfaitement conforme à l'esprit de liberté et d'élasticité que veut l'association pour être autre chose que du despotisme.

Mais voici en quoi la conception de l'*Omnium* est vraiment neuve et heureuse :

Les *effets de crédit de l'Omnium* se distinguent en *effets de change* et en *effets de circulation*, les premiers destinés principalement aux transactions internationales; les autres, affectés au commerce intérieur de la circonscription de chaque comptoir général.

Jusqu'ici il n'y a rien de comparable aux propriétés de ces effets, dans les valeurs de crédit usitées.

L'effet de change porte intérêt à 3 p. 0/0, et il est payable en France et à l'étranger sur toutes les places où l'association a établi ses comptoirs généraux, au change fixé le jour de l'émission, et dans la monnaie du pays où il est acquitté.

L'effet de circulation portant intérêt à 2 fr. 40 c. p. 0/0 est payable sans aucune variation de change dans tous les comptoirs français.

Chaque effet porte au *revers* le nom des villes où il est payable, avec le nombre de jours de vue s'il y a lieu.

En aucun cas, ces effets ne peuvent être délivrés au public que *contre espèces*, ou contre *valeurs équivalentes*, telles qu'effets publics ou de commerce, dépôt de marchandises, etc.

Ces effets sont donc de véritables titres ou *billets de dépôt sous forme de lettres de change*, et faisant *fonction* d'une valeur circulante, *uniforme*, *toujours* et *partout* réalisable et *portant intérêt*: ils sont d'ailleurs garantis par 2, 3 et 4 signatures; celle de l'administration, celle du comptoir général, celle du comptoir principal qui les transmet et celle du comptoir de circulation qui les délivre. Les porteurs ont, en outre, le privilége, qui résulte pour eux du *dépôt réel*, et enfin les ressources surabondantes que leur offre la portion du capital social déposée à chaque comptoir, expressément à cette fin de servir de garantie supplémentaire avec le cautionnement de ce comptoir.

Quant au revenu social, il résultera :

1°. De l'intérêt des valeurs à l'achat desquelles aura été consacré le prix des actions qui représentent le capital social ;

2°. De la différence entre l'intérêt payé aux effets émis et aux cautionnements, et l'intérêt qu'aura produit l'emploi du prix de ces effets et de ces cautionnements en valeurs diverses qui les représentent;

3°. Des droits prélevés sur les opérations sociales.

Le capital social du comptoir général de France est divisé en 50 mille actions de 500 francs. Les actions sont payables par *cinquièmes*, le premier *comptant*, et les quatre autres de 3 mois en 3 mois. Chaque action donne droit à un intérêt

de 4 p. 0/0 et à une part dans les dividendes. Et il ne faut pas négliger de le remarquer : le capital social réalisé est tout aussitôt transformé, de même que le prix des *effets* de crédit, en valeurs publiques produisant intérêt au moins à 4 p. 0/0.

Nous laissons aux lecteurs à déduire eux-mêmes toutes les autres conséquences contenues en germe dans ces combinaisons, conséquences que les fondateurs de l'*Omnium* en ont soigneusement tirées. Nous ne dirons pas comment l'*Omnium*, grâce à l'unité de direction, aux liens et aux correspondances obligées de ses comptoirs de tous degrés, va réduire le réglement des opérations commerciales à de simples *virements de parties*, à des compensations de dettes par des créances, sans transmission de monnaies ; ni quelle facilité, quelle économie et quelle précision il résultera d'une telle entente du crédit pour la circulation générale des valeurs, pour le placement temporaire des épargnes ou de fonds dont on attend l'emploi, etc. Il suffira de se reporter aux divers passages de notre critique.

En peu de mots, nous dirons pour les personnes qui ignorent les noms des fondateurs de l'*Omnium*, leurs antécédents, leur caractère et leur rang, que, dans les faits et gestes de cette institution, statuts, prospectus et démarches, rien n'effarouche la plus sévère et la plus délicate probité; que tout, au contraire, annonce une exemplaire modération dans les prétentions des premières parties prenantes, une sage retenue dans les limites posées à la gestion et à l'entreprise ; et nous sommes persuadé qu'il n'y a qu'une moralité foncière à toute épreuve qui puisse se produire sous cette forme.

C'est ainsi qu'après quatre ans d'études, de tâtonnements et de sacrifices, l'*Omnium* est enfin parvenu à s'asseoir dans la réalité ; il n'y a pas à en douter, cette organisation du *crédit de circulation* est un acheminement à celle du *crédit de commandite ;* elle en est le précurseur obligé ; elle est la base solide et large de tous les développements à venir du crédit en général. Les hommes qui se sont montrés assez sages pour ne rien précipiter à cet égard veilleront du moins à favoriser les tendances et les germes contenus comme déductions naturelles dans

leur œuvre et dans leur plan ; ils y veilleront parce qu'ils ne sauraient la couronner plus glorieusement pour eux-mêmes, ni plus profitablement pour une multitude jusqu'ici déshéritée, et pour cette belle patrie à laquelle nous sommes sûr qu'ils pensent.

Avec tant de supériorité sur tout ce qui résiste chez nous ; avec tant d'avantages accessibles dès l'instant et sans efforts ; avec un caractère d'innovation si pacifique et pourtant si fécond, conciliant tout et ne brusquant rien, ne déplaçant pas un seul comptoir existant et se reliant, au contraire, à toutes les maisons bien famées, actives, et préoccupées comme eux de l'avancement de l'industrie nationale, il eût été déplorable que les créateurs de l'*Omnium* n'eussent pas rencontré, parmi les notabilités de tout ordre, adhésion franche et participation directe chez la plupart, encouragement et promesse de fusion chez tous. La banque de France elle-même n'a pu hésiter de manifester, par l'organe de ses principaux administrateurs, son approbation explicite ; et sans doute demain, si les valeurs de crédit de l'*Omnium* étaient présentées à sa caisse elles y seraient reçues avec empressement comme solides et pleines d'avenir. Peut-être ces préliminaires favorables sont-ils le prélude d'une intimité de rapports. Les circonstances, et, en outre, le renouvellement problématique de la charte de la banque en 1844, peuvent plus qu'on ne pense, suivant nous, la nouer et l'avancer singulièrement.

Quels que soient le renom et les adhésions notables déjà acquis à l'*Omnium*, nous tenons l'institution pour une des conceptions pratiques les plus neuves et les plus fécondes qui soient écloses en France depuis huit ans. Elle est grosse d'avenir et elle a, pour les intérêts d'aujourd'hui et les exigences de demain, des promesses et des faits.

Il est question, depuis quelque temps, d'une *Société commanditaire de l'industrie*, sous les auspices ou la direction de M. Laffitte. Nous ignorons encore le programme de cette institution. Nous augurons bien, sans doute, de toutes les innovations financières auxquelles l'illustre banquier prête son appui, et nous pensons que la société commanditaire, ainsi que l'*Omnium*,

dont nous espérons qu'elle sera plus que l'imitation, sont destinés à venir en aide au travail, à la probité et à l'intelligence.

Mais comment leur intervention sera-t-elle réellement efficace? A quelles conditions deviendront-elles de véritables institutions populaires? Pour devenir populaires, il faut qu'elles s'appliquent spécialement au grand nombre, à ceux qui n'ont pour capital que leur force, leur bonne volonté, l'aptitude et le savoir-faire. Jusqu'ici presque toutes les améliorations introduites dans les institutions de crédit se sont faites pour ceux qui avaient déjà, et si elles ont profité parfois à ceux qui *n'ont pas*, ce n'a été que par ricochet. Or, c'est précisément de cette dernière classe qu'il s'agit quand on accorde tant d'importance au crédit et aux banques.

L'*Omnium* et toutes les institutions analogues qui vont surgir ne peuvent s'adresser au grand nombre qu'à la condition de pouvoir régulariser la production de leurs *commandités*. Ce sont de nouveaux consommateurs, qu'elles doivent avoir principalement pour but de faire naître, et non des rivaux qui s'entre-détruisent. Si donc elles s'en tenaient à faciliter la production aux individus, sans s'enquérir où est la destination de cette production, il arriverait qu'elles commanditeraient au nord ou à l'occident d'un pays, d'un département, etc., la production qu'elles auraient déjà commanditée en suffisante quantité au midi ou à l'orient; tandis qu'elles doivent s'efforcer de rendre les nouveaux producteurs consommateurs mutuels de leurs produits respectifs.

Mais, bien évidemment, elles ne le peuvent qu'autant qu'elles soient reliées intimement entre elles : si les banques sont dans l'anarchie, il est impossible que la production et la consommation ne soient pas constamment en disproportion énorme. Tous les maux causés par les banques aux États-Unis et en Angleterre viennent de là : de leur *anarchie*. L'une des plus pressantes nécessités des institutions de commandite, c'est donc leur *unité* : ce qui suppose qu'elles reçoivent un caractère public ; qu'elles soient déclarées *institution nationale*, fonctionnant sous la surveillance et le contrôle des pouvoirs représentatifs ; qu'elles

aient à leur tête une commission analogue à celle qui a la haute gestion de la caisse des dépôts et consignations.

Régler la production, la proportionner de plus en plus aux besoins de la consommation, voilà l'office le plus important d'une constitution de crédit vraiment utile et urgente. Dans tout l'échafaudage économique élevé empiriquement par les siècles, il n'est peut-être pas une ouverture par où pénètrent plus de maux dans l'édifice social que celle qui résulte de la disproportion entre l'offre et la demande. Peut-être n'y a-t-il pas de remède; peut-être ce que l'on ferait sortir de maux d'un côté rentrerait-il par l'autre. Comment savoir aujourd'hui en France quels objets, quels produits voudront consommer l'an prochain les Chinois ou les Turcs, et en quelle quantité? et combien les Russes, les Anglais ou les Américains produiront de ces objets et en quelle quantité ils les exporteront chez tel ou tel peuple? et qui se fera fort de prévoir ou de fixer les capricieuses et mobiles folies de la *mode* et du *bon ton*, un mois, un jour, une heure devant?.... C'est donc ici une autre pierre philosophale. Il paraît, du moins, indubitable que jamais la production ni l'offre ne répondront parfaitement à la demande. Il faudrait, pour cela, la perfection morale et la prescience absolue dans l'homme et dans chaque homme et leur toute-puissance sur les éléments de l'ordre brut. Cependant la société peut améliorer ici comme ailleurs. Il semble même qu'en toutes choses l'homme collectif soit placé devant un idéal de perfection, qu'il est destiné à approcher progressivement sans l'atteindre jamais.

Or, nous le répétons, si l'on tient, comme on n'y paraît que trop disposé, à commanditer *ceux qui ont*, ou même ceux qui, parmi les *prolétaires*, dépassent la foule en aptitude et en savoir-faire, et qui déjà prospèrent, on laisse en dehors de l'action des institutions commanditaires la masse des populations; on la condamne à jamais au salaire et à l'exploitation des entrepreneurs et des intermédiaires *parasites;* on jette anathème sur l'association: il faut le redire, on soutient, on élève les individus déjà forts par eux-mêmes, et déjà promus au banquet de la vie par leur propre puissance; on les aide à mieux acca-

bler les faibles, ceux qui n'auraient besoin que d'être mis en harmonie de production avec les plus habiles pour se donner de mutuels bienfaits.

Et de là, la continuation des crises, des trop-pleins, des écrasements, des faillites et des banqueroutes périodiques. De là toujours une concurrence *aveugle*, et le *tohu-bohu* du commerce et de l'industrie générale.

Il faut donc entrer définitivement dans une autre voie. Ce ne serait pas trop de l'inspiration, du dévouement d'hommes et de ministres comme Turgot, Colbert, Sully, etc. Il faudrait peut-être sortir tout à fait de l'ornière de la routine et se placer sur le terrain même des innovations radicales et larges. Cependant avec un peu de bonne volonté on arriverait, nous le croyons, à un grand résultat sans dépasser beaucoup la portée des esprits et des moyens du siècle.

Il s'agirait d'ajouter aux attributions d'une institution organisée à peu près comme l'*Omnium*, et rattachée aux pouvoirs représentatifs sous le nom *d'institution nationale de crédit*, les attributions suivantes :

1°. La commandite régulière du travail, du talent et de la moralité, et en général de tous ceux qui, pauvres ou riches, adhéreraient à ses statuts ;

2°. La commandite de raisons sociales *collectives*, mais nullement ou presque point de raisons *individuelles ;* c'est à dire l'adoption du *mode d'association ;*

3°. La *mutualité* obligatoire des commandités dans leurs échanges, ou leur abonnement réciproque à leurs produits respectifs ;

4°. L'intervention de *droit*, de l'institution nationale, comme intermédiaire officieux de ces échanges, et comme mécanisme de cette mutualité, les comptoirs et les établissements locaux de l'institution interviendraient entre les producteurs et les consommateurs commandités, pour la vente et l'achat.

Comme voies et moyens, l'institution nationale se proposerait la formation de *centre de production agricole* et *manufacturière*. Le nombre de ces centres se multiplierait *indéfiniment* en raison des besoins et à mesure des ressources.

L'institution recevrait des demandes en *nom collectif* pour la formation de nouveaux centres.

Un directeur-gérant, au choix des coassociés, mais soumis à l'acceptation de l'institution sur une liste d'un certain nombre de candidats, serait constitué le fermier général responsable et gouvernant toutes choses sans contestation de la part des individus, comme un fermier dans sa ferme et un chef industriel dans son atelier.

Il recevrait, suspendrait, accepterait tel nombre de travailleurs coassociés ou salariés qu'il jugerait convenable et nécessaire au succès de l'entreprise, de concert avec l'institution centrale; ce gérant donnerait un cautionnement proportionné au chiffre de sa commandite. Il aurait des émoluments ou un dividende proportionné aux bénéfices nets du centre qu'il dirigerait.

Pour la formation de chaque centre, l'institution exigerait, autant que possible, que parmi les coassociés d'un même établissement il y eût un noyau de petits capitalistes ouvriers qui apportassent tout ou partie de leur avoir, en actions dans le fonds social et qui répondissent moralement de la portion d'entre les coassociés qui manquerait tout à fait d'épargnes ou de capitaux. Ce serait la garantie du concours zélé de ceux-ci et le moyen d'envelopper successivement dans la commandite nationale tous les prolétaires laborieux probes et rangés. L'institution d'ailleurs pourrait, au besoin, choisir elle-même des prolétaires qu'elle adjoindrait aux petits capitalistes qui demanderaient la formation d'un centre. Chaque associé travailleur recevrait un salaire fixe pour chaque heure, pour chaque journée (ou autre *unité*) de travail. Ce salaire, déterminé par l'institution lors de la formation du centre, pourrait varier selon la nature des industries exploitées, par conséquent selon les centres, selon l'âge et le sexe, etc. Mais cette variation échapperait au caprice, à la faveur, à l'arbitraire des gérants. Dans tous les cas, à moins qu'il n'y eût insuffisance de bénéfices par le fait patent des coassociés, ce salaire à tant l'heure ne pourrait être plus bas que le *minimum* des *nécessités* de la vie.

Le gérant pourrait augmenter successivement le salaire d'un

associé jusqu'à une limite *maximum*, uniforme pour tous les membres du centre de production.

Sur les bénéfices nets annuels serait prélevée une certaine fraction pour amortir le capital emprunté à l'institution nationale sous forme de commandite. — Mais ce prélèvement ne s'effectuerait qu'après qu'une certaine fraction du dividende total aurait été affectée aux membres de chaque centre, et partagée par portions *égales* entre eux.

Le *capital* qui résulterait pour chacun, de ce partage, ne pourrait être détourné du centre ; il irait se constituer en actions dans le fonds social commun et fructifier, au profit de chacun, comme cela a lieu dans les sociétés actuelles par actions. L'intérêt qui écherrait à ce capital serait à la libre et complète disposition du capitaliste, qui en userait à sa volonté. — Mais le principal du capital ou de chaque action ainsi formée ne serait transférable qu'entre les divers centres de l'institution nationale; il ne serait pas facultatif au propriétaire de le retirer pour l'employer dans la concurrence libre du monde extérieur.

La nature de l'industrie exploitée par chaque centre, l'importance de son personnel et de son capital social, en un mot l'économie intérieure de chaque établissement commandité, seraient déterminées d'après une vue d'ensemble par l'institution centrale, sur l'examen des ressources des localités, des besoins, etc., et principalement d'après le choix qui aurait été fait dans les demandes collectives venues des divers points du pays. Et le tout serait ordonné de telle sorte que chacun des centres pût trouver dans tous les autres l'ensemble ou la plupart des objets de sa consommation fondamentale, à des prix aussi avantageux que ceux du monde industriel de la concurrence anarchique.

Autant que possible, on offrirait aux membres d'un même centre une série d'appartements à bon marché dans les bâtiments réguliers de l'établissement. La préparation culinaire et toutes les nécessités du ménage se *prépareraient en commun*, et chacun *consommerait* en famille ou autrement, comme il l'entendrait.

Chaque centre serait tenu de vendre l'excédant de sa consommation, pour chacun de ses produits, à tous les autres centres, au prix *moyen* (de 5 ou 10 ans) de la concurrence extérieure. De même, chaque centre serait tenu de s'approvisionner dans tous les autres pour toutes les denrées et marchandises de sa consommation : l'une et l'autre obligation, à moins qu'il n'y eût refus des centres de consommer ou de produire telle ou telle denrée, auquel cas chaque centre serait libre de communiquer avec le monde extérieur pour la vente ou pour l'achat de ces objets. Il est entendu que chaque centre tirerait du monde *extérieur* toutes ces matières premières qui ne lui seraient pas fournies par le monde *intérieur*.

Les hypothèses que nous venons de faire touchant les approvisionnements mutuels des centres se vérifieraient rarement, car les gérants ne seraient pas laissés à eux-mêmes pour la connaissance des besoins et des offres, pour la nature, la quantité et la qualité de leur production annuelle : ils recevraient périodiquement *l'état de situation* de la production et de la consommation approximative non seulement des divers centres de l'institution nationale commanditaire, mais de tous les points du globe et d'abord de la France et des pays voisins. Et cela par les soins d'une administration générale spéciale, ressortissant de l'institution de crédit. — Quant à la statistique des besoins et des ressources des centres commandités, rien ne serait plus facile pour une institution telle que nous l'avons montrée, ayant ses comptoirs de commandite de tous degrés, échelonnés et répandus jusque dans les moindres localités et reliés entre eux, par des administrations centrales, aussi hiérarchiquement organisées. Et si la statistique du monde extérieur était encore difficile, elle serait toujours infiniment moins incomplète pour une institution qui aurait des yeux et des oreilles en tous lieux, qui serait puissante et riche et qui pourrait disposer des agents de la diplomatie, que pour les maisons de banques particulières qui restent livrées à leur propre faiblesse d'individus isolés.

Naturellement les gérants de chaque centre seraient tenus de se conformer aux conclusions et directions qui ressortiraient

pour eux de ces informations et de ces données. Il y a plus : l'administration centrale, après s'être suffisamment entourée de documents et de lumières, pourrait fort bien équilibrer, au préalable, la production de ces centres pour une ou plusieurs années; du moins, elle pourrait déterminer absolument le chiffre *invariable*, pour une forte période, et laisser un chiffre *flottant* pour les éventualités annuelles. — Dans tous les cas, les réclamations et griefs des divers centres seraient constamment entendus et encouragés à s'exprimer.

Pour voir clair dans cette grande œuvre de la pondération des offres et des demandes parmi les centres de l'institution nationale, il faudrait procéder à peu près de la manière suivante : diviser et subdiviser toutes les industries en genres, en espèces, en variétés, en nuances et sous-nuances ; affecter dans chaque *commune* un comptoir administratif et commanditaire pour chaque spécialité ainsi délimitée; relier pour une même spécialité tous les comptoirs communaux à un comptoir *cantonal*, tous les comptoirs cantonaux à un comptoir *d'arrondissement*, tous les comptoirs d'arrondissement à un comptoir *départemental*, et ainsi de suite ; — et faire que tous les comptoirs cantonaux de toutes les spécialités communales se trouvent centralisés *dans un même établissement*, et soient en relation et correspondance intimes : et ainsi de suite pour les comptoirs arrondissementaux et départementaux , etc., de toutes les spécialités d'arrondissement, de département , etc.

Toutes les spécialités ainsi classées , ainsi gouvernées et administrées séparément, ainsi rattachées et reliées à chaque instant, rien ne serait plus facile, comme nous l'avons dit, que d'obtenir et de tenir à jour le moindre mouvement producteur de chaque spécialité, de chaque commune, et enfin de telle circonscription désignée. Alors une statistique circonstanciée ; statistique sans laquelle on ignorera toujours les rapports de la production et de la consommation, serait possible.

Nous devons faire remarquer que ces voies et moyens s'appuient sur des généralités économiques incontestables, que l'avenir se chargera de faire accepter de tous. Il n'est besoin que d'un seul et unique intermédiaire entre les producteurs et

les consommateurs ; cet intermédiaire doit être en solidarité de bénéfices et de pertes, de prospérité et d'adversité, avec ceux dont il se fait le *medium* ou l'instrument. Il ne doit pas être autre qu'une institution nationale de crédit, dégagée de l'esprit étroit de la cupidité personnelle par son caractère public. C'est par ses agents que doivent s'effectuer les échanges, la vente et l'achat ; que les produits et denrées doivent aller à leur destination sans tâtonnements ni détours ; et par lui, sous son inspiration et par ses sacrifices, que doit s'organiser le grand ensemble des ateliers. Lui seul peut appliquer et systématiser largement le mécanisme des docks et magasins de terre et de mer, et l'ingénieuse combinaison des *warrants* en les appropriant avec intelligence et simplicité à ce nouvel ordre industriel et commercial.

Ainsi l'idée qui nous guide ici, c'est que *l'abonnement mutuel* des producteurs de tout genre et le mode collectif sont des conditions premières et essentielles de toute organisation du travail ; c'est que la commandite large, populaire, radicale, n'est possible qu'autant qu'elle coupe court à la concurrence individuelle anarchique, laquelle mène à la production *aveugle*, aux trop-pleins et aux crises. Commanditer purement et simplement des individus *indépendants* et rivaux comme on le fait jusqu'ici ; puis les laisser produire, vendre et acheter à leur corps défendant, sans boussole ni frein, c'est faire fructifier une portion de la commandite totale aux dépens de l'autre portion, c'est enrichir les uns par la ruine des autres, c'est prostituer le *crédit*. Nous regardons donc la commandite des seules raisons sociales *collectives* comme un point décisif. Cependant nous concevons que l'on substitue aux raisons collectives de notre projet des raisons *individuelles*, et qu'on en modifie les dispositions ainsi qu'il suit :

L'institution nationale recevrait les *individus* à la commandite sous les conditions et aux clauses suivantes :

Après avoir été commandités une première fois pour le capital nécessaire à leur industrie sur preuve d'aptitude et de moralité suffisantes, ils recevraient de l'institution, contre dépôt de marchandises de valeur équivalente ou proportionnelle,

des billets de crédit, valables partout dans le rayon d'action de l'institution, c'est à dire auprès des individus déjà commandités par elle. A l'aide de ces billets, ils se pourvoiraient de toutes leurs matières premières auprès des industriels ainsi rattachés à l'institution, et, au besoin, auprès de tous les industriels *étrangers* qui accepteraient ces effets de crédit de l'institution. Cependant il y aurait lieu à exiger une attestation collective qni prouvât que, dans un certain rayon, l'acheteur n'aurait pu trouver de vendeur parmi les commandités de l'institution.

L'institution aurait le privilége d'acheter à ses commandités isolés leurs productions à vendre, si la qualité, la quantité, le prix moyen, etc., lui convenaient, ou si elle savait où les placer à propos; ou plutôt le commandité aurait lui-même cette faveur de trouver ainsi un débouché sûr à sa production et d'être mis en relation d'abonnement avec les autres commandités, c'est à dire avec un peuple de consommateurs et de producteurs bienveillants et mis avec lui en solidarité de prospérité par l'intermédiaire généreux et éclairé d'une grande maison de placement, intéressée elle-même directement et sérieusement à leur mutuel succès.

Tous les prix d'achats et de vente seraient déterminés, comme il a été dit, d'après les données de prix courant moyen de la concurrence extérieure pour toute l'étendue de la nation, sans égard aux variations de prix passagères, aux hausses et aux baisses de localités.

Les comptoirs spéciaux diraient à chaque commandité, dans leur rayon, qu'il ait à ralentir, à accélérer ou à modifier sa production pour satisfaire les goûts, les besoins, etc., de tout ou partie des consommateurs.

Tous les produits qui viendraient à ne pas trouver leur écoulement ou leur consommation finale dans le nouveau monde industriel de l'institution nationale, après un certain temps, seraient mis en circulation dans la concurrence ordinaire extérieure, par les soins et à la diligence des comptoirs de l'institution, ou bien l'individu producteur lui-même serait libre

d'effectuer la vente au dehors sur permission passagère accordée par les comptoirs.

Tout individu qui voudrait se retirer de cette solidarité pour la production et la consommation serait tenu d'en obtenir la faculté de l'institution ou de lui payer telle somme préfixée, une fois pour toutes, ou de constituer entre ses mains telle somme en rente viagère, etc., en prenant pour base d'estimation de cette somme le nombre des années passées dans la commandite par cet individu.

Comme aucun comptoir ne pourrait délivrer d'effets de crédit que sur certitude de moralité et d'aptitude, ou que sur dépôt de valeurs équivalentes, et comme toute utilité produite par un commandité aurait un débouché presque certain et connu d'avance, on voit que tout effet de l'institution, mis dans la circulation, mériterait d'être considéré comme monnaie pour toutes les transactions; enfin, comme il porterait intérêt pour la valeur déposée, on voit aussi que chacun des commandités isolés serait intéressé à vivifier les caisses de l'institution nationale de toutes ses épargnes et que même les capitaux disponibles du dehors prendraient cette voie.

Les conditions principales à imposer aux commandités isolés seraient donc, 1° de prendre leurs matières premières et leurs objets de consommation dans les magasins de l'institution ou dans les établissements commandités par elle;

2°. D'apporter à ces magasins ou d'offrir à ces établissements commandités les produits de leur industrie destinés à l'échange ou à la vente.

Et lorsque l'institution nationale, par une action suffisante, aurait étendu partout ses premiers bienfaits, on verrait, à sa moindre sollicitation, les individus de chaque spécialité dans chaque commune se grouper par centres d'association ou *raisons collectives*, dans lesquels il n'y aurait plus de salariés, presque tous le seraient comme nous l'avons dit, et où il n'y aurait plus de capitalistes, parce que tous auraient leur part d'action qui bonifierait dans le fonds social commun. Ces réunions seraient infailliblement déterminées par l'intérêt bien compris d'une seule spécialité. L'économie et tous les genres

d'avantages qui résulteraient pour elle de cette transformation forceraient toutes les autres à en faire autant.

Puis viendrait la fusion des spécialités différentes susceptibles d'être menées de front par les mêmes travailleurs dans un même centre, ou devant gagner beaucoup en économie par le fait de leur proximité. Enfin, quand il y aurait adhésion, toutes les spécialités d'une même commune, par exemple, pourraient se constituer en intime solidarité et fondre leur capital social en un seul et unique capital, pourvu qu'elles regardassent toujours l'institution de crédit qui les aurait fait naître et prospérer, comme leur intermédiaire obligé pour toutes les transactions, pour les échanges, etc.

En supposant l'existence de nombreuses raisons collectives, ou centres commandités, rien n'empêcherait donc que l'institution nationale ne reçût également à la commandite tout industriel isolé qui consentirait aux conditions principales de cette commandite.

Quoi qu'il en soit, grâce à cette organisation, individus ou associations, tous ceux qui seraient admis à la commandite pourraient enfin produire avec intelligence et à propos leurs mutuelles utilités. Il suffirait à l'administration générale de leur faciliter ou de leur refuser ses avances, pour telle ou telle entreprise, ou pour telle production au delà d'une certaine quantité, etc. Et chacun apporterait dans les grands *Docks* de l'institution les produits de son industrie en échange des matières premières nécessaires à une nouvelle production, ou bien en retour d'objets de consommation pour la vie domestique.

L'institution nationale pourrait même se passer de distribuer à chaque producteur commandité de l'argent numéraire ou des billets de crédit : il lui suffirait de donner en retour des valeurs matérielles, des *cartes* avec lesquelles chacun pourrait se pourvoir dans tous les centres, établissements, magasins ou ateliers de l'association générale, de telle matière première en telle quantité ou dans telle qualité qui serait spécifiée.

Tout se réduirait donc alors *à sa plus simple expression* dans le mécanisme de la production, de la circulation et de la consommation. Les qualités, les prix, tout ce qui fait une équita-

ble vente et une juste rémunération du travail serait ici déterminé par une administration admirablement informée de la valeur relative de chaque objet et de chaque effort.

Par cette organisation, on arriverait insensiblement et sans révolution à la socialisation la plus large possible des instruments de travail et à l'universalisation des sources et des conditions de la richesse ; on approcherait enfin d'une distribution de bien-être de plus en plus équitable.

Voici comment :

La commandite, de la part de l'institution nationale, serait un capital quelconque qui viendrait s'appliquer le plus souvent à un capital proportionnel, mais très-variable, apporté *collectivement* par les membres de chaque centre de production. Nos raisons sociales collectives ainsi formées seraient admises à se déclarer *indissolubles* ou perpétuelles ; c'est-à-dire que le fonds social, d'abord réalisé par l'institution nationale du crédit, et accru d'une réserve annuelle sur les bénéfices nets du centre, serait *inaliénable*, *immobilisé*, *indivis* sous la raison sociale A ou B de telle ou telle localité. — Les valeurs immobilières et mobilières de chaque centre n'appartiendraient donc individuellement à aucun de ses membres pour une part quelconque de propriété absolue ; et cependant elles appartiendraient à tous pour une part quelconque *d'action* transférable, et comme instrument de travail, comme source ou condition de bien-être. — Au lieu de la perpétuité, on pourrait statuer que chaque centre se forme pour 99 ans, etc.

Tout associé ou ses héritiers, qui voudraient ne plus prendre part personnelle à l'œuvre active du centre où serait leur capital ou plutôt leur *action*, pourraient se retirer, se reposer, jouir des revenus qu'ils trouveraient dans les bénéfices de leur part d'action ; mais ce serait aux conditions, 1° que les individus sortant ainsi seraient remplacés par un nombre équivalent de prolétaires ou autres jusque-là étrangers à l'institution, à la diligence de l'institution elle-même, du gérant ou des associés restants. Les *sortants* pourraient même faire un choix e proposer leurs successeurs.

Ces successeurs ou remplaçants jouiraient absolument de

mêmes avantages et seraient soumis aux mêmes conditions que les sortants ; c'est-à-dire qu'ils auraient un salaire fixe et une part de bénéfices déterminée sur les dividendes annuels, part qu'ils capitaliseraient sur la raison collective, comme il a été dit, et qu'ils augmenteraient infailliblement selon le degré de prospérité de l'établissement.

2° Les *sortants* n'auraient droit à leur revenu, c'est-à-dire à une part d'intérêt pour leur action sur le fonds social, qu'après le prélèvement de la part du dividende des successeurs et des *restants*, et de la part affectée à l'amortissement de la somme commanditée par l'institution.

Les successeurs seraient pris, en général et de préférence, dans l'intérieur du monde nouveau de l'institution, parmi les membres des familles qui auraient le plus d'enfants.

Les membres capitalistes *restants* d'un centre seraient toujours grandement intéressés à satisfaire et à bien accommoder les prolétaires *entrants ;* car le zèle et la bonne volonté de ceux-ci pour la prospérité du centre hâteraient d'autant le jour où les anciens pourraient sortir, se reposer en vivant de leurs rentes. Les sortis eux-mêmes auraient intérêt à faire réussir les restants et les rentrants, puisque ce serait d'eux qu'ils tiendraient leur grand ou leur médiocre revenu. Ils commenceraient donc par se faire les consommateurs assidus et fidèles de ces producteurs du centre et de l'institution nationale, ils continueraient de leur propre mouvement à faire corps avec eux, etc. — Enfin les *entrants* ne seraient pas moins directement intéressés au succès du centre, puisqu'ils y trouveraient en perspective certaine un avenir proportionné à leur zèle individuel.

Quand le capital de commandite sera complétement amorti pour un centre, l'institution continuera, à perpétuité, à avoir les mêmes prérogatives, le même droit d'intervention en tout et pour tout que durant la commandite, et elle sera propriétaire indivis de cette raison sociale avec les associés; seulement elle n'en tirera aucun usufruit, ni aucun bénéfice ultérieur. Peut-être, cependant, y aurait-il lieu de lui accorder à perpétuité une sorte de dîme légère sur les bénéfices nets annuels de chaque centre ainsi libéré, quand ces bénéfices dépasseront telle

limite préfixée. On va voir la destination éminemment sociale qui serait donnée à cette contribution.

Les capitaux qui rentreront ainsi à chaque instant dans les caisses de l'institution nationale après un certain laps d'activité et de développement des premiers centres constitués, lui permettront de perpétuer indéfiniment son action bienfaisante, c'est-à-dire d'étendre et de multiplier ses commandites et ses centres de production, et de conquérir ainsi peu à peu toute la société par la persuasion, par l'intérêt et par la liberté que la multitude y trouvera. — On conçoit que ces nouveaux établissements deviendraient à leur tour des sources de rentrées annuelles pour l'institution, qui recommencerait à organiser avec ces rentrées nouvelles et cette contribution, et ainsi de suite.

Ces rentrées continuelles, et avec la *dîme* ou contribution annuelle des centres libérés, lui serviraient donc à placer continuellement, et à propos, les excédants ou accroissements de populations, qui aujourd'hui viennent jeter incessamment le trouble dans le mouvement social, et qui demandent du travail, une position, un rôle, sans que ni le pouvoir, ni les particuliers, ni le crédit des banques anarchiques puissent les aider en rien.

Ici, au contraire, le trop-plein de chaque famille, le supplément de chaque génération, de chaque centre de production, sera pompé et comme attiré sans discontinuité par les nouveaux établissements que l'institution consentira à créer avec ses doubles ressources.

Ajoutons que les parents des nouveaux venus, qui auraient des actions au delà d'un certain chiffre sur quelque centre déjà existant, seraient tenus de donner une part du revenu de ces actions pour la mise de leurs enfants dans les centres nouveaux où ils seraient admis.

Quant aux membres *sortis* qui dissiperaient leurs rentes, ou qui n'en trouveraient pas de suffisantes dans les dividendes à eux échus dans les centres qu'ils auraient quittés, ils pourraient toujours recommencer une vie utile en rentrant dans un centre quelconque, puisqu'il y aurait continuelle création d'établissement, ou, ce qui revient au même, une formation de producteurs et de consommateurs nouveaux, et que tout serait

ordonné pour la satisfaction mutuelle des besoins des associés.

Tout ou partie du fonds social d'une raison collective pourrait toujours être transférable, s'il était mobilier, dans une autre localité; et échangeable, s'il était immobilier, contre valeur équivalente appartenant à des propriétaires du monde *extérieur*. Pour tout cela il faudrait seulement l'adhésion des coassociés et de l'institution nationale.

S'il survenait des désastres de force majeure, il serait de l'intérêt de l'institution d'agir en commanditaire paternel; d'ailleurs on voit combien le terrain serait préparé pour une *mutualité* intime et universelle de *secours* entre les centres.

Par tous ces moyens, et par d'autres combinaisons qu'il est facile de concevoir, le *capital*, ce véhicule éternel de l'activité, de l'espérance et de l'animation du vulgaire, le capital existerait donc encore, il aurait donc encore son intérêt; on pourrait donc encore vivre de ses rentes, mais du moins pour cette fois l'intérêt et la rente seraient subordonnés aux nécessités et au bien-être de ceux qui feraient reproduire et fructifier ce capital, dont les rentiers et leur survivance seraient les propriétaires indivis ou plutôt *usufruitiers*.

Et pourtant rien dans notre plan ne forfait à l'émulation, à l'intérêt, à la liberté individuelle, aux sentiments de famille; à la jouissance, à la variété de goûts, d'habitudes et de consommation des associés.

Par exemple, pour ce qui regarde le désir de *s'enrichir* et le besoin de se développer, chaque centre, et avec lui chacun de ses membres, se trouverait de plus en plus satisfait à mesure que l'institution nationale de crédit s'étendrait à un plus grand nombre d'individus ou de raisons collectives. Et cette satisfaction serait à son *maximum* lorsque l'institution envelopperait dans son organisation la société tout entière. Pendant le développement, chaque spécialité, chaque raison commanditée, verrait sa prospérité croître parallèlement à celle de l'institution; car chaque nouveau venu déterminerait un supplément de travail et de production, offrirait de nouvelles sources de jouissances dans chaque branche d'utilité et serait un consommateur *général* pour chaque spécialité.

Et comme, attendu l'anarchie qui règne dans la concurrence actuelle du monde extérieur, il y a toujours une foule de branches qui, à une heure donnée, manquent de producteurs, et où cependant le bénéfice est important et certain, faculté et facilité seraient données aux spécialités qui seraient dans ce cas de produire pour le monde extérieur et de se développer dans ce sens. L'institution trouverait même intérêt à les y engager, à les y aider, et le monde entier plus d'un motif pour y applaudir: car cette organisation, fût-elle bien générale, ne nuirait aucunement à l'ancien monde de la concurrence anarchique : elle ne lui ôterait pas un seul consommateur important, puisque ce sont ici autant d'individus déshérités ou approchant qu'on appelle pour la première fois à la consommation suivie, abondante et variée. Loin de nuire aux intérêts privés de l'industrie ordinaire, ils lui achèteraient une forte portion de matières premières et lui vendraient parfois des utilités dont elle manque.

Légèrement modifiée, cette combinaison peut devenir ce que l'on veut et prendre un caractère fort différent. Par exemple, elle peut se transformer en colonies agricoles, ou en fermes-modèles centralisées; en institution quasi-militaire de production magnifique; elle se plie aux spécialités tout comme elle comporte l'exploitation simultanée de l'agriculture, du commerce et de l'industrie manufacturière. Elle peut devenir une institution publique gérée directement par les fonctionnaires de l'État: on peut y envelopper ses compagnies d'ouvriers civils: les *ponts et chaussées*, entre autres, y trouveraient facilement les bases et l'esprit d'une organisation qui leur manque et dont le défaut les paralyse sans retour.

Il nous semble aussi qu'une telle organisation équivaudrait à une réglementation des arts et métiers; on y trouverait les corporations, les *jurandes et maîtrises* compatibles avec le règne de la liberté; les vocations et les aptitudes y auraient naturellement et nécessairement leur direction et leur satisfaction; enfin, dans ce milieu, l'on ne verrait point de carrières obstruées, tandis que d'autres seraient abandonnées, etc.

Si nous ne nous trompons, c'est par des combinaison de ce

genre que les besoins et les offres, la production et la consommation, peuvent se trouver un peu mieux pondérés; que le chômage des ouvriers peut être évité et rendu moins fréquent; que la consommation peut échoir, abondante et généreuse, aux masses prolétaires, et que ces masses peuvent s'élever graduellement à la qualité de propriétaire et de capitaliste.

Toutefois nous sommes loin de croire que la réalisation des moyens que nous venons de formuler d'une manière beaucoup trop générale et incomplète, soit sans difficulté; et qu'il n'y ait pas de solides objections à faire aux diverses dispositions qui précèdent. Aussi ne nous sommes-nous proposé que d'appeler dans cette voie, et de suggérer peut-être des conceptions plus larges, plus praticables, plus heureuses enfin.

NOTE 11 (pag. 241).

Ce sont les accidents météorologiques qui occasionnent les mauvaises récoltes. Or il est prouvé par l'observation que sur la surface totale du globe, même en ne prenant que des zones assez étroites, les inconvénients qui résultent d'un certain état atmosphérique, à telles latitudes et longitudes, sont contre-balancés par les avantages qui résultent de l'existence d'un état atmosphérique contraire à telle autre latitude, sous tel autre méridien; en sorte que, pendant que la production est moindre ici, ailleurs elle est accrue. Ainsi, en n'isolant point les diverses parties de l'humanité, les pertes prétendues causées par les variations atmosphériques n'existent pas en réalité. Lorsqu'elle est apparente sur un point, il ne s'agit que d'y transporter le superflu qui est ailleurs. C'est le fait de la prévoyance qui gouverne : bien plus, la nation où un genre de produit manque, jusqu'à un certain point, n'éprouve, en définitive, point de perte, s'il y a prévoyance véritable. En effet, l'état météorologique, qui a nui à certaines cultures, a été favorable à d'autres, en sorte qu'il y a surabondance de produits d'une autre nature, surabondance qui servira à rembourser les avances faites momentanément par les nations voisines, etc.

(Journal l'*Européen*, rédigé par MM. Buchez et Roux.)

On ne saurait mieux prouver la solidarité des nations; et si toutes les questions économiques et sociales étaient envisagées avec cette hauteur de vue et cette supériorité de raison par les conducteurs des peuples ou plutôt par la masse des peuples eux-mêmes, les progrès de l'humanité seraient aussi rapides qu'ils sont lents.

NOTE 12 (pag. 255).

La statistique est en progrès; elle s'étend, se régularise et se constitue chaque jour : une foule de savants en font leur spécialité et s'y dévouent comme à un important moyen d'ordre et de prévoyance. C'est qu'en effet, pour qui a réfléchi aux conditions d'une bonne entente dans la production et la circulation des richesses; pour qui pense que la méthode expérimentale doit opérer dans le domaine de l'activité sociale ce qu'elle a opéré dans le domaine de la nature, il est évident que le plus grand avenir est réservé à la statistique. Toutefois il reste beaucoup à faire : il n'y aura de science sociale positive, et l'initiative gouvernementale ne sera efficace que le jour où il existera chez chaque peuple un inventaire *permanent*, non-seulement de l'état du globe, mais des faits humains, moraux, intellectuels et industriels, dans tout ce qu'ils ont de stable et de contingent.

Il semble donc que le temps est venu où la statistique doive prendre rang, parmi les branches obligées de l'administration publique, à l'égal de tout autre service. Si de toutes parts, en Europe, des éléments précieux ont été recueillis, ils restent confondus, en désordre, et n'ont encore été que d'une faible utilité.

Les relier, les comparer, en tracer le tableau synoptique, ce serait, pour ainsi dire, leur communiquer la vie. Or ce ne peut être là que la tâche d'un pouvoir public.

Sans doute, il existe au ministère du commerce un bureau de statistique; mais ce bureau demande un développement et une activité nouvelle. Sa constitution date de l'enfance de la science, ou du moins elle en a retenu tous les signes. Il im-

porte qu'il devienne le centre et le régulateur des travaux jusqu'ici isolés, répétés, superflus ou contradictoires des statisticiens. A cet égard, les exigences de l'industrie, du commerce et de tous les publicistes sont telles, que tout un personnel et une administration nouvelle sont à créer dans chaque pays. Il serait beau de voir le gouvernement français donner l'exemple à l'Europe.

Ainsi il nous paraît qu'une des attributions les plus importantes du ministère des affaires étrangères devrait être d'établir une correspondance de statistique avec toutes les puissances civilisées. Une pareille combinaison n'ayant rien de politique, elles comprendraient peut-être qu'il est de leur intérêt de la favoriser, de l'accueillir et de généraliser, dans leurs États, cette indispensable science des faits sociaux. De cet échange réciproque et régulier des documents statistiques, se formerait naturellement alors, pour chaque pays, une statistique vraiment universelle, qui, périodiquement révisée et augmentée, constituerait le grand tarif de la richesse, du commerce et de la civilisation du globe.

NOTE 13 (page 313).

L'Union américaine couve plus d'un orage dans son sein pour un prochain avenir : elle a du moins contre elle, 1° d'être une fédération à la manière amphictyonique, et non une nationalité *une* et *indivisible*; 2° de pratiquer et de consacrer même l'esclavage; de n'être point, par conséquent, plus homogène dans ses races que dans ses institutions. A vrai dire, les vingt-cinq ou vingt-six États de l'Union sont de véritables provinces qui, dans leurs rapports, sentent le moyen âge.

Nous devons donc apporter ici quelques restrictions aux jugements favorables que nous avons portés plusieurs fois à son égard.

Pour donner une idée de la ténuité et de la nature des liens qui rapprochent ces États fédérés, nous consignons ici le curieux document émané tout récemment (il y a quelques mois) du congrès américain, à l'occasion du mouvement opéré par les abolitionistes.

« 1°. Résolu que, dans l'adoption de la constitution fédérale, les États qui l'ont adoptée ont agi, distinctement, comme États libres, indépendants et souverains; et que chacun d'eux, pour lui-même, par son propre assentiment volontaire, est entré dans l'Union, avec le dessein d'accroître sa sécurité contre tous dangers, domestiques aussi bien qu'étrangers, et pour jouir avec une plus parfaite sécurité de ses avantages naturels, politiques et sociaux.

» 2°. Résolu qu'en déléguant une portion de leurs pouvoirs pour être exercés par le gouvernement fédéral, les États ont retenu, distinctement, sur leurs propres institutions domestiques, et la police, un droit exclusif et unique dans toute son étendue, étendue à laquelle ces pouvoirs n'ont pu être ainsi délégués, et ils en sont seuls responsables; que toute intervention d'un ou plusieurs États, ou d'une association de leurs citoyens, dans les institutions politiques et la police des autres, sur quelque motif que ce soit, politique, moral ou religieux, ou sous un prétexte quelconque, dans le dessein de les altérer, ou de les renverser, n'est pas autorisée par la constitution, et tend à mettre en danger la paix et la tranquillité domestique des États où l'on intervient; elle est subversive des objets pour lesquels la constitution a été formée, et, par une conséquence nécessaire, elle tend à affaiblir et à détruire l'Union elle-même.

» 3°. Résolu que ce gouvernement a été institué et adopté par les différents États de cette Union comme un agent commun, afin d'exercer les pouvoirs qui ont été délégués par la constitution pour leurs mutuelles sécurité et prospérité, et que, dans l'accomplissement de cette haute et sacrée mission, ce gouvernement doit se borner à exercer ses pouvoirs, et ne pas intervenir dans la stabilité et la sécurité des institutions domestiques des États qui composent cette Union; et qu'il est du devoir sacré du gouvernement de résister, dans toute l'étendue de sa puissance constitutionnelle, à toute tentative faite par une partie de l'Union qui voudrait se servir de lui comme d'un instrument pour attaquer les institutions domes-

tiques d'une autre partie, ou pour altérer ou détruire de telles institutions.

» 4°. Résolu que l'esclavage domestique (c'est-à-dire limité à la localité de l'État), tel qu'il existe dans les États du sud et de l'ouest de cette Union, forme une partie importante de leurs institutions domestiques, héritage de leurs ancêtres, et existant lors de l'adoption de la constitution, qui l'a reconnu comme un élément constituant et important dans la distribution des pouvoirs parmi les États; et qu'aucun changement d'opinion ou de sentiment, de la part des autres États de l'Union, à son égard, ne peut justifier eux ou leurs citoyens d'attaques ouvertes ou systématiques dirigées pour le renverser; et que de telles attaques sont une violation manifeste de l'engagement mutuel et solennel de se protéger l'un l'autre, engagement pris respectivement par les États, en contractant le pacte constitutionnel qui a formé l'Union, et que ces attaques sont un manque de foi manifeste et une violation des obligations les plus solennelles.

» 5°. Résolu que l'intervention des citoyens d'un État, dans le dessein d'abolir l'esclavage dans ce district, met en péril les droits et la sécurité de ce district, et que tout acte ou mesure du congrès destiné à abolir l'esclavage dans ce district serait une violation de la foi donnée dans les cessions faites par les États de Virginie et de Maryland, une juste cause d'alarme pour le peuple des États propriétaires d'esclaves, et aurait une tendance directe et inévitable à troubler et mettre en danger l'Union.

» Et résolu que toute tentative du congrès pour abolir l'esclavage sur quelque *territoire* de l'Union où il existe créerait de sérieuses alarmes et de justes appréhensions dans les *États* qui maintiennent cette institution domestique; qu'elle serait une violation de la bonne foi envers les habitants de ce territoire, où il a été permis d'établir l'esclavage et de posséder des esclaves, parce que le peuple de ce territoire n'a pas été consulté sur l'abolition de l'esclavage chez lui, et parce que, quand un tel territoire sera admis dans l'Union, comme État,



le peuple qui l'occupe aura alors le droit de décider cette question exclusivement pour lui-même. »

N'est-ce pas là le langage d'une nation de raisonneurs égoïstes, de marchands qui ne veulent le bien-être, la liberté et l'égalité que pour eux? et ne sont-ce pas d'indignes descendants des illustres auteurs de l'indépendance américaine? De quel droit viennent-ils se glorifier de suivre une politique plus généreuse que celle des vieilles nations à priviléges du continent? que peuvent-ils opposer aux principes des aristocrates de tous les temps et de tous les pays qui ne puisse se retourner contre eux?

Comme toutes les bourgeoisies du monde, ces fiers démocrates arguent de leurs *droits acquis* pour décréter le *statu quo* des conditions, pour légitimer la barbarie de l'esclavage. Qu'opposeraient-ils donc, si ce n'est la loi du plus fort, à leur ancienne métropole, si elle venait, forte de ses *droits acquis* méconnus un demi-siècle, tenter de ramener ces États sous le joug? Certes, avec de tels principes, ils ne trouveraient plus pour auxiliaires, parmi les Français, les généreux partisans de leur première révolution.

Les États-Unis rappellent à la lettre les Grecs et les Romains entourés d'esclaves, vivant de leurs sueurs, et en disposant en toute propriété. Comme les Spartiates, ce sont des hommes libres, libres de toute la liberté qu'ils ravissent à leurs semblables.

FIN DES NOTES DU PREMIER VOLUME.



TABLE DES MATIÈRES DU Ier VOLUME.

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.